

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE DU NIGER



Emergence d'une classe moyenne et réduction des inégalités au Niger



Ce rapport d'étude est un produit de l'Institut National de la Statistique (INS).

Il a été réalisé par :

- Madame Kamil Halimatou Amadou Garba, Coordonnatrice de l'Observatoire Nationale de la Pauvreté et du Développement Humain Durable (ONAPAD);
- Madame Ousmane Maimouna Ali Boulhassane, Observatoire Nationale de la Pauvreté et du Développement Humain Durable (ONAPAD);
- Monsieur Issaka Karimoune, Observatoire Nationale de la Pauvreté et du Développement Humain Durable (ONAPAD);
- Monsieur Assad Hassane, Observatoire Nationale de la Pauvreté et du Développement Humain Durable (ONAPAD) ;
- Monsieur Issouffi Mounkaila Maiga, Observatoire Nationale de la Pauvreté et du Développement Humain Durable (ONAPAD) ;
- Monsieur Moctar Seydou, Economiste National du PNUD;
- Monsieur Mansour Ndiaye, Conseiller Economique du PNUD;
- Monsieur Assogba Hodonou, Consultant, Expert International pris en charge par le PNUD.

Il a reçu la contribution de :

- Monsieur Idrissa Alichina Kourgueni, Directeur Général de l'INS;
- Monsieur Ibrahim Soumaila, Secrétaire Général par intérim de l'INS;
- Monsieur Mahamadou Chékarao, Directeur des Statistique et des Etudes Economique ;
- Monsieur Sani Oumarou, Directeur des Statistiques et des Etudes Démographiques et Sociales ;
- Monsieur Oumarou Habi, Directeur des Enquêtes et du Recensement ;
- Dr Ibrahim Sidi Zakari, CAPED.

Table des matières

Tabl	e de	s matières	3
Liste	es de	s tableaux	5
Liste	des	Graphiques	6
Liste	des	Annexe	7
SIGI	LES	ET ABREVIATIONS	8
AVA	NT P	ROPOS	10
RESU	JME		11
I.	Intro	oduction	16
1.	1.	Contexte et justifications	16
1.	2.	Objectifs de l'étude	17
1.	3.	Limites de l'étude	17
II.	Ana	llyse du contexte socioéconomique du Niger	18
2.	1	Contexte physique et démographique	18
2.	2.	Situation économique et financière	18
2.	3.	Etat de la pauvreté et des inégalités au Niger	2 3
2.	4.	Accès aux services sociaux de base	26
	2.4.	1. Accès à l'Education et à la Santé	26
	2.4.	2. Accès à l'eau potable	29
2.	5.	Genre et protection sociale	29
2.	6.	Indice de Développement Humain au Niger	30
III.	C	Concepts d'émergence et de la classe moyenne	32
3.	1.	Concepts d'émergence	32
3.	2.	La notion de classe moyenne et son évolution	32
	3.2.	1. Evolution de la classe moyenne	32
	3.2.	2. Seuils d'appartenance à la classe moyenne	33
3.	3.	Liens entre inégalités et croissance économique	35
IV.	N	léthodologie de l'étude	37
4.	1.	Détermination de la classe moyenne	37
4.	2.	Caractérisation de la classe moyenne	39
4.	3.	Analyse des perceptions des conditions de vie des ménages	40
4.	4.	Analyse des inégalités	40
4.	5.	Trajectoires d'émergence de la classe moyenne ou transition interclasses	42
4.	6.	Sources de données	43
V.	Dét	ermination de la classe moyenne au Niger : Approches monétaire et non monétaire	45

5.1. Détermination des deux (2) bornes selon l'approche monétaire	45
5.2 Détermination des deux (2) bornes selon l'approche non monétaire : l'indice composite	
possession de biens (icpb)	
5.3 Détermination du noyau dur de la classe moyenne	50
VI. Caractérisation de la classe moyenne au Niger	52
6.1. Importance de la classe moyenne au Niger	52
6.1.1 La localisation géographique de la classe moyenne	52
6.1.2. Les caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage de la classe moyenne	55
6.2. Principales caractéristiques types de la classe moyenne au Niger	56
6.2.1 Age du chef de ménage, taille du ménage et niveau de vie	56
6.2.2 Education, Groupes socioéconomiques, secteurs et branches d'activité	58
6.2.3 Conditions de vie des ménages	59
6.3 Consommation de la classe moyenne	68
6.3.1 Comportement global de consommation de la population nigérienne	68
6.3.2 Comportements de consommation de la classe moyenne	71
6.4 Caractéristiques et consommation de la classe moyenne selon les groupes	
socioéconomiques	81
6.4.1 Caractéristiques de la classe moyenne selon les groupes socioéconomiques	81
6.4.2 Consommation de la classe moyenne par groupes socioéconomiques	83
6.5 Perceptions des conditions de vie de la classe moyenne	89
VII. Analyse des inégalités selon l'approche monétaire et l'approche non monétaire	92
7.1. Analyse des inégalités des dépenses par tête (approche monétaire)	93
7.2 Analyse des inégalités de patrimoine (approche non monétaire)	95
7.3 Décomposition des inégalités en ses composantes inter et intragroupes	97
7.4 Décomposition des inégalités selon les sources de dépenses	99
VIII. Trajectoires d'émergence de la classe moyenne	. 100
Recommandations	. 107
Références bibliographiques	. 109
ANNEXES	. 113

Listes des tableaux

Tableau 1: Secteurs d'activité économique : poids et croissance en %	20
Tableau 2 : Taux de pression fiscale dans l'espace UEMOA de 2009 à 2013 en %	21
Tableau 3 : Indicateurs de pauvreté selon le milieu de résidence (%)	23
Tableau 4 : Indicateurs de pauvreté selon quelques caractéristiques du chef et de la taille du ména	age
	25
Tableau 5: Evolution comparée de l'IDH du Niger et celui d'autres pays	30
Tableau 6 : Répartition de la population nigérienne en 2011 selon les classes de niveau de vie (%)	49
Tableau 7: Répartition de la population nigérienne en 2011 selon les classes de niveau de vie (%)	49
Tableau 8 : Croisement des classes de bien être en 3 groupes selon l'approche monétaire et non	
monétaire	50
Tableau 9 : Croisement des classes de bien être en 4 groupes selon l'approche monétaire et non	
monétaire	51
Tableau 10 : Quelques caractéristiques en trois (3) classes en moyenne	56
Tableau 11 : Quelques caractéristiques en quatre (4) classes en moyenne	57
Tableau 12 : Quelques caractéristiques en moyenne différenciées par genre	57
Tableau 13 : Quelques caractéristiques en moyenne différenciées par genre et par type de classe	
moyenne	58
Tableau 14: Répartition de la classe moyenne selon le groupe socio-économique	59
Tableau 15 : Nombre moyen de pièces par logement et de personnes par pièce du logement	60
Tableau 16 : Quelques indicateurs d'hygiène et d'assainissement au niveau des ménages	67
Tableau 17 : Coefficient budgétaire des postes de dépenses, ECVMA, 2011	80
Tableau 18: Consommation moyenne annuelle et par tête des groupes socioéconomiques de la cla	asse
moyenne	81
Tableau 19 : Perceptions des conditions de vie par la population	89
Tableau 20 : Part des dépenses totales des différentes classes	93
Tableau 21 : Ecarts inter-déciles (D9/D1) des dépenses par tête par classe sociale et pour la	
population	93
Tableau 22 : Ecarts interclasses des dépenses par tête	94
Tableau 23 : Décomposition en effets intra- et intergroupes des inégalités	98
Tableau 24 : Probabilités prédites par le modèle <i>logit</i> ordonné « ensemble » pour les variables du	
capital humain	100
$Tableau\ 25: Probabilités\ prédites\ par\ le\ modèle\ logit\ ordonn\'e\ «\ ensemble\ »\ pour\ la\ variable\ du\ capabilités\ prédites\ par\ le\ modèle\ logit\ ordonn\'e\ «\ ensemble\ »\ pour\ la\ variable\ du\ capabilités\ prédites\ par\ le\ modèle\ logit\ ordonn\'e\ «\ ensemble\ »\ pour\ la\ variable\ du\ capabilités\ prédites\ par\ le\ modèle\ logit\ ordonn\'e\ «\ ensemble\ »\ pour\ la\ variable\ du\ capabilités\ prédites\ par\ le\ pour\ la\ variable\ qu'alle par\ le\ pour\ la\ pou$	oital
physique	101
Tableau 26 : Probabilités prédites par le modèle <i>logit</i> ordonné « ensemble » pour les variables du	
marché du travail	102
Tableau 27 : Probabilités prédites par le modèle <i>logit</i> ordonné « ensemble » pour les variables de	
segmentation	103

Liste des Graphiques

Graphique 1: Evolution du taux de croissance du PIB réel de 1994 à 2013 (en %)	19
Graphique 2: Evolution de l'accroissement du revenu par tête de 1990 à 2013 (en %)	19
Graphique 3: Evolution des recettes publiques de 1990 à 2013 (en milliards de F CFA) .	21
Graphique 4: Evolution des dépenses publiques de 1990 à 2013 (en milliards de F CFA)) 22
Graphique 5: Evolution des recettes et des dépenses publiques de l'Etat de 1990 à 201	3 (en milliards
de F CFA)	22
Graphique 6 : Evolution du Taux Net de Scolarisation (TNS) de 1992 à 2012	
Graphique 7 : Evolution du Taux d'achèvement de 1990 à 2012	27
Graphique 8 : Evolution et tendance du taux de mortalité infanto-juvénile de 1992 à 2	2015(en pour
mille)	28
Graphique 9: Evolution et tendances du taux de mortalité maternelle sur la période 19	990-2015 28
Graphique 10 : Evolution du taux de couverture des besoins en eaux potable au Niger	entre 2000 et
2010	
Graphique 11 : analyse par décile	
Graphique 12 : Analyse par quantile d'ordre 20	
Graphique 13: Classes de niveau de vie selon les deux (2) approches en %	50
Graphique 14 : Répartition de la classe moyenne par région	52
Graphique 15 : Classe moyenne supérieure par région – approche monétaire (m) et ap	proche non
monétaire (nm)	53
Graphique 16 : Classe moyenne inférieure par région – approche monétaire (m) et ap	proche non
monétaire (nm)	54
Graphique 17 : Classe de niveau de vie selon la région, approche monétaire	55
Graphique 18 : Taux de propriétaires du logement selon les classes sociales au Niger	60
Graphique 19 : Taux de possession de titre foncier ou d'acte de propriété selon les clas	sses sociales 61
Graphique 20: Taux d'occupation des maisons individuelles de type traditionnel	62
Graphique 21: Taux d'occupation des maisons modernes dans une concession	
Graphique 22: Taux d'occupation des villas de type moderne	63
Graphique 23: Taux d'occupation des logements dont la principale source d'éclairage	est l'électricité
	63
Graphique 24: Taux de connexion au réseau d'eau de la SEEN	64
Graphique 25: Taux de présence de l'eau de robinet dans le logement ou dans la cour	
Graphique 26: Taux d'accès à l'eau potable	
Graphique 27: Taux d'utilisation du bois comme source d'énergie	
Graphique 28: Taux d'utilisation des modes d'évacuation responsables des ordures me	énagères 67
Graphique 29: Coefficient budgétaire – moyenne nationale	
Graphique 30: Coefficient budgétaire par région : Logement	
Graphique 31: Coefficient budgétaire par région : santé	
Graphique 32: Part des dépenses d'alimentation et de boissons non alcoolisées dans le	
dépensesdépenses	
Graphique 33: Part des dépenses de boissons alcoolisées dans le total des dépenses	
Graphique 34: Part des dépenses d'habillement et chaussures dans le total des dépens	
Graphique 35: Part des dépenses de logement et électricité dans le total des dépenses	
Graphique 36: Part des dépenses pour meubles, articles de ménages et entretien dans	le total des
dépenses	76

Graphique 37: Part des dépenses de transport dans le total des dépenses	76
Graphique 38: Part des dépenses de santé dans le total des dépenses	77
Graphique 39: Coefficient budgétaire pour les services d'éducation	78
Graphique 40: Perceptions de la vie par rapport aux voisins de la localité	91
Graphique 41: Perception de la vie par rapport aux gens de Niamey	
Graphique 42: Ecart inter-décile (D9/D1) approche monétaire et approche patrimoine	96
Graphique 43: Courbe de Lorenz	97
Liste des Annexe	
Tableau X 1 : Incidence des classes de niveau de vie : approche monétaire	114
Tableau X 2: Incidence des classes de niveau de vie : approche non monétaire	121
Tableau X 3: Incidence des classes de niveau de vie selon l'approche monétaire	127
Tableau X 4: Incidence des classes de niveau de vie selon l'approche non monétaire	135
Tableau X 5: Consommation des groupes socioéconomique de la classe moyenne selon l'ap	proche
non monétaire	142
Tableau X 6: Incidence de niveau de vie selon l'approche du noyau dur	143
Tableau X 7: consommation d'autres classes de niveau de vie	151
Tableau X 8: Caractéristiques des groupes socioéconomiques de la classe moyenne	152
Tableau X 9: Indice de Gini pour l'indicateur de niveau de vie	186
Tableau X 10:Indice de Gini pour l'indicateur de niveau de vie	186
Tableau X 11: Inégalité selon quelques caractéristiques du ménage	186
Tableau X 12: Décomposition de l'inégalité selon les sources de dépenses	188
Tableau X 13: Modèle logit ordonné pour les déterminants de la transition	188

SIGLES ET ABREVIATIONS

I3N : Initiative « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »

ACM : Analyse des Correspondances Multiples

ACP : Analyse en Composantes Principales

ADSL : Asymmetric Digital Subscriber Line (Internet à haut débit)

BAD : Banque Africaine de Développement

CAPED Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement

CAPOD : Conception et Analyse des Politiques de Développement

CEA : Commission Economique pour L'Afrique

COPA : Critère ordinal de positionnement sur l'axe

ECVMA : Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et l'Agriculture

EDSN- : Enquête Démographique et de Santé du Niger et à Indicateurs Multiples

MCS

ENBC : Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation des Ménages

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

Icpb : Indice Composite de Possession de Biens

IEC : Information, Education et Communication

INS : Institut National de la Statistique

IRA : Infections Respiratoires Aiguës

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

PDDE : Programme Décennal de Développement du Secteur de l'Education

PDES : Plan de Développement Economique et Social

PIB : Produit Intérieur Brut

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PNSR : Programme National de la Santé de la Reproduction

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPA : Parité de Pouvoir d'Achat

QUIBB : Questionnaire Unifié sur les Indicateurs de Base du Bien-être

RMDH : Rapport Mondial sur le Développement Humain

RNDH Rapport National sur le Développement Humain

RNB Revenu National Brut

SDRP : Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté

SRP Stratégie de Réduction de la Pauvreté

SEEN : Société d'Exploitation des Eaux du Niger

SONITEL : Société Nigérienne de Télécommunications

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

TNS : Taux Net de Scolarisation

UE : Union Européenne

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

AVANT PROPOS

Depuis quelques années, la question de l'émergence d'une classe moyenne est devenue une

préoccupation majeure du Gouvernement nigérien. C'est pour répondre à cette préoccupation et lui

permettre de disposer d'un outil efficace pour les orientations en matière de politique économique et

sociale que l'Institut National de la Statistique (INS) a initié cette étude.

Celle-ci constitue le début d'un processus de mise en place par l'INS d'un dispositif d'identification,

de suivi et d'utilisation de la classe moyenne comme un outil de politique économique. Ces premières

analyses sur la classe moyenne nigérienne ont été faites à l'aide des données de la première (1ère)

Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et l'Agriculture (ECVM/A I) qui a été réalisée par

l'INS en 2011 avec l'appui de ses partenaires et qui constitue aujourd'hui la source de données

utilisables la plus récente sur cette question.

Cette étude a bénéficié de l'assistance technique et financière du PNUD et de la BAD. Elle a été

réalisée par l'INS avec la participation de plusieurs autres structures, notamment la Cellule d'Analyse

de Prospective Economique et du Développement (CAPED), la Cellule Economique de la Présidence,

la Faculté des Sciences Economique et Juridique (FSEJ), le Secrétariat Permanent du Plan de

Développement Economique et Social (PDES).

Le Directeur Général de l'INS

Idrissa ALICHINA KOURGUENI

10

RESUME

La présente étude a pour objectif principal de définir, de déterminer et de caractériser la classe moyenne dans la population nigérienne, connaître son pouvoir d'achat et ses habitudes de consommation, analyser les inégalités, examiner ses trajectoires d'émergence et proposer des recommandations de politiques économiques, de stratégies pour le développement et le renforcement de cette classe.

L'analyse du rôle de la classe moyenne dans la croissance économique rejoint celle de l'effet que les inégalités exercent sur ladite croissance économique. Si contrairement aux inégalités, la relative égalité monétaire est théoriquement moins propice à l'accumulation et donc à l'investissement et à la croissance, elle permet d'éviter des situations de rupture sociale, susceptibles d'entraver la stabilité socio-économique et le capital humain. Réduire les inégalités revient aussi à élargir la classe moyenne, pour augmenter à la fois, l'épargne et la consommation des ménages.

La méthodologie de l'étude, validée lors d'un atelier national est basée sur une approche économique de la classe moyenne. Elle considère les dimensions des dépenses de consommation et celles du patrimoine (actifs ou biens possédés par les ménages). Dans la dimension des dépenses de consommation, les quantiles (les déciles et les quantiles d'ordre 20) sont utilisés pour délimiter la classe moyenne, avec comme borne inférieure environ 186.000 FCFA par an. Cette classe moyenne peut-être elle-même subdivisée en deux (2) sous-catégories, supérieure et inférieure, autour de la borne de 317.000 FCFA. La dimension du patrimoine (ou possession d'actifs ou des biens) est appréhendée au moyen d'un indice composite de possession de biens (CAPOD, 2009). Les groupes sont déterminés au moyen d'une classification ascendante hiérarchique, dont l'homogénéité est statistiquement testée. La classe moyenne identifiée, selon les différentes approches ainsi que leur sous-population commune, est caractérisée selon un certain nombre de variables clés et ses habitudes de consommation.

Les résultats des analyses selon l'approche monétaire indiquent qu'en 2011, la classe moyenne représente 44,9% de la population du Niger, dont 35,0% dans la catégorie inférieure et 9,9% dans la catégorie supérieure, tandis que 50,0 % des nigériens font partie de la classe des défavorisés. La proportion de la classe des plus aisés est donc de 5,1%.

L'approche non monétaire indique qu'il y a respectivement 49,5% et 5,2% de défavorisés et d'aisés, soit une proportion de 45,3% pour la classe moyenne. Celle-ci se décompose en 6,0% pour la tranche supérieure et 39,3% pour la tranche inférieure.

La proportion de ménages appartenant au **noyau dur de la classe moyenne** (intersection entre l'approche monétaire et l'approche non monétaire) est de 24,6%, celle de la classe des défavorisés est de 31% et celle de la classe des aisés est de 2,9%. Ainsi, environ 25% de la population nigérienne répondent, de manière plus robuste, aux critères d'appartenance

à la classe moyenne. Ce taux est nettement inférieur à la proportion appartenant à la classe moyenne déterminée séparément selon l'une ou l'autre des deux (2) approches précédentes.

En différenciant par type de classe moyenne, la proportion du noyau dur de la classe moyenne supérieure est de 2,2% et celle de la classe moyenne inférieure est de 16%. Ainsi, la majeure partie de la population qui constitue la classe moyenne est exposée au risque de retomber soit dans la classe moyenne inférieure, soit dans la classe des défavorisés. Ainsi, seule une très faible part de la population de la classe moyenne (2,2%) y appartient de manière stable. Cette situation dénote l'extrême vulnérabilité de la plupart des ménages de la classe moyenne et appelle la mise en place de politiques ciblées.

Selon le **milieu de résidence**, en considérant l'approche monétaire, la proportion de la classe moyenne est plus élevée en milieu urbain (59,0%) qu'en milieu rural (42,0%). L'analyse différenciée par type de classe moyenne permet de constater que le milieu urbain détient un taux de classe moyenne supérieure de 25,1%, dépassant de loin la moyenne nationale contre un taux de 6,8% en milieu rural. Ce résultat est globalement similaire pour l'approche monétaire et pour le noyau dur.

Concernant **le groupe socioéconomique** du chef de ménage, quelle que soit l'approche considérée, la classe moyenne nigérienne est majoritairement composée d'indépendants agricoles (62,0% pour l'approche monétaire, 60,4% pour l'approche non monétaire et 51,9% pour le noyau dur) et d'indépendants non agricoles (19,1% pour l'approche monétaire, 21,9% pour l'approche non monétaire et 26,7% pour le noyau dur) et dans une moindre mesure salariés publics/privés et privés indépendants.

Pour ce qui est de **l'éducation du chef du ménage**, la classe moyenne est en grande partie sans éducation formelle, quelle que soit l'approche considérée. Ainsi, la proportion est de 79,8% pour l'approche monétaire, 77,2% pour l'approche non monétaire et 75% pour le noyau dur. Une moindre proportion de chefs de ménage appartenant à la classe moyenne a le niveau primaire ou secondaire premier cycle (18,4% pour l'approche monétaire, 21,7% pour l'approche nom monétaire et 23,9% pour le noyau dur). Cette situation indique bien que l'éducation constitue pour le Niger l'une des principales contraintes à son développement économique et social du pays.

La taille moyenne des ménages de la classe moyenne, 7,5 personnes, est inférieure à celle des ménages défavorisés qui est de 9,5 personnes, mais supérieure à celle des ménages aisés estimée à environ 5,8 personnes.

De même, les chefs de ces ménages sont en moyenne plus jeunes que ceux de la classe des défavorisés mais plus âgés que ceux de la classe des aisés. Les membres de ces ménages dépensent en moyenne 271 463 FCFA par personne et par an, soit 1,5 fois plus que le montant en deçà duquel l'individu est considéré comme pauvre.

Les caractéristiques de la classe moyenne se rapprochent plus ou moins de celles de la classe des aisés, selon que l'on soit dans la classe moyenne supérieure ou dans la classe moyenne inférieure. Toutefois, les femmes chefs de ménages sont en moyenne plus âgées que les

hommes dans ces deux (2) sous-catégories. En outre, les membres des ménages de la classe moyenne vivent dans des logements comportant en moyenne 3,1 pièces qui sont occupées, en moyenne, par 2,9 à 2,4 personnes, selon que le ménage soit de la classe moyenne supérieure ou inférieure.

Un autre facteur, fortement discriminant, tout comme l'accès à l'eau courante, est l'accès à l'électricité puisque 36,5% des ménages de la classe moyenne supérieure utilisent l'électricité comme mode d'éclairage contre 2,6% des ménages de la classe des défavorisés.

Selon l'approche monétaire, les ménages de la classe moyenne consacrent leurs dépenses surtout à l'alimentation, selon des proportions décroissantes quand on passe d'une classe à une autre classe supérieure. Les dépenses consacrées au logement et à l'électricité viennent ensuite en deuxième (2ème) position, puis celles consacrées à l'habillement et aux chaussures, selon des taux très variables en fonction du milieu de résidence. Les tabacs, l'habillement et les chaussures apparaissent comme des biens de luxe en milieu rural.

Ces dépenses des ménages de la classe moyenne présentent une distribution faiblement inégalitaire avec un indice de Gini de 0,142. Toutefois, les inégalités sont plus prononcées en termes de possession de biens avec un maximum dans la région de Maradi. Les inégalités sont surtout le fait des dépenses de consommation non alimentaire avec, en premier, les dépenses relatives au logement.

Concernant l'analyse subjective, c'est-à-dire selon les perceptions des ménages quant à leur niveau de vie, 27,2% des nigériens considèrent qu'ils appartiennent à la classe moyenne. Près de 53,3% de ceux qui ont été catégorisés dans la classe moyenne se considèrent comme étant plutôt pauvres. En outre, la détermination du noyau dur suggère que la taille de la classe moyenne est beaucoup plus petite que lorsqu'elle est estimée selon l'approche monétaire et l'approche du patrimoine (biens ou actifs possédés par le ménage).

L'analyse des trajectoires d'émergence a permis de révéler les facteurs suivants : (i) la probabilité d'appartenir à une classe supérieure de consommation croît avec le niveau d'instruction ; (ii) la probabilité d'appartenir à la classe moyenne décroit au fur et à mesure que la taille du ménage augmente ; (iii) la probabilité d'appartenir à la classe moyenne est moins forte dans les branches d'activité de l'industrie, du commerce, du transport.

I. Introduction

1.1. Contexte et justifications

Le Niger est l'un des pays africains où l'incidence de la pauvreté est encore à un niveau très élevé (48,2%)¹. Cette situation serait due à un faible niveau de développement de son tissu économique, à la faiblesse des revenus et à la rareté des opportunités économiques qui contraindraient sa population à une faible consommation². L'évolution de la consommation finale des ménages de ces dernières années ne peut constituer un levier suffisamment fort pour insuffler une croissance forte et un développement durable du pays.

Or, il est indispensable de renforcer le pouvoir d'achat des ménages, de lutter contre la pauvreté et par conséquent, d'élargir la classe moyenne. Celle-ci dispose en général d'un pouvoir d'achat relativement important qui lui permet d'avoir accès à la majorité des biens et services que peut produire une économie moderne. En outre, la classe moyenne comporte en son sein des compétences et des savoirs nécessaires au fonctionnement des services et industries complexes d'une économie visant l'émergence.

C'est conscient donc de ce rôle que la classe moyenne peut jouer dans le processus de développement du pays que le Gouvernement du Niger a choisi de réduire les inégalités en favorisant l'émergence d'une classe moyenne. Cette vision est clairement affichée dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES), 2012-2015. C'est pourquoi, il importe d'identifier formellement, et dans les meilleurs délais, cette classe moyenne, de prendre des mesures susceptibles de lui permettre d'améliorer son pouvoir d'achat et, par conséquent, de réduire la pauvreté. Selon le PDES 2012-2015, la taille de la classe moyenne nigérienne était estimée en 2007 à 30% et l'objectif retenu était de passer à 50% en 2015.

La présente étude est initiée par l'Institut National de la Statistique (INS) pour répondre aux préoccupations du Gouvernement de disposer d'un outil efficace pour des orientations en matière de politique économique et sociale. Elle a pour objectif de définir et de caractériser, dans le contexte nigérien, la classe moyenne, en utilisant les données disponibles les plus récentes. En d'autres termes, l'étude s'est préoccupée essentiellement de donner une réponse à chacune des questions suivantes :

- (i) qu'est-ce que, concrètement, une classe moyenne?
- (ii) quelle est, dans le contexte nigérien, cette classe moyenne?
- (iii) quelles sont ses caractéristiques socio-économiques majeures ainsi que ses habitudes de consommation et aspirations ?
- (iv)quelle est son importance relative au sein de la population?
- (v) dans quelle mesure l'économie nigérienne actuelle peut-elle répondre à ses aspirations
- (vi)comment accroître et jusqu'à quel point, la taille de la classe moyenne nigérienne ?

_

¹ ECVMA 2011

² PDES 2012-2015

A partir de l'histoire des faits économiques, l'importance de la classe moyenne pour le développement économique a été mise en exergue (Landes, 1998; Adelman et Morris, 1967). Pour certains, « l'économie développée », avec un taux de croissance confortable, devrait comporter en son sein une large classe moyenne. L'exemple de l'Angleterre a souvent été cité. D'autres économistes citent l'exemple de l'Europe de l'Ouest, pour montrer le rôle de force motrice qu'a joué la classe moyenne dans son développement. Ainsi, une classe moyenne qui s'élargit, constituerait, pour les pays à revenu faible, un atout important pour leur transition vers l'émergence.

1.2. Objectifs de l'étude

L'objectif général de cette étude est de caractériser la classe moyenne du Niger, dans le but de formuler au Gouvernement des recommandations de politique économique, en vue de réduire les inégalités et la pauvreté, tout en favorisant un développement inclusif.

- De manière spécifique, l'étude vise à :
- déterminer la proportion de la classe moyenne au sein de la population nigérienne;
- connaitre son pouvoir d'achat et ses habitudes de consommation ;
- analyser les inégalités ;
- élaborer des trajectoires d'émergence de la classe moyenne pour une meilleure analyse de la dynamique interclasse et les facteurs qui l'expliquent;
- proposer des recommandations de politiques et de stratégies pour l'amélioration des conditions de vie des ménages en termes de consommation, de santé, d'éducation, de logement, dans le but de réduire les inégalités, promouvoir le développement humain et renforcer la contribution de la classe moyenne à la dynamique de développement économique du pays.

1.3. Limites de l'étude

Ce travail est basé essentiellement sur les données de la première (1ère) Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et de l'Agriculture (ECVMA) réalisée par l'INS en 2011. C'est la seule opération existante aujourd'hui et utilisable pour cette étude. Ce travail présente donc quelques limites. En effet, l'analyse de la transition inter et intra classes sociales a été difficile, car elle n'est possible qu'avec l'existence d'au moins deux (2) enquêtes de ce genre, c'est-à-dire deux (2) séries d'observations sur les mêmes ménages. Dans la pratique, et au moment où cette étude est réalisée, il n'y avait que les données de l'ECVMA 2011.

Le présent rapport est structuré en neuf (09) parties: La première (1^{ère}) porte sur l'introduction. La deuxième (2^{ème}) concerne l'analyse du contexte socioéconomique du Niger. La troisième (3^{ème}) partie est consacrée aux concepts d'émergence et de classe moyenne. La quatrième (4^{ème}) s'articule autour de la méthodologie de l'étude. La cinquième (5^{ème}) partie porte sur la détermination de la classe moyenne. La sixième (6^{ème}) concerne la caractérisation de la classe moyenne. La septième (7^{ème}) est consacrée à l'analyse des inégalités. La huitième (8^{ème}) porte sur les trajectoires d'émergence de la classe moyenne. Viennent ensuite les conclusions et recommandations.

II. Analyse du contexte socioéconomique du Niger

2.1 Contexte physique et démographique

Pays sahélien enclavé de l'Afrique de l'Ouest, le Niger a une superficie de 1 267 000 km². Il est limité à l'ouest par le Mali et le Burkina Faso, à l'Est par le Tchad, au Sud par le Bénin et le Nigeria et au Nord par la Libye et l'Algérie. Les deux tiers (2/3) du territoire, situés en zone saharienne, sont désertiques. Le relief est quelque peu contrasté, à cause des altitudes comprises généralement entre 200 et 500 mètres, s'élevant progressivement du sud-ouest au nord-est. Au plan climatique, le pays fait face à l'aridité sans cesse croissante, marquée par une pluviométrie très faible en général et variant selon un gradient négatif du sud (800 mm au maximum dans le sahel) vers le Nord, où elles sont souvent exceptionnelles (entre 10 et 90 jours selon les régions). Le pays est caractérisé par la récurrence des périodes de sécheresse qui exposent les populations aux aléas climatiques avec des risques de pertes de récoltes, d'animaux et d'autres ressources.

Le Niger, avec un taux d'accroissement annuel moyen intercensitaire de sa population de 3,9% en 2012, présente un taux de progression démographique élevé à l'image d'autres pays d'Afrique subsaharienne. En effet, au cours des deux (02) dernières décennies, le taux d'accroissement intercensitaire annuel moyen de la population du Niger est passé de 3,1% au cours de la période 1988-2001 à 3,9% en 2001-2012. A ce rythme, la population nigérienne doublera tous les 18 ans. Ainsi, en 2030, la population du Niger serait de 34.123.841 d'habitants. La densité de la population passerait de 8,5 habitants au km² en 2001 et 13,5 habitants au km² en 2012, à 26,9 habitants au km² en 2030. Cette évolution pose le défi de la satisfaction des besoins croissants en éducation, en santé, en emploi, en protection sociale et sécuritaire, en infrastructures, en sécurité alimentaire, et en amélioration de l'environnement. Le niveau actuel du taux d'accroissement intercensitaire annuel moyen de la population du Niger peut s'expliquer, en grande partie, par la baisse très importante de la mortalité des enfants de moins de cinq (05) ans, de près de 40% en dix (10) ans, par la baisse sensible de la mortalité maternelle et de la mortalité globale en général. Ces progrès sont dus à une amélioration sensible des conditions de vie de la population nigérienne, en particulier grâce à une meilleure accessibilité géographique des structures sanitaires, à une meilleure prise en charge de la santé de la mère et de l'enfant, à l'amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement des populations.

2.2. Situation économique et financière

Comme beaucoup d'autres pays africains, l'économie du Niger est essentiellement tirée par la production agricole. Malheureusement, celle-ci est exposée aux chocs exogènes tels que les sécheresses, les inondations et les invasions acridiennes. Cela se traduit par une évolution en dents de scie de la production agricole qui n'arrive pas à insuffler un dynamisme de long terme à la croissance économique.

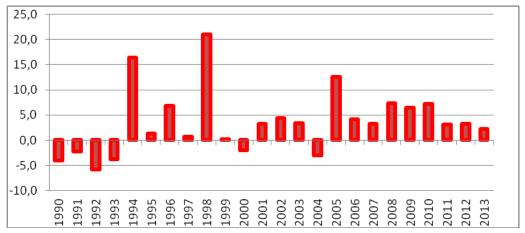
Ainsi, en 2013, la croissance économique a connu une décélération en se situant à 4,1% contre 11,1% en 2012, en rapport notamment avec la baisse de la production agricole.

14,0 12,7 12,0 11,1 10,0 10.0 8,4 8,0 6,0 5,3 4.0 2,0 1,8 1,5 1,0 0,0 2012 2002 -2,0 -4,0 Taux de croissance du PIB réel Linéaire (Taux de croissance du PIB réel)

Graphique 1: Evolution du taux de croissance du PIB réel de 1994 à 2013 (en %)

Source: Institut National de Statistique (INS), Niger

L'évolution du revenu, quant à elle, indique globalement une croissance aux amplitudes variables selon les années et ce, surtout à partir de 1994 et après près de quatre (04) années de contraction sur la période considérée.



Graphique 2: Evolution de l'accroissement du revenu par tête de 1990 à 2013 (en %)

Source: Institut National de Statistique (INS), Niger

Ces dernières années, le Gouvernement, conscient de cet état des faits, a apporté un certain nombre de réponses en élaborant et en mettant en œuvre des politiques et programmes de développement, dont le plus important est le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015, intégrant l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens », afin de contribuer à une sécurisation alimentaire durable des populations.

Du côté de l'offre, la croissance économique est marquée par une baisse de la production des secteurs primaire et secondaire.

Le **secteur primaire**, constitué de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'exploitation des produits forestiers, occupe encore une place prépondérante dans l'activité économique et ses performances ont une forte incidence sur la croissance économique caractérisée par une forte dépendance des conditions climatiques. En 2013, il a connu une croissance nulle en se situant à 41,7% du PIB contre une hausse de 13,2% en 2012. Cette évolution est essentiellement imputable à la baisse de 2,0% de la production agricole en 2013, après une hausse de 19,5% en 2012.

Représentant 15,5% du PIB, le **secteur secondaire** enregistre une hausse de 7,3% en 2013 après 42,3% en 2012. Cette évolution s'explique par la baisse de la production minière due à l'arrêt des activités de la SOMAIR durant deux mois environ, suite à l'endommagement des installations techniques de cette société. Elle s'explique également par la baisse du rythme de production pétrolière après le niveau atteint en 2012.

Avec 36,2% du PIB, le **secteur tertiaire** enregistre une croissance réelle de 6,7% en 2013 contre 5,0% en 2012. Cette évolution est imputable à la bonne tenue des activités de services publics, de commerce et de télécommunications.

Tableau 1: Secteurs d'activité économique : poids et croissance en %

	2009	2010	2011	2012	2013
Importance par rapport au PIB (%)					
Secteur primaire	42,0	44,9	42,0	43,3	41,7
Secteur secondaire	11,4	11,4	11,8	15,0	15,5
Secteur tertiaire	38,7	36,2	37,3	35,4	36,2
Accroissement des secteurs (%)					
Secteur primaire	-9,5	15,8	-3,0	13,2	0,0
Secteur secondaire	11,6	8,3	5,3	42,3	7,3
Secteur tertiaire	5,5	1,3	5,6	5,0	6,7

Source: INS, comptes rapides 2013

En termes de demande, la structure de l'économie nigérienne est dominée par les dépenses de la consommation finale des ménages qui représente 70,9% du PIB, soit une hausse de 3,9% du PIB en 2013.

Au niveau des finances publiques, la situation est caractérisée par une détérioration des soldes budgétaires en dépit d'une tendance à l'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales.

Ainsi, le taux de pression fiscale qui était de 13,5% en 2009 est passé à 15,8% en 2013. Ce niveau est en deçà de la nouvelle norme communautaire de 20,0% au sein de l'UEMOA. Le poids du secteur informel très peu fiscalisé, la fraude fiscale, le niveau élevé des exonérations,

les retards et la lenteur dans la mise en œuvre des réformes, notamment au niveau des régies financières sont autant de facteurs qui justifient la faible mobilisation des recettes fiscales.

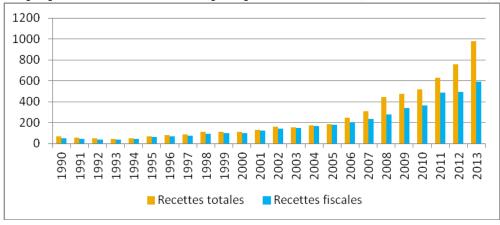
Tableau 2 : Taux de pression fiscale dans l'espace UEMOA de 2009 à 2013 en %

	Recette	Normes UEMOA				
	2009	2010	2011	2012	2013	
Bénin	16.1	16.2	15.5	15.5	16,3	> ou = 20,0%
Burkina Faso	12.5	12.7	13,7	15,0	15,7	> ou = 20,0%
Côte d'Ivoire	16.5	15,6.0	12,5	16,0	15,6	> ou = 20,0%
Guinée	6.8	7.9	7.7	7,1	6,2	> ou = 20,0%
Bissau						
Mali	14.7	14.6	14.5	14.3	14,9	> ou = 20,0%
Niger	13.5	12.9	16.1	14.3	15,8	> ou = 20,0%
Sénégal	18.0	18.8	18.9	18,9	18,4	> ou = 20,0%
Togo	15.3	15.7	16.4	16.5	19,5	> ou = 20,0%
UEMOA	15.6	15.4	14,8	15,9	16,1	> ou = 20,0%

Source : Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale, novembre 2014

Le taux de pression fiscale du Niger est de 15,8% en 2013. Il est inférieur à la norme retenue par les critères de convergence pour la zone UEMOA. Cette même situation s'observe au Bénin (15,9%), au Mali (15,2%) et en Guinée Bissau (10,3%). Il est important de rappeler que la politique fiscale constitue l'un des instruments par lesquels l'action publique peut avoir un impact positif sur la réduction de la pauvreté. Cet impact peut se traduire à la fois sur la croissance économique et sur la redistribution des revenus. En d'autres termes, il est important de manier avec précaution cet outil, à la fois afin de favoriser l'éclosion d'un secteur formel et moderne, ainsi que l'extension de l'assiette fiscale de l'Etat.

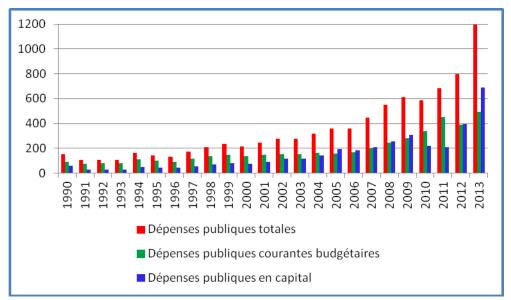
Graphique 3: Evolution des recettes publiques de 1990 à 2013 (en milliards de F CFA)



Source: Institut National de Statistique (INS), Niger

Parallèlement, les dépenses publiques ont connu une forte progression avec une hausse de 27,9% en 2013 pour représenter de 28,1% du PIB contre 23,9% du PIB en 2009. Cette évolution est essentiellement due à la hausse des dépenses en capital en rapport avec la volonté du Gouvernement consistant à investir massivement dans les infrastructures et les secteurs sociaux.

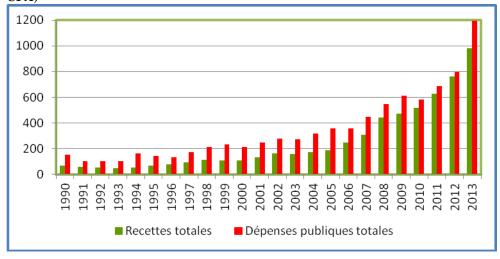
Graphique 4: Evolution des dépenses publiques de 1990 à 2013 (en milliards de F CFA)



Source: Institut National de Statistique (INS), Niger

Comme le fait apparaître le graphique n°4 ci-dessus, de 1990 à 2013 les dépenses publiques du Niger ont dépassé nettement les recettes totales.

Graphique 5: Evolution des recettes et des dépenses publiques de l'Etat de 1990 à 2013 (en milliards de FCFA)



Source: Institut National de Statistique (INS), Niger

Cette évolution conjuguée des recettes et des dépenses s'est traduite par un endettement de plus en plus important du pays, en dépit du bénéfice de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (IPPTE) et de celle relative à l'allègement de la dette multilatérale qui a entrainé une réduction sensible du service de la dette.

Ainsi, l'encours de la **dette publique totale** en pourcentage du PIB nominal s'est établi en 2013 à 24,6%³, en dépit des annulations de dettes obtenues par le Pays en 2006. Il est important de signaler que, bien que l'endettement s'est accru à nouveau entre 2012 et 2013, passant de 20,2% à 24,6%, le critère de convergence a été largement respecté (70% du PIB). Toutefois, une meilleure analyse de la dette suppose une analyse approfondie de sa viabilité afin d'apprécier la capacité réelle du Pays à faire face aux échéances de remboursement.

Les transactions économiques et financières avec le reste du monde se sont traduites, en 2013, par une réduction de l'excédent du solde global de la balance des paiements, expliquée principalement par l'aggravation du déficit des transactions courantes et une augmentation de l'excédent du compte de capital. Ainsi, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 102,4 milliards de FCFA en 2013 contre 167,6 milliards en 2012.

S'agissant de la situation monétaire en 2013, comparativement à décembre 2012, celle-ci se caractérise par une hausse de 102,4 milliards des avoirs extérieurs nets pour s'établir à 533,8 milliards. L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en baisse de 21,5 milliards -4,7% pour ressortir à 433,3 milliards à fin décembre 2013. La masse monétaire a enregistré une augmentation de 10,4% pour se situer à 885,8 milliards à fin décembre 2013 en rapport avec l'accroissement de 15,3% de la circulation fiduciaire et celui de 6,9% des dépôts en banque.

2.3. Etat de la pauvreté et des inégalités au Niger

L'incidence de la pauvreté est estimée à 48,2% en 2011, selon la première (1ère) Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et de l'Agriculture (ECVMA) de 2011, classant près de la moitié des nigériens comme pauvres. Néanmoins, les progrès ont été remarquables. En effet, le taux de pauvreté est passé de 62,1% en 2005 (QUIBB 2005), à 59,5% en 2008 (ENBC 2008)⁴ et à 48,2% en 2011. Quant à la profondeur de la pauvreté, qui mesure l'écart moyen entre le niveau de consommation de la population pauvre et le seuil de pauvreté, elle est de 13,1% en 2011. Pour la sévérité de la pauvreté qui mesure l'importance relative des ménages les plus pauvres dans une population donnée, elle est de 4,9% en 2011. La pauvreté est inégalement répartie sur le territoire national et frappe de façon différenciée les divers groupes socio-économiques: Ainsi, la pauvreté est plus répandue dans l'espace rural qu'en milieu urbain.

Tableau 3 : Indicateurs de pauvreté selon le milieu de résidence (%)

Résidence	Incidence de la	Profondeur de	Sévérité de	
	pauvreté	la pauvreté	la pauvreté	
Urbain	17,9	3,6	1,1	

³ Comptes économiques de la Nation, estimations 2013, INS

-

⁴ Il faut toutefois comparer ces taux avec beaucoup de précautions car les méthodologies utilisées ne sont pas les mêmes d'une enquête à une autre.

Rural	54,6	15,0	5,7
Ensemble	48,2	13,1	4,9

Source: Profil de pauvreté, 2011, INS, Niger

En ce qui concerne les inégalités, il en existe plusieurs formes au Niger. Ces inégalités varient en fonction du milieu de résidence, du sexe, du niveau d'instruction et de l'âge. Elles se caractérisent à travers l'accès à l'éducation, aux services de santé, à l'eau potable, aux services d'assainissement, à la propriété, au logement décent et à l'énergie. A cette situation viennent s'ajouter les inégalités des niveaux de consommation des ménages. Ainsi, la consommation des 10% de la population les plus pauvres demeure environ 6 fois moins importante que celle des 10% de la population les plus riches en milieu urbain ; ce rapport est de 3,8 en milieu rural. Cela traduit le fait que les inégalités sont plus prononcées en milieu urbain au Niger.

Concernant l'état de pauvreté chronique et de vulnérabilité de ces catégories sociales, il s'expliquerait, en partie, par les difficultés pour une grande partie des ménages d'accès aux ressources productives (terre, capital financier etc.) et les chocs de tout genre. Cette situation serait aussi tributaire de la faiblesse de leurs aptitudes techniques et/ou professionnelles. Cette réalité révèle le lien étroit existant entre la pauvreté monétaire, d'une part, le sous-emploi des actifs ruraux, celui des acteurs du secteur informel urbain et le chômage de certaines catégories sociales, d'autre part.

Marqué par une forte prédominance des activités agricoles, le Produit Intérieur Brut (PIB) du Niger est constitué à 40% de l'apport de l'agriculture en 2012. Il s'agit principalement d'une production de subsistance pour environ 85% des agriculteurs. Toutefois, la mise en œuvre du PDES 2012-2015, en particulier l'Initiative 3N, pourrait permettre d'inverser la tendance avec le renforcement de la production agricole irriguée.

Le tableau n°5 ci-dessous permet de constater que les ménages, dont le chef ne participe pas au marché du travail, sont moins pauvres que ceux dont le chef a un emploi dans le secteur primaire. Les ménages, dont le chef est exploitant agricole, concentrent les trois quart (3/4) de la population et près de 85% des individus pauvres. La faiblesse de leur capital humain, du capital physique mobilisé et de l'accès aux intrants, explique la faiblesse de la productivité et conduit à des bas revenus. On constate que la pauvreté est plus élevée dans les ménages dont le chef est agriculteur (56,5%) que ceux dont le chef est sans-emploi (34,4%). S'agissant de la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage, le taux de pauvreté est plus élevé chez les ménages dont le chef est travailleur pour son propre compte. En effet, ces cultivateurs sont, pour leur majorité des exploitants agricoles. Pour les autres groupes, les cadres des secteurs public et privé semblent être à l'abri de la pauvreté; les patrons (les patrons des petits ateliers), ont un niveau de pauvreté très élevé, mais qui reste néanmoins inférieur à ceux des autres catégories de ménages. Quant au secteur institutionnel, il y a une dichotomie entre, d'une part, le secteur moderne (administration, entreprises publiques et grandes entreprises privées) et d'autre part, le secteur informel, urbain et agricole. Le taux de pauvreté est de 51% pour les ménages dont le chef est gérant d'entreprise individuelle et respectivement de 4.9% et 8,7% pour les ménages dont le chef relève du secteur public et des grandes entreprises. Il

faut également noter que la pauvreté est plus présente dans les ménages dont la taille est grande. Ces situations ne font que confirmer que la pauvreté au Niger est avant tout une question rurale et reste fortement liée au niveau de développement de l'agriculture.

Tableau 4 : Indicateurs de pauvreté selon quelques caractéristiques du chef et de la taille du ménage

	Incidence de la pauvreté	Profondeur de la pauvreté	Sévérité de la pauvreté
	(en %)	(en %)	(en %)
Branche du chef			
Agriculture	56,5	15,8	6,0
Elevage/Sylve	38,9	8,2	2,8
/pêche		·	·
Industrie	30,5	8,3	2,9
Commerce	23,1	4,1	1,4
Services	24,6	4,7	1,3
Sans-emploi	34,4	11,4	4,8
CSP du chef			
Cadre	1,9	0,1	0,0
Autres salariés	37,9	8,6	2,9
Patron	27,5	5,7	1,3
Travailleur pour	52,0	14,1	5,3
CP			
Autres	47,5	23,6	12,5
dépendants			
Sans-emploi	34,4	11,4	4,8
Secteur institution	nel du chef		
Secteur public	4,9	0,5	0,1
Grande entreprise	8,7	1,8	0,5
Entreprise	51,1	13,9	5,2
individuelle			
Ménage	61,6	13,4	4,0
Sans-emploi	34,4	11,4	4,8
Taille du ménage			
Une personne	15,1	3,7	1,2
2 personnes	3,3	0,7	0,2
3 à 5 personnes	27,6	6,1	2,0
6 à 9 personnes	51,7	13,6	5,1
10 à 14 personnes	59,6	17,3	6,6
15 personnes et +	66,8	21,0	8,2
Ensemble	48,2	13,1	4,9

Source: Profil de pauvreté, 2011, INS

Accès aux services sociaux de base 2.4.

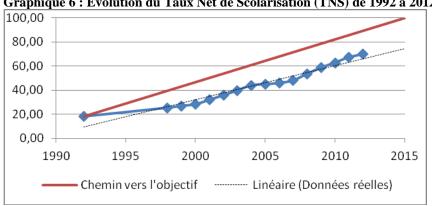
Accès à l'Education et à la Santé

L'éducation est un facteur clé important à considérer dans l'économie d'un pays. En effet, le taux de scolarisation ou d'analphabétisme, les politiques en matière d'éducation et le budget alloué à ce secteur, pour ne citer que ces exemples sont révélateurs de l'état d'avancement du pays et de son niveau de développement social et économique. Par conséquent, le développement économique ne peut se faire sans un développement social; ceci constituant l'un des principes fondamentaux de la définition des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

A l'instar des autres pays, les Gouvernements des pays d'Afrique subsaharienne comme le Niger, reconnaissent le rôle de l'éducation dans le développement économique des pays, d'où leur adhésion et le déploiement d'importants efforts pour atteindre les OMD dans les délais requis.

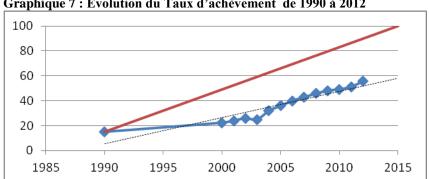
Pour être au rendez-vous, le Niger a élaboré, en 2003, un Programme Décennal de Développement du Secteur de l'Education (PDDE). Ce programme était structuré en trois composantes (accès, qualité, et développement institutionnel). Il avait pour principal objectif, d'assurer un enseignement primaire de qualité pour tous les enfants en âge d'aller à l'école et la réduction du taux d'analphabétisme de moitié.

Ainsi, des progrès importants ont été réalisés dans le domaine de l'éducation surtout au niveau de l'enseignement de base. Le taux net de scolarisation (TNS) est passé de 18% à 70% de 1992 à 2012, soit une augmentation de 2,58 points par an. Quant au taux d'achèvement primaire, il est passé de 15% en 1990 à 56% en 2012. Ainsi, 85% des élèves inscrits en première année au niveau du primaire en 1990 n'ont pas achevé le cycle contre 44% en 2012.



Graphique 6 : Evolution du Taux Net de Scolarisation (TNS) de 1992 à 2012

Sources: Annuaires Statistiques, MEN, 1990-2012, Niger



Graphique 7 : Evolution du Taux d'achèvement de 1990 à 2012

Sources: Annuaires Statistiques, MEN, 1990-2012, Niger

Chemin vers l'objectif

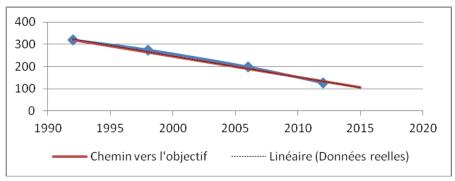
Au niveau de l'alphabétisation des adultes, selon la quatrième (4ème) Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDSN) de 2012, le taux d'alphabétisation est de 31,1%. Il est l'un des plus faibles au monde.

----- Linéaire (Données réelles)

Malgré les efforts consentis, l'objectif d'une éducation de base pour tous d'ici 2015 risque de ne pas être atteint, si cette tendance se maintient. En effet, seulement 70% des enfants en âge d'être scolarisés ont été effectivement inscrits ; le taux d'achèvement scolaire est de 56% ; et seulement 31% de la population est alphabétisée.

Tout comme l'éducation, la santé est une composante fondamentale à considérer dans le capital humain car elle influence le revenu. Les personnes en bonne santé ont plus de rendement car elles sont plus aptes à travailler, à endurer l'effort. Les gouvernements africains, de concert avec les grandes institutions financières internationales, reconnaissent l'importance du développement humain dans l'économie de leurs pays et s'efforcent, par des politiques et programmes, d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans les délais requis (CEA 2005; UN 2007). En effet, plusieurs d'entre eux ont fait le choix de mettre en place des politiques de gratuité des soins de santé primaires pour les plus vulnérables (Niger, Haïti, Burkina Faso et Mali, par exemple). Ainsi, depuis 2005, le Niger a instauré la gratuité des soins au profit des femmes enceintes et des enfants de 0 à 5 ans. Cette politique a eu des effets significatifs et positifs sur le niveau d'utilisation des services de santé. A cet effet, en 2011, 85% des femmes enceintes ont bénéficié d'un suivi de grossesse contre 40% en 2005. La gratuité des soins aux enfants de moins de 5 ans a aussi permis d'augmenter de manière très nette la prise en charge précoce des principales pathologies à l'origine de la mortalité infantile. Ainsi, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans qui était de 318 pour mille en 1992 est passé à 127 pour mille en 2012 pour un objectif de 106 pour mille en 2015.

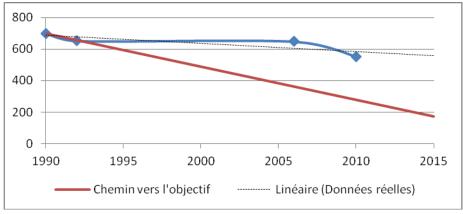
Graphique 8 : Evolution et tendance du taux de mortalité infanto-juvénile de 1992 à 2015(en pour mille)



Source: EDSN 1992,1998, 2006 et 2012

Le Niger a ainsi réduit de près de 40% le taux de mortalité infanto-juvénile sur la période. A titre de comparaison, le Bénin, autre champion en la matière dans la sous-région UEMOA, n'a pu réduire que 20% son taux de mortalité infanto-juvénile globale sur la même période. En raison de la tendance globale à la baisse de cet indicateur, on estime que le Niger peut parvenir à réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans de deux tiers (2/3) en 2015.

Graphique 9: Evolution et tendances du taux de mortalité maternelle sur la période 1990-2015



Source : EDSN 1992,1998, 2006 et 2012

Concernant la santé maternelle, le Niger est l'un des pays qui enregistre le taux de mortalité maternelle le plus élevé au monde. Seul le taux de mortalité maternelle estimé du Mali dépasse celui du Niger⁵. Cependant, les progrès du Niger sont notables, avec une baisse significative de plus de 23% de ce taux et ses performances se situent au niveau moyen des pays à revenu faible de l'UEMOA. Néanmoins, un nombre important de femmes continuent à mourir chaque année en donnant naissance ou même pendant la grossesse. Elles sont encore plus nombreuses celles qui restent en vie mais gardent de graves séquelles suite à l'accouchement. Les décès maternels représentent environ 39% de tous les décès de femmes de 15-49 ans (EDSN 2012).

⁵ Banque Mondiale, *World Development Indicators*, 2014.

L'objectif étant de réduire la mortalité maternelle de trois quart (3/4) entre 1990 et 2015, il y a lieu de fonder l'espoir, qu'en 2015, il n'y aura pas plus de 175 décès maternels pour cent mille (100.000) naissances vivantes.

Le taux d'accessibilité géographique des services de santé dans un rayon de 5 km en 2010 reste encore un défi majeur à relever, car ce taux varie d'une région à une autre. Par exemple, dans la région de Niamey, il est de 79,42% contre 36,14% dans la région de Zinder.

2.4.2. Accès à l'eau potable

L'eau potable est un enjeu majeur de développement durable au Niger. L'accès à une eau qui peut être consommée par l'homme, sans risques pour sa santé est primordial. Le problème de l'accès à l'eau potable se pose surtout en zone rurale. Dans l'ensemble, sur la période de 2000 à 2010, la couverture des besoins en eau potable a connu des progrès remarquables.

2010 2009 63.72 2008 62,19 2007 62,1 2006 57,96 2005 58,73 2004 58,75 2003 56,9 2002 55,74 2001 54,21

Graphique 10: Evolution du taux de couverture des besoins en eaux potable au Niger entre 2000 et 2010

Source: MH/DS, 2001-2010

Il ressort du graphique n°10 ci-dessus que beaucoup reste à faire pour l'atteinte à l'accès universel à l'eau potable au Niger. Les besoins d'à peine 3 Nigériens sur 5 étaient couverts en la matière en 2010. Ce taux cache des disparités entre régions. Ainsi, la région d'Agadez, essentiellement désertique, présente le meilleur taux d'accès à l'eau potable du pays (supérieur à 90%), tandis que la région de Tillabéry, pourtant traversé par l'un des rares cours d'eau permanent du pays, a un taux (60,68%) compris dans la même tranche que celui des régions de Zinder et Maradi (entre 60 et 70%). Il convient aussi de relever que c'est la région de Tahoua qui présente le plus faible taux d'accès (55,7%).

2.5. Genre et protection sociale

Au plan social, les inégalités liées au genre exacerbent la vulnérabilité des femmes qui accèdent peu aux ressources de production et un nombre important d'entre elles sont victimes de plusieurs types de violence. Les inégalités et iniquités de Genre représentent l'une des causes majeures du niveau élevé de pauvreté dans le pays. Les indicateurs de Développement Humain montrent un écart important entre hommes et femmes en termes de santé, d'éducation, d'alphabétisation, d'accès aux ressources et aux services. La participation des

femmes aux processus politiques et décisionnels reste très faible. L'Assemblée Nationale comporte 13 % de femmes parlementaires sur 113 élus tandis que la proportion de femmes ministre est de 25 %. Le nombre de femmes ministres est de quatre (04). Au cours de ces dernières années, on a noté une tendance positive à l'amélioration des résultats en matière de réduction des disparités entre les sexes particulièrement au niveau de l'éducation primaire. L'obtention de ces résultats est imputable en grande partie à la mise en œuvre des différentes stratégies développées dans le cadre de la promotion de la scolarisation de la jeune fille :(i) l'adoption en 1996 de la politique nationale de la promotion de la femme révisée en 2009 ; (ii) la mise en place d'un observatoire national pour la promotion de la femme ; (iii). En plus d'autres actions ont été menées à savoir l'application de la loi relative au quota (les efforts du Gouvernement sur la base d'une loi des quotas et mettant à profit la préparation des premières élections communales, encourage la participation des femmes aux postes électifs (au moins 10%) et administratifs (au moins 25%)) ; l'adoption d'une politique nationale du genre en juillet 2008 ; la gratuité des consultations prénatales, de la césarienne, des contraceptifs et des préservatif etc.

2.6. Indice de Développement Humain au Niger

L'Indice de Développement Humain (IDH) est calculé depuis 1990 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), afin de classer les pays selon les progrès réalisés et les résultats atteints dans les politiques et programmes de développement économique, social et culturel. Les indicateurs de classement retenus généralement pour la définition de l'IDH sont l'espérance de vie à la naissance, la durée moyenne de scolarisation, la durée attendue de scolarisation et le revenu national brut par habitant en Parité du Pouvoir d'Achat.

Depuis 1990, le Niger est régulièrement classé parmi les pays à faible niveau d'IDH. Il est important de relever que la valeur de l'indice IDH cache des disparités selon les sous-indices dimensionnels qui la composent.

En 2013, le Niger a un revenu national par tête de 873 \$PPA, très faible, qui ne dépasse que celui de cinq (5) pays au Monde (Malawi, RD Congo, Burundi, République Centrafricaine et Libéria). Cette faiblesse du RNB par tête est due, en grande partie, à la croissance démographique. Cet accroissement démographique n'est pas sans conséquences sur la répartition des richesses créées car il engendre aussi des besoins sociaux nouveaux.

Tableau 5: Evolution comparée de l'IDH du Niger et celui d'autres pays

Année	Niger	Mali	Burkina Faso	Tchad	Bénin	Développement humain faible	Afrique sub- saharienne	Monde
1980	0,191	0,208	-	-	0,287	0,345	0,382	0,559
1990	0,218	0,232	-	-	0,342	0,367	0,399	0,597
2000	0,262	0,309	-	0,301	0,391	0,403	0,421	0,639
2005	0,293	0,359	0,321	0,324	0,432	0,444	0,452	0,667
2008	0,309	0,385	0,349	0,338	0,454	0,471	0,477	0,685

Année	Niger	Mali	Burkina	Tchad	Bénin	Développement	Afrique sub-	Monde
			Faso			humain faible	saharienne	
1980	0,191	0,208	-	-	0,287	0,345	0,382	0,559
1990	0,218	0,232	-	-	0,342	0,367	0,399	0,597
2000	0,262	0,309	-	0,301	0,391	0,403	0,421	0,639
2005	0,293	0,359	0,321	0,324	0,432	0,444	0,452	0,667
2008	0,309	0,385	0,349	0,338	0,454	0,471	0,477	0,685
2010	0,323	0,398	0,367	0,349	0,467	0,479	0,488	0,693
2011	0,328	0,405	0,376	0,365	0,471	0,486	0,495	0,698
2012	0,335	0,406	0,385	0,370	0,473	0,490	0,499	0,700
2013	0,337	0,407	0,338	0,372	0,476	0,493	0,502	0,702

Source: Rapport Mondial sur le Développement Humain, 2014.

Le tableau n° 5 ci-dessus montre que, depuis sa création et toutes années confondues, la valeur de l'IDH du Niger reste inférieure non seulement à la moyenne mondiale mais aussi à celle des pays à faible niveau de développement humain ou encore à la moyenne enregistrée en Afrique subsaharienne. Cependant, entre 1980 et 2013, le taux d'accroissement moyen annuel de l'IDH du Niger (1,9%) est l'un des plus élevés au monde. En outre, entre 2000 et 2013, l'IDH du Niger a connu une progression d'environ 44%, soit la plus importante parmi les pays de la sous-région.

L'espérance de vie à la naissance 58,4 ans, retenue pour le Niger, dépasse celle de 20 autres pays de la planète parmi lesquels on peut citer le Mali (55,3 ans), le Burkina Faso (56,3 ans), la Côte d'Ivoire (50,7 ans), le Mozambique (50,3 ans) etc. Dans l'espace UEMOA, seuls le Sénégal et le Bénin dépassent le Niger en termes d'espérance de vie à la naissance. La valeur de l'espérance de vie à la naissance du Niger, est aussi supérieure à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne (56,8).

Il faut souligner qu'en ce qui concerne la santé, le Niger a fourni, depuis 1990, d'immenses efforts et a fait d'énormes progrès, notamment dans le domaine de la santé des enfants de moins de cinq (5) ans, avec une baisse significative et importante de la mortalité infantile de 40% en l'espace de 10 ans, ainsi que de la mortalité maternelle et dans la lutte contre le VIH/SIDA, dont le taux de séroprévalence est passé de 0,7% en 2006 à 0,4% en 2012.

Avec l'analyse des composantes de l'indice, on constate que, depuis 1990, ce sont les valeurs des sous-indices liés à l'éducation que sont la durée moyenne de scolarisation et la durée attendue de scolarisation, qui défavorisent le plus l'IDH du Niger. En effet, le rapport 2014 révèle que la durée moyenne de scolarisation au Niger est de 1,4 an et la durée attendue de scolarisation est de 5,4 ans.

La durée moyenne de scolarisation ou nombre moyen d'années passées à l'école pour les personnes âgées de 25 ans ou plus au Niger est la plus faible au monde, après le Burkina Faso. Elle est très basse, malgré l'évolution appréciable du niveau du taux brut de scolarisation et du taux d'alphabétisation, qui sont en constante progression depuis 20 ans.

La durée attendue de scolarisation correspond au nombre d'années durant lesquelles un enfant, inscrit à la date de calcul de l'indicateur, peut raisonnablement espérer (eu égard aux caractéristiques de l'heure du système éducatif) fréquenter une école. Elle est de 5,4 ans au Niger et ne dépasse que celle de l'Érythrée. Il est important de remarquer ce grand écart, entre la durée attendue de scolarisation, de 5,4 ans, et la durée moyenne qui n'est que de 1,4 an.

III. Concepts d'émergence et de la classe moyenne

Cette partie s'articule autour de la définition et de l'évolution des deux (2) concepts.

3.1. Concepts d'émergence

La notion d'émergence n'est qu'une variante du concept de « décollage » de Rostow (1960) dans son fameux ouvrage « Les Etapes de la Croissance », adaptée à la mondialisation en cours. L'émergence d'une classe moyenne signifie une transition des pauvres vers cette classe qui, du coup, s'élargit et contribue davantage à la croissance économique.

En effet, elle marque une étape clé faisant passer un pays pauvre d'une situation de faible croissance à un meilleur équilibre de croissance forte et durable. Elle désigne un ensemble de trajectoires multidimensionnelles de changement rapide conduisant à voir un dépassement des situations antérieures aux plans institutionnel, financier, productif, politique et/ou social. Les citoyens d'un pays qui émerge doivent sentir, dans leur vie quotidienne, que leur niveau de vie s'améliore et que des opportunités nouvelles d'éducation, de santé, d'emplois et de revenus se présentent à eux. Il existe deux (02) types d'émergence : l'émergence économique et l'émergence sociale. Elles sont interdépendantes car l'émergence économique ne peut être durable que si certains pré-requis sont satisfaits de manière significative dans le domaine social. Il est en effet reconnu universellement qu'une population bien éduquée, bien nourrie et en bonne santé est l'un des facteurs les plus déterminants de la croissance économique, surtout avec la tendance actuelle de la mondialisation où la connaissance et le savoir-faire jouent un rôle primordial dans l'amélioration de la productivité des économies.

3.2. La notion de classe moyenne et son évolution

3.2.1. Evolution de la classe movenne

Les réflexions sur les classes sociales se sont beaucoup inspirées de l'analyse marxiste (fondée sur la classe ouvrière et la classe bourgeoise). En effet, après la seconde guerre mondiale, les trois (03) décennies de fortes croissances dans les pays développés ont fait naître de nouvelles catégories de classe sociale intermédiaire appelée classe moyenne. Les classes moyennes étaient réduites aux petits entrepreneurs indépendants. Plusieurs définitions ont été utilisées pour caractériser cette classe : la petite bourgeoisie, le« service class », la « middle class », etc. Trois arguments sont généralement émis pour viser l'agrandissement de la classe moyenne :

- premièrement, les nouveaux entrepreneurs sont armés de capacité à faire élargir une classe moyenne et créent non seulement des emplois mais font aussi accroître la productivité pour le reste de la société.
- Deuxièmement, d'un point de vue plus conventionnel, la classe moyenne est principalement une source essentielle d'apports pour la classe entrepreneuriale : C'est leurs « valeurs bourgeoises », leur accent sur l'accumulation du capital humain, et l'épargne qui les place au centre du processus de l'accumulation capitaliste.
- Le troisième (3^{ème}) point de vue met l'accent sur la classe moyenne consommatrice. Il s'agit du consommateur qui est prêt à payer un petit supplément pour la qualité. Dans cette perspective, la demande de la classe moyenne pour les biens de consommation de qualité nourrit les investissements dans la production et la commercialisation. Ceci relève les niveaux de revenu pour tout le monde.

Au cours des années 1980, un nouveau concept de « moyennisation » est apparue pour décrire l'amélioration globale, l'uniformisation des modes de vie et le rattrapage des niveaux de consommation en termes de confort (encore appelé ascenseur social). Cette tendance a mis en veilleuse le débat sur les classes moyennes. Mais, depuis le début des années 2000, la notion de classe moyenne est de retour dans l'actualité des sciences sociales, bien que sa définition reste ambiguë. Elle est devenue une condition nécessaire, voir un vecteur du changement social depuis la reprise de la croissance et la tertiarisation de l'économie. La classe moyenne se caractérise par une grande diversité et il ne saurait être procéder à une généralisation à tous les pays à partir de la catégorisation socioprofessionnelle.

Plusieurs auteurs ont tenté de mettre en évidence l'importance du concept « Classe Moyenne ». En 2002, Jim Frederick, l'éditeur en Chef du *Time magazine*, déclare que « La classe moyenne en plein essor de la Chine détient la clé de l'avenir du pays ». Dans une logique plus académique, en 2001, Easterly conclut, en se basant sur une comparaison de plusieurs pays, que les pays ayant une classe moyenne forte ont tendance à croitre plus rapidement, du moins, s'ils n'ont pas une trop grande diversité ethnique. En 2000, Birdsall, Graham, et Pettinato, décrivent la classe moyenne comme « l'épine dorsale tant de l'économie de marché que de la démocratie dans les pays les plus avancés ».

3.2.2. Seuils d'appartenance à la classe moyenne

La classe moyenne est une classe sociale considérée comme une classe intermédiaire entre les riches et les pauvres. Plusieurs auteurs ont tenté de déterminer les seuils d'appartenance à la classe moyenne :

1. Selon Araar (2008), trois (03) principales classes peuvent être définies en se basant sur le seuil de pauvreté (niveau de l'indicateur de niveau de vie qui conduit à classer un ménage comme pauvre ou non) ; à partir de l'approche monétaire, on distingue: (i) la classe des pauvres, composée de ceux qui ont un niveau de vie (revenu ou consommation) en dessous du seuil de pauvreté ; (ii) la classe moyenne, composée de ceux ayant un niveau de vie compris entre le seuil de pauvreté et un seuil inférieur défini pour la classe des riches et enfin (iii) la classe des riches, composée de ceux disposant d'un niveau de vie très élevé. Selon lui, cette dernière classe (classe des riches) est indispensable au

fonctionnement de l'économie d'un pays, car elle favorise l'accumulation de capital et le financement de gros investissements. Néanmoins, si la classe des riches est d'un apport important pour toute économie, beaucoup d'économistes s'accordent également sur la nécessité d'une large classe moyenne. Ceci, selon eux, traduit la marque de l'implication de la majeure partie de la population dans le déroulement de l'activité économique et la garantie d'une redistribution plus équitable de la richesse. Inversement, une classe moyenne réduite est souvent synonyme d'exclusion sociale, d'une forte inégalité et d'une polarisation dans la distribution des revenus. L'élargissement de la classe moyenne apparaît donc comme un impératif pour la réduction de la pauvreté.

- 2. Sylvie (2001), dans l'analyse de l'inégalité et de la pauvreté au Canada, a caractérisé la classe moyenne à partir de la médiane de la distribution des revenus. Elle la définit comme étant les unités familiales dont le revenu se situe entre 75% et 125% de la médiane.
- 3. Pour la BAD (2011), les classes moyennes dans le contexte africain sont des personnes qui dépensent en moyenne entre 2 et 20 dollars par jour (entre 1,4 et 13,9 euros). Elles sont constituées de salariés d'entreprises privées ou parapubliques, de commerçants ou de patrons de petites et moyennes entreprises (PME). Les familles issues des classes moyennes sollicitent assez peu les hôpitaux publics et préfèrent dépenser d'importantes sommes d'argent dans des cliniques privées. Par ailleurs, les classes moyennes ont tendance à avoir de moins en moins d'enfants et à dépenser davantage pour leur alimentation et leur instruction. Le rapport de la Banque Africaine de Développement (2011, op. cit.) souligne également que les classes moyennes ont augmenté de 3,1% en Afrique au cours des 30 dernières années, soit légèrement plus que la population totale. La Tunisie, le Maroc et l'Egypte sont les pays où l'on retrouve la plus grande taille de classe moyenne en Afrique, alors que le Liberia, le Burundi et le Rwanda ont la plus petite taille. Cela étant, les classes moyennes ont contribué à créer au moins la moitié du produit intérieur brut (PIB) en Afrique, qui s'élève à 1.200 milliards d'euros.

Plusieurs écoles de pensée existent à propos de la définition de seuils d'appartenance à la classe moyenne : l'approche absolue (applicable à l'ensemble des pays) et l'approche relative (spécifique à chaque pays).

Au titre de l'approche relative, on peut citer les définitions suivantes des seuils d'appartenance à la classe moyenne :

- ✓ personnes (ou ménages) dont les consommations sont comprises entre le 20^{ème} et le 80^{ème} percentile (Easterly et Birdsall, 2000) ;
- ✓ personnes (ou ménages) dont les consommations sont comprises entre 1,25 et 0,75 fois la consommation médiane (Graham et Pettinato, 2000).

Selon l'approche absolue, l'on peut citer :

- ✓ revenu annuel supérieur à USD 3900 PPA (Bhalla, 2009);
- ✓ dépenses journalières comprises entre USD 2 et USD 4 ou bien dépenses journalières comprises entre USD 6 et USD 10 (BANERJEE et DUFLO, 2007) ;

- ✓ revenu annuel compris entre USD 4000 et USD 17000 PPA (Banque Mondiale, 2007);
- ✓ revenu compris entre la ligne médiane de pauvreté des pays en développement ainsi que celle des USA et la « Classe Moyenne du Monde Occidental » (Ravallion, 2009) ;
- ✓ revenu moyen du Brésil et Revenu moyen de l'Italie (Banque Mondiale, 2007).

A tire d'exemple, KHARAS (2011) définit la classe moyenne comme celle ayant un revenu compris entre USD 10 (seuil moyen de pauvreté entre celui de l'Italie et du Portugal) et USD 100, qui représentent 2 fois le revenu médian du Luxembourg, (PPA) par jour et par tête. Cette définition exclut donc les populations les plus pauvres des pays avancés (Italie, Portugal) et les plus riches des pays avancés (Luxembourg). Pour estimer le nombre de personnes concernés, une distribution mondiale des revenus a été estimée selon la même approche de Sala-i-martin (2002) par l'estimation des fonctions de kernel de distribution dans 145 pays.

Suite à toutes ces définitions, l'identification d'une classe moyenne s'impose pour tout pays voulant améliorer les conditions de vie de ses habitants. En se basant sur une enquête ménage de 13 pays (KHARAS, 2011 op. cit.), une classe moyenne a été définit pour le Guatemala, l'Inde, l'Indonésie, la Côte-d'Ivoire, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Pérou, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, et au le Timor oriental.

3.3. Liens entre inégalités et croissance économique

Il s'agit ici de rappeler les liens existant entre la réduction des inégalités et la croissance économique à travers la littérature économique.

Simon Kuznets (1955) fut l'un des premiers à évaluer les déterminants des inégalités et à développer un modèle permettant d'établir un lien entre les inégalités dans la distribution des revenus et le degré de développement économique d'un pays. Kuznets utilise un modèle à deux (02) secteurs : l'un agricole et l'autre industriel. Le secteur agricole représente la majeure partie de l'économie. Kuznets fait l'hypothèse que le revenu dans le secteur industriel est supérieur à celui dans le secteur agricole, et que la distribution des revenus est plus égalitaire dans le secteur agricole. En fonction de cette hypothèse de Kuznets, les auteurs se classent en deux (02) groupes. Un premier courant de pensée, s'appuyant sur l'hypothèse de Kaldor, suggère l'existence d'une relation positive entre inégalités et croissance (Mirrlees, 1971 ; Galor et Tsiddon 1997 ; Galor et Moav, 2000 ; etc.). En raison de la corrélation théorique entre le taux d'épargne et le taux de croissance, les économies «inégalitaires» connaîtraient donc une croissance plus forte.

Pour le deuxième (2ème) courant de pensée, la relation entre inégalités et croissance est plutôt négative. Une forte concentration des revenus favorise l'apparition d'activités illicites et de manifestations risquant de provoquer des émeutes et des coups d'État (Hibbs, 1973 ; Venieris et Gupta, 1983, 1986 ; Gupta, 1990 ; Alesina et Perotti, 1996). Elle peut être source d'instabilité politique et sociale, voire de violences. En outre, elle peut se perpétuer d'une génération à l'autre, enfermant un pays dans le cercle vicieux de déclin de l'épargne nationale à mesure que la proportion des pauvres à faible capacité d'épargne augmente par rapport à la fraction des riches à forte capacité d'épargne (Attanasio et Binelli, 2004). Un tel pays risque

d'accumuler non seulement peu de capital physique mais aussi peu de capital social, ce qui accentue la division entre pauvres et riches.

D'autres études (Alesina et Perotti, 1993 ; Alesina et Rodrik, 1994 ; Persson et Tabellini, 1994 ; et Stewart, 2000) ont également montré qu'une plus grande égalité (monétaire et non monétaire) accélère la croissance. En retour, Ravallion (1997) et Heltberg (2002) ont mis en évidence le fait que la croissance permet une réduction d'autant plus forte du niveau de pauvreté que le degré d'inégalités est faible. Ravallion (2005), Kalwij et Verschoor (2007) ont plus récemment souligné que la réduction des inégalités peut contribuer directement à la baisse du niveau de pauvreté. La mise en évidence de ce « double dividende », selon l'expression de Bourguignon (2003), conduit donc à ne plus négliger la diminution des inégalités comme levier de réduction de la pauvreté. Les travaux de Datt et Ravallion (1992), Kakwani (1993, 1997), Shorrock (1999) permettent une connaissance plus précise de la manière dont la croissance et la réduction des inégalités contribuent à la réduction de la pauvreté.

Néanmoins, la tendance générale qui se dégage est que la réduction des inégalités va de pair avec la croissance économique.

Il est également important de savoir que les inégalités comprennent aussi bien l'inégalité de revenus que l'inégalité en capital humain et l'inégalité des biens immobiliers (l'inégalité en matière de répartition des terres, d'accès aux services de santé, ou de niveau d'instruction, etc.). Pour Sherraden (1991), l'accumulation d'actifs est la clé du développement des pauvres. Pour la plupart des ménages pauvres, l'amélioration de leur niveau de vie passe par l'épargne et l'accumulation et non par la consommation. En effet, quand les populations commencent par accumuler, leur manière de penser et leur comportement changent en bien. L'accumulation engendre donc d'importantes mutations sur le plan psychologique et social qui ne pourront pas être réalisées dans le cas d'une augmentation équivalente des dépenses de consommation. Oduro (2003) a souligné, dans son analyse de la dynamique de la pauvreté, que la possession d'actifs est généralement négativement corrélée avec la pauvreté et peut être un important moyen de réduction des vulnérabilités, car permettant de lisser la consommation. Dercon (2004) souligne que la redistribution d'actifs permettra aux pauvres de faire face aux différentes défaillances du marché et d'optimiser la manière dont ils utilisent leurs différents actifs.

Par conséquent, pour être efficaces, les stratégies de lutte contre la pauvreté devraient être soutenues par une politique appropriée de redistribution de revenus.

IV. Méthodologie de l'étude

La définition d'une classe moyenne a toujours été un exercice délicat en raison des enjeux relatifs aux classes moyennes. Ceux qui se sont intéressés à faire un inventaire des définitions en ont identifié déjà, plus de 150 (R. Bigot et al. 2011). En termes de classes moyennes, on ne parle presque jamais de la même chose, les objectifs variant en fonction de la problématique de l'étude. La question peut être abordée sous l'angle des statuts sociaux, des métiers, des professions, ou du capital social ou culturel. Elle peut être aussi traitée sous l'angle économique. Dans ce cas, les indicateurs de niveau de vie utilisés sont le revenu, les dépenses de consommation ou le patrimoine.

Dans cette étude, la classe moyenne est abordée sous l'angle économique. Le choix de l'approche économique va dans le prolongement des travaux récents sur la question dans diverses parties du monde, et s'explique particulièrement par le rôle important que joue le revenu dans les modes de vie des populations d'une nation. Les récents travaux sur les conditions de vie des populations du Niger ont montré que le niveau des ressources économiques est pratiquement le seul déterminant des spécificités catégorielles parmi les marqueurs sociaux. En raison des données disponibles, elle sera définie prioritairement à partir des dépenses de consommation. Le patrimoine sera utilisé dans un deuxième (2ème) temps pour affiner le travail.

4.1. Détermination de la classe moyenne

Définir statistiquement les ménages appartenant à la classe moyenne revient à fixer deux (02) seuils de dépenses de consommation, un seuil « bas » et un seuil «haut», délimitant trois (03) catégories de population :

- une population en dessous du seuil « bas », pouvant être qualifiée de pauvre ;
- une population au-dessus du seuil « haut », que l'on qualifiera de « population aisée »
- une classe intermédiaire située entre ces deux (02) seuils et constituant les ménages de la classe moyenne.

Aucune méthode standard n'existe pour définir les deux (02) bornes. Elles sont pour la plupart définies à *priori* en utilisant l'approche relative ou l'approche absolue.

Araar (2008), dans une approche relativiste basée sur le seuil de pauvreté, propose de prendre comme bornes une (01) fois et trois (03) fois le seuil de pauvreté. Sylvie (2001), dans une étude sur le Canada, utilise la même approche, en se basant sur la médiane et propose de prendre comme bornes 0,75 et 1,25 fois la médiane de l'indicateur de niveau de vie. Easterly (2000) a fait de même dans une étude portant sur plusieurs pays. Bigot et al. (2011), dans une étude sur l'Europe, propose 0,70 et 1,50 de la médiane.

Geneviève PRANDI et al. (2006), dans une étude sur Paris en France, ont fondé leur choix sur une analyse de la distribution des revenus par décile. Dans cette étude, la borne inférieure a été retenue égale au troisième décile, mais la borne supérieure a été retenue après une analyse comparative des déciles 7 à 10 des niveaux de vie à Paris. La valeur retenue est entre le 8^e et le 9^e décile.

Cette approche d'analyse préalable de la distribution des revenus ou des dépenses de consommation a été aussi utilisée par Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo (2008). Ce groupe de chercheurs est parti de l'analyse de la distribution des dépenses journalières par tête pour retenir les bornes de 2 USD et 10 USD pour la classe moyenne. D'autres études comme celle de Banque Mondiale (2007), et de la Banque Africaine de Développement (2011) ont utilisé l'approche absolutiste. L'étude de la BAD fixe les deux (02) bornes à 2 et 20 dollars.

Alain Toh et al. (2009) ont utilisé l'approche qui part d'une analyse préalable de la distribution des revenus dans leur étude sur la Côte-D'ivoire. Ils ont combiné l'approche de Geneviève PRANDI et al. et celle de Banerjee et Duflo dans leur analyse des classes moyennes à Abidjan.

Dans le cas du Niger, l'atelier sur la validation de l'approche méthodologique de cette étude a recommandé d'utiliser les bornes proposées par Araar (2008), c'est-à-dire 182635 FCFA et 3x182635 FCFA ou 547.905 F CFA. Toutefois, il est resté flexible sur la détermination des bornes de la classe moyenne. L'atelier a suggéré en effet de retenir la possibilité de modifier les bornes de la classe moyenne fixées par Araar, au besoin, afin de mieux refléter les réalités du pays.

En tenant compte de cette recommandation, l'INS a utilisé la méthode des quantiles pour faire une analyse préalable de la distribution des dépenses de consommation par tête et par an des ménages nigériens. Ceci a permis de procéder au choix des deux (02) bornes.

En utilisant la méthode des quantiles, il a été fixé le seuil inférieur de la classe moyenne à la valeur du quantile de l'indicateur du niveau de vie qui correspond le plus au seuil de pauvreté. Si la dite valeur est inférieure au seuil de pauvreté, il sera retenu le seuil de pauvreté. Dans le cas contraire, il sera retenu le quantile en question, étant entendu que le seuil de pauvreté est juste le montant des dépenses nécessaire pour assurer un minimum de subsistance. En ce qui concerne la borne supérieure, elle est définie comme étant la valeur du quantile qui se situe entre le point d'inflexion (le point où la courbe change d'allure) le plus remarquable sur la courbe et le prochain quantile. Pour que le point d'inflexion soit le plus remarquable possible, il sera utilisé des déciles ou des quantiles d'ordre 20 (« vingtile »).

L'analyse basée sur le patrimoine du ménage est utilisée comme une approche alternative voire complémentaire. En effet, il est reconnu pratiquement par tous les économistes travaillant sur la pauvreté que le bien-être est multidimensionnel. Donc en se limitant à l'approche monétaire seule, on n'aurait pas exploré toutes les dimensions du bien-être et les propositions de mesures pour un développement harmonieux du pays n'auraient pas pris en compte tous les aspects liés aux conditions de vie des ménages.

Un indice composite de possession de bien a été construit en s'inspirant de ce qui se fait dans la revue de littérature (CAPOD, 2009, etc.). Ainsi, pour un ménage i, son indice composite de possession de bien A_i sera défini comme une combinaison linéaire des variables a_{ij} (j=1,...,K) des différents types d'actifs possédés par le ménage. Il s'agit d'éléments objectifs qui sont moins soumis aux fluctuations conjoncturelles.

$$A_i = \lambda_1 a_{i1} + \lambda_2 a_{i2} + \dots + \lambda_K a_{iK}$$

Les coefficients λ_i appelés "scores" sont déterminés par une méthode multivariée de type analyse factorielle (ACP ou ACM dans la plupart des cas en raison de la nature des données disponibles). Le premier facteur qui explique le maximum d'information dans la base est utilisé comme échelle de niveau de vie. Afin de pouvoir utiliser cet indicateur composite de bien-être non monétaire dans tous les calculs, on le transforme par une simple translation qui permet d'avoir des valeurs positives uniquement.

Ainsi, en désignant par *icpb*, l'indice composite de possession de bien obtenu à partir de l'analyse multidimensionnelle, on a :

$$icpb_i = X_{i(fac1)} - \min(X_{i(fac1)})$$

Dans cette égalité, $X_{i(fac1)}$ est la coordonnée de l'individu i sur le premier (1^{er}) axe factoriel; le minimum des coordonnées sur le premier axe est souvent le nombre négatif ayant la plus grande valeur absolue.

A partir des facteurs principaux une classification hiérarchique ascendante est faite pour déterminer le nombre de groupes. Un test d'homogénéité des groupes est réalisé pour s'assurer que les groupes sont homogènes. Elle est souvent faite grâce à une analyse discriminante.

4.2. Caractérisation de la classe moyenne

Les données utilisées pour cette étude sont principalement celles de la première (1^{ère}) Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et de l'Agriculture (ECVMA) réalisée en 2011 par l'INS.

Une analyse descriptive simple (uni- et bi-variées) et une analyse multi-variée soutenue par un modèle économétrique, ont été faites pour essayer de caractériser la classe moyenne au Niger.

Il s'agit de déterminer les caractéristiques d'un ménage de la classe moyenne, en se basant sur les variables souvent rencontrées dans la littérature sur les classes moyennes. Les variables les plus utilisées sont : les caractéristiques sociodémographiques, la localisation du ménage, le secteur d'activités, la possession d'actifs physiques (équipement, bâtiment, terrain, biens durables), la possession d'actifs productifs, actifs humains (éducation et santé) etc.

Par ailleurs, une analyse des dépenses de consommation de la classe moyenne par poste de dépense a été faite. Ceci permet d'aborder la problématique de la connaissance de la fonction de demande de consommation de cette classe, afin de voir dans quelle mesure elle est différente de celle des autres classes et dans quelle mesure elle peut influencer la croissance économique. Pour y arriver, douze postes de dépenses ont été retenus, conformément à la classification utilisée par l'INS dans le calcul de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) Il s'agit de :

1. alimentation et boissons non alcoolisées ;

- 2. boissons alcoolisées et tabac ;
- 3. habillement et chaussure ;
- 4. logement et électricité;
- 5. meubles articles de ménages et entretien ;
- 6. santé;
- 7. transport;
- 8. communication;
- 9. loisir, culture;
- 10. éducation;
- 11. restaurant;
- 12. biens et services divers ;

Une analyse descriptive plus approfondie en fonction du niveau de vie des ménages et de quelques-unes de leurs caractéristiques a été faite. Les analyses sont faites pour chacune des quatre classes (4) définies. Ceci permettra de faire des comparaisons entre les différentes classes. Il est attendu des comportements de consommation différents d'une classe à une autre.

4.3. Analyse des perceptions des conditions de vie des ménages

A partir des données collectées sur les perceptions des ménages grâce au questionnaire du deuxième (2ème) passage de la première Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et l'Agriculture (ECVMA) organisée en 2011 par l'INS, une analyse des perceptions du bienêtre au Niger a été effectuée. Une attention particulière a été accordée à la classe moyenne. Ceci a permis d'évaluer le niveau de pauvreté selon l'approche subjective.

4.4. Analyse des inégalités

L'analyse des inégalités a été faite grâce à l'utilisation des indicateurs communément utilisés dans ce domaine : Courbe de Lorenz, indice de GINI, indice d'Atkinson et indice de Theil. La **courbe de Lorenz** est fréquemment utilisée pour comparer les inégalités en matière de niveaux de vie. C'est une courbe de fréquence cumulée qui compare la distribution d'une variable spécifique (par exemple les dépenses de consommation) à la distribution uniforme qui représente l'égalité. Plus la courbe de Lorenz L(p) est proche de la diagonale du carré unitaire, plus la distribution des dépenses totales de consommation est égalitaire. On dit que la distribution est parfaitement égalitaire si la courbe de Lorenz est représentée par la diagonale. A l'opposé, plus la courbe s'écarte de la diagonale, plus la distribution des dépenses totales de consommation est inégalitaire.

L'indice de Gini est plus utilisé pour la mesure des inégalités de bien-être. Il est basé sur la courbe de Lorenz qui compare le poids démographique d'une partie de la population avec son poids économique. Il varie entre 0 et 1. La mesure de Gini n'est pas décomposable entre les groupes, mais entre les sources de revenus ou les types de dépenses. Plus la valeur de l'indice de Gini est élevée (proche de 1), plus l'inégalité est grande au sein de la population étudiée et inversement.

Formellement, soit x_i un point sur l'axe des X et y_i un point sur l'axe des Y. Alors

$$Gini = 1 - \frac{1}{N} \sum_{i}^{N} (x_i - x_{i-1}) (y_i + y_{i-1})$$

Lorsqu'il y'a N intervalles égaux sur l'axe des X, cette formule se réduit à :

$$Gini = 1 - \frac{1}{N} \sum_{i}^{N} (y_i + y_{i-1})$$

Contrairement à l'indice de Gini, **l'indice d'Atkinson** est décomposable entre les groupes socio-économiques. Il est rarement utilisé. Il est donné par la formule suivante :

$$A_{\epsilon} = \begin{cases} 1 - \left[\frac{1}{N} \sum_{i}^{N} \left(\frac{y_{i}}{\bar{y}}\right)^{1-\epsilon}\right]^{1/(1-\epsilon)}, \epsilon \neq 1 \\ \\ 1 - \frac{\prod_{i=i}^{N} \left(y_{i}^{\frac{1}{N}}\right)}{\bar{y}}, & \epsilon = 1 \end{cases}$$

L'indice de Theil, largement utilisé dans les analyses d'inégalité, fait partie de la famille des indices d'entropie généralisée (GE) donnés par la formule

$$GE(\alpha) = \frac{1}{\alpha(\alpha - 1)} \left[\frac{1}{N} \sum_{i=1}^{N} \left(\frac{y_i}{\overline{y}} \right)^{\alpha} - 1 \right]$$

La valeur de GE est comprise entre 0 et l'infinie, avec 0 signifiant une distribution égalitaire et une valeur élevée signifiant une inégalité forte. Le paramètre α est le poids donné à la distance entre revenus à différent point de la distribution. Les valeurs les plus utilisées de ce paramètre sont 0, 1 et 2. Pour ce paramètre égal à 1, on a l'indice T de Theil.

$$GE(1) = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^{N} \frac{y_i}{\overline{y}} \ln \left(\frac{y_i}{\overline{y}} \right)$$

Lorsqu'il est égal à 0, on a l'indice L de Theil encore connu sous le nom de mean log deviation measure.

$$GE(0) = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^{N} \ln \left(\frac{\overline{y}}{y_i} \right).$$

4.5. Trajectoires d'émergence de la classe moyenne ou transition interclasses

Il s'agit ici de faire une analyse des déterminants des transitions d'une classe à une autre. Afin d'analyser les déterminants de la transition entre les classes sociales un modèle *logit ordonné* a été construit. Dans ce modèle, la variable dépendante **Y** est une variable catégorielle à trois modalités ordonnées par construction.

On désigne par y les réalisations de la variable Y définie de la façon suivante :

$$y = \begin{cases} 0 \text{ si le ménage est perdant} \\ 1 \text{ si le ménage est sédentaire} \\ 2 \text{ si le ménage est gagnant} \end{cases}$$

Un ménage est dit *perdant* s'il fait des transitions négatives, c'est-à-dire des transitions qui ne lui sont pas favorables, et un ménage est dit *gagnant* s'il fait des transitions positives, c'est-à-dire des transitions qui lui sont favorables. Un ménage est sédentaire s'il n'est ni perdant ni gagnant.

Le modèle *logit ordonné* est bien adapté en raison du caractère ordonné des modalités de la variable **y.** Ainsi, pour analyser les associations entre ces différentes transitions et les caractéristiques socio-économiques des ménages, le modèle *logit ordonné* de la forme suivante est estimé :

$$y_i^* = \alpha' x_i + \varepsilon_i$$

Où α' est un vecteur de paramètres à estimer, x_i un vecteur des caractéristiques socioéconomiques du ménage i et de ses membres, ϵ_i est un terme d'erreur distribué selon une loi logistique. La variable dépendante y_i^* est non observée (variable latente). Ce qui est observé est : y=0 si $y_i^* \le 0$, y=1 si $0 \le y_i^* \le \mu_1$, y=2 si $\mu_1 \le y_i^* \le \mu_2 \le 0$, y=J si $\mu_{J-1} \le y_i^*$.

Les μ_i représentent des paramètres inconnus à estimer avec α' un seuil inconnu à estimer (Greene, 2005). Dans le cas précis de ce travail, il y a trois catégories ; donc il n'y a qu'un seul paramètre de seuil μ à estimer.

Les probabilités à estimer sont ⁶:

 $^{^{6}\,\}Lambda\text{(.)}$ est la fonction de répartition de la loi logistique.

$$Prob(y = 0) = \Lambda(-\alpha'x)$$

$$Prob(y = 1) = \Lambda(\mu - \alpha'x) - \Lambda(-\alpha'x)$$

$$Prob(y = 2) = 1 - \Lambda(\mu - \alpha'x)$$

Compte tenu de la non-linéarité du modèle *logit* ordonné, les coefficients α estimés sont difficilement interprétables. Afin de faciliter l'analyse, les rapports de chance (odds ratios), exp(alpa), ont été calculés pour chaque paramètre.

Mais, il convient de noter que dans le cas du Niger, il sera difficile, à l'étape actuelle, de construire ce modèle à partir des données observées sur les ménages car l'INS ne dispose pas de données de panel sur au moins deux (2) périodes. Les seules données disponibles et qui ont été utilisées sont celles de l'ECVMA de 2011; donc visiblement aucune transition ne peut être constatée en utilisant les données de cette seule enquête. En présence de cette seule observation, il est plus indiqué d'estimer les probabilités d'appartenance à chaque classe.

Les réalisations de la variable **Y** sont les quatre (4) modalités de classe qui, par construction, sont ordinales.

4.6. Sources de données

Comme il a été souligné plus haut, les données utilisées pour cette étude proviennent essentiellement de la base de données issue de la première (1ère) Enquête Nationale sur les Conditions de Vie des Ménages et sur l'Agriculture (ECVMA), organisée en 2011 par l'INS. Les Objectifs de l'ECVMA étaient les suivants :

- (i) mettre à jour les indicateurs et le profil de pauvreté ;
- (ii) mesurer les progrès réalisés dans la recherche de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ;
- (iii) fournir des données de base pour améliorer les connaissances sur l'agriculture et l'élevage en Afrique subsaharienne, notamment son rôle dans la réduction de la pauvreté et la façon de stimuler l'efficacité et l'innovation dans ce secteur ;
- (iv)poser les bases d'un suivi longitudinal de la pauvreté, en considérant l'enquête de 2011 comme la première d'une série d'enquêtes par panel.

C'est une enquête par sondage effectuée sur un échantillon de 4000 ménages tirés selon un plan de sondage à deux degrés, représentatif au niveau national. L'unité primaire de tirage est la grappe. La collecte des données de l'opération a eu lieu de Juillet à Décembre 2011.

Le fichier principal utilisé dans cette étude est celui qui a été utilisé pour estimer les indicateurs de pauvreté. Il compte 3.859 observations.

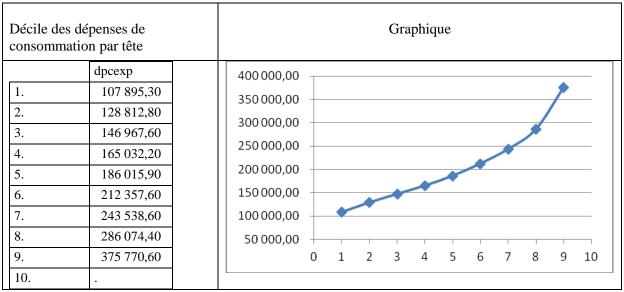
V. Détermination de la classe moyenne au Niger : Approches monétaire et non monétaire

Comme indiqué plus haut, l'approche monétaire est basée sur les dépenses de consommation par tête. Quant à l'approche non monétaire, elle est basée sur le patrimoine c'est -à- dire la possession d'actifs ou de biens par le ménage.

5.1. Détermination des deux (2) bornes selon l'approche monétaire

L'approche monétaire utilise les dépenses par tête comme indicateur de niveau de vie. Conformément à la méthodologie décrite ci-dessus, une analyse de la distribution des dépenses de consommation par tête a été effectuée en utilisant les déciles et les « vingtiles », c'est-à-dire que la distribution a été découpée en 20 classes de taille égale. Les deux (2) graphiques qui en découlent sont présentés ci-dessous :

Graphique 11 : analyse par décile



Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Graphique 12: Analyse par quantile d'ordre 20

	l'ordre 20 des de consommation	Graphique des quantiles d'ordre 20
classe	vpcexp	600000
1.	92117,43	
2.	107895,3	500000
3.	117862,9	/
4.	128812,8	400000
5.	138180,1	300000
6.	146967,6	
7.	154329	200000
8.	165032,2	
9.	176441	100000
10.	186015,9	0
11.	199315,8	0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20
12.	212357,6	
13.	227154,4	
14.	243538,6	
15.	262493,7	
16.	286074,4	
17.	317437	
18.	375770,6	
19.	483143,3	
20.	,	

A partir des graphiques n°11 et n°12 ci-dessus, il apparait clairement que la valeur de la borne inférieure correspond au 5° décile et au 10° quantile d'ordre 20 : c'est la valeur la plus proche du seuil de pauvreté (186.015,9 F CFA). Elle est légèrement supérieure à ce seuil, qui est un seuil national de pauvreté (Z = 182.635 F CFA). On pourrait retenir que la borne inférieure de la classe moyenne est de 186.000 F CFA. La valeur de la borne supérieure pourrait être fixée entre le 8° et le 9° décile (graphique des déciles) ou à une valeur entre le 17° quantile d'ordre 20 (graphique des quantiles d'ordre 20), point d'inflexion le plus remarquable sur cette courbe, et le 19° quantile d'ordre 20. Pour des raisons de convenance, on pourrait fixer cette valeur à 480.000 F CFA qui est inférieur à la valeur du 19° quantile.

Ainsi, on peut dire que les nigériens dont les dépenses de consommation totale annuelle sont⁽⁷⁾.

_

⁷ Dépenses de consommation annuelle moyenne par tête dans la population = 225.103 F CFA.

- ✓ inférieures à 186.000 F CFA sont les plus défavorisés (ce terme est préféré au terme de pauvres en ce sens que ceux qui sont dans l'intervalle (182.6635; 186.000) ne sont pas pauvres selon le seuil national de pauvreté);
- ✓ entre 186.000 et 480.000 F CFA sont de la classe moyenne ;
- ✓ supérieures ou égale 480.000 F CFA sont de la classe des plus aisés ; ils ne sont pas forcément riches comparés à d'autres pays.

On en déduit donc, selon cette approche et sur la base des données utilisées de la première (1ère) ECVMA de 2011, que **44,93% des Nigériens sont de la classe moyenne**, 49,99% sont de la classe des plus défavorisés et le reste, c'est-à-dire 5,08% sont de la classe des plus aisées. Il convient de rappeler que selon les informations contenues dans le PDES 2012-2015, la taille de la classe moyenne était estimée à 30% en 2007. Cela suggère donc une augmentation de la taille de la classe moyenne de 14,9 points pour une diminution de la pauvreté de 10,9 points, entre 2007 et 2011. Les politiques et programmes de développement mis en œuvre au cours de cette période semblent avoir permis l'augmentation de la taille de la classe moyenne dans la population nigérienne.

En Côte-d'Ivoire, la classe moyenne représentait **33%** de la population totale en 2008, (TOH et KOUYATE, 2009). Au Bénin, elle représentait environ **46%** de la population en 2006 (KEKE et al. 2009). Au Kenya, entre 2005 et 2006, la taille de la classe moyenne était évaluée à **24,1%** contre **72,1%** de personnes faisant partie du *lower income group*, et à 3,76% la taille de la population des plus riches (Simonini Ambra, 2009).

5.2 Détermination des deux (2) bornes selon l'approche non monétaire : l'indice composite de possession de biens (icpb)

Pour l'approche non monétaire, la même méthode, c'est-à-dire la méthode des quantiles a été utilisée.

Cet indice a été construit à partir du premier (1^{er}) axe factoriel de l'analyse des correspondances multiples (ACM). L'utilisation de l'ACM se justifie par la simple raison que certaines variables utilisées ont plusieurs catégories.

Calcul de l'icpb

Les variables qui entrent dans le calcul de l'icpb sont :

(i) variables caractérisant le ménage

- 1. ms06q03 : propriétaire de maison avec ou sans titre de propriété
- 2. ms06q11 : toit en matériau définitif
- 3. ms06q12 : sol en matériau définitif
- 4. ms06q18a : eau de robinet dans la cour ou concession cas sécheresse
- 5. ms06q18b: eau de robinet dans la cour ou concession cas saison pluie
- 6. ms06q26 : source d'éclairage de la maison
- 7. ms06q33: téléphone fixe

- 8. ms06q36 : Internet
- 9. ms06q40 : abonné aux chaînes de TV payantes
- 10. ms06q43a : premier combustible pour cuisson
- 11. ms06q43b : deuxième combustible pour cuisson
- 12. ms06q45 : wc moderne et latrine moderne
- 13. ms06q48 : camion vidangeur pour les excréments
- 14. ms06q49 : puisard pour évacuation des eaux usées

(ii) variables caractérisant le chef du ménage

- 1. hgse : Groupe socioéconomique du chef du ménage
- 2. heduc : Niveau d'éducation du chef du ménage

(iii) variables relatives à la possession d'actifs durables et /ou d'équipements de production

- 1. ms07q01 : un membre du ménage possède [article] en bon état de fonctionnement (34 articles)
- 2. as06q02 : le ménage possède l'équipement agricole (24 équipements) ;

Soit au total 14+2+34+24= 74 variables candidates à la construction de l'icpb.

Les étapes de la construction de l'icpb sont :

- (i) ACM exploratoire pour ne retenir que les variables pertinentes, c'est-à-dire celles qui respecte le critère ordinal de positionnement sur l'axe (COPA)
- (ii) Critère de parcimonie : retenir peu de variables pour un pouvoir explicatif élevé. Ceci a conduit à faire une analyse de régression en utilisant l'indicateur du niveau de vie comme variables expliquée et les variables retenues après le premier ACM comme variables explicatives
- (iii) Retenir les variables significatives à 10%, c'est-à-dire p-value inférieur ou égal à 10%
- (iv)Reprendre ACM avec les variables ainsi retenues ; ceci a permis d'avoir un premier axe qui explique 85% de l'inertie totale
- (v) Calculer les coordonnées des ménages sur le premier axe
- (vi)Faire la translation.

L'*icpb* ainsi calculé a été utilisé comme indicateur de niveau de vie non monétaire (ou de patrimoine) pour définir la classe moyenne. Les estimations utilisant la même approche pour l'indicateur composite de niveau de vie ne sont pas trop différentes (voir tableau ci-dessous).

Il convient de mentionner ici la complémentarité entre l'utilisation de chacun des deux (2) indicateurs. Le premier (1^{er}) indicateur de niveau de vie, dépenses de consommation par tête, prend en compte une seule dimension du niveau de vie : la dimension monétaire. Or, de plus

en plus, la littérature sur l'économie de développement remet en cause la pertinence de la mesure du niveau de vie en ne considérant qu'une (1) seule dimension. L'utilisation de l'indicateur composite de possession de biens vient répondre à cette préoccupation, en prenant en compte le capital physique, le capital humain et le capital social du ménage. Ceci est d'autant pertinent pour certaines sociétés dans lesquelles il est plus facile aux membres de ménages de parler de leur possession de biens durables (signes de prestige) que de parler de leurs dépenses ou de leur pauvreté.

Tableau 6 : Répartition de la population nigérienne en 2011 selon les classes de niveau de vie (%)

Classe de niveau de vie	Approche monétaire	Approche non monétaire
Classe des défavorisés	50,0	49,5
Classe moyenne	44,9	45,3
Classe des plus aisés	5,1	5,2
Total	100,0	100,0

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS, Niger

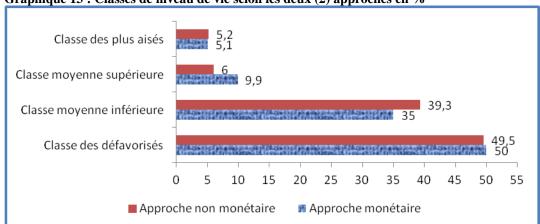
Pour tenir compte des particularités du Niger, la classe moyenne a été subdivisée en deux (2): une (1) classe moyenne inférieure et une (1) classe moyenne supérieure. La valeur des dépenses de consommation qui est retenue pour cette subdivision est 317.400 F CFA. Ainsi, avec l'approche monétaire, en 2011, 35,01% des nigériens sont de la classe moyenne inférieure et 9,92% sont de la classe moyenne supérieure et pour l'approche non monétaire, ces proportions sont respectivement 39,3% et 6% (voir Tableau7 ci-dessous).

Tableau 7 : Répartition de la population nigérienne en 2011 selon les classes de niveau de vie (%)

Classe de niveau de vie	Approche monétaire	Approche non monétaire
Classe des défavorisés	50,0	49,5
Classe moyenne inférieure	35,0	39,3
Classe moyenne supérieure	9,9	6,0
Classe des plus aisés	5,1	5,2
Total	100,0	100,0

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Globalement, les deux (02) approches classent les ménages de manière à avoir des tailles sensiblement égales pour les classes définies (voir tableau 6 ci-dessus). Mais, en subdivisant la classe moyenne en deux (02), moyenne inférieure et moyenne supérieure, on note quelques différences. La classe moyenne inférieure semble être légèrement plus large selon l'approche non monétaire : 39,3% contre 35,0% selon l'approche monétaire. On observe la situation inverse dans le cas de la classe moyenne supérieure. Cela suggère que la possession de patrimoine est un élément discriminatoire dans la catégorisation de la classe moyenne. Ainsi, l'entrée dans la classe moyenne supérieure est plus sélective selon l'approche non monétaire que selon l'approche monétaire.



Graphique 13 : Classes de niveau de vie selon les deux (2) approches en %

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

5.3 Détermination du noyau dur de la classe moyenne

Le noyau dur de la classe moyenne représente les ménages de l'intersection entre l'approche monétaire et l'approche non monétaire (possession d'actifs ou de biens durables). C'est donc ceux identifiés comme appartenant à la classe moyenne à la fois par l'approche monétaire et l'approche non monétaire

Tableau 8 : Croisement des classes de bien être en 3 groupes selon l'approche monétaire et non monétaire

		Classes de bien-être non monétaire en 3 groupes			
		Classe des défavorisés	Classe moyenne	Classe des plus aisés	Total
Classes de	Classe des défavorisés	31,0	19,0	0,0	50,0
bien-être monétaire	Classe moyenne	18,1	24,6	2,2	44,9
en 3 groupes	Classe des plus aisés	0,4	1,8	2,9	5,1
2	Total	49,5	45,3	5,2	100,0

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

La proportion de ménages appartenant au noyau dur de la classe moyenne est de 24,6%, celle de la classe des défavorisés est de 31% et celle de la classe des aisés est de 2,9%. Ainsi, environ 25% de la population nigérienne répondent, de manière plus robuste, aux critères d'appartenance à la classe moyenne. Ce taux est nettement inférieur à la proportion appartenant à la classe moyenne déterminée séparément selon l'une ou l'autre des deux (2) approches précédentes.

Tableau 9 : Croisement des classes de bien être en 4 groupes selon l'approche monétaire et non monétaire

	Classes de bien-être non monétaire en 4 groupes				5	
		Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés	Total
	Classe des défavorisés	31,0	18,4	0,5	0,0	50,0
Classes de bien-	Classe moyenne inférieure	16,2	16,0	2,2	0,6	35,0
être monétaire en 4	Classe moyenne supérieure	1,9	4,2	2,2	1,7	9,9
groupes	Classe des plus aisés	0,4	0,8	1,0	2,9	5,1
	Total	49,5	39,4	6,0	5,2	100,0

En différenciant par type de classe moyenne, la proportion du noyau dur de la classe moyenne supérieure est de 2,2% et celle de la classe moyenne inférieure est de 16%. Ainsi, la majeure partie de la population qui constitue la classe moyenne est exposée au risque de retomber dans la classe des défavorisés. Parallèlement, seule une très faible part de la population de la classe moyenne y appartient de manière stable. Cette situation dénote l'extrême vulnérabilité de la plupart des ménages de la classe moyenne et appelle la mise en place de politiques ciblées.

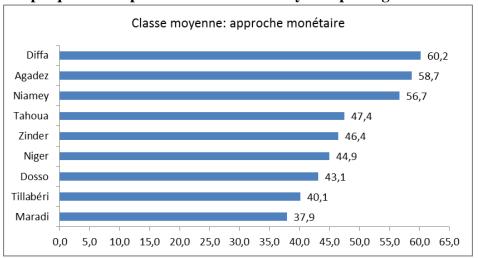
VI. Caractérisation de la classe moyenne au Niger

La connaissance des principales caractéristiques de la classe moyenne est nécessaire afin de prendre les mesures appropriées favorisant son émergence. Cette partie est consacrée à l'analyse des caractéristiques et de la consommation de la classe moyenne.

6.1. Importance de la classe moyenne au Niger

6.1.1 La localisation géographique de la classe moyenne

Selon la **région**, l'approche monétaire fait ressortir que la part de classe moyenne dans la population totale varie entre 37,9% (à Maradi) à 60,2% (à Diffa). Les proportions de la classe moyenne sont en-deçà de la moyenne nationale trois (03) régions : Maradi, Tillabéry et Dosso et les cinq autres régions, à savoir Zinder, Tahoua, Niamey, Agadez et Diffa sont au-dessus de la moyenne nationale. Il convient de relever que toutes les communautés urbaines du Niger ont une part de classe moyenne supérieure à la moyenne nationale.



Graphique 14 : Répartition de la classe moyenne par région

Source: Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Une analyse différenciée selon les deux (02) types de classe moyenne (moyenne inférieure et moyenne supérieure) permet de constater que les régions de Diffa, Niamey et Agadez se distinguent par leur taux de classe moyenne supérieure (respectivement de 15,3 ; 24,0 et 28,2%) largement supérieure à la moyenne nationale qui est de 9,9%.

Toutefois la décomposition de la classe moyenne nigérienne par région montre que la classe moyenne est plus nombreuse dans les régions de Tahoua, Zinder, Maradi et Tillabéry qui sont les régions les plus peuplées du pays.

La part de la classe moyenne est plus élevée en milieu urbain (59,0%) qu'en milieu rural (42,0%). Ainsi, contrairement à la pauvreté, la classe moyenne est, en proportion, plus élevée en zone urbaine. L'analyse différenciée par type de classe moyenne permet de constater que le milieu urbain détient un taux de classe moyenne supérieure de 25,1%, dépassant de loin la

moyenne nationale (contre un taux de classe moyenne supérieure de 6,8% en milieu rural). Cela s'explique par le fait que la population urbaine se distingue par son niveau de vie plus élevé du fait de la prédominance des salariés et des indépendants non agricoles.

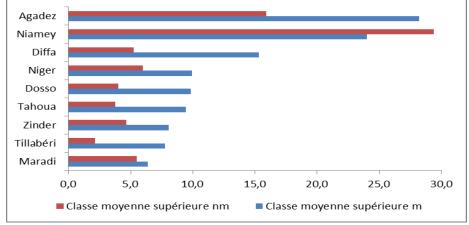
Selon le **milieu de résidence**, la part de la classe moyenne est plus élevée en milieu urbain (59,0%) qu'en milieu rural (42,0%). Ainsi, contrairement à la pauvreté, la classe moyenne est, en proportion, plus élevée en zone urbaine. L'analyse différenciée par type de classe moyenne permet de constater que le milieu urbain détient un taux de classe moyenne supérieure de 25,1%, dépassant de loin la moyenne nationale (contre un taux de classe moyenne supérieure de 6,8% en milieu rural).

Néanmoins, la décomposition de la classe moyenne selon le milieu de résidence fait ressortir que la classe moyenne est majoritairement localisée en milieu rural quelle soit l'approche considérée (77,3% contre 22,7% en milieu rural selon l'approche monétaire). Cela s'explique par le poids du milieu rural au Niger (environ 80% de la population totale)

Selon les **zones agro-écologiques**, les milieux urbains autres que Niamey détiennent un taux de classe moyenne de 60,2%, alors que les zones agricoles, agropastorales et pastorales détiennent respectivement 46,4 ; 32,5 et 37,8%. Une analyse différenciée par les deux types de classe moyenne monte que, l'incidence de la classe moyenne supérieure dans les zones agricoles, agropastorales et pastorales n'est que de 8,0 ; 4,2 et 4,9% respectivement contre 25,7% pour les autres villes et 24,0% pour Niamey.

Cependant, la décomposition de la classe moyenne par zones agro-écologiques, montre que la classe moyenne est majoritairement localisée dans les zones agricoles (55,3% selon l'approche monétaire, 48,6% selon l'approche non monétaire et 47,7% pour le noyau dur de la classe moyenne).

Graphique 15 : Classe moyenne supérieure par région – approche monétaire (m) et approche non monétaire (nm)



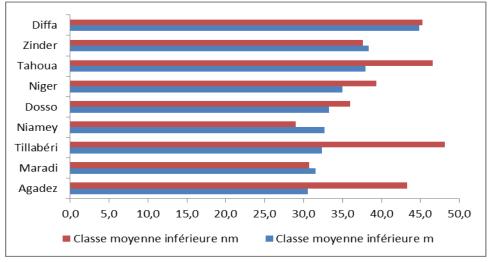
Source: Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

A Niamey on observe une situation presque paradoxale. En effet, la taille de la classe moyenne supérieure basée sur l'approche non monétaire est supérieure à celle basée sur l'approche monétaire. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que les gens ont tendance

à s'équiper d'abord en bien durables (achats de terrain, meubles, moyen de transport etc.). C'est un privilège pour n'importe qui d'avoir des biens durables à Niamey, donc en particulier pour quelqu'un de la classe moyenne supérieure qui, par définition, a un niveau de vie lui permettant de s'offrir certaines choses que les autres ne peuvent pas s'offrir. C'est également une classe moyenne très ambitieuse, pour qui l'accumulation des actifs est importante et constitue une couverture contre les risques de la vie. A Niamey, la classe moyenne supérieure est plus intéressée par l'achat par exemple des terrains, des écrans plats de dernière génération, des véhicules, des ordinateurs. Ce qui n'est pas le cas dans les autres régions du pays où la possession d'actifs est faible.

Par contre, la classe moyenne inférieure (voir graphique 16) a moins de moyens financiers, et par conséquent, ne peut pas s'offrir le même luxe que la classe moyenne supérieure. Ce qui se traduit par un nombre limité de biens durables acquis comparé à la situation des personnes appartenant à la classe moyenne supérieure. L'épargne est pratiquement faible, voire inexistante au niveau de cette classe, ce qui ne lui permet pas d'acquérir d'actifs importants à Niamey.

Graphique 16 : Classe moyenne inférieure par région – approche monétaire (m) et approche non monétaire (nm)



Source: Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Dans les régions, le « recrutement » des ménages dans les classes sociales se fait de façon remarquable par complémentarité (voir graphique 17). Lorsque la part de la classe des plus aisés est élevée dans une région donnée, la part de la population classée ou à classer dans les autres classes se réduit en conséquence (cas de Niamey et d'Agadez). De même, une forte concentration de classe défavorisée correspond à un déficit de classe aisée et à une proportion presque moyenne de la classe moyenne. C'est le cas de la plupart des régions qui se situe endessous de la situation moyenne (celle du Niger).

Niamey Agadez Niger Diffa Tahoua 7inder Tillabéri Dosso Maradi 0,0 10,0 50,0 60,0 90,0 100,0 20.0 30.0 40.0 70.0 80.0 Classe des défavorisés ■ Classe movenne inférieure ■ Classe moyenne supérieure ■ Classe des plus aisés

Graphique 17 : Classe de niveau de vie selon la région, approche monétaire

6.1.2. Les caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage de la classe moyenne

Selon le **genre**, le taux de classe moyenne est plus élevé au sein des ménages dont les chefs de ménage sont des femmes (48,2%) qu'au niveau des chefs de ménage homme (44,7%). La tendance n'a pas changé lorsqu'on fait l'analyse différenciée par type de classe moyenne en ce sens que le taux de classe moyenne supérieure est de 12,0% chez les chefs de ménage femme contre 9,8% chez les chefs de ménages homme.

Sauf pour le groupe **d'âge** 25-44 ans, le taux de classe moyenne est supérieur à la moyenne nationale. En d'autres termes, l'incidence de la classe moyenne est plus élevée que la moyenne pour les ménages dont le chef est âgé de moins de 24 ans ou de 45 ans et plus. Plus spécifiquement, il est de 58,8% pour la tranche d'âge 65 ans et plus. Ceci pourrait s'expliquer par une importance des transferts reçus par ces ménages. En effet, il est fréquent de voir que le Nigérien qui a des moyens s'occupe de ses parents en guise de reconnaissance des investissements que ces derniers ont eu à faire pour son éducation. Certains enfants assurent un logement décent à leur parent avant de penser à la construction des leurs. D'autres assurent le minimum social commun par le transfert d'argent.

La proportion de classe moyenne est de 54,2% pour les plus jeunes chefs de ménages âgés de moins de 25 ans ; 47,1 et 47,4% respectivement pour les tranches d'âge 45-54 ans et 55-64 ans. Par contre, il est 38,2% pour la tranche d'âge de 25-34 ans et 41,7% pour la tranche d'âge 35-44 ans. Ce qui est surprenant ici, c'est que les ménages de tranches d'âge extrêmes détiennent les proportions de classe moyenne supérieure les plus élevées : 14,9 et 16,4% respectivement pour les plus jeunes et les plus vieux chefs de ménage. Ceci s'explique probablement par un effet de taille et par la structure de la distribution conditionnelle. En effet, les populations se retrouvant dans des ménages dirigés par des personnes de cette catégorie représentent une faible proportion au plan national (environ 2% pour les ménages dirigés par les moins de 25 ans et 12,3% pour les ménages dirigés par les 65 ans et plus). On peut comprendre qu'il faut être d'une certaine classe sociale avant de prendre une telle responsabilité ou de la garder au-delà d'un certain âge.

En ce qui concerne **l'éducation** du chef du ménage, la classe moyenne est prédominante à tous les niveaux sauf pour les chefs de ménage ayant fait des études supérieures. En effet, la proportion de classe moyenne est supérieure à la moyenne nationale pour tous les chefs de ménage qui ont un niveau d'éducation compris entre le primaire et le secondaire second cycle (45,7% pour le primaire ; 66,6 et 55,2% respectivement pour le secondaire premier cycle et le secondaire second cycle), alors qu'il est inférieur à la moyenne pour les chefs de ménages qui ont fait des études supérieures (18,9%). Cela peut s'expliquer par la forte prédominance de la classe des plus aisés pour cette catégorie de chef de ménage. En fait, 81% des populations dirigées par un chef de ménage ayant fait des études supérieures se retrouve être classée dans la classe des plus aisés ; aucun de ces ménages n'est classé parmi les défavorisés.

6.2. Principales caractéristiques types de la classe moyenne au Niger

6.2.1 Age du chef de ménage, taille du ménage et niveau de vie.

Globalement, un ménage de la classe moyenne au Niger a une taille moyenne de 7,5 personnes. Comparé aux autres classes, le ménage de la classe moyenne est moins peuplé d'environ deux personnes que le ménage de la classe des défavorisés dont la taille moyenne est de 9,5, et plus peuplé d'environ deux personnes que le ménage classé plus aisé dont la taille moyenne est de 5,8.

Tableau 10 : Quelques caractéristiques en trois (3) classes en moyenne

Classe de niveau de vie	Age du CM	Taille du ménage	Dépense par tête	Indicateur du niveau de vie
Classe des défavorisés	47,15	9,46	134927,40	0,74
Classe moyenne	46,50	7,53	271643,00	1,49
Classe des plus aisés	43,75	5,82	700469,50	3,84
Population	46,69	8,40	225103,30	1,23

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Le chef de ménage de la classe moyenne est âgé en moyenne de 46 ans et demi. Sa dépense annuelle par tête est de 271.643 F CFA, soit environ 1,5 fois le seuil de pauvreté national de 2011. Comparé aux autres classes, il est moins âgé de près de huit mois que le chef du ménage classé défavorisé et plus âgé de près de trois ans que le chef du ménage classé plus aisé. Son niveau de vie est deux fois plus élevé que celui de la classe des défavorisés où la dépense moyenne par tête est de 134.927,40 F CFA, soit plus de 25% de moins que le seuil de pauvreté. Par contre, son niveau de vie est 2,6 fois moins élevé que celui du ménage classé parmi les aisés.

Quelques différences s'observent lorsqu'on fait l'analyse en considérant la classe moyenne supérieure et la classe moyenne inférieure (voir tableau b ci-dessous). L'âge moyen du chef de ménage de la classe moyenne inférieure est de 47,12 ans qui est très proche de l'âge moyen du chef du ménage des défavorisés. Celui de la classe moyenne supérieure est de 44,29 ans,

proche de l'âge moyen du chef du ménage des aisés. La taille moyenne des ménages de la classe moyenne inférieure est de 7,8 alors que celle des ménages de la classe moyenne supérieure est de 6,6. La moyenne des dépenses per capita au niveau de la classe moyenne inférieure fait environ 1,31 fois le seuil de pauvreté alors que celle de la classe moyenne supérieure fait 2,1 fois ce seuil. Il convient de noter que celle des plus aisés fait 3,84 fois le seuil de pauvreté national.

Tableau 11 : Quelques caractéristiques en quatre (4) classes en moyenne

Classe de niveau de vie	Age du CM	Taille du ménage	Dépense par tête	Indicateur du niveau de vie
Classe des défavorisés	47,15	9,46	134927,40	0,74
Classe moyenne inférieure	47,12	7,80	239987,40	1,31
Classe moyenne supérieure	44,29	6,56	383312,50	2,10
Classe des plus aisés	43,75	5,82	700469,50	3,84
Population	46,69	8,40	225103,30	1,23

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

En considérant le **genre** du chef du ménage, la valeur de ces indicateurs analysés ci-dessus varie de façon remarquable. L'âge moyen des chefs de ménage homme est de 46,33 ans contre 51,12 ans chez les chefs de ménage femme. La taille du ménage dirigé par un homme est de 8,6 contre 5,8 pour les chefs de ménage femme. Le niveau moyen des dépenses par tête est de 222.063 F CFA dans les ménages dirigés par un homme contre 263.098 F CFA dans les ménages dirigés par une femme. Il en résulte un niveau de vie moyen plus faible dans les ménages dirigés par un homme que dans ceux dirigés par une femme.

Tableau 12 : Quelques caractéristiques en moyenne différenciées par genre

Sexe du CM=Masculin				
	Age du	Taille du	Dépense par	Indicateur du niveau
Classe de niveau de vie	CM	ménage	tête	de vie
Classe des défavorisés	47,02	9,67	134630,00	0,74
Classe moyenne	45,93	7,70	271218,60	1,49
Classe des plus	42,82	5,93	684664,60	3,75
Total	46,33	8,61	222062,50	1,22
Sexe du CM=Féminin				
	Age du	Taille du	Dépense par	Indicateur du niveau
Classe de niveau de vie	CM	ménage	tête	de vie
Classe des défavorisé	49,06	6,42	139272,10	0,76
Classe moyenne	53,11	5,49	276556,20	1,51
Classe des plus	50,31	5,03	811036,50	4,44
Total	51,12	5,85	263098,20	1,44

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Lorsqu'on considère les deux (2) types de classe moyenne, on se rend compte que le chef de ménage homme à ce niveau est plus jeune que le chef de ménage femme. La différence d'âge

est de l'ordre de 10,1 ans pour la classe moyenne supérieure et 6,4 ans pour la classe moyenne inférieure.

Les niveaux de vie mesurés par rapport au seuil de pauvreté, ne sont pas trop différents d'une classe à une autre, sauf pour la classe des aisés où l'on remarque que le niveau de vie des ménages dirigés par les femmes est 1,18 fois celui des ménage dirigés par les hommes.

Tableau 13 : Quelques caractéristiques en moyenne différenciées par genre et par type de classe moyenne

Sexe du CM = masculin						
		1	- ·	· ·		
Classe de niveau de vie	Age du	Taille du	Dépense par	Indicateur du		
	CM	ménage	tête	niveau de vie		
Classe des défavorisés	47,02	9,67	134630,00	0,74		
Classe moyenne inférieure	46,64	8,00	239764,10	1,31		
Classe moyenne supérieure	43,39	6,63	383811,10	2,10		
Classe des plus aisés	42,82	5,93	684664,60	3,75		
Total	46,33	8,61	222062,50	1,22		
S	Sexe du CM	= féminin				
Classe de niveau de vie	Age du	Taille du	Dépense par	Indicateur du		
	CM	ménage	444.			
	CIVI	menage	tête	niveau de vie		
Classe des défavorisés	49,06	6,42	139272,10	niveau de vie 0,76		
Classe des défavorisés Classe moyenne inférieure		Ü				
	49,06	6,42	139272,10	0,76		
Classe moyenne inférieure	49,06 53,00	6,42 5,38	139272,10 242681,50	0,76 1,33		
Classe moyenne inférieure Classe moyenne supérieure	49,06 53,00 53,44	6,42 5,38 5,81	139272,10 242681,50 378267,80	0,76 1,33 2,07		

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

6.2.2 Education, Groupes socioéconomiques, secteurs et branches d'activité

La structure de la classe moyenne selon l'éducation du chef du ménage semble être similaire selon les trois (3) approches utilisées. La classe moyenne est en grande partie sans éducation formelle, quelle soit l'approche considérée. Cette proportion est 79,8% pour l'approche monétaire, 77,2% pour l'approche mon monétaire et 75% pour le noyau dur. Elle est dans une moindre mesure représentée au niveau du primaire et du secondaire premier cycle (18,4% pour l'approche monétaire, 21,7% pour l'approche non monétaire et 23,9% pour le noyau dur). Selon l'analyse différenciée, en considérant l'approche monétaire, 84,3% des populations de la classe moyenne inférieure sont dirigées par des chefs de ménage sans éducation formelle ; 8,8% et 6,1% sont sous la responsabilité des chefs de ménage n'ayant que le primaire et le secondaire premier cycle respectivement comme niveau d'éducation. Au niveau de la classe moyenne supérieure, 63,6% des ménages sont dirigés par des chefs de ménages sans éducation formelle ; 16,5% et 14,3% sont sous la responsabilité des chefs de ménage ayant fait respectivement le primaire et le secondaire premier cycle. La proportion de des ménages de ces classes sociales devient de plus en plus faible lorsque le niveau des chefs de ménage est supérieur au secondaire premier cycle. C'est seulement dans la classe des plus aisés que l'on trouve près de 22% de la population qui est sous la responsabilité de chefs de

ménage ayant fait des études supérieures. Cette situation indique bien que l'éducation au Niger constitue l'une des principales contraintes du développement économique et social.

Concernant le groupe socioéconomique du chef de ménage, quelle soit l'approche considérée, la classe moyenne est majoritairement composée des indépendants agricoles (62,0% pour l'approche monétaire, 60,4% pour l'approche non monétaire et 51,9% pour le noyau dur) et des indépendants non agricoles (19,1% pour l'approche monétaire, 21,9% pour l'approche mon monétaire et 26,7% pour le noyau dur)

Tableau 14: Répartition de la classe movenne selon le groupe socio-économique

Groupe socioéconomique	Approche monétaire	Approche non monétaire	Noyau dur
Salarié public/privé	6,87	5,68	8,19
Salarié privé indépendant,	6,43	6,68	7,06
Indépendant Agricole,	62,08	60,40	51,94
Indépendant non Agricole,	19,13	21,97	26,75
Sans emploi	5,49	5,27	6,06
Total	100,00	100,00	100

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Il n'est pas donc surprenant de constater que les chefs de ménage des classes moyennes (inférieure ou supérieure) sont majoritairement des indépendants agricoles (67,2% pour la classe moyenne inférieure et 43,9% pour la classe moyenne supérieure) ou non agricole (29,5% pour la classe moyenne supérieure et 16,2% pour la classe moyenne inférieure). Toutefois, on y trouve quelques salariés des secteurs publics et privés et quelques salariés privés indépendants. Par contre, les chefs de ménages les plus aisés sont majoritairement des salariés des secteurs publics et privés (35,3%) ou des indépendants non agricoles (35,5%). Naturellement, les chefs de ménage des classes moyennes inférieures sont majoritairement occupés dans l'agriculture et, dans une moindre mesure, dans le commerce, l'administration et l'industrie. Ils sont pour la plupart des entrepreneurs individuels et dans une moindre mesure du secteur public.

6.2.3 Conditions de vie des ménages

Le logement est un élément important des conditions de vie d'un ménage. Les critères à prendre en compte pour l'analyse à ce niveau sont : le nombre de pièces, le statut d'occupation du logement, le type de logement et les éléments du confort du logement.

Le *nombre de pièces* que comptent les logements au Niger varie de 1 à 12⁽⁸⁾; soit un nombre moyen de pièces par logement de 3,3 pour tout le Niger. Cette moyenne est de 3,4 pour la classe des défavorisés; 3,1 pour la classe moyenne inférieure; 3,2 pour la classe moyenne supérieure et 3,5 pour la classe des aisés. Contrairement à ce à quoi on pouvait penser, les ménages les plus aisés ne vivent pas dans des maisons plus larges, en termes de pièces, que

_

⁸ Plus un point aberrant de 28)

celles habitées par les défavorisés. Par contre, lorsqu'on considère le nombre de personnes par pièce on se rend compte que la moyenne est de 3,5 au niveau de la classe des défavorisés ; 2,9 au niveau de la classe moyenne inférieure ; 2,4 au niveau de la classe moyenne supérieure et 1,8 au niveau de la classe des aisés.

Tableau 15 : Nombre moyen de pièces par logement et de personnes par pièce du logement

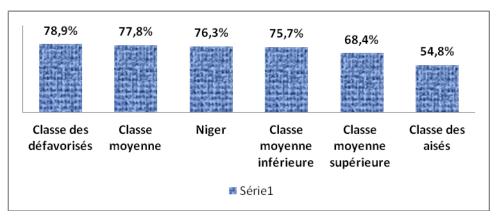
	pièces	Personnes par pièce
Classe des défavorisés	3,39	3,53
Classe moyenne inférieure	3,06	2,94
Classe moyenne supérieure	3,20	2,41
Classe des aisés	3,53	1,80
Population	3,27	3,12

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Pour le statut d'occupation actuel, les données montrent que ce critère n'est pas suffisamment discriminant. En effet, 76,3% des Nigériens sont propriétaires (avec ou sans titre foncier) de leur logement. La classe moyenne est majoritairement propriétaires du logement occupé (75,7% pour l'approche monétaire, 74,9% pour l'approche mon monétaire et 72,2% pour le noyau dur). Elle vit en grande partie dans des maisons individuelles de types traditionnelles (62,2% pour l'approche monétaire, 66,0% pour l'approche mon monétaire et 64,3% pour le noyau dur).

La classe des défavorisés et la classe moyenne inférieure sont majoritairement propriétaires de leur logement (78,9 et 77,8% respectivement). A l'opposé, les ménages les plus aisés et ceux de la classe moyenne supérieure sont moins propriétaires que les autres classes (54,8 et 68,5% respectivement).

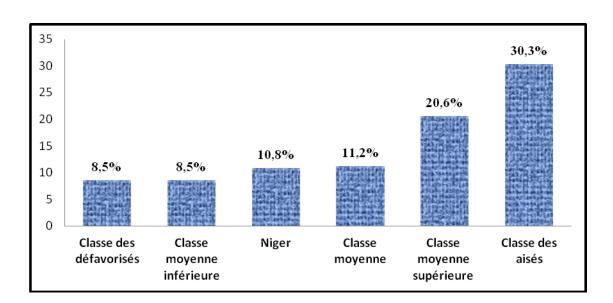
Graphique 18 : Taux de propriétaires du logement selon les classes sociales au Niger



Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Par contre, la possession de titre foncier ou acte de propriété parmi les propriétaires semble être une fonction du niveau de vie. Les propriétaires les plus aisés et ceux de la classe moyenne supérieure sont les plus nombreux à avoir un titre foncier même si la possession de titre foncier ou d'acte de propriété n'est pas répandue au Niger (10,8% pour tout le Niger).

Les ménages de la classe moyenne vivent de moins en moins dans des maisons familiales ou avec le statut de copropriétaire. Le statut de locataire est aussi rare ; c'est parmi les ménages de la classe moyenne supérieure et de la classe des aisés que l'on en trouve encore beaucoup (10,6% et 28,1% respectivement).



Graphique 19 : Taux de possession de titre foncier ou d'acte de propriété selon les classes sociales

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Le **type de logement occupé** par les ménages, contrairement au statut d'occupation, semble être plus discriminant. Les maisons individuelles de type traditionnel sont les plus populaires et leur taux d'occupation est une fonction décroissante du niveau de vie. Il varie de 35,7% (cas des plus aisés) à 60,3% (cas des plus défavorisés) avec un pic de 63,7% chez les ménages de la classe moyenne inférieure. Le taux d'occupation de maison de type traditionnel est donc sensiblement le même selon que l'on soit de la classe moyenne inférieure ou de la classe des défavorisés.

Le taux d'occupation d'une maison moderne dans une concession est une fonction croissante du niveau de vie. Il faut remarquer que l'occupation d'une maison moderne dans une concession n'est pas encore très répandue au Niger (4,2% seulement). Ceci justifie qu'elle peut être considérée comme un marqueur de l'appartenance à la classe moyenne. Toutefois, l'écart entre le taux au niveau de la classe moyenne inférieure et le taux au niveau de la classe des défavorisés n'est que de 3,1 points; entre la classe moyenne inférieure et la classe moyenne supérieure cet écart est de 5,7 points et entre la classe moyenne supérieure et la classe des aisés cet écart est de 13,9 points. En clair, la moyenne nationale de 4,2% qui correspond aussi au taux d'occupation au niveau de la classe moyenne inférieure, cache des disparités interclasses non moins importantes.

L'occupation de villa de type moderne est un autre marqueur important pour l'entrée dans la classe moyenne. Au plan national, le taux d'occupation de ce type de villa est d'environ 1,8%. Le taux d'occupation par la classe moyenne inférieure est de 0,5%, celui de la classe moyenne supérieure est de 4,8% et la classe des aisés détient le taux le plus élevé (22,0%). Ces taux font ressortir des disparités interclasses très importantes. Le gap entre la classe moyenne inférieure et la classe moyenne supérieure est de 4,3 points de pourcentage et entre la classe moyenne supérieure et la classe des aisés est de 17,2 points de pourcentage.

Classe des aisés

Niger

Service des des déservers des défavorisés

Classe des défavorisés

Classe moyenne

Classe moyenne

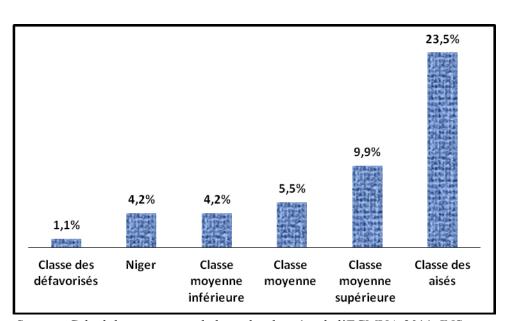
62,2%

Classe moyenne inférieure

63,7%

Graphique 20: Taux d'occupation des maisons individuelles de type traditionnel

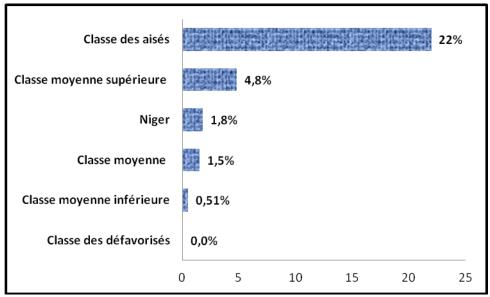
Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS



Graphique 21: Taux d'occupation des maisons modernes dans une concession

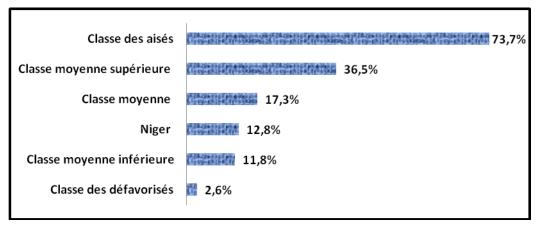
Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Graphique 22: Taux d'occupation des villas de type moderne



La principale source **d'éclairage** du logement qui fait la différence entre classes sociales en rapport avec l'occupation de logement de type moderne, est l'électricité. Ainsi, le taux d'occupation des maisons électrifiées est de 17,3% chez la classe moyenne globale, 11,8% chez la classe moyenne inférieure ; 36,5% chez la classe moyenne supérieure et 73,7% chez les plus aisés. A ce niveau, le gap interclasse est aussi important : 24,7 et 37,2 points de pourcentage respectivement entre la classe moyenne inférieure et la classe moyenne supérieure d'une part, et entre la classe moyenne supérieure et la classe des plus aisés d'autres parts. Le générateur est encore très peu utilisé comme principale sources d'éclairage (5,7% pour la classe moyenne inférieure ; 1,6 et 1,7% respectivement pour les classes moyenne supérieure et des plus aisés).

Graphique 23: Taux d'occupation des logements dont la principale source d'éclairage est l'électricité



Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Accès à l'eau potable. C'est une autre dimension importante des conditions de vie d'un ménage. Les critères à prendre en compte pour l'analyse à ce niveau sont : la connexion au réseau d'eau de la SEEN et la principale source d'approvisionnement en eau de boisson du ménage en saison sèche et en saison pluvieuse.

Classe des aisés

Classe moyenne supérieure

7,8%

Niger

6,8%

Classe moyenne inférieure

4,3%

Graphique 24: Taux de connexion au réseau d'eau de la SEEN

Classe des défavorisés

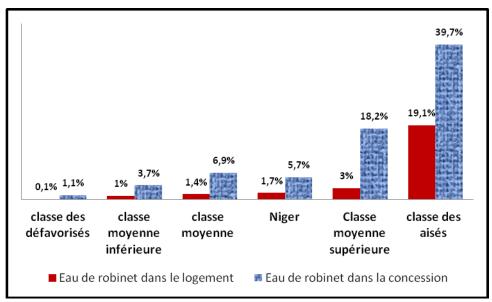
Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

0.8%

La **connexion au réseau d'eau de la SEEN** semble être un marqueur social important, en ce sens que le taux de connexion pour l'ensemble du Niger est de 6,8%. Elle est seulement de 7,8% pour la classe moyenne globale. Il passe graduellement de 0,8% dans la classe des défavorisés à 57,0% dans la classe des aisés avec des valeurs de 4,3% et 20,2% respectivement dans la classe moyenne inférieure et la classe moyenne supérieure, montrant ainsi des différences interclasses importantes : 15,9 et 36,8 points de pourcentage respectivement entre la classe moyenne inférieure et la classe moyenne supérieure, puis entre la classe moyenne supérieure et la classe des aisés.

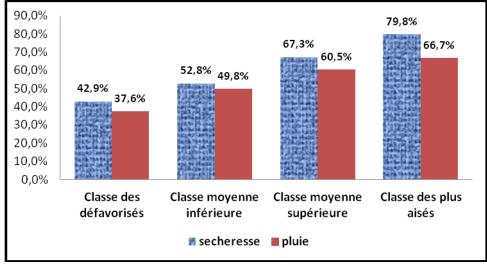
La principale source d'approvisionnement en eau de boisson du ménage qui semble être un marqueur social important aussi est l'eau de robinet dans le logement ou dans la cour ou la concession. C'est essentiellement parmi les ménages de la classe des plus aisés que l'on trouve l'eau de robinet dans les logements (19,1%). C'est encore chez eux qu'il y a de l'eau de robinet dans la cour/concession (39,7%). Quant à la classe moyenne globale, elle est seulement de 1,4% pour l'eau de robinet dans le logement et 6,9% dans la concession. Au niveau de l'analyse différenciée, la classe moyenne se fait distinguer aussi par ce marqueur ; toutefois, le gap entre elle et la classe des aisés est trop important. Par exemple, l'écart entre la classe moyenne supérieure et la classe des aisés est de 16,1 points de pourcentage pour l'eau de robinet dans le logement et de 21,5 points de pourcentage pour l'eau de robinet dans la cours/concession. L'écart entre la classe moyenne supérieure et la classe moyenne inférieure est de 14,5 points de pourcentage.

Graphique 25: Taux de présence de l'eau de robinet dans le logement ou dans la cour / concession



La situation en saison pluvieuse n'est pas très différente de celle observée en saison sèche. Par ailleurs, la consommation d'eau de boisson de sources impropres est de moins en moins fréquente et semble être l'apanage des personnes vivant dans les ménages de la classe des défavorisés. Ce qui pourrait expliquer le niveau actuel du taux d'accès à l'eau potable (voir graphique suivant).

Graphique 26: Taux d'accès à l'eau potable



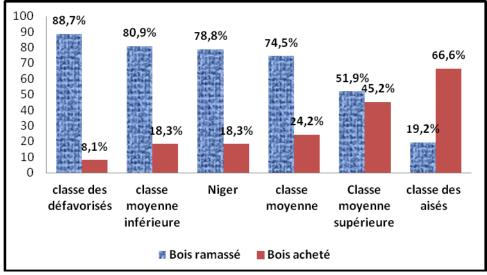
Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Accès aux technologies de l'information et de la communication. Une autre dimension des conditions de vie des ménages étudiée est l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC). A ce niveau, le constat est très clair : l'accès aux TIC est l'apanage des personnes de la classe des aisés. Environ 5,2% de la population vit dans des ménages de la classe des aisés connectés au réseau de téléphonie fixe de la SONITEL. Ce taux n'est que de 0,2% pour la classe moyenne globale, 0,9% pour la classe moyenne supérieure et presque zéro ailleurs. Cela est dû en grande partie à l'émergence de la téléphonie mobile. Pour la

connexion à un réseau d'Internet, le taux est un peu plus élevé : 11,4% pour la classe des aisés, 0,2% pour la classe moyenne globale et 1,1% pour la classe moyenne supérieure. En ce qui concerne l'abonnement aux chaînes de télévision par câble, satellite ou ADSL, ce taux est de 6,8% pour la classe des aisés ; 0,2% pour la classe moyenne globale, 0,5% et 0,2% respectivement pour la classe moyenne supérieure et la classe moyenne inférieure.

Energie pour la cuisson. Le premier combustible utilisé par le ménage pour la cuisine est le bois (ramassé ou acheté). Le niveau d'utilisation de bois ramassés diminue au fur et à mesure que le niveau de vie augmente et que les ménages changent de classe sociale; le niveau d'utilisation du bois acheté augmente avec le niveau de vie sans atteindre le niveau d'utilisation du bois ramassé. Le charbon de bois est le combustible qui suit immédiatement en termes d'utilisation par toutes les classes sociales. Le gaz et l'électricité sont rarement utilisés, essentiellement par les populations de la classe des aisés. Autres combustibles non spécifiés et la biomasse sont les combustibles de deuxième rang qu'utilisent les ménages.

Graphique 27: Taux d'utilisation du bois comme source d'énergie



Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Hygiène et assainissement. Les ménages continuent d'être nombreux à jeter des ordures ménagères dans la nature. Cela s'observe au niveau de toutes les classes, seulement que le taux d'utilisation de ce mode d'évacuation diminue lorsque le niveau de vie augmente. Il est passé de 84,9% chez les personnes de la classe des défavorisés à 51,9 % chez les personnes de la classe des aisés. Les modes d'évacuation des ordures ménagères plus responsables sont adoptés par les personnes des classes relativement plus élevées. On constate en effet que le ramassage privé et les dépotoirs publics sont plus utilisés par les personnes des classes moyennes et de la classe des aisés, même si le niveau d'utilisation est encore faible

35 30,9% 30 25 20 15 11,6% 9.1% 10 4,6% 5 0,8% 0.6% classe des Niger classe des classe classe Classe défavorisés moyenne aisés moyenne movenne inférieure supérieure ■ Dépotoir public ■ Ramassage privé

Graphique 28: Taux d'utilisation des modes d'évacuation responsables des ordures ménagères

Par rapport à *l'évacuation des eaux usées* du ménage, le mode le plus utilisé est la nature. En d'autres termes, la plupart du temps, les eaux usées sont jetées dans la nature. Pour la classe moyenne globale, il n'est que de 1,5% pour le dépotoir public et 3% pour le ramassage privé. Toutefois, les personnes vivant dans des ménages de la classe moyenne supérieure et de la classe des aisés ont commencé par adopter des comportements plus responsables. Elles sont les plus nombreux à utiliser les puisards ou fosses modernes : 4% pour la classe moyenne supérieure et 10,8% pour la classe des aisés. Elles sont aussi les plus nombreux à utiliser les trous et les caniveaux. Ce qui est déjà mieux par rapport à la nature.

Tableau 16 : Quelques indicateurs d'hygiène et d'assainissement au niveau des ménages

		Classe	Classe			
	Classe des	moyenne	moyenne	Classe des		
	défavorisés	inférieure	supérieure	plus aisés		
Principal mode d'évacuation des eaux usées du ménage						
puisard (fosse moderne)	,5	,6	4,0	10,8		
trou à ciel ouvert	1,3	1,6	4,5	3,3		
Caniveau	,1	,3	1,8	4,6		
dans la nature	97,0	95,7	86,8	79,6		
Autre	1,1	1,7	2,9	1,7		
Total	100,0	100,0	100,0	100,0		
Moyen utilisé par le ménage pour se d	lébarrasser des excr	éments				
camion vidangeur	,6	2,3	11,3	43,8		
transfert dans un trou	5,7	15,0	31,1	35,5		
eau de pluie, cours d'eau	2,4	1,3	1,0	,6		
Autre	91,4	81,3	56,6	20,1		
Total	100,0	100,0	100,0	100,0		
Type de sanitaire utilisé par le ménag	e					
w c avec chasse eau	,1	,2	1,5	21,9		
latrines améliorées couvertes	3,0	7,4	22,2	32,6		

		Classe	Classe	
	Classe des	moyenne	moyenne	Classe des
	défavorisés	inférieure	supérieure	plus aisés
latrines améliorées non couvertes	4,2	8,2	18,7	18,8
fosse rudimentaire/trou court	4,6	7,1	10,4	14,2
aucune toilette (dans la nature)	88,1	77,0	45,6	12,5
Autre	,1	,1	1,5	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

En ce qui concerne *l'évacuation des excréments*, le mode le plus utilisé n'est pas spécifié. Il se retrouve dans la modalité « autre » de la variable. Mais, lorsqu'on analyse les modes spécifiés, on se rend compte que l'évacuation par les camions vidangeur qui semble être plus responsable vis-à-vis de l'environnement, est de plus en plus utilisée par les personnes vivant dans des ménages de la classe moyenne et de la classe des aisés. Le taux d'utilisation varie de 2,3% (classe moyenne inférieure) à 43,8% (classe des aisés). Le gap est encore très élevé entre la classe moyenne inférieure et la classe moyenne supérieure, d'une part, et entre la classe moyenne supérieure et la classe des aisés. Le transfert dans un trou qui est moins responsable vis-à-vis de l'environnement, continue d'être utilisé avec un taux qui varie de 5,7% chez les personnes de la classe des défavorisés à 35,5% chez la classe des aisés. Le taux d'utilisation de ce mode d'évacuation des excréments est encore élevé dans la classe moyenne.

Les *latrines améliorées* (couvertes ou non) apparaissent comme le *type de sanitaire* le plus utilisé par le ménage. Le deuxième type de sanitaire le plus utilisé est la fosse rudimentaire/trou court. Le WC avec chasse eau apparait comme l'apanage de la classe des aisés. Les latrines améliorées couvertes semblent être un marqueur social important aux côtés des WC avec chasse eau.

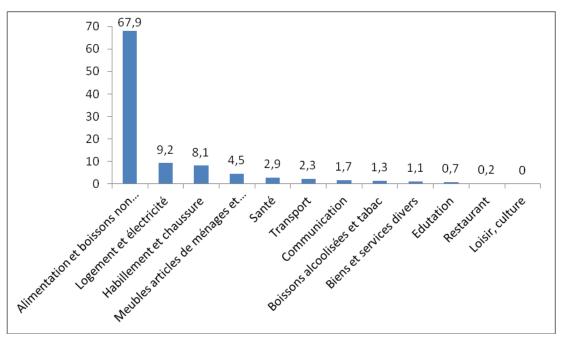
6.3 Consommation de la classe moyenne

Il s'agit de voir, selon les données disponibles, si la classe moyenne a un modèle de consommation différent de celui des autres classes. Cette analyse est d'autant plus importante quand on sait que, pour plusieurs auteurs, cette classe moyenne est porteuse de nouvelles valeurs, d'une nouvelle culture, de nouveaux modes de vie et de consommation (Bigot, 2011). Mais avant d'y arriver, il convient de faire une analyse globale des priorités de dépenses des ménages.

6.3.1 Comportement global de consommation de la population nigérienne

Une analyse au niveau national des allocations de dépenses selon les postes budgétaires fait ressortir que les dépenses alimentaires occupent une place de choix, la première, quelle que soit la classe.

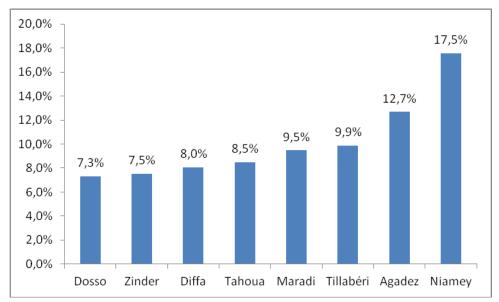
Graphique 29: Coefficient budgétaire – moyenne nationale



En moyenne 67,9% des dépenses effectuées par les ménages nigériens concernent l'alimentation et les boissons non alcoolisées. Cette position occupée par les dépenses alimentaires ne varie pas non plus du milieu urbain au milieu rural, d'une zone agro-écologique à une autre ou d'une région à une autre. Ainsi, la satisfaction des besoins alimentaires apparait comme la première préoccupation du ménage. Toutefois, la part du budget accordée à l'alimentation et aux boissons non alcoolisées varie selon les milieux et les régions. Elle est de 70,7% en milieu rural contre 54,4% en milieu urbain ; 56,4% pour les autres centres urbains contre 50,7% pour Niamey ; 70,4% pour la zone agricole ; 71,5% pour la zone agropastorale, et 70,5% pour la zone pastorale. Par rapport aux régions, c'est à Dosso que l'on trouve le coefficient budgétaire le plus élevé pour ce poste de dépenses (71,4%) alors qu'Agadez détient la valeur la plus petite (58,8%).

Au second (2nd) rang au niveau national, on trouve les dépenses de logement et d'électricité qui représentent 9,2% des dépenses totales des ménages. La valeur de cet indicateur est de 7,8% en milieu rural et 15,3% en milieu urbain ; 17,5 à Niamey et 14,1 dans les autres centres urbains. La valeur pour les autres zones agro écologique n'est pas très différente de la moyenne rurale. Toutefois, ce poste de dépense n'est pas la deuxième priorité partout. Il occupe le troisième rang par exemple dans les régions de Diffa, Dosso et Zinder, en milieu rural et dans les zones agricole, agropastorale et pastorale.

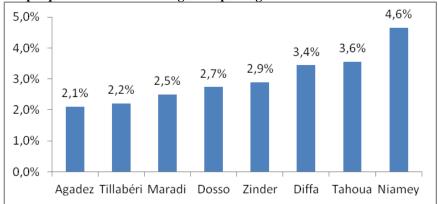
Graphique 30: Coefficient budgétaire par région : Logement



Le poste de dépenses « habillement et chaussures » constitue le troisième (3^{ème}) poste important de dépense dans les ménages nigériens. Les ménages lui consacrent 8,1% de leurs dépenses. Ce rang n'est pas fixe. En effet, par endroit ce poste de dépenses devient la deuxième priorité.

Le quatrième (4^{ème}) poste de dépenses est « Meubles, articles de ménages et entretien » avec un coefficient budgétaire de 4,5%. Il convient de noter que dans les zones agricole, agropastorale et pastorale, la deuxième (2^{ème}) priorité de dépenses est le transport. Ceci s'explique par les besoins de déplacement vers les zones de production, d'une part et des zones de production vers les marchés de consommation d'autres parts.

Graphique 31: Coefficient budgétaire par région : santé



Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Les dépenses de **santé** occupent le cinquième (5^{ème}) rang en termes de priorité. En moyenne, les ménages lui allouent 2,9% de leurs ressources. Il convient de souligner qu'il s'agit de ce que le ménage a payé de sa poche. Donc l'incidence des politiques de redistribution mises en place par le gouvernement n'est pas prise en compte. C'est dans les régions de Niamey,

Tahoua et Diffa que les ménages allouent la plus grande part de leurs dépenses à la santé : 4,6%, 3,6%, et 3,4% respectivement. Dans les autres régions – Agadez, Tillabéri, Maradi, Dosso et Zinder – les ménages allouent entre 2,1% et 2,9% de leurs dépenses à la santé. La moyenne au niveau du milieu urbain est de 3,9% contre 2,7% pour le milieu rural. Les ménages de la zone pastorale ont le coefficient budgétaire le plus élevé après Niamey.

Les autres dépenses, sans être insignifiantes, représentent en moyenne nationale moins de 3% du budget du ménage avec quelques disparités selon la région, les zones agro écologiques et le milieu de résidence.

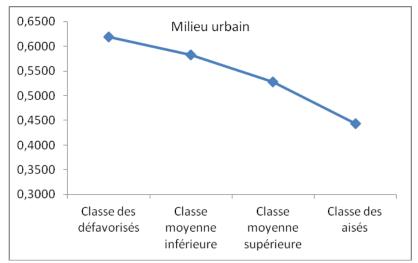
Globalement, six (6) postes de dépenses pourrait retenir l'attention : alimentation et boissons non alcoolisées ; habillement et chaussures ; logement et électricité ; meubles, articles de ménages et entretien ; santé et transports.

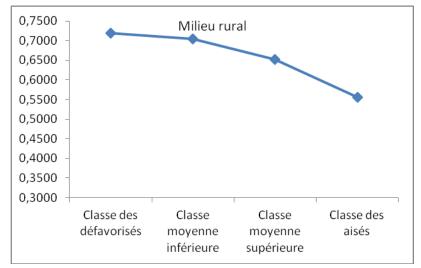
6.3.2 Comportements de consommation de la classe moyenne

En termes de priorités de dépenses, le comportement de la classe moyenne n'a pas trop changé par rapport aux autres classes de niveau de vie. En effet, respectant le principe selon lequel les priorités de développement se lient mieux à travers les allocations budgétaires, les quatre (4) priorités de dépenses pour toutes les classes sont, dans l'ordre : (i) alimentation et boissons non alcoolisées ; (ii) logement et électricité ; (iii) habillement et chaussure ; et (iv) meubles, articles de ménages et entretien, sauf pour la classe des aisés où l'on note que c'est plutôt la santé qui est la quatrième priorité.

Alimentation et boissons non alcoolisées. La loi d'Engel est vérifiée ici. En effet, la part des dépenses allouées à l'alimentation (y compris boisson non alcoolisée) diminue au fur et à mesure que le niveau de vie s'améliore. En milieu rural, la part des dépenses allouées aux aliments a varié de 71,9% chez les défavorisés à 55,6% chez les ménages de classe des aisés. Cette part est de 70,5% et 65,2% respectivement chez les ménages de la classe moyenne inférieure et ceux de la classe moyenne supérieure. En milieu urbain par contre, cette part a varié entre 44,3% (part au niveau de la classe des aisés) et 61,9% (part chez les ménages de la classe des défavorisés). Les ressources libérées sur ce poste de dépenses au niveau de la classe moyenne et de la classe des plus aisés, serviront à financer certainement d'autres priorités.

Graphique 32: Part des dépenses d'alimentation et de boissons non alcoolisées dans le total des dépenses



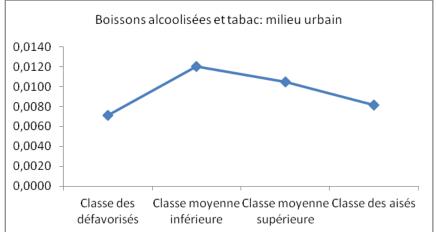


Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

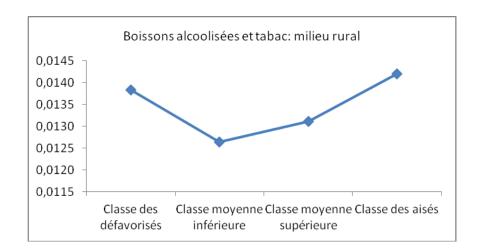
Boissons alcoolisées et tabacs. Ce poste de dépenses ne fait pas partie des priorités budgétaires du ménage. Toutefois, il convient de l'analyser pour voir quel est le comportement des ménages à ce niveau. En effet, en ce qui concerne ce poste de dépense, il n'y a aucun modèle comparable à ce que l'on a vu ci-dessous. Tout se passe comme si l'on est en présence de deux forces opposées. En milieu urbain, le coefficient budgétaire pour ce groupe de produits a baissé à mesure que le niveau de vie augmente. Tout se passe comme si dans les centres urbains, la classe moyenne a pris conscience des méfaits des produits du groupe et a décidé de réduire, sinon de ne plus consacrer une part de leur revenu à leur consommation. Par contre, en milieu rural c'est le contraire que l'on a observé. Le groupe de produits apparait comme un produit de luxe où seuls les ménages d'un standing donné peuvent se le procurer. Banerjee et Duflo (2008) dans une de leur étude sur le sujet ont trouvé un résultat similaire. Cette situation pourrait résulter du différentiel en termes de niveau d'instruction moyen et d'accès aux médias et à l'information.

Habillement et chaussures. Pour le poste de dépense « habillement et chaussures », le modèle de consommation varie selon le milieu de résidence. Le coefficient budgétaire diminue avec l'amélioration du niveau de vie en milieu urbain passant de près de 7,5% chez les défavorisés à 6,6% chez les plus aisés. Alors qu'en milieu rural, il augmente avec le niveau de vie passant de 8,3% chez les défavorisés à 9,7% chez les plus aisés. L'effet revenu lié au niveau relativement élevée de la consommation en zone urbaine semble expliquer cette situation.

Graphique 33: Part des dépenses de boissons alcoolisées dans le total des dépenses

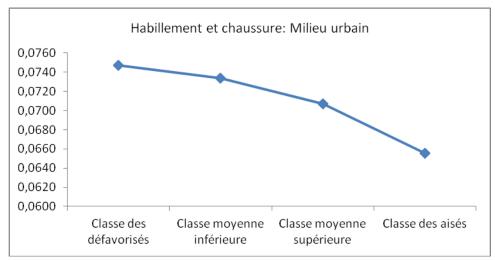


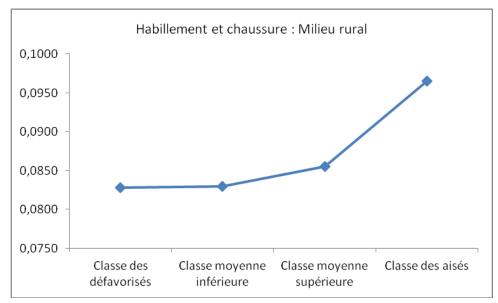
Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS



Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

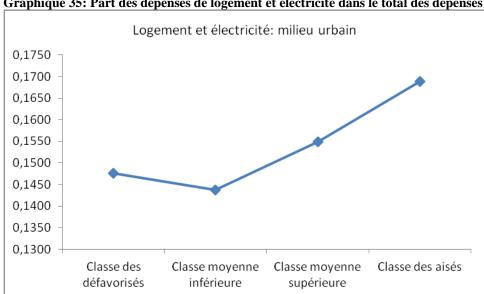
Graphique 34: Part des dépenses d'habillement et chaussures dans le total des dépenses





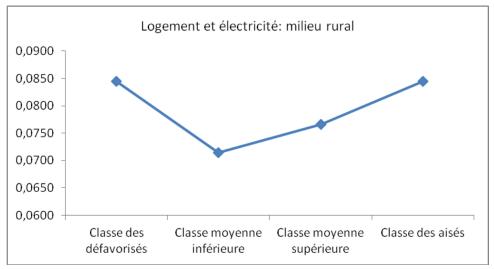
Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Logement et électricité. Le coefficient budgétaire augmente avec l'amélioration du niveau de vie. En milieu urbain, il passe de 14,4% pour la classe moyenne inférieure à 15,5% pour la classe moyenne supérieure et à 16,9% pour la classe des plus aisés. La part payée par les défavorisés du milieu urbain est assez importante aussi, car elle est de 14,7%. En milieu rural, la situation observée n'est pas très différente de celle vécue en ville. La part budgétaire du logement et de l'électricité a augmenté avec l'amélioration du niveau de vie. Toutefois, la classe moyenne a moins payé que la classe des défavorisés (8,4%).



Graphique 35: Part des dépenses de logement et électricité dans le total des dépenses

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS



Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Meubles, articles de ménages et entretien. La tendance générale ici est que le coefficient budgétaire augmente à mesure que le niveau de vie s'améliore. En milieu urbain, il varie entre 4,4% (chez les ménages de la classe moyenne supérieure) à 5,1% (chez les plus aisés). Contre toute attente les ménages défavorisés ont consacré plus de ressources à ce poste de dépense que les ménages de la classe moyenne supérieure et autant que ceux de la classe moyenne inférieure. En milieu rural, la tendance est restée la même chez les ménages de la classe des défavorisé et chez ceux de la classe moyenne inférieure : le coefficient budgétaire semble être le même. Mais pour les deux autres classes, on note une augmentation.

Meubles articles de ménages et entretien : milieu urbain

0,0520

0,0500

0,0480

0,0440

0,0420

0,0400

Classe des Classe moyenne Classe moyenne Classe des aisés

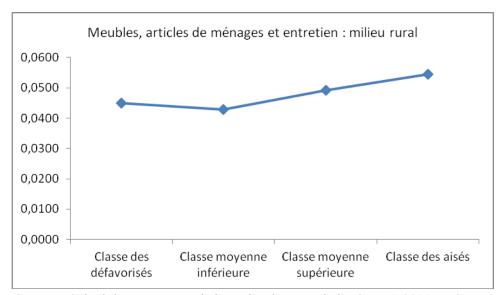
Graphique 36: Part des dépenses pour meubles, articles de ménages et entretien dans le total des dépenses

supérieure

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

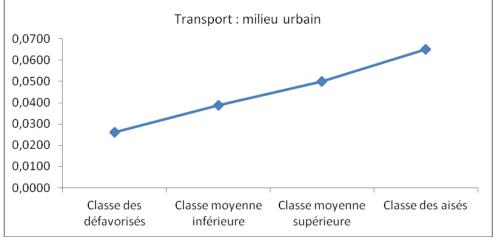
inférieure

défavorisés

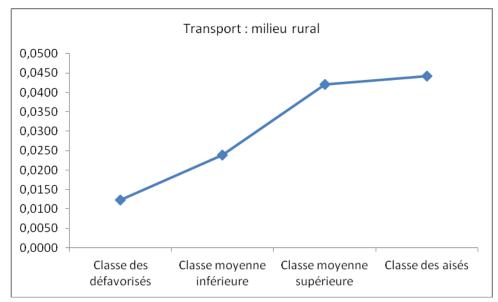


Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Graphique 37: Part des dépenses de transport dans le total des dépenses

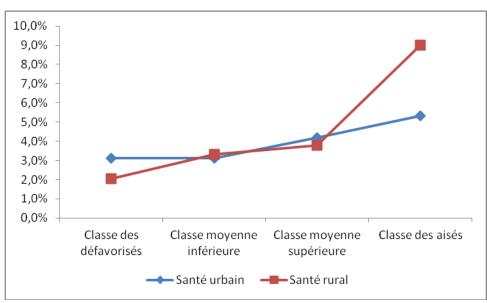


Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS



Santé. Le coefficient budgétaire augmente à mesure que le niveau de vie s'améliore. Il s'agit là vraisemblablement d'une réallocation des ressources dégagées sur les autres budgétaires des ménages. En milieu urbain, il varie entre 3,1% (chez les ménages de la classe des défavorisés) à 5,3% (chez les plus aisés). En milieu rural, la tendance est restée la même. Toutefois, l'intervalle de variation est plus important : 2,0% (chez les défavorisés) à 9,0% (chez les plus aisés). La différence entre la classe moyenne inférieure et la classe moyenne supérieure n'est que de 0,5 point de pourcentage. Contre toute attente, les ménages les plus aisés en milieu rural consacrent plus de leurs ressources à la santé que les ménages de la même classe vivant en milieu urbain.

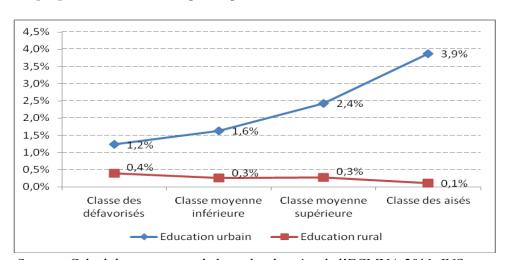
Graphique 38: Part des dépenses de santé dans le total des dépenses



Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Education. La part du budget consacrée aux dépenses d'éducation est très limitée en milieu rural : entre 0,1% et 0,4%. En plus, elle est décroissante selon le niveau de vie. Deux facteurs peuvent expliquer cet état de fait. D'une part, une insuffisance de l'offre de services d'éducation privés en milieu rural contraignant les ménages aux mêmes niveaux de dépenses de scolarisation. D'autre part, c'est cette constance des dépenses d'éducation qui réduit le coefficient budgétaire de ce poste au fur et à mesure qu'augmente la consommation des ménages. Par contre, la tendance observée en milieu urbain est celle attendue. Le coefficient budgétaire croit avec le niveau de vie de 1,2% pour la classe des défavorisés à 3,9% pour la classe des aisés. Outre le constat effectué en milieu rurale, il faut ajouter la prédominance de l'éducation supérieure, plus onéreuse, en zone urbaine et apanage des classes plus ou moins aisées.

Par contre, la tendance observée en milieu urbain est celle attendue. Le coefficient budgétaire croit avec le niveau de vie de 1,2% pour la classe des défavorisés à 3,9% pour la classe des aisés.



Graphique 39: Coefficient budgétaire pour les services d'éducation

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Pour conclure, pour les postes de dépenses analysés ci-dessus, les constats ci-après ont été faits :

• les coefficients budgétaires sont corrélés avec le niveau de vie des ménages : en général, les dépenses alimentaires diminuent au fur et à mesure que le niveau de vie s'améliore ; ce constat est vrai aussi bien pour le milieu urbain que pour le milieu rural. Par contre, pour les postes de dépenses comme le logement et l'électricité d'une part, les meubles, articles de ménage et entretien, et le transport d'autres parts, les coefficients budgétaires augmentent au fur et à mesure que le niveau de vie s'améliore. On a tendance à croire que les ressources libérées sur le poste de dépense « alimentation et boissons non alcoolisées » sont utilisées en partie pour financer ces postes. Les boissons alcoolisées, les tabacs, l'habillement et les chaussures apparaissent comme des biens de luxe en milieu rural ;

- les classes moyennes n'apparaissent pas comme des consommateurs atypiques ; elles affichent souvent des coefficients budgétaires qui se situent dans une position intermédiaire entre les défavorisés et les plus aisés ;
- la santé et l'éducation n'apparaissent pas comme des priorités de dépenses pour la classe moyenne ; ceci est aussi vrai pour les autres classes ; l'Etat est certainement attendu pour les subventions (monopole de l'Etat sur le marché des services d'éducation surtout en zone rurale).
- il est indispensable de créer les conditions nécessaires pour amener les classes moyennes à augmenter leur part de consommation en produits de communication, loisirs, hôtel et restaurant.

Tableau 17 : Coefficient budgétaire des postes de dépenses, ECVMA, 2011

Classe de niveau de vie	Alimentation	Boissons	Habillement	Logement	Meubles,	Santé	Transport	Communi	Loisir,	Education	Restaurant	Biens et
	et boissons	alcoolisées	et chaussure	et électricité	articles de			cation	culture			services
	non	et tabac			ménages et							divers
	alcoolisées				entretien							
Classe des défavorisés												
Moyenne	0,713	0,013	0,082	0,089	0,045	0,021	0,01 3	0,011	0,000	0,004	0,002	0,006
Ecart-type	0,093	0,022	0,048	0,043	0,021	0,036	0,023	0,019	0,002	0,016	0,008	0,008
Classe moyenne inférieu	ıre											
Moyenne	0,685	0,013	0,081	0,084	0,044	0,033	0,026	0,018	0,000	0,005	0,002	0,010
Ecart-type	0,112	0,018	0,044	0,049	0,021	0,073	0,035	0,025	0,002	0,015	0,007	0,013
Classe moyenne supérie	eure											
Moyenne	0,598	0,012	0,079	0,111	0,047	0,040	0,045	0,031	0,001	0,012	0,003	0,022
Ecart-type	0,129	0,017	0,045	0,064	0,023	0,081	0,049	0,030	0,002	0,027	0,009	0,027
Classe des aisés												
Moyenne	0,470	0,010	0,073	0,149	0,052	0,062	0,060	0,046	0,001	0,030	0,006	0,042
Ecart-type	0,129	0,013	0,046	0,078	0,024	0,122	0,047	0,037	0,003	0,054	0,013	0,036
Ensemble population	Ensemble population											
Moyenne	0,679	0,013	0,081	0,092	0,045	0,029	0,023	0,017	0,000	0,007	0,002	0,011
Ecart-type	0,121	0,020	0,046	0,052	0,022	0,063	0,035	0,025	0,002	0,021	0,008	0,018

6.4 Caractéristiques et consommation de la classe moyenne selon les groupes socioéconomiques

6.4.1 Caractéristiques de la classe moyenne selon les groupes socioéconomiques

Lorsque l'on considère les données disponibles, on constate que, la classe moyenne est majoritairement constituée d'indépendants agricoles et non agricoles. Ces derniers représentent respectivement 62,1% et 19,1% de la classe moyenne selon l'approche monétaire (soit environ 81,2% de la classe moyenne).

Tableau 18: Consommation moyenne annuelle et par tête des groupes socioéconomiques de la classe moyenne

Groupes socioéconomiques	Consommation moyenne en FCFA
Salarié public/privé	339496,8
Indépendant non agricole	303399,2
Sans emploi	280133,3
Classe moyenne	271643,3
Indépendant Agricole	266916,2
Salarié privé individuel	263337,6

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Les salariés des secteurs publics et privés, les indépendants non agricoles et les sans-emplois ont une consommation en moyenne supérieure à celle de la classe moyenne. On peut expliquer l'importance de la consommation des sans emploi par le fait que ces derniers vivent de l'aide de leurs proches. Quant aux indépendants non agricoles et les salariés privés individuels leur consommation en moyenne est inférieure à celle de la classe moyenne.

Selon la **région**, la proportion des indépendants agricoles est très importante dans toutes les régions du pays sauf à Niamey (6,4%) et à Agadez (26%). Par contre les indépendants non agricoles sont, quant à eux, importants dans ces deux (02) régions.

Selon le **milieu de résidence**, la proportion des indépendants agricoles est beaucoup plus importante dans le milieu rural (76%) que dans le milieu urbain (14,5%), contrairement aux indépendants non agricoles dont la proportion est plus importante dans le milieu urbain (46,1% contre 11,2%). Cette situation s'explique par le fait que l'agriculture est pratiquée généralement dans les zones rurales alors que les indépendants non agricoles trouvent plus de débouchés dans les centres urbains.

Concernant les salariés publics privés leur proportion est naturellement plus importante dans le milieu urbain (20,6% contre 2,8%) car le secteur public et les grandes entreprises ont une plus grande représentation dans le milieu urbain.

Selon le **genre du chef de ménage**, la proportion des chefs de ménages qui sont des indépendants agricoles est assez importante chez les femmes (39%) bien qu'elle soit qu'elle

soit inférieure à celle des hommes (64,1%). Par contre la proportion des chefs de ménages qui sont des indépendants non agricoles est plus importante chez les femmes (30,8%) par rapport aux hommes (18,1%). Par ailleurs la proportion des sans-emplois est plus importante chez les femmes (22,5% contre 6,7%).

Concernant l'éducation du Chef de ménage, parmi les indépendants agricoles appartenant à la classe moyenne, 86,7% sont sans éducation formelle et seulement 10,2 % d'entre eux ont reçu une éducation primaire. Les indépendants non agricoles, quant à eux, ont 74,1% de chef de ménage sans éducation, 11,7% ont reçu une éducation primaire et 13,8% ont le niveau secondaire premier cycle. Pour ces deux (02) groupes socioéconomiques, la proportion des chefs de ménages ayant le niveau d'éducation secondaire second cycle et le niveau supérieur est très faible.

Par rapport à l'âge du chef de ménage, le poids de la classe moyenne est moins élevée chez les jeunes de moins de 25 ans et chez les personnes âgées (65 ans et plus) à l'exception des salariés privés individuels (17,8%) et des sans-emploi (70,4%) qui ont une proportion relativement faible de personnes âgées. 87,1% des indépendants agricoles et 89,5% des indépendants non agricoles ont entre 25 et 64 ans sans distinction particulière d'une classe d'âge. Cela est dû au fait qu'au Niger les jeunes de moins de 25 ans n'ont pas suffisamment pris leur envol et sont donc souvent pris en charge par leur famille tout comme les personnes âgées qui ne sont plus actives.

Pour ce qui est de la **taille du ménage**, les indépendants agricoles et non agricoles ont le même comportement, ils sont nettement plus nombreux à avoir des tailles de ménages de 6 et 9 personnes (respectivement 42,4% et 40,5%), et des tailles de ménages de 3 à 5 personne (respectivement 34,1% et 30%). Ceux qui ont des familles larges de 10 à 14 personnes sont aussi non négligeables (respectivement 15,7% et 17,1%). En outre la taille moyenne des ménages ne change pas de manière significative selon les différents groupes socioéconomiques.

Logement. Les indépendants agricoles et non agricoles vivent majoritairement dans des maisons individuel de type traditionnel (respectivement 65,1% et 54%). Ils sont le plus souvent propriétaire de leurs maisons sans titre fonciers (respectivement 75,8% et 40,1%), bien qu'une part importante des indépendants non agricoles soit propriétaire avec titre foncier (22,5%) ou locataire (14,9%).

Seulement 1,6% des indépendants agricoles est connecté au **réseau d'eau de la SEEN** contre 19,6% des indépendants non agricoles. En effet la majorité des indépendants agricoles utilisent encore les puits et les forages comme principale source d'amélioration en eau de boisson (74,2% en saison sèche et 62,2% en saison de pluie). 20,6% d'entre eux utilisent le robinet en saison sèche et 25,7% en saison de pluies. Les indépendants non agricoles sont plus nombreux à utiliser le robinet (60,4% en saison sèche et 56,9% en saison de pluie). De plus 21,4% d'entre eux utilisent les puits en saison sèche contre 28,8% en saison de pluie. Les salariés publics/ privés sont plus connecté au réseau SEEN et utilisent dans leur grande majorité l'eau du robinet comme principale source d'approvisionnement en eau de boissons.

Electricité. 89,6% des indépendants agricoles et 62,1% des indépendants non agricoles, utilisent les lampes à pile comme principale source d'éclairage de leurs logements. Néanmoins, contrairement aux indépendants agricoles, les indépendants non agricoles sont aussi nombreux à utiliser l'électricité comme principale source d'éclairage (32,8% contre 5,3%). Ce sont surtout les salariés publics privés qui utilisent dans leur majorité l'électricité ou le générateur (68,3%); ils sont, eux aussi, nombreux à utiliser la lampe à pile (32,4%). Il apparaît clairement que l'électrification est encore un grand défi au Niger.

Type de sanitaire. 85,2% des indépendants agricoles n'utilisent aucune toilette contre 45,7% des indépendants non agricoles. Par contre, les indépendants non agricole ont plus tendance à utilisés les latrines (40,9% contre 10,4% pour les indépendants agricoles) ou les fosses rudimentaires (12,4% contre 3,9%). Les indépendants non agricoles ont un comportement plus responsable et sont plus conscients de l'importance de l'environnement que les indépendants non agricoles.

Premier combustible utilisé par le ménage pour la cuisine. Quelle soit le groupe socioéconomique, le bois (ramassé ou acheté) est le premier combustible utilisé pour la cuisine. Toutefois, les indépendants agricoles ont plus tendance à utiliser le bois ramassé contrairement aux indépendants non agricoles ont plus tendance à acheter le bois.

Les indépendants agricoles et non agricoles qui sont dans la classe moyenne, particulièrement les indépendants agricoles, ont des caractéristiques très similaires à ceux de la classe moyenne. Ils sont en majorité sans éducation, ou ont un niveau d'éducation faible ; ils vivent en majorité dans les régions agricoles et dans le milieu rural. Leur logement sont en majorité des maisons individuelles de type traditionnel ; ils sont le plus souvent propriétaire de leur maison, mais rarement avec titre foncier ; ils s'éclairent en général avec les lampes à huile et utilisent les puits/forages (indépendants agricole) et relativement le robinet, pour s'approvisionner en eau de boissons ; ils utilisent en général la nature comme lieu d'aisance et cuisinent au feu de bois. Cela confirme le résultat selon lequel, la classe moyenne est majoritairement constituée des indépendants non agricoles et dans une moindre mesure, des indépendants agricoles.

6.4.2 Consommation de la classe moyenne par groupes socioéconomiques

L'analyse de la consommation par groupes sociaux économiques fait ressortir que le poste de dépense le plus important pour tous les groupes est l'alimentation et les boissons non alcoolisés. Il représente plus de la moitié (50%), des dépenses de tous les groupes, quelle soit l'approche considérée (approche monétaire, approche non monétaire, noyau dur). En revanche, pour les autres postes de dépenses, chaque groupe présente un comportement différent.

Modes de consommation des indépendants agricoles

Ce groupe est dominant au niveau de la classe moyenne quelle soit l'approche. Sa proportion est quasiment la même dans les classes moyennes définies selon les approches monétaire et non monétaire (respectivement 60,1% et 60,4%) et représente 51,9% selon le noyau dur. Selon **l'approche monétaire**, les cinq (05) postes de dépenses les plus importants de ce groupe sont : alimentation et boissons non alcoolisées (69,3%); logement et électricité (8,6%); meubles articles de ménages et entretiens (7,5%); santé (5%); transport (2,9%).

Les ménages de ce groupe consacrent seulement 2,7% de leur dépenses à la communication et 1,3% à l'habillement et les chaussures ; ce coefficient budgétaire représente aussi la part des dépenses dans les boissons alcoolisées et tabac.

Selon **l'approche non monétaire**, les cinq (05) postes de dépenses les plus importants sont : alimentation et boissons non alcoolisées (67,3%) ; meubles articles de ménages et entretiens (8,9%) ; santé (8,5%) ; transport (5%) ; communication (3,1%).

Les dépenses en boissons alcoolisées et tabac représentent seulement 2,5% des dépenses totales. Cela signifie que les ménages consacrent plus de part de leur budget aux boissons alcoolisées et tabac, qu'à "l' « habillement et chaussures » (1,7%) et au « logement et électricité » (1,3%). Cela est dû au fait que ces ménages sont en général propriétaires de leur logement, et donc ne payent pas de loyer.

Les cinq (05) postes les plus importants pour le **noyau dur** sont quant à eux : alimentation et boissons non alcoolisées (66,4%); habillement et chaussures (9%); logement et électricité (7,9%); meubles articles de ménages et entretiens (7,5%); santé (3,7%).

Les indépendants agricoles du noyau dur, consacrent également 3,2% de leur dépense au transport, 1,8% à la communication et 1,4% aux biens et services.

Il ressort, de ces résultats que les indépendants agricoles ont des modèles de consommation différents lorsqu'on change d'approche. Néanmoins, toutes approche confondues, les postes de dépenses les plus importants pour les indépendants agricoles sont par ordre d'importance : alimentation et boissons non alcoolisées ; meubles articles de ménages et entretiens ; santé ; logement et électricité ; transport ; habillement et chaussures ; communication.

On remarque aussi que le niveau d'éducation n'est pas très élevé pour ce groupe. En effet, 86,65% des indépendants non agricoles sont sans éducation selon l'approche monétaire. La fréquentation des restaurants, les loisirs, la cultures, les biens et services ne sont pas non plus une priorité pour les indépendants agricoles. Cela s'explique par le fait que les indépendants agricoles de la classe moyenne sont plus nombreux au niveau de la classe moyenne inférieure, classe vulnérable aux chocs, qui est proche de celle des défavorisée et qui consacre son budget à l'essentiel, mais aussi qui ne trouve une offre adaptée à ses besoins dans ces domaines.

Modes de consommation des indépendants non agricoles

Ce groupe est aussi relativement important au niveau de la classe moyenne. Il constitue 19,1% de la classe moyenne selon l'approche monétaire, 22% selon l'approche non monétaire et 26,8%, selon l'approche du noyau dur.

Selon **l'approche monétaire** les cinq (05) postes les plus importants pour ce groupe sont : Alimentation et boissons non alcoolisées (60,3%); santé (12,5%) ; logement et électricité (7,7%) ; communication (4,7%) ; boissons alcoolisées et tabac (4%). Ce groupe alloue 3,6% de ses dépenses au transport et 2,9% au loisir et culture

On remarque qu'avec l'approche monétaire le budget alloué au poste de dépense habillement et chaussures est très faible. D'ailleurs la part du budget consacrée au transport (3,6%) et au loisir, culture (2,9%) est bien plus importante. D'autre part les meubles articles de ménage et entretien ne semblent pas non plus être une priorité pour ce groupe.

Selon **l'approche non monétaire,** les cinq (05) postes les plus importants sont : alimentation et boissons non alcoolisées (59,2%); communication (13,2%); logement et électricité (7,8%) ; boissons alcoolisées et tabac (4,7%) ; loisir, culture (4%). Les parts allouées au transport (3,4%) et les biens et services divers (3,3%) sont aussi non négligeables. Néanmoins tout comme au niveau de l'approche monétaire, les dépenses allouées aux meubles articles de ménage et entretien et l'habillement et chaussures sont très faibles.

Pour le noyau dur, ce sont les même postes de dépenses les plus importants qui se retrouvent, comme pour les indépendants non agricoles, à l'exception de la santé, qui est remplacée par le transport. Ce groupe consacre en plus 3,3% de ses dépenses à la communication et 2,6% à la santé.

En conclusion, quelle soit l'approche, pour les indépendants non agricoles les postes de dépense les plus importants sont : alimentation et boissons non alcoolisées, santé, communication, logement et électricité, boissons alcoolisées, transport. L'éducation et la fréquentation des restaurants occupent respectivement la dixième ($10^{\text{ème}}$) et la onzième place ($11^{\text{ème}}$) et ne sont donc pas importants pour les indépendants agricoles. D'ailleurs 74,05% des indépendants agricoles sont sans éducation selon l'approche monétaire.

Les indépendants non agricoles ont un modèle de consommation assez particulier. Ils semblent refléter l'image d'une classe moyenne moderne qui accorde de l'importance aux loisirs, culture. Il faut aussi rappeler que la proportion des indépendants non agricoles au niveau de la classe moyenne supérieure est assez importante (30%). Les ménages de cette classe ont des conditions de vie meilleures que celles de la classe moyenne inférieure ou la classe des défavorisés.

Modes de consommation des salariés des secteurs publics et privés

Selon l'approche monétaire, ce groupe représente 6,87% de la classe moyenne, 5,68% selon l'approche non monétaire et 8,19% selon l'approche du noyau dur.

Les cinq (05) postes de dépenses les plus importants pour ce groupe sont les mêmes selon l'approche monétaire et non monétaire. On remarque aussi que les coefficients budgétaires pour ces postes de dépenses sont presque égaux selon les deux (02) approches. Il s'agit de : alimentation et boissons non alcoolisées (respectivement 56,2%, 56,8%); meubles articles de ménages et entretiens (13,9%, 13,4%); habillement et chaussures (8%, 8,3%); transport (5%, 4,9%); santé (4,5%, 4,6%).

Au sein du noyau dur, il s'agit aussi des mêmes postes de dépenses à l'exception de la santé, qui est remplacé par le logement et électricité. On a le classement suivant : alimentation et boissons non alcoolisées (58,3%) ; logement et électricité (12,7%) ; habillement et chaussures (8,2%) ; transport (4,2%) ; meubles articles de ménages et entretiens (4,7%).

Pour cette catégorie de la classe moyenne, la part allouée aux postes alimentation et boissons alcoolisées est moins importante que pour les travailleurs indépendants. En effet la différence des dépenses consacrées à l'alimentation est consacrée à d'autre postes de dépenses qui peuvent paraître infondés au niveau des indépendants. Cela fait que la structure de consommation des salariés publics et privés est plus diversifiée que celle des indépendants.

Néanmoins on remarque que, comme pour les indépendants, les dépenses pour l'éducation sont très négligeable selon les approches monétaire et non monétaire et dans une moindre mesure pour le noyau dur. Ce résultat laisse perplexe car on s'attend à ce que le poste éducation soit important pour ce groupe. En effet les salariés des secteurs publics et privés sont constitués, en plus des ouvriers et manœuvres, par les **cadres supérieurs ou moyens**, exerçant des emplois dans le secteur « public⁹» ou dans le secteur « grande entreprise¹⁰ ». Les salariés publics privés sont partagés principalement entre la classe moyenne et la classe des aisés. Ceux de la classe des aisés ont un niveau d'éducation supérieur à ceux de la classe moyenne selon l'approche monétaire. Ainsi 26% n'ont aucune éducation au niveau de la classe moyenne contre 6% au niveau de la classe des aisés, alors que 7% ont fait des études supérieures dans la classe moyenne contre 52% pour les aisés. Pourtant même les salariés privés qui sont au niveau de la classe des aisés ne dépenses pas beaucoup pour le poste éducation (3%).

⁹ Secteur public : Désigne l'Etat, les collectivités locales, les entreprises publiques, les organismes internationaux et les ambassades.

¹⁰ Grandes entreprises : Grandes entreprises privées et les entreprises associatives.

Il ressort de ces analyses qu'au Niger, les ménages des salariés des secteurs publics et privés envoient leurs enfants en général dans les écoles publiques et comptent sur les subventions de l'Etat en fournitures scolaires.

Pour les salariés publics/ privés le poste de dépense « logement et électricité » n'est pas prioritaire sauf pour la classe moyenne selon le noyau dur, pour lequel il de la deuxième (2^{ème}) priorité après l'alimentation et les boissons alcoolisées. La fréquentation des restaurants et la consommation des boissons alcoolisées ne semblent pas être les habitudes des salariées public/indépendant de la classe moyenne nigérienne.

Modes de consommation des salariés privés individuels

Ce groupe représente 6,43% de la classe moyenne selon l'approche monétaire, 6,68% selon l'approche non monétaire et 7,06% pour du noyau dur.

Tout comme les salariés publics/privés, les cinq (05) plus importants postes de dépenses sont les mêmes pour les salariés privés individuels pour les approches monétaire et non monétaire. Il s'agit de : alimentation et boissons non alcoolisées (respectivement 66,4%, 63,4%); meubles articles de ménages et entretiens (11,8%, 13,6%); habillement et chaussures (7,6%, 6,8%); santé (4,2%, 5,3%); communication (2,3%, 2,6%).

Pour le noyau dur, il s'agit aussi des mêmes postes de dépenses à l'exception du poste logement et électricité qui s'ajoute. On a le classement suivant : alimentation et boissons non alcoolisées (62%); logement et électricité (13%); habillement et chaussures (7%); meubles articles de ménages et entretiens (5%); santé (3%); communication (3%); transport (3%).

On remarque ainsi que la part des dépenses allouée au poste logement électricité n'est importante que pour le noyau dur. Les dépenses en éducation, en restauration et en boissons alcoolisées et tabacs sont faibles.

La structure de consommation de ce groupe ressemble beaucoup à celle des salariés publics/privé : les dépenses sont assez similaires pour les deux (02) groupes surtout lorsque l'on passe de l'approche monétaire à l'approche non monétaire ; le classement des postes de dépense par ordre d'importance est presque le même. Cela veut dire que les salariés publics/privés et les salariés privé individuels ont les mêmes priorités.

En effet, par définition, le groupe « salariés privés individuel » est composé d'individus, ayant un profil similaire à celui des « salariés publics/privés ». Il est constitué des cadres supérieurs ou moyens, des ouvriers, des manœuvres exerçant son emploi dans une « entreprise individuelle¹¹ » ou dans un « ménage¹² ». Il apparait clairement qu'au Niger ce groupe est

¹¹ Entreprise individuelle : Il s'agit d'entreprises qui ne sont ni des sociétés anonymes, ni des SARL. Ce sont souvent de petites unités de production ou commerciales qui appartiennent à une personne (petit commerce, menuiserie, confection, atelier de réparation, etc.) même si l'activité est ambulante ou s'exerce à domicile

plus dominé par les ouvriers et manœuvres (79% de ce groupe n'a pas reçu d'éducation scolaire et 20% ont un niveau entre le primaire et le secondaire premier cycle selon l'approche monétaire).

• Modes de consommation des sans emploi

Contre toutes attentes, la proportion des sans-emplois est relativement importante dans la classe moyenne. Ils représentent 6,87% de la classe moyenne selon l'approche monétaire, 5,68% selon l'approche non monétaire et 8,19% pour le noyau dur. Cela peut s'expliquer par le fait qu'au Niger les sans emploi sont le plus souvent pris en charge par leurs proches. Selon l'importance de cette aide, ils peuvent être dans la classe moyenne ou même dans la classe des aisés.

Selon **l'approche monétaire**, les cinq (05) postes de dépenses les plus importants de ce groupe sont : alimentation et boissons non alcoolisées (64,4%) ; transport (12,5%) ; logement et électricité (6,8%) ; boissons alcoolisées et tabac (5,9%) ; communication (4,2%).

Selon **l'approche non monétaire**, les cinq (05) postes de dépenses les plus importants sont : alimentation et boissons non alcoolisées (64,2%); boissons alcoolisées et tabac (10,6%); logement et électricité (8,3%); communication (4,9%); loisir et culture (3 2%).

Pour le **noyau dur**, il s'agit de : alimentation et boissons non alcoolisées (63,8%) ; logement et électricité (14%) ; habillement et chaussures (5,9%) ; santé (5,1%); meubles articles; de ménages et entretiens (4,4%) ;

Les sans-emplois affectionnent particulièrement les boissons alcoolisées et tabac, et cela de manière plus accentuée selon l'approche monétaire et l'approche non monétaire. Ce poste de dépense n'est pas parmi les plus importants chez les sans emploi du noyau dur comme si ces derniers ont pris conscience de l'effet nocif que l'alcool et le tabac ont sur la santé qui est l'une des priorités du noyau dur. Par ailleurs, toutes approches confondues, les sans emploi sont à 90% ou plus sans éducation.

D'une manière générale, on remarque que les dépenses des groupes sociaux économiques ont tendance à se ressembler selon les approches monétaire et non monétaire, toutefois le modèle de consommation du noyau dur est plus différent et se rapproche plus de la perception de la classe moyenne.

88

¹² Un ménage emploie ce qu'on appelle communément le personnel de maison (cuisinier, boy, gardien, jardinier, chauffeur). Ces personnes sont classées dans « Ménage » quand elles sont employées dans le cadre d'un domicile, et non dans le cadre d'une entreprise du ménage.

6.5 Perceptions des conditions de vie de la classe moyenne

L'analyse des perceptions des conditions de vie de la classe moyenne est un complément indispensable à l'analyse selon le niveau de vie mesuré par les dépenses par tête et par l'indice composite de possession de bien (ICPB). Elle consiste à introduire dans l'analyse une lecture plus sociétale, moins strictement économico-descriptive. C'est aussi une analyse qui permet de saisir des dimensions plus psychologiques sur lesquelles les définitions construites à partir d'un critère aussi objectif soit-il, font l'impasse (Fondapol, oct 2011). Le critère le plus utilisé dans la littérature est l'auto-positionnement des ménages ou des individus sur l'échelle sociale du Pays.

L'auto-positionnement en fait s'inscrit dans une vision relativiste et conduit à une appréciation plus globale de la société. En effet, le positionnement dépend non seulement de la conscience qu'a l'individu de son propre capital économique et culturel, mais aussi de la façon dont il perçoit la structure sociale du milieu dans lequel il vit (Fondapol, (op. cit)). De la combinaison de ces deux éléments naît la projection de soi sur l'axe qui représente l'échelle sociale. L'auto-positionnement présente dans le même temps un certain nombre de limites dont la plus importante est le phénomène de sous-déclaration d'appartenance aux catégories aisées, produit d'une posture courante consistant à considérer que le riche, c'est celui qui est plus riche que soi. Inversement, le pauvre, c'est celui qui est plus pauvre que soi. Autant de processus qui relèvent d'un mécanisme de relativisme social et qui viennent expliquer sans doute les résultats sur la perception.

Les questions de l'ECVMA qui permettent de faire cette analyse sont résumées comme suit :

- Vous estimez que vous êtes (bien, assez bien, passablement, difficilement, ne sait pas);
- Vie par rapport aux voisins de la localité (nettement mieux, un peu mieux, pareillement, moins bien, ne sait pas);
- Vie par rapport aux gens de Niamey (nettement mieux, un peu mieux, pareillement, moins bien, ne sait pas);
- Classement du ménage (riche, moyen, pauvre, très pauvre, ne sait pas).

L'exploitation des données sur ceux qui se sont réellement exprimés a permis de produire le tableau qui suit.

Tableau 19: Perceptions des conditions de vie par la population

(%)	Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés	Population
Classement du ménag	ge				
riche	0,8	1,3	0,9	3,4	1,1
moyen	18,7	30,7	40,6	61,5	27,2
pauvre	55,6	53,3	50,2	29,6	52,9

(%)	Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés	Population
très pauvre	23,3	13,6	6,6	2,4	17,2
Vous estimez que vous êtes					
Bien	2,4	3,7	3,2	15,8	3,6
assez bien	5,7	9,6	23,3	29,6	10,0
Passablement	52,7	58,6	58,6	50,7	55,2
Difficilement	38,0	27,8	13,5	3,9	30,3
Vit par rapport aux vo	oisins de la loca	ılité			
nettement mieux	2,0	2,1	3,0	9,6	2,5
un peu mieux	11,0	18,1	26,5	30,5	16,0
Pareillement	54,7	48,9	45,7	35,8	50,8
moins bien	23,5	21,3	13,4	6,5	20,9
Vit par rapport aux ge	ens de Niamey				
nettement mieux	1,5	4,1	2,3	5,6	2,7
un peu mieux	1,7	1,6	5,2	17,6	2,8
Pareillement	1,5	5,3	11,6	26,5	5,1
moins bien	77,5	72,6	64,8	35,3	72,4

Selon leurs propres perceptions, 1,1% de la population du Niger vit dans des ménages riches ; 27,2% vit dans des ménages de la classe moyenne ; 52,9% dans des ménages pauvres et 17,2% dans des ménages très pauvres. Ainsi, selon le critère de l'auto-positionnement, le Niger compterait plus de 70,1% de pauvres (pauvres et très pauvres réunis), alors que selon le niveau de leurs dépenses par tête, cette proportion n'est que de 48,2%. Ceci est la manifestation même de la sous-déclaration qui est mise en relief dans la suite du rapport. En effet, différenciée par classe de niveau de vie en termes de dépenses par tête, on constate que :

- parmi ceux qui sont de la classe des défavorisés, 0,8% se sont classées « riche » ;
 18,7% se sont classées « moyen » ; 55,6% se sont classés « pauvre » et 23,3% se sont classés « très pauvre » ;
- parmi ceux qui sont de la classe moyenne inférieure, 1,3% estiment qu'ils sont plutôt riches; 30,7% pensent qu'ils sont moyens; 53,3% se classent plutôt pauvres et 13,6% se jugent très pauvres;
- pour la classe moyenne supérieure, ces pourcentages sont respectivement : 0,9 ; 40,6 ; 50,2 ; 6,6 et 1,3% ;
- enfin pour la classe des aisés, ces pourcentages sont respectivement : 3,4 ; 61,5 ; 29,6 et 2,4. En d'autres termes, seulement 3,4% de ceux qui sont classés aisés (5,1% de la population) estiment qu'ils appartiennent réellement à cette classe ; 29,6% estiment qu'ils sont pauvres et 2,4% très pauvres.

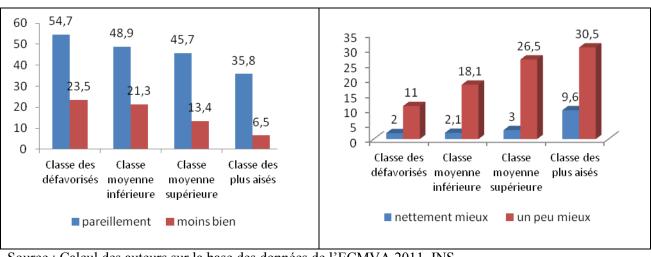
Par ailleurs, 3,6% de la population estiment qu'elles vivent bien ; 10% estiment qu'elles vivent assez bien ; 55,2% vivent passablement et 30,3% vivent difficilement. L'analyse par classe permet de constater que :

- (i) parmi les défavorisés, 52,7% ont déclaré qu'ils vivent passablement et 38,0% pensent qu'ils vivent difficilement; environ 8,1% de la population de cette classe pensent qu'ils vivent bien ou assez bien;
- parmi les ménages de la classe moyenne inférieure, 3,7% et 9,6% ont déclaré (ii) qu'ils vivent bien ou assez bien; le reste, c'est-à-dire 86,6% pensent qu'ils vivent passablement (58,6%) ou difficilement;
- la tendance a légèrement changé dans le rang des moyens supérieurs et des aisés ; (iii) pour la classe moyenne supérieure, même si la majorité a déclaré qu'il vit passablement ou difficilement (58,6% et 27,8% respectivement), environ 26% a estimé qu'il vit bien ou assez bien. Cette proportion a beaucoup plus augmenté dans le rang des aisés, car près de 16% de la population de cette classe a estimé qu'elle vit bien et près de 30% a déclaré qu'elle vit assez bien.

L'analyse comparée de la situation des ménages par rapport à leurs voisins de la localité donne des résultats pas surprenants. En moyenne 50,8% de la population estiment qu'elles vivent « pareillement » que ses voisins de la localité et 20,9% estiment qu'elles vivent moins bien que ses voisins de la localité; le reste, soit 28,3% de la population pensent qu'elles vivent un peu mieux ou nettement mieux que ses voisins de la localité.

L'analyse différenciée par classe sociale montre quelques disparités. Ceux qui pensent qu'ils vivent mieux (nettement ou un peu) que leurs voisins de la localité sont plus nombreux dans la classe moyenne supérieure que dans la classe moyenne inférieure. Ce taux est encore plus élevé chez les plus aisés comparés aux autres classes. Par contre, ceux qui pensent qu'ils vivent moins bien ou pareillement que leurs voisins de la localité sont moins nombreux dans la classe moyenne supérieure que dans la classe moyenne inférieure. Ce taux est moins élevé chez les plus aisés comparativement aux autres classes.

Graphique 40: Perceptions de la vie par rapport aux voisins de la localité

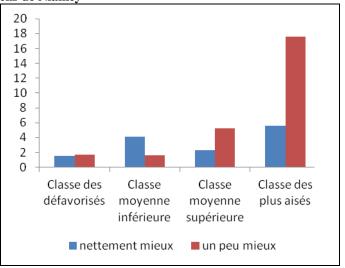


Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Par rapport aux citadins de Niamey, une écrasante majorité de la population pense qu'elle vit moins bien. Toutefois, dans la classe des aisés seulement 35,3% a voté pour cette modalité.

Graphique 41: Perception de la vie par rapport aux gens de Niamey 90 77,5 80 72,6 64,8 70 60 50 35,3 40 26,5 30 20 11,6 5,3 1,5 10 Classe des Classe Classe Classe des défavorisés moyenne moyenne plus aisés inférieure supérieure

pareillement



Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

moins bien

VII. Analyse des inégalités selon l'approche monétaire et l'approche non monétaire

En guise de rappel, les inégalités mesurent une différence relative de situation entre individus au regard, soit de la dotation d'un facteur (le capital physique, le capital humain), soit du revenu, soit du niveau de vie, soit de l'accès à certaines prestations (qu'elles soient allouées par le marché ou par le secteur public).

Les inégalités sont des dangers importants et permanant pour le développement économique et humain car elles reflètent des inégalités d'opportunités. Au-delà d'un certain seuil, elles nuisent à la croissance, à la réduction de la pauvreté et à la qualité des engagements sociaux et politiques (PNUD, RMDH, 2014). Les inégalités empêchent le développement humain futur en réduisant les investissements dans les services de base et les biens publics, en diminuant la progressivité du système fiscal et en augmentant les possibilités d'instabilité politique. Une forte inégalité intra-groupe est non seulement injuste, mais elle influe aussi sur le bien-être et menace la stabilité politique. Quand des groupes spécifiques sont soumis à la discrimination, les ressources et le pouvoir ne sont pas distribués en fonction du mérite et les personnes talentueuses n'ont pas l'occasion de faire leurs preuves. De telles inégalités de groupes nourrissent le mécontentement et les griefs (PNUD, RMDH, 2014, op. cit.).

Pour apprécier les inégalités au Niger, deux approches ont été retenues : l'approche monétaire basée sur les dépenses de consommation par tête et l'approche non monétaire basée sur l'indice composite de possession de biens.

7.1. Analyse des inégalités des dépenses par tête (approche monétaire)

Globalement, les quelques 5,1% des personnes les plus aisés du Niger ont effectué 12,5% des dépenses des ménages en 2011 alors que les 50% les plus défavorisés de la population n'ont effectué que 35,6% des dépenses totales des ménages.

De même, seulement 9,9% des personnes de la classe moyenne ont effectué 14,6% des dépenses totales des ménages et les 35% des personnes de la classe moyenne inférieure ont effectué une proportion de dépense de 37,2% (qui est supérieure à ce que les 50% les plus défavorisés ont effectué). On peut en déduire que le niveau de vie au Niger n'est pas trop inégalitaire.

Tableau 20 : Part des dépenses totales des différentes classes

Classe	% de la population	% des dépenses de	
Classe	70 de la population	consommation	
des défavorisés	50,0%	35,6%	
moyenne inférieure	35,0%	37,2%	
moyenne supérieure	9,9%	14,6%	
des plus aisées	5,1%	12,5%	
Total	100,0%	100,0%	

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Tableau 21 : Ecarts inter-déciles (D9/D1) des dépenses par tête par classe sociale et pour la population

	Classe des	Classe	Classe	Classe des	Population
	défavorisé	moyenne	moyenne	aisés	
		inférieure	supérieure		
D 1	92117,43	194117,7	325718,6	495209,8	107895,3
D2	107895,3	203846,5	338422,5	513276,6	128812,8
D3	117862,9	213676	348750,8	544911,9	146967,6
D4	128812,8	224833,3	361060,3	563238,1	165032,2
D5	138180,1	235293,8	375409,5	619108	186015,9
D6	146967,6	245723,3	393917,4	663724,4	212357,6
D7	154329	260162,3	407400,7	739114,5	243538,6
D8	165003,3	274288,3	431068	841674,7	286074,4
D9	176435,8	298525,9	456432,4	1034481	375770,6
D9/D1	1,92	1,54	1,40	2,09	3,48

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Ainsi, la distribution des dépenses de consommation par tête est plus égalitaire à l'intérieure des classes que dans la population toute entière.

Concernant l'analyse inter classes, on constate que les disparités de niveau de vie sont plus importantes. En effet, la classe des plus aisés a en moyenne un niveau de vie 5,7 fois supérieure à celui de la classe des défavorisés; ce ratio est de 3,2 et de 2,0 respectivement pour la classe moyenne inférieure et la classe moyenne supérieure. La classe moyenne supérieure a un niveau de vie 2,8 fois supérieure à celui de la classe des défavorisés et 1,6 fois

supérieure à celui de la classe moyenne inférieure. En ce qui concerne la classe moyenne inférieure, son niveau de vie est 1,8 fois celui de la classe des défavorisés.

Tableau 22 : Ecarts interclasses des dépenses par tête

classe_4pcexp	Médiane	Moyenne
Classe des défavorisés (cdd)	143947,6	139067,4
Classe moyenne inférieure (cmi)	238993,4	243055,1
Classe moyenne supérieure		
(cms)	383508,7	388013,7
Classe des aisés (cda)	668251,6	785119,1
Population	234610,7	311521,5
Ecarts interclasses		
cda/cdd	4,64	5,65
• cda/cmi	2,80	3,23
• cda/cms	1,74	2,02
• cms/cdd	2,66	2,79
• cms/cmi	1,60	1,60
• cmi/cdd	1,66	1,75

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Cette analyse est confirmée par l'indice de Gini. En effet, cet indice permet de constater que l'inégalité est plus prononcée au niveau de la classe des riches que celle de la classe moyenne (0,173 contre 0,142). La classe des défavorisés est la moins inégalitaire avec un indice de Gini de 0,132 (voir annexes).

Au niveau des principaux caractéristiques des ménages (milieu de résidence, zone agro écologique, âge du Chef du ménage, taille du ménage, genre du chef du ménage, éducation du chef du ménage, région de résidence, groupe socioéconomique, branche d'activité) montre que le niveau d'inégalité observé dans la distribution de l'indicateur du niveau de vie monétaire varie énormément d'une caractéristique à une autre :

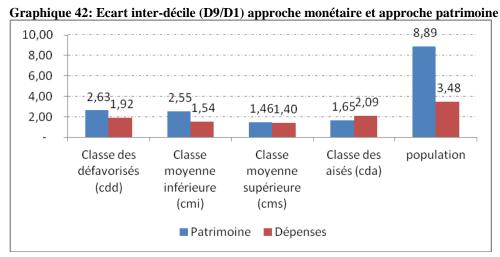
• Lorsqu'on considère le milieu de résidence du ménage, on s'aperçoit que le niveau de vie est plus inégalitaire au niveau des zones urbaines (0,327) que des zones rurales (0,243). Au niveau de la zone agro-écologique, c'est à Niamey qu'il existe le plus de disparité dans le niveau de vie avec un indice de Gini égal à 0,338. A l'opposé, le milieu agropastoral présente la plus faible disparité de niveau de vie de leurs ménages (Indice de Gini, 0,233). Par rapport à la région de résidence, hormis Niamey dont le cas est déjà

connu, c'est Agadez qui possèdent la distribution de consommation la plus inégalitaire, contrairement aux régions de Diffa et Zinder qui présente la distribution la moins inégalitaire.

- Selon le genre du chef de ménage, l'inégalité de niveau de vie est plus élevée dans les des ménages dirigés par une femme (0,339) que dans les ménages dont le chef est un homme (0,295). Selon l'âge du chef de ménage, on remarque que ce sont les ménages dont le chef a un âge compris entre 45 et 54 ans qui présentent la distribution de consommation la plus inégalitaire (0,300) tandis que ceux dont l'âge est compris entre 65 ans et plus possèdent la distribution de consommation la moins inégalitaire (0,255). Par rapport à la taille du ménage, ce sont les ménages composé d'une seule personne qui sont plus inégalitaire dans la distribution de la consommation que les ménages composés de plusieurs personnes.
- Concernant l'éducation, le niveau de vie des nigériens est plus inégalitaire dans les ménages dont le chef a un niveau d'instruction qui ne dépasse pas le niveau primaire (0,317), tandis que ceux dont les chefs ont un niveau supérieur, possèdent une distribution de consommation moins inégalitaire (0,247).
- Selon la catégorie socioprofessionnelle, la distribution est plus inégalitaire au niveau des sans-emplois et des indépendants non agricoles. En considérant la dimension branche d'activité du chef de ménage, on remarque que les disparités dans la distribution sont plus accentuées dans les branches industrie, transport et télécommunication.

7.2 Analyse des inégalités de patrimoine (approche non monétaire)

La démarche a été appliquée et a permis de constater que l'inégalité de patrimoine est très prononcée au Niger. L'écart inter-décile (D9/D1) de l'indice composite de possession de biens (icpb) est de 8,9, soit 2,5 fois le niveau de disparité observé dans le cas de l'approche monétaire. En d'autres termes, les 10% plus riches en patrimoines ont 8,9 fois le niveau de possession de biens des 10% plus pauvres de la population nigérienne. Tout se passe comme si au Niger, les riches en patrimoine sont véritablement riches et les pauvres en patrimoine sont véritablement pauvres.



Toutefois, les inégalités de patrimoine sont moins prononcées à l'intérieur des classes sociales en étude. Comparée aux inégalités de dépenses, elles sont légèrement plus prononcées au niveau de la classe des défavorisés et de la classe moyenne inférieure, et pratiquement de même niveau au sein de la classe moyenne supérieure mais moins importante au niveau de la classe des aisés.

L'analyse par l'Indice de Gini confirme bien ce constat. On note ici que c'est plutôt la classe moyenne qui parait la plus inégalitaire tandis que celle des riches la moins inégalitaire. En considérant les mêmes caractéristiques du ménage que dans le cas de l'inégalité dépense, les niveaux d'inégalité diffèrent par endroit :

- Au niveau du milieu de résidence, contrairement à l'approche monétaire, il n'y a pratiquement pas d'inégalité entre le milieu rural et le milieu urbain. Les ménages des zones agricoles présentent un niveau d'inégalité de patrimoine plus élevé tandis que le niveau d'inégalité le plus faible est observé au niveau des ménages de la zone pastorale. Les régions de Dosso et Maradi présentent la distribution d'actifs la plus inégalitaire et la région de Niamey présente la distribution la moins inégalitaire.
- En ce qui concerne le genre, les ménages dirigés par les femmes présentent une distribution de richesse plus inégale (0,339) que ceux dirigés par les hommes (0,295). Par rapport à l'âge du chef de ménage, la plus faible inégalité dans la distribution des actifs est constatée chez les ménages dont les chefs sont âgés de moins de 25 ans. La plus grande disparité est observée chez les chefs de ménages âgés de 45 à 54 ans.
- En se basant sur la taille des ménages, la plus grande homogénéité dans la distribution d'actifs est constatée chez les ménages composés d'une personne; tandis que ceux ayant 6 à 9 personnes présentent le plus fort degré d'inégalité. Par ailleurs, on constate comme dans le cas de l'approche monétaire, que ce sont les ménages dont les chefs ont le niveau primaire qui présentent les distributions les plus inégalitaires, tandis que ceux dont les chefs ont le niveau supérieur présentent le plus faible degré d'inégalité.

 Par rapport aux branches d'activités, comme dans le cas de l'approche monétaire, les inégalités patrimoine sont plus accentuées dans la branche industrie. Par contre, dans le secteur du transport elle est moins inégalitaire. Selon la catégorie socioprofessionnelle, comme dans l'approche monétaire, la distribution des actifs est plus inégalitaire au niveau des sans-emplois.

Lorenz Curves

Experiment of the control of the con

Graphique 43: Courbe de Lorenz

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

7.3 Décomposition des inégalités en ses composantes inter et intragroupes

Les résultats de décomposition nous permettent de dire que l'effet intragroupe est prédominant dans l'explication de l'inégalité au niveau des classes sociales. La contribution de cette composante à l'explication des inégalités au niveau des classes sociales est de 88,75% pour les inégalités de dépenses par tête et de 89,13% pour les inégalités de patrimoine. En d'autres termes, les inégalités s'expliquent par les disparités des dépenses de consommation (ou par la possession de patrimoines) à l'intérieur de chacune des quatre (4) classes définies.

L'effet intragroupe est aussi prédominant dans l'explication des inégalités de niveau de vie mesurée par les dépenses par tête ou par la possession de patrimoine dans les zones agro-écologiques, le groupe socioéconomique du chef du ménage et la branche d'activité dans laquelle il travaille. Dans les autres cas, c'est l'effet intergroupe qui a prédominé dans l'explication des inégalités, sauf pour le milieu de résidence où la contribution intragroupe est forte pour l'inégalité de patrimoine.

Tableau 23 : Décomposition en effets intra- et intergroupes des inégalités.

	Approche Monétaire		Approche Non monétaire		
	Contribution	Contribution	Contribution absolue	Contribution	
3.472 3	absolue	relative		relative	
Milieu de résidence	T				
Inter	0,1595	0,5323	0,1682	0,3482	
Intra	0,1166	0,3891	0,3076	0,6365	
Résidu	0,0236	0,0786	0,0074	0,0154	
Zone agro-écologique					
Inter	0,0800	0,2669	0,0845	0,1748	
Intra	0,1385	0,4622	0,3298	0,6825	
Résidu	0,0811	0,2708	0,0690	0,1427	
Age du chef de ménage					
Inter	0,0606	0,2023	0,1012	0,2095	
Intra	0,0416	0,1389	0,0398	0,0823	
Résidu	0,1974	0,6589	0,3422	0,7082	
Taille du ménage					
Inter	0,0844	0,2817	0,1430	0,2960	
Intra	0,0976	0,3259	0,0222	0,0460	
Résidu	0,1176	0,3924	0,3180	0,6581	
Genre du chef du ménage	1		1		
Inter	0,2518	0,8404	0,4091	0,8467	
Intra	0,0125	0,0417	0,0175	0,0362	
Résidu	0,0353	0,1179	0,0566	0,1171	
Education du chef du ménage	l l				
Inter	0,1618	0,5401	0,2184	0,4520	
Intra	0,0886	0,2957	0,2155	0,4460	
Résidu	0,0492	0,1642	0,0493	0,1019	
Groupe socioéconomique du c	hef du ménage				
Inter	0,1086	0,3626	0,1197	0,2477	
Intra	0,1292	0,4311	0,3036	0,6283	
Résidu	0,0618	0,2063	0,0599	0,1240	
Branche d'activité	,,,,,,	3,233	******		
Inter	0,1064	0,3553	0,1150	0,2379	
Intra	0,1641	0,5476	0,3302	0,6833	
Résidu	0,0291	0,0971	0,0381	0,0788	
Région	3,0271	3,07,1	3,0001	0,0700	
Inter	0,0413	0,1380	0,0591	0,1223	
Intra	0,1014	0,3386	0,1823	0,3772	
Résidu	0,1568	0,5234	0,2418	0,5004	
Classe sociale	3,1300	0,3234	3,2710	0,5004	
Inter	0,0337	0,1125	0,0525	0,1087	
Intra	0,2659	0,1123	0,4307	0,1087	
IIIua	0,2039	0,00/5	0,4307	0,8913	

	Approche Monétaire		Approche Non monétaire		
	Contribution	Contribution	Contribution absolue	Contribution	
	absolue	relative		relative	
Résidu	-0,0000	-0,0000	0,0000	0,0000	
Population	0,2996	1,0000	0,4832	1,0000	

7.4 Décomposition des inégalités selon les sources de dépenses

Au niveau de l'indice de concentration, on constate que ce sont les dépenses de consommation non alimentaires qui contribuent le plus à l'inégalité totale (voir annexes). L'analyse suivant les postes de dépenses fait ressortir que ce sont les dépenses relatives à l'alimentation qui contribuent à l'inégalité des dépenses alimentaires tandis que dans le cas des dépenses non alimentaires, ce sont principalement les dépenses relatives au logement. Ces aspects génèrent d'importantes inégalités au sein même des différentes classes créées.

VIII. Trajectoires d'émergence de la classe moyenne

Il s'agit de voir ici la probabilité que les ménages puissent transiter entre les quatre (04) classes sociales définies et d'identifier les facteurs explicatifs de ces transitions. En réalité, ceci n'est possible que lorsque l'on a au moins deux (2) séries d'observations sur les mêmes ménages. Dans la pratique, et au moment où cette étude est réalisée, il n'y avait que les données d'enquête sur les ménages en 2011. En l'absence de cette deuxième (2ème) série d'observations, une analyse des déterminants de la probabilité d'appartenance à une des quatre (4) classes sociales définies a été faite à l'aide d'un modèle *logit* ordonné. Ce type de modèle est bien adapté car par construction, les modalités de la variable dépendante (classe sociale) sont ordinales. Le modèle ainsi construit a permis d'estimer les probabilités selon quelques caractéristiques des ménages.

Globalement, le modèle *logit* ordonné s'ajuste bien aux données analysées et permet de dire que la probabilité d'appartenance à une classe plutôt qu'aux autres est fortement liées aux caractéristiques observables retenues pour l'expliquer : âge du chef du ménage, taille du ménage, possession de biens, niveau d'éducation formelle, genre du chef du ménage, son activité, sa région de résidence pour ne citer que celles-là.

- Pour ce qui est de l'âge du chef de ménage, il a un effet déterminant. Ainsi, on peut dire que la probabilité d'être classé au bas de l'échelle sociale telle que définie dans cette étude, augmente pour les chefs de ménage les plus jeunes avant de diminuer. Ce résultat est significatif aussi bien pour le milieu rural que pour le milieu urbain. Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'au fur et à mesure que l'âge avance, les opportunités se raréfient (par exemple sur le marché du travail) ; ce qui pourrait avoir un impact négatif sur les revenus et conduire à la démolition sociale.
- Concernant la taille du ménage, plus elle est élevée, plus il y a des chances que le ménage soit classé dans la classe des défavorisés. Ce résultat est consistant avec le milieu de résidence du ménage.
- En ce qui concerne le niveau d'instruction scolaire du chef du ménage, les résultats montrent que comparé à ceux qui n'ont aucune éducation formelle, les chances d'être classé à un niveau élevé de l'échelle sociale sont élevé pour ceux qui ont une éducation formelle supérieure. Cette chance est moins élevée chez ceux qui ont un niveau de formation du secondaire premier cycle.

Tableau 24 : Probabilités prédites par le modèle logit ordonné « ensemble » pour les variables du capital humain

	Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des aisés
Groupe d'âge du chef du ménage				
Moins de 25 ans	0,268	0,431	0,193	0,108
25-34 ans	0,267	0,408	0,175	0,150
35-44 ans	0,329	0,356	0,164	0,151
45-54 ans	0,358	0,350	0,162	0,130
55-64 ans	0,360	0,378	0,144	0,117

	Classe des	Classe	Classe	Classe des
	défavorisés	moyenne	moyenne	aisés
		inférieure	supérieure	
65 ans et plus	0,296	0,447	0,173	0,084
Taille du ménage en classe				
une personne	0,231	0,331	0,187	0,250
2 personnes	0,202	0,415	0,199	0,185
3 à 5 pers	0,228	0,417	0,195	0,160
6 à 9 pers	0,354	0,387	0,146	0,113
10 à 14 pers	0,504	0,298	0,125	0,074
15 pers et plus	0,650	0,212	0,091	0,047
Education du chef				
Rien ou préscolaire	0,382	0,425	0,141	0,051
Primaire	0,264	0,379	0,219	0,138
Secondaire premier cycle	0,093	0,266	0,287	0,354
Secondaire second cycle	0,027	0,158	0,294	0,520
Supérieur	0,004	0,022	0,110	0,864

Le tableau 26 ci-dessus présente les prédictions de probabilités d'appartenance à une classe sociale donnée selon les variables relatives au capital humain. Ce qui est remarquable à partir de ce tableau est que la probabilité d'appartenir à la classe des défavorisés décroit de 38% à 0,4% avec le niveau d'éducation du chef du ménage. Par contre, elle croit avec la taille des ménages passant de 23% pour les ménages à une personne à 65% pour les ménages dont la taille est supérieure ou égale à 15.

- Par contre, la probabilité d'appartenir à la classe des aisés croit de 5% à 86% avec le **niveau d'éducation du chef du ménage** et décroit de 25% à 4,7% avec **la taille du ménage.**
- En ce qui concerne la variable relative au capital physique, on note que le niveau de possession des biens est un facteur explicatif important pour la probabilité de gravir l'échelle sociale. Les ménages de la classe des aisés ayant un capital physique ont plus de chance de rester dans cette même classe (68,6%) et ceux de la classe moyenne supérieure possédant un capital physique ont 21,7% de chance de transiter vers la classe des aisés. Ceci est vrai aussi bien pour l'ensemble de la population que pour la population urbaine ou rurale considérée séparément. Le tableau de probabilité qui suit (tableau 27) met en relief ce constat.

Tableau 25 : Probabilités prédites par le modèle logit ordonné « ensemble » pour la variable du capital physique

	Classe des	Classe	Classe	Classe des
	défavorisés	moyenne	moyenne	aisés
		inférieure	supérieure	
Classe de bien-être non monétaire				
Classe des défavorisés	0,523	0,403	0,065	0,009
Classe moyenne inférieure	0,315	0,483	0,166	0,036

	Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des aisés
Classe moyenne supérieure	0,067	0,333	0,383	0,217
Classe des aisés	0,007	0,074	0,233	0,686

• Quant aux variables liées au marché du travail, leur influence est remarquable aussi. Comparés aux salariés publics ou privés, les salariés privés indépendants ont plus de chances d'être classés au bas de l'échelle sociale aussi bien pour l'ensemble que pour le milieu rural. Il en est de même des indépendants agricoles et des sans-emplois en milieu rural. Les branches d'activité qui ont une influence sur la probabilité de classement sont : l'industrie, le transport et les services personnels ou domestiques. Il y a plus de chances pour les ménages dont le chef travaille dans ces branches d'être classé au bas de l'échelle sociale comparés aux ménages dont le chef travaille dans l'agriculture. La branche élevage, sylviculture et pêche ont la même chance que l'agriculture (voir tableau de probabilités n° 26).

Tableau 26 : Probabilités prédites par le modèle *logit* ordonné « ensemble » pour les variables du marché du travail

	Classe des	Classe	Classe	Classe des
	défavorisés	moyenne	moyenne	aisés
		inférieure	supérieure	
Branche d'activité du chef				
Agriculture	0,439	0,408	0,108	0,045
Elevage/Sylv./pêche	0,331	0,503	0,130	0,036
Industrie	0,189	0,379	0,241	0,191
Commerce	0,124	0,350	0,289	0,236
Transport	0,168	0,353	0,279	0,200
Education/santé	0,049	0,198	0,239	0,514
Services pers./domestique	0,295	0,406	0,196	0,103
Adm gén/télécom/fin/aut.	0,107	0,238	0,244	0,411
Groupe socioéconomique				
Salarié public/privé	0,055	0,191	0,249	0,505
Salarié privé ind.	0,324	0,397	0,196	0,083
Indépendant Agr.	0,458	0,427	0,095	0,020
Indépendant non Ag.	0,173	0,376	0,257	0,194
Sans emploi	0,192	0,377	0,222	0,210

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

• Lorsque l'on considère les variables de segmentation, on s'aperçoit que le genre du chef du ménage a eu une influence peu déterminante car non significative à 5%. En d'autres termes, il y a autant de chance pour un ménage dirigé par une femme que pour un ménage dirigé par un homme d'être classé dans une classe ou une autre. Ce résultat est le même dans les modèles construits séparément pour les milieux urbain et rural. En ce qui concerne la zone de résidence, on peut constater que globalement, les ménages qui vivent en milieu rural ont plus de chance de se faire classer au bas de l'échelle comparés à ceux

qui sont en milieu urbain. Comparés à Agadez, les ménages des autres régions ont plus chances à être classés au bas de l'échelle sociale. Ce résultat est valable aussi pour le milieu urbain (voir tableau 29).

Tableau 27 : Probabilités prédites par le modèle logit ordonné « ensemble » pour les variables de segmentation

	Classe des	Classe	Classe	Classe des
	défavorisés	moyenne	moyenne	aisés
		inférieure	supérieure	
Milieu de résidence				
Urbain	0,134	0,308	0,258	0,300
Rural	0,441	0,432	0,104	0,023
Région				
Agadez	0,215	0,458	0,209	0,118
Diffa	0,316	0,501	0,143	0,039
Dosso	0,440	0,391	0,113	0,055
Maradi	0,493	0,348	0,096	0,064
Tahoua	0,376	0,419	0,139	0,066
Tillabéri	0,453	0,414	0,101	0,033
Zinder	0,403	0,406	0,130	0,061
Niamey	0,099	0,276	0,270	0,355
Genre du chef				
masculin	0,326	0,377	0,161	0,135
féminin	0,281	0,426	0,186	0,106

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

• Les variables de politiques économiques (importance des postes de dépenses ou accessibilité économique au bien considéré) ont influencé la probabilité de classement. Par exemple, les dépenses de logement et électricité ont contribué à une baisse de la probabilité du ménage de se faire classer dans les classes sociales supérieures. Autrement dit, plus les dépenses de logement et d'électricité augmentent, plus la probabilité de se faire classer dans une classe supérieure sur l'échelle sociale diminue. Il en est de même des dépenses liées aux meubles et à l'entretien du logement. Ceci est particulièrement remarquable pour les habitants du milieu urbain. Par contre, les dépenses liées aux postes suivants : santé, transport, communication, éducation en milieu urbain, biens et services divers, ont contribué à augmenter la probabilité de se faire classer dans une des classes sociales supérieures.

Conclusion

L'étude sur "l'**Emergence d'une Classe Moyenne et Réduction des inégalités**" réalisée par l'INS, trouve toute son importance dans un contexte économique où les pays en voie de développement, plus particulièrement les pays pauvres à faible revenu sont actuellement préoccupés par l'élargissement de leur classe moyenne, signe de réduction de la pauvreté.

L'analyse de la situation, réalisée avec les données de la première (1ère) (ECVMA) de 2011, montre que le Niger a **une classe moyenne qui représente, selon l'approche monétaire, 44,9% de sa population**, avec un niveau de vie lui permettant de faire des dépenses allant de 186.000 à 480.000 F CFA par tête et par an. Lorsqu'on utilise l'approche non monétaire, basée sur le patrimoine des ménages, on obtient une proportion de 45,3%. Comparée à la situation observée en 2007, cette classe moyenne serait en hausse car sa taille était de 30% selon le PDES 2012-2015.

Toutefois, l'analyse du noyau dur aboutit à une classe moyenne de 24,6% et la majeure partie de la population de cette classe (65%) est exposée au risque de retomber dans la classe des défavorisés. Seule 9% de la population de la classe moyenne y réside de manière stable.

Pour affiner l'analyse, la classe moyenne nigérienne a été subdivisée en deux (02) sous catégories: **une** (1) **classe moyenne inférieure**, constituée de l'ensemble de la population ayant fait des dépenses annuelle par tête comprises entre 186.000 F CFA et 317.000 F CFA et **une** (1) **classe moyenne supérieure** composée des gens ayant effectué des dépenses par tête compris entre 317.000 F CFA et 480.000 F CFA. Ainsi, selon l'approche monétaire, 35,01% des nigériens sont de la classe moyenne inférieure et 9,9% sont de la classe moyenne supérieure. Lorsque l'on considère l'indice composite de possession de biens, 39,3% de la population se retrouve dans la classe moyenne inférieure et 6,0% dans la classe moyenne supérieure.

Concernant la localisation géographique, les régions de Diffa, Niamey et Agadez se distinguent par leur proportion élevée de classe moyenne. Quelle que soit l'approche considérée, la proportion de la classe moyenne est plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural, bien que l'influence du poids du milieu rural fait en sorte que la classe moyenne soit à 77% localisée dans ce milieu de résidence.

Concernant le groupe socioéconomique du chef de ménage, quelle que soit l'approche considérée, la classe moyenne est majoritairement composée des indépendants agricoles et non agricoles.

La classe moyenne au Niger est essentiellement caractérisée par :

- des ménages dont la taille moyenne est de 7,5 membres (7,8 pour la classe moyenne inférieure et 6,6 pour la classe moyenne supérieure) ;
- un chef dont l'âge moyen est de 46,5 ans (47,1 ans pour la classe moyenne inférieure et 44,3 ans pour la classe moyenne supérieure);

- une dépense annuelle par tête équivalente à 1,5 fois le seuil de pauvreté national ;
- une prédominance des indépendants agricoles (61%);
- des chefs de ménage majoritairement occupés dans l'agriculture et, dans une moindre mesure, dans le commerce, l'administration et l'industrie;

Lorsqu'on s'intéresse aux conditions de vie, de la classe moyenne nigérienne, les constats suivants se dégagent:

- la population de la classe moyenne est majoritairement propriétaires (avec ou sans titre de propriété) du logement occupé, à l'image de la population toute entière ; la possession de titre foncier ou acte de propriété parmi les propriétaires semble être un facteur discriminatoire important ; il en est de même du type de logement occupé par les ménages.
- L'occupation de villa de type moderne est un autre élément important pour l'entrée dans la classe des aisés. Au plan national, le taux d'occupation de ce type de villa est d'environ 1,8%.
- La principale source **d'éclairage** du logement qui fait la différence entre classes sociales est **l'électricité**. Ainsi, le taux d'occupation des maisons électrifiées est de 11,8% chez la classe moyenne inférieure ; 36,5% chez la classe moyenne supérieure et 73,7% chez les plus aisés.
- Accès à l'eau potable. La connexion au réseau d'eau de la SEEN semble être un marqueur social important, en ce sens que le taux de connexion pour l'ensemble du Niger est de 6,8%. Avoir l'eau de robinet dans le logement ou dans la cours ou la concession semble être un marqueur social important aussi.
- L'accès aux TIC est l'apanage des ménages de la classe des aisés. Environ 5,2% de la population vit dans des ménages de la classe des aisés connectés au réseau de téléphonie fixe de la SONITEL. Ce taux n'est que de 0,9% pour la classe moyenne supérieure et presque zéro ailleurs.
- Le premier (1^{er}) combustible utilisé par le ménage pour la cuisine est le bois (ramassé ou acheté). Le niveau d'utilisation de bois ramassés diminue au fur et à mesure que le niveau de vie augmente et que les ménages changent de classe sociale.
- Les ménages continuent d'être nombreux à jeter des ordures ménagères dans la nature II en est de même de *l'évacuation des eaux usées* produit par le ménage.

En ce qui concerne la consommation, on constate que la classe moyenne a adopté un comportement de consommation intermédiaire. Aucun modèle particulier n'a été identifié qui caractérise la classe moyenne. Les constats importants effectués à ce niveau sont :

- Les dépenses de **santé** occupent le cinquième (5^{ème}) rang en termes de priorité. En moyenne, les ménages lui allouent 2,9% de leurs ressources. Contre toute attente, les ménages les plus aisés en milieu rural consacrent plus de leurs ressources à la santé que les ménages de la même classe vivant en milieu urbain.
- La part du budget consacrée aux dépenses d'éducation est très limitée en milieu rural : entre 0,1% et 0,4%. Elle est décroissante en plus, selon le niveau de vie dans ce milieu.

L'analyse des inégalités fait ressortir que la distribution des dépenses de consommation par tête est moins inégalitaire à l'intérieure des classes sociales qu'au niveau de la population toute entière :

- Les quelques 5,1% des personnes les plus aisés du Niger ont effectué 12,5% des dépenses des ménages en 2011 alors que les 50% les plus défavorisés de la population n'ont effectué que 35,6% des dépenses totales des ménages.
- Au niveau de la population toute entière, les 10% plus riches ont un niveau de vie qui est 3,5 fois celui des 10% plus pauvres.
- Lorsqu'on considère le milieu de résidence du ménage, on s'aperçoit que le niveau de vie est plus inégalitaire au niveau des zones urbaines (0,33) que des zones rurales (0,243). les 10% plus riches en patrimoines ont 8,9 fois le niveau de possession de biens des 10% plus pauvres de la population nigérienne On note ici que c'est plutôt la classe moyenne qui parait la plus inégalitaire tandis que celle des riches la moins inégalitaire

L'estimation du modèle *logit ordonné* a permis de dégager les variables qui ont le plus d'impact sur l'appartenance aux classes sociales définies. Il s'agit essentiellement de l'âge du chef du ménage, de la taille du ménage, de la possession de biens, du niveau d'éducation formelle, du genre du chef du ménage, son activité, sa région de résidence pour ne citer que celles-là.

- La taille du ménage a une forte influence sur la répartition des ménages dans les classes: plus la taille du ménage est élevée, plus il y a des chances que le ménage soit classé dans la classe des défavorisés.
- Comparé à ceux qui n'ont aucune éducation formelle, les chances d'être classé à un niveau élevé de l'échelle sociale sont élevées pour ceux qui ont une éducation formelle supérieure. Cette chance est moins élevée chez ceux qui ont un niveau de formation du secondaire premier cycle.
- Le niveau de possession des biens est un facteur explicatif important pour la probabilité de gravir l'échelle sociale. Comparés aux défavorisés, les ménages de la classe moyenne et de la classe des aisés possédant un capital physique, ont plus de chance de rester ou remonter vers des classes sociales plus élevées.

Globalement, la classe moyenne vit dans des ménages dirigés en majorité par un homme sans instruction ou presque, avec pour activité principale l'agriculture et travaillant pour son propre compte, conformément à la répartition spatiale de la population du pays.

La classe moyenne émergente joue un rôle économique et social déterminant et représente un moteur de croissance. Le Gouvernement peut donc faire de cette catégorie de population un outil de politique économique, en élargissant et en consolidant le noyau dur de la classe moyenne Cela pourrait lui fournir des bases solides et un outil important pour la mise en œuvre d'actions susceptibles de renforcer le progrès économique, notamment en stimulant la consommation et donc la demande intérieure.

Recommandations

Au regard de ce qui précède, le Gouvernement devrait mettre en place une politique de développement qui promeut l'élargissement de cette classe moyenne et qui consolide ses revenus, afin de lui permettre de faire des dépenses (y compris d'investissement) propres à accélérer la croissance économique.

- Les mesures d'élargissement de la classe moyenne doivent viser les populations les plus défavorisées. Pour ce faire, l'accent devrait être mis sur la mise en œuvre des politiques et programmes de réduction de la pauvreté, l'accès aux services sociaux de base et de renforcement de la résilience au bénéfice de cette frange de la population,
- Les mesures de consolidation de la classe moyenne doivent en priorité viser la large majorité de cette catégorie de la population logée dans la partie inférieure, pour l'aider au moins à s'y maintenir. De ce fait, cette frange de la population devrait bénéficier de mesures ciblées d'autonomisation et d'accès aux opportunités économiques et de protection sociale,
- Les mesures de consolidation de la classe moyenne doivent aussi viser les ménages de la partie supérieure, en vue de les aider à remonter dans la classe des plus aisés. Cette catégorie de la population étant essentiellement urbaine avec un pouvoir d'achat relativement important, des mesures incitatives visant à rehausser leurs capacités d'investissement et de consommation semblent appropriées. Ces mesures peuvent concerner des incitations fiscales, des facilités d'accès au prêt immobilier, la mise en place de fonds d'aide à la création d'entreprises, etc.
- Comme cette classe moyenne travaille majoritairement dans l'agriculture, pour favoriser son émergence, le Gouvernement devrait renforcer sa politique de diversification et de modernisation de l'agriculture, afin de rendre ce secteur beaucoup plus rentable.

La classe moyenne nigérienne étant majoritairement sans éducation formelle, le Gouvernement devrait aussi :

- mettre en place de larges campagnes massives, intensives et permanentes, pendant au moins cinq (5) à dix (10) ans, d'alphabétisation des populations adultes âgées de 15 ans et plus ;
- faciliter et renforcer les inscriptions des enfants à l'école à tous les niveaux, du primaire à l'université;
- prendre des mesures pour améliorer la qualité des enseignements primaires, secondaires et supérieurs ;
- rompre les cycles des échecs à l'école, aux examens, notamment en associant tous les acteurs aux réflexions et surtout aux mesures à prendre, particulièrement les enseignants du secondaire et de l'université.

La classe moyenne vivant dans des maisons de type traditionnel, et étant généralement propriétaires de son logement, sans titre foncier, le Gouvernement devrait :

- élaborer et mettre en œuvre une politique qui motive les propriétaires à prendre un titre foncier pour leur maison ;
- élaborer et mettre en œuvre une large politique de promotion des logements sociaux jusqu'au niveau rural pour permettre à la classe moyenne et aux défavorisés de vivre dans des habitations décentes ;
- mettre en place une politique qui favorise l'utilisation des sources alternatives d'énergie de cuisson afin de protéger l'environnement et d'éviter une avancée non contrôlée de la désertification. Certes la production du gaz domestique a augmenté ces dernières années, mais l'utilisation reste encore trop limitée. La sensibilisation de la population surtout rural sur les avantages et les techniques d'utilisation du gaz domestique pour la cuisson s'avèrent nécessaire;
- promouvoir l'utilisation des méthodes d'hygiène et d'assainissement afin d'améliorer la qualité de l'environnement dans lequel vivent les ménages;
- mettre en œuvre une politique de promotion de l'utilisation des TIC dans le but de mieux connecter la population au reste du monde, et cela permettra sans doute la réduction de l'asymétrie de l'information et l'intégration des marchés ;

En plus, le Gouvernement pourrait améliorer sa politique de développement équilibré des régions, en facilitant la naissance ou la promotion de nouveaux pôles de développement, à l'image de Niamey, Dosso et Maradi, dans le cadre du Programme de la Renaissance. Cette expérience de développement par les villes a déjà fait ses preuves dans d'autres pays émergents comme la Chine où il existe même des villes Etats. En effet, l'un (01) des (05) cinq critères proposés par certains auteurs pour favoriser l'émergence est une urbanisation importante ou fortement dynamique. Selon ces auteurs, l'urbanisation est un facteur fondamental dans le décollage économique. La ville permet le développement des transports, l'accès à l'eau potable et à l'électricité, le développement des infrastructures sociales, telles que les écoles et les centres de santé. Elle permet aussi de développer les centres de loisir, y compris les hôtels et les restaurants, dont les effets sur la transition de la classe sont démontrés par le modèle construit au cours de cette étude. Elle facilite aussi les échanges et par conséquent la consommation.

En cela, le taux de croissance démographique actuel du Niger pourrait être un atout. En effet, la population est considérée, selon certains auteurs, comme le premier facteur d'émergence des pays. Elle devrait être assez importante pour constituer un marché domestique auquel la production intérieure pourrait être destinée. L'exemple de la Chine est le plus cité, mais il y a aussi l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil qui font partie des BRICS et tout récemment et plus près du Niger, le Nigéria. Des efforts doivent être consentis pour assurer à cette population l'éducation universelle, la santé et en particulier celle des femmes pour leur permettre de contribuer au développement économique.

Le gouvernement devrait aussi renforcer sa politique de développement des infrastructures permettant d'accompagner le décollage économique. Elles constituent le quatrième (4ème) critère d'émergence d'une nation et son rôle dans la transition des classes notamment à travers le transport n'est plus à démontrer. Les infrastructures de transports facilitent les

déplacements des personnes et des biens, et par conséquent, l'intégration des marchés et des zones de production. Un développement de l'agriculture par exemple, sans le développement des pistes rurales et des voies d'interconnexion des marchés de consommation et des zones de production, conduirait sans doute à un découragement des producteurs du fait d'éventuelles méventes et de faiblesse des débouchés. En plus des routes, il faudrait développer les infrastructures de communication moderne (télécommunication, Internet haut débit, etc.) et des infrastructures énergétiques pour faciliter l'installation des industries de transformations des produits locaux, mais également assurer l'accès à l'eau potable afin d'augmenter l'hygiène et de diminuer la mortalité de la population, notamment celle des enfants de mois de cinq (5) ans et celle des femmes qui constituent des indicateurs de mesure du niveau de développement d'un pays.

Quant à l'INS, il devrait mettre en place un dispositif permettant de produire régulièrement des donnés de panels de qualité, pour une bonne poursuite et un suivi permanant des analyses et des recherches sur l'émergence de la classe moyenne et d'autres études similaires, et fournir ainsi au Gouvernement un outil efficace de politique socioéconomique pour une amélioration significative des conditions de vie de la population nigérienne.

Références bibliographiques

- Abdelkhalek Touhami, Ejanoui Fouzia, (2009), *Approche multidimensionnelle de la pauvreté* : présentation théorique et application au cas de la ville de Marrakech
- Araar Abdelkrim, Jean-Yves Duclos (), DASP: Distributive Analysis Stata Package
- Araar, A. (2008), Social Classes, Inequality and Redistributive Policies in Canada,
- BAD (2011), The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa, Tunis
- Banerjee Abhijit V. and Duflo E., (2008), What is the middle class about the middle classes around the world, Journal of Economic Perspectives, vol 22, pp 3-28..
- Bibi Sami, Jean-Yves Duclos et Audrey Verdier-Chouchane, (2011), Évaluation de la croissance pro-pauvre selon une conception absolue et relative de la pauvreté : application à la région MENA
- Bigot Régis, Émilie Daudey, Jörg Muller, Guillaume Osier (2013), En France, les classes moyennes inférieures bénéficient moins de la redistribution que dans d'autres pays, Consommation et modes de vie No 264
- Bigot Régis, CROUTTE Patricia, MÜLLER Jörg, OSIER Guillaume, (2011), *Les Classes Moyennes En Europe*, Credoc, Cahier de recherche No 282
- Bonneval Laure, Fourquet Jérôme, Fabienne Gomant, (2011), *Portrait des classes moyennes*, Fondapol.org
- Dabitao Kassim, Dembélé Aoua, Haidara Fadimata, Sougané Arouna, (2011), *Pauvreté multidimensionnelle et conditions de vie au Mali (2001 2006)*, PEP, université Laval, Québec, Université de Laval, CIRPEE, Cahier de recherche n°08-17.
- Damon Julien (2011), Les Classes Moyennes Et Le Logement, Fondapol.org
- Damon Julien (2013), Les Classes Moyennes Dans Les Pays Émergents, Fondapol.org
- Dupoirier Élisabeth, (2011), Le vote des classes moyennes, Fondapol.org
- Darbon, D. et Toulabor, C. (2011), *Quelle(s) classe(s) moyenne(s) en Afrique ? Une revue de littérature*, Agence Française de Développement, Département de la recherche, Document de travail No 118
- Daziano, L. (2013), La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Ethiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique, fondapol.org
- Easterly William, (2000), *The Middle Class Consensus and Economic Development*, The World Bank Development Research Group, Macroeconomics and Growth, Policy Research Working Paper 2346
- Grimm Michael, Guenard Charlotte, Mesple-Somps Sandrine, (2001), Evolution De La Pauvreté Urbaine En Côte D'ivoire: Une Analyse Sur 15 Ans D'enquete Menages, Document de travail DIAL / Unité de Recherche CIPRE
- Haughton Jonathan, Shahidur R. Khandker, (2009), *Handbook on Poverty and Inequality*, The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank
- Homi Haras, (2010), *The Emerging Middle Class In Developing Countries*, OECD Development Centre working paper No 285
- INS-Niger (2013), Comptes économiques de la Nation Rapides 2013, Provisoires 2012, Définitifs 2010-2011, Niamey, Niger
- INS-Niger (2013), Profil et déterminants de la pauvreté au Niger en 2011 Premiers résultats de l'enquête nationale sur les conditions de vie des ménages et l'agriculture au Niger (ECVMA), Niamey, Niger

- INS-Niger (2013), Rapport national sur le développement humain Niger 2013 (RNDH 2013) Développement Humain et Protection sociale au Niger, Niamey, Niger
- KHARAS (2011), The Emerging Middle Class in Developing Countries,
- Keke Jean-Claude S., Mededji Damien et Houetohossou et Samson K.(2009), *Réduction des inégalités de revenu et émergence d'une classe moyenne au Bénin*, RAPPORT FINAL, CAPOD
- Khalid Malik, Eva Jespersen, (2014), *Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la resilience*. Résumé Rapport sur le développement humain 2014, PNUD.
- Lesiba Bopape and Robert Myers, (2007), Analysis of Household Demand for Food in South Africa: Model Selection, Expenditure Endogeneity, and the Influence of Socio-Demographic Effects, African Econometrics Society Annual Conference, Cape Town, South Africa, July 4-6
- Martin Arnaud, (2004), L'analyse de données, Polycopié de cours ENSIETA
- Miguel Niño-Zarazúa, () Introduction to data analysis using STATA, World Institute for Development Economics Research, United Nations University
- Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, *Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015*, Niamey, Niger
- Nardin Vladimir et Guidecoq Simon (2012), La consommation des classes moyennes en ASEAN, un facteur de croissance et d'attractivité pour la région, Ambassade de France à Singapour, service économique régional de Singapour
- Oberti Marco, Préteceille Edmond, (), Les classes moyennes et la ségrégation urbaine
- Ordeñana Xavier et Arteaga Elizabeth, (2012), *Middle-Class Entrepreneurship and the Effect of Social Capital*, Inter-American Development Bank, Department of Research and Chief Economist
- Pécourt Nicolas, (2011), Les classes moyennes et le crédit, Fondapol.org
- PRANDI Geneviève, ARSAC Murielle, VALDANT Damien, JEAN-MARIE Audry, JOINET Hélène, DRIANT Jean-Claude, CORDIER Mathilde, (2006), Les classes moyennes et le logement à Paris, Observatoire de l'Habitat de Paris, ATELIER PARISIEN D'URBANISME, http://www.apur.org
- Rabe-Hesketh, Sophia Brian Everitt (2004), *A Handbook of Statistical Analyses using Stata* 3rd Edition
- Rafael Costa et G. Masuy-Stroobant, (2013), Pratique de l'analyse des données
- Samson Ivan, et Krasilnikova Marina, (), La classe moyenne en Russie : réalité naissante ou mythe ancien
- Simonini Ambra (2009), Les Classes Moyennes au KENYA Les enseignants des écoles primaires et secondaires entre syndicalisme et grève, Mémoire de Recherche Septembre 2009, Spécialité « Sociologie du politique et de l'action publique » Parcours : Politique et développement en Afrique et dans les pays du Sud, Sous la direction de Comi Toulabor Professeur à l'IEP de Bordeaux, http://www.classesmoyennes-afrique.org/wp-content/uploads/2009/05/cma-kenya-syndicalisme-enseignant.pdf
- Sylvie, J. (2001), *Inégalité et pauvreté*, paru dans « Portrait Social du Québec », chapitre 14, Institut de la Statistique du Québec.

Toh Alain et Kouyate Souleymane, (2009), *Caractérisation des Classes Moyennes en Côte d'Ivoire*, Université de Cocody –Abidjan, http://www.classesmoyennes-afrique.org/wp-content/uploads/2009/07/cma-cote-ivoire-20090320.pdf accédé en juillet 2014

ANNEXES

Tableau X 1 : Incidence des classes de niveau de vie : approche monétaire

	Classe d	e niveau de v	vie (pcexp) (en	ligne)
Approche monétaire	Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés
Rérion				
Agadez	21,1	30,5	28,2	20,2
Diffa	35,7	44,8	15,3	4,2
Dosso	54,3	33,3	9,8	2,5
Maradi	59,9	31,5	6,4	2,2
Tahoua	49,2	38,0	9,5	3,4
Tillabéri	57,3	32,4	7,7	2,6
Zinder	50,6	38,4	8,1	3,0
Niamey	10,6	32,7	24,0	32,7
Niger	50,0	35,0	9,9	5,1
Milieu de résidence				
Urbain	18,4	33,9	25,1	22,6
Rural	56,6	35,2	6,8	1,4
Niger	50,0	35,0	9,9	5,1
Milieu de résidence				
Niamey	10,6	32,7	24,0	32,7
Autre urbain	22,5	34,5	25,7	17,3
Agricole	51,9	38,4	8,0	1,7
Agropastorale	66,9	28,2	4,2	,6
Pastorale	60,3	32,9	4,9	1,9
Niger	50,0	35,0	9,9	5,1
Genre du chef				
masculin	50,5	34,9	9,8	4,8
féminin	43,2	36,2	12,0	8,6
Niger	50,0	35,0	9,9	5,1
Education du chef				
Rien ou préscolaire	53,8	36,0	7,7	2,5
Primaire	48,4	29,8	15,9	5,9
Secondaire premier cycle	16,9	40,0	26,6	16,5
Secondaire 2nd cycle	4,0	24,2	31,0	40,8
Supérieur	0,0	2,4	16,5	81,0
Niger	50,0	35,0	9,9	5,1
Branche activité du chef				
Agriculture	58,7	34,0	6,1	1,2
Elevage/Sylv./pÃache	40,7	45,5	12,8	1,0
Industrie	32,4	36,3	19,2	12,2
Commerce	23,5	37,4	23,7	15,4
Transport	16,7	42,3	21,8	19,2

	Classe de niveau de vie (pcexp) (en ligne)				
Approche monétaire	Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés	
Education/santé	4,7	33,8	35,3	26,2	
Services pers./domestique	50,3	40,0	5,3	4,5	
Adm gén/télécom/fin/aut.	19,3	22,8	27,0	30,9	
Niger	50,7	34,6	9,9	4,9	
Secteur instit. du chef					
Secteur public	4,9	30,7	28,3	36,1	
Gde entse	8,8	21,2	39,8	30,2	
Entse individuelle	53,1	35,1	8,7	3,1	
Ménage	61,6	33,6	1,9	2,9	
Niger	50,7	34,6	9,9	4,9	
groupe socioéconomique					
Salarié public/privé	6,2	27,8	31,5	34,4	
Salarié privé ind.	50,3	38,7	7,9	3,1	
Indépendant Agr.	58,4	34,1	6,3	1,2	
Indépendant non Ag.	30,7	37,8	19,5	12,0	
Sans emploi	34,5	44,2	11,4	9,9	
Niger	49,9	35,1	9,9	5,1	
Classe d'âge du chef					
Moins de 25 ans	38,0	39,3	14,9	7,8	
25-34 ans	57,1	29,5	8,7	4,7	
35-44 ans	54,0	32,9	8,7	4,4	
45-54 ans	47,5	37,8	9,3	5,5	
55-64 ans	50,2	39,5	7,9	2,4	
65 ans et plus	33,3	42,5	16,4	7,8	
Total	50,0	35,0	9,9	5,1	
taille du ménage					
une personne	62,6	30,1	5,0	2,3	
2 personnes	66,8	27,4	4,8	1,0	
3 à 5 pers	3,8	45,2	28,4	22,6	
6 à 9 pers	29,4	44,4	16,6	9,5	
10 à 14 pers	53,1	33,7	9,1	4,1	
15 pers et plus	15,1	25,7	35,2	23,9	
Total	50,0	35,0	9,9	5,1	
type de logement actuel					
appartement dans un immeuble, studio	0,0	13,9	0,0	86,1	
chambre (entrer/coucher)	45,9	37,3	14,4	2,3	
case traditionnelle	64,6	30,4	4,5	,4	
maison individuelle de type traditionnel	50,3	37,3	9,4	3,0	
maison moderne dans une concession	13,2	35,1	23,4	28,3	

	Classe d	e niveau de v	vie (pcexp) (en	ligne)
Approche monétaire	Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés
villa de type moderne	0,0	10,1	26,9	63,1
célibatérium	36,4	35,2	16,4	12,1
autre	78,0	17,5	3,3	1,3
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1
statut d'occupation actuel				
propriétaire avec titre foncier/acte de propriété	39,3	27,5	18,9	14,3
propriétaire sans titre foncier ni acte de propriété	53,8	37,0	7,3	1,9
copropriétaire/familiale avec titre foncier	24,2	43,7	22,3	9,9
copropriétaire/familiale sans titre foncier	64,4	28,2	6,1	1,3
locataire	8,8	31,2	25,5	34,5
location vente	0,0	0,0	0,0	100,0
logé gratuitement (parents, amis)	31,9	44,9	14,8	8,4
logement de fonction	5,2	19,7	46,0	29,1
autre	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1
principal matériau de construction	on des murs ex	térieurs		
terre	51,3	37,3	8,8	2,6
ciment béton	4,3	24,8	27,6	43,3
pierres	47,8	40,8	10,7	,7
bois/ paille	69,6	25,5	4,7	,2
tôle en métal	0,0	41,8	28,5	29,7
briques cuites	26,2	19,1	36,3	18,4
terre stabilisée	51,5	31,7	10,3	6,6
autre	50,7	43,0	5,7	,6
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1
principal matériau du toit	1			
tôle en métal	11,7	32,6	28,9	26,8
tuile	7,2	44,7	4,1	44,0
béton	0,0	28,0	7,9	64,1
peau	43,1	40,6	16,3	0,0
bois	51,1	31,4	12,2	5,3
terre	51,2	37,8	8,7	2,3
paille	66,0	29,7	3,7	,7
autre	53,1	42,2	4,3	,4
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1

	Classe d	e niveau de v	vie (pcexp) (en	ligne)
Approche monétaire	Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés
principal matériel de constructio	n du sol du log	ement		
terre/sable	55,6	35,8	7,2	1,4
ciment/béton	12,7	32,7	29,1	25,5
carreaux/marbre	0,0	1,7	8,8	89,5
moquette/ parquet ciré	29,6	21,2	26,2	23,0
autre	88,5	10,2	0,0	1,2
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1
le ménage est connecté au résea	u d'eau de la se	een		
oui	5,6	22,4	29,4	42,6
non	53,2	35,9	8,5	2,3
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1
principale source d'approvisionn sèche	ement en eau d	de boisson d	lu ménage en	saison
eau du robinet dans le logement	2,9	20,6	17,9	58,6
eau du robinet dans la cour/concession	9,5	23,0	31,9	35,7
robinet du voisin	23,0	45,5	21,7	9,8
borne fontaine/robinet public		·	•	
muite august dans la language	42,9	38,5	14,4	4,2
puits ouvert dans le logement	22,3	62,8	13,5	1,4
puits ouvert dans la cour/concession	47,5	36,8	10,2	5,6
puits ouvert ailleurs	61,3	32,4	5,0	1,2
puits couvert dans le logement	64,0	35,3	,6	0,0
puits couvert dans la cour/concession	51,1	33,3	13,4	2,2
puits protégé ailleurs	47,1	42,3	10,5	,1
forage	56,4	38,5	4,3	,7
source aménagée	97,0	3,0	0,0	0,0
source non aménagée	100,0	0,0	0,0	0,0
fleuve/rivière/lac/barrage/eau de pluie	53,9	35,2	8,0	2,9
camion citerne	0,0	0,0	0,0	0,0
vendeurs ambulants (garoua)	24,5	38,4	24,5	12,6
eau en bouteille	100,0	0,0	0,0	0,0
mini aep	34,6	43,8	20,1	1,4
eau de pluie	0,0	87,0	0,0	13,0
autres	30,1	37,8	32,1	0,0
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1

	Classe de niveau de vie (pcexp) (en ligne)				
Approche monétaire principale source d'approvisionne	Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés	
aucune autre source					
	0,0	0,0	0,0	0,0	
eau du robinet dans le logement	4,2	22,6	17,1	56,1	
eau du robinet dans la cour/concession	7,6	24,3	33,2	34,9	
robinet du voisin	19,4	49,2	20,8	10,6	
borne fontaine/robinet public	42,8	38,6	14,4	4,2	
puits ouvert dans le logement	30,8	59,8	8,1	1,3	
puits ouvert dans la cour/concession	46,2	37,2	10,7	5,9	
puits ouvert ailleurs	62,8	30,8	5,1	1,2	
puits couvert dans le logement	0,0	98,7	1,3	0,0	
puits couvert dans la cour/concession	70,8	28,5	,7	0,0	
puits protégé ailleurs	46,7	42,1	11,1	,1	
forage	53,9	41,3	4,1	,8	
source aménagée	73,4	23,1	3,1	,3	
source non aménagée	79,4	19,7	,5	,4	
fleuve/rivière/lac/barrage/eau de pluie	58,1	34,5	6,4	1,0	
camion citerne	0,0	0,0	0,0	0,0	
vendeurs ambulants (garoua)	31,1	35,3	22,3	11,4	
eau en bouteille	0,0	0,0	0,0	0,0	
mini aep	28,9	48,2	21,7	1,3	
eau de pluie	52,2	42,4	2,5	2,9	
autres	41,3	34,8	13,4	10,5	
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0	
Total	50,0	35,0	9,9	5,1	
principale source d'éclairage pou	r votre logeme	nt			
electricité	10,2	32,3	28,2	29,2	
générateur	21,8	36,4	36,2	5,6	
lampe à pétrole	50,1	41,1	8,6	,3	
lampe à pile	56,5	35,3	6,7	1,5	
autre	87,4	10,4	2,2	0,0	
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0	
Total	50,0	35,0	9,9	5,1	
le ménage est connecté au réseau	ı de téléphonie	e fixe de la S	onitel		
oui	0,0	2,6	23,7	73,7	
non	50,2	35,1	9,9	4,8	
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0	

	Classe d	e niveau de v	vie (pcexp) (en	ligne)
Approche monétaire	Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés
Total	50,0	35,0	9,9	5,1
ménage connecté à un réseau int	ernet			
oui	0,0	0,0	15,4	84,6
non	50,3	35,2	9,9	4,5
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1
le ménage est abonné aux chaîne	s de télévision	par câble, s	atellite ou ads	sl
oui	0,0	11,9	10,4	77,6
non	50,2	35,1	9,9	4,8
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1
premier combustible utilisé par le	ménage pour	la cuisine		
bois ramassé	56,3	36,0	6,5	1,2
bois achété	22,1	35,0	24,5	18,5
charbon de bois	19,1	25,3	25,2	30,4
gaz	0,0	0,0	5,3	94,7
électricité	0,0	0,0	35,2	64,8
pétrole	0,0	0,0	0,0	100,0
biomasse	85,7	4,8	9,5	0,0
autre	90,2	7,6	,8	1,4
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1
deuxième combustible utilisé par	le ménage poi	ur la cuisine		
aucune autre source	0,0	0,0	0,0	0,0
bois ramassé	59,3	16,4	14,9	9,4
bois achété	52,1	36,6	7,8	3,4
charbon de bois	6,0	29,7	20,8	43,5
gaz	0,0	0,0	20,0	80,0
electricité	0,0	0,0	23,3	76,7
pétrole	0,0	0,0	57,1	42,9
biomasse	52,3	37,8	7,9	1,9
autre	50,8	35,7	9,9	3,6
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1

	Classe de niveau de vie (pcexp) (en ligne)					
Approche monétaire	Classe des	Classe moyenne	Classe moyenne	Classe des plus		
	défavorisés	inférieure	supérieure	aisés		

mode d'évacuation des ordures r	nénagères			
dépotoir public/ container	19,5	27,2	23,4	29,9
ramassage privé	8,4	27,1	23,5	41,0
jetées par le ménage	51,8	35,9	9,1	3,2
brulées par le ménage	60,3	22,9	7,4	9,4
enterrées par le ménage	39,8	48,9	6,6	4,7
autre	55,8	34,0	9,4	,7
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1
type de sanitaire qu'utilise le mér		· · ·	·	<u> </u>
w c avec chasse eau	2,0	4,1	11,1	82,8
latrines améliorées couvertes	18,7	32,6	27,8	20,9
latrines améliorées non couvertes	27,0	36,9	23,8	12,3
fosse rudimentaire/trou court	34,9	38,2	15,8	11,0
aucune toilette (dans la nature)	57,8	35,4	5,9	,8
autre	13,6	14,4	72,0	0,0
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1
moyen qu'utilise le ménage pour	se débarrasse	r des excrén	nents	
camion vidangeur	6,5	18,4	25,2	49,9
transfert dans un trou	21,8	40,5	23,8	13,9
eau de pluie, cours d'eau	66,4	26,4	5,5	1,8
autre	56,5	35,2	7,0	1,3
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1
principal mode d'évacuation des	eaux usées du	ménage		
puisard (fosse moderne)	16,5	15,9	28,4	39,2
trou à ciel ouvert	35,1	31,4	24,3	9,2
caniveau	11,2	18,6	30,4	39,8
dans la nature	51,2	35,4	9,1	4,3
autre	37,1	38,6	18,8	5,5
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	50,0	35,0	9,9	5,1

Source : ECMVA 2011, INS

Tableau X 2: Incidence des classes de niveau de vie : approche non monétaire

Approche non monétaire		Classe	Classe de niveau de vie (icpb) (en ligne)			
		Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés	
Région	Agadez	14,8	43,3	15,9	26,0	
	Diffa	47,8	45,3	5,2	1,7	
	Dosso	57,6	36,0	4,0	2,4	
	Maradi	61,0	30,7	5,5	2,8	
	Tahoua	47,8	46,5	3,8	1,9	
	Tillabéri	47,8	48,2	2,1	1,9	
	Zinder	55,6	37,6	4,6	2,2	
	Niamey	1,2	28,9	29,4	40,4	
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2	
Milieu de résidence	Urbain	2,9	40,1	28,7	28,3	
	Rural	59,2	39,2	1,2	,3	
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2	
Milieu de résidence	Niamey	1,2	28,9	29,4	40,4	
	Autre urbain	3,8	45,9	28,4	21,8	
	Agricole	58,5	39,8	1,3	,4	
	Agropastorale	67,9	30,7	1,2	,1	
	Pastorale	41,4	57,3	,8	,5	
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2	
Genre du chef	masculin	50,4	39,0	5,6	5,1	
	féminin	39,0	44,2	10,5	6,3	
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2	
Education du chef	Rien ou préscolaire	55,9	38,7	4,0	1,4	
	Primaire	32,3	48,9	11,4	7,4	
	Secondaire premier cycle	7,6	44,7	23,1	24,6	
	Secondaire 2nd cycle	0,0	15,2	20,3	64,5	
	Supérieur	0,0	1,4	5,5	93,0	
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2	
Branche activité du chef	Agriculture	60,7	37,5	1,5	,4	
	Elevage/Sylv./pÃache	49,4	44,6	3,9	2,1	
	Industrie	21,4	48,3	15,0	15,4	
	Commerce	15,9	50,2	19,0	14,9	
	Transport	0,0	33,8	50,4	15,8	
	Education/santé	2,8	32,6	27,6	37,0	
	Services pers./domestique	35,0	52,0	10,6	2,4	
	Adm gén/télécom/fin/aut.	8,6	29,1	20,0	42,3	
	Total	50,1	39,1	5,8	4,9	
Secteur instit. du chef	Secteur public	1,3	22,5	23,8	52,5	
	Gde entse	1,0	29,7	27,6	41,7	
	Entse individuelle	53,2	39,6	4,8	2,4	
	Ménage	47,5	50,3	2,0	,2	

Approche non monétaire		Classe	de niveau d	e vie (icpb) (en ligne)
		Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés
	Total	50,1	39,1	5,8	4,9
groupe socioéconomique	Salarié public/privé	1,2	23,9	25,5	49,4
	Salarié privé ind.	46,9	37,8	10,8	4,4
	Indépendant Agr.	60,2	38,0	1,6	,2
	Indépendant non Ag.	22,1	49,6	16,6	11,7
	Sans emploi	36,4	44,3	9,4	9,8
	Total	49,6	39,3	6,0	5,1
Classe d'âge du chef	Moins de 25 ans	47,6	42,2	6,7	3,6
	25-34 ans	48,6	40,3	5,6	5,5
	35-44 ans	52,8	32,8	6,9	7,5
	45-54 ans	44,9	43,0	6,8	5,3
	55-64 ans	55,5	38,7	3,1	2,6
	65 ans et plus	42,2	52,7	3,9	1,2
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
Groupe de taille du ménage	une personne	49,7	38,1	7,2	5,0
	2 personnes	38,9	50,2	4,0	7,0
	3 à 5 pers	52,3	36,6	4,5	6,6
	6 à 9 pers	48,7	39,9	6,8	4,6
	10 à 14 pers	51,9	37,7	5,3	5,1
	15 pers et plus	29,8	58,8	6,5	4,9
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
type de logement actuel	appartement dans un immeuble, studio	5,1	3,0	11,9	80,0
	chambre (entrer/coucher)	58,0	34,5	6,5	1,0
	case traditionnelle	67,3	31,7	,8	,2
	maison individuelle de type traditionnel	48,1	44,4	5,5	2,0
	maison moderne dans une concession	20,2	20,4	22,0	37,4
	villa de type moderne	0,0	,4	11,2	88,4
	célibatérium	23,3	47,2	17,3	12,2
	autre	24,2	68,1	7,6	0,0
	manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
statut d'occupation actuel	propriétaire avec titre foncier/acte de propriété	13,4	47,3	18,2	21,2
	propriétaire sans titre foncier ni acte de propriété	58,0	39,0	2,1	,9
	copropriétaire/familiale avec titre foncier	13,5	57,4	16,9	12,2
	copropriétaire/familiale sans titre foncier	69,9	28,5	1,3	,3
	locataire	,7	30,9	33,2	35,2
	location vente	0,0	0,0	100,0	0,0

Approche non monétaire		Classe de niveau de vie (icpb) (en ligne)			
		Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés
	logé gratuitement (parents, amis)	18,5	59,2	16,2	6,0
	logement de fonction	0,0	26,4	18,2	55,4
	autre	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
principal matériau de	terre	51,4	42,9	4,3	1,4
construction des murs exterieurs	ciment béton	,3	8,0	34,0	57,7
	pierres	63,0	34,4	2,6	,0
	bois/ paille	66,7	33,2	,1	0,0
	tôle en métal	0,0	26,2	73,8	0,0
	briques cuites	2,9	46,9	22,6	27,5
	terre stabilisée	45,7	37,9	10,7	5,7
	autre	25,6	74,4	0,0	0,0
	manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
principal matériau du toit	tôle en métal	0,0	28,4	33,9	37,6
	tuile	0,0	47,9	10,1	42,0
	béton	0,0	7,9	28,1	63,9
	peau	44,9	55,1	0,0	0,0
	bois	44,2	43,9	8,9	3,0
	terre	51,8	44,5	2,7	1,0
	paille	70,3	29,3	,3	,0
	autre	32,7	67,3	0,0	0,0
	manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
principal matériel de	terre/sable	57,2	41,1	1,4	,3
construction du sol du logement	ciment/béton	,4	28,4	37,5	33,7
	carreaux/marbre	0,0	0,0	4,4	95,6
	moquette/ parquet ciré	0,0	33,2	32,5	34,2
	autre	32,6	67,4	0,0	0,0
	manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
le ménage est connecté au	oui	,0	15,4	27,1	57,4
réseau d'eau de la seen	non	53,1	41,1	4,4	1,3
	manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
principale source d'approvisionnement en eau	eau du robinet dans le logement	0,0	6,5	15,9	77,5
de boisson du ménage en saison sèch	eau du robinet dans la cour/concession	,2	21,3	30,3	48,1
	robinet du voisin	1,6	53,0	35,6	9,8

Approche non monétaire		Classe	de niveau d	e vie (icpb) (en ligne)
		Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés
	borne fontaine/robinet public	38,7	46,8	11,4	3,1
	puits ouvert dans le logement	9,8	90,2	0,0	0,0
	puits ouvert dans la cour/concession	26,4	73,3	0,0	,3
	puits ouvert ailleurs	65,3	34,5	,2	,1
	puits couvert dans le logement	64,0	36,0	0,0	0,0
	puits couvert dans la cour/concession	56,1	33,2	10,8	0,0
	puits protégé ailleurs	50,8	48,7	,5	0,0
	forage	62,5	35,8	1,6	0,0
	source aménagée	97,0	3,0	0,0	0,0
	source non aménagée	100,0	0,0	0,0	0,0
	fleuve/rivière/lac/barrage/eau de pluie	23,7	73,4	2,9	0,0
	camion citerne	0,0	0,0	0,0	0,0
	vendeurs ambulants (garoua)	7,9	50,7	31,4	10,0
	eau en bouteille	0,0	100,0	0,0	0,0
	mini aep	38,2	45,1	6,8	9,9
	eau de pluie	21,7	78,3	0,0	0,0
	autres	55,4	44,6	0,0	0,0
	manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
principale source	aucune autre source	0,0	0,0	0,0	0,0
d'approvisionnement en eau de boisson du ménage en saison de p	eau du robinet dans le logement	0,0	6,1	14,8	79,2
	eau du robinet dans la cour/concession	,1	20,2	30,6	49,1
	robinet du voisin	1,7	52,3	35,1	10,8
	borne fontaine/robinet public	38,3	46,9	11,7	3,1
	puits ouvert dans le logement	18,7	81,3	0,0	0,0
	puits ouvert dans la cour/concession	27,8	71,9	0,0	,3
	puits ouvert ailleurs	66,4	33,2	,2	,1
	puits couvert dans le logement	24,2	75,8	0,0	0,0
	puits couvert dans la cour/concession	75,2	24,8	0,0	0,0
	puits protégé ailleurs	49,2	50,3	,5	0,0
	forage	62,4	35,7	1,8	0,0
	source aménagée	78,3	21,7	0,0	0,0
	source non aménagée	49,0	51,0	0,0	0,0

Approche non monétair	Classe de niveau de vie (icpb) (en ligne)				
FF			Classe	Classe	
		Classe des	moyenne	moyenne	Classe des
	fleuve/rivière/lac/barrage/eau	défavorisés	inférieure	supérieure	plus aisés
	de pluie	51,0	48,0	1,0	0,0
	camion citerne	0,0	0,0	0,0	0,0
	vendeurs ambulants (garoua)	8,4	53,6	29,1	9,0
	eau en bouteille	0,0	0,0	0,0	0,0
	mini aep	34,1	50,8	6,2	8,9
	eau de pluie	53,9	46,1	0,0	0,0
	autres	42,7	39,4	8,9	9,1
	manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
principale source d'éclairage	electricité	0,0	29,7	31,6	38,6
pour votre logement	générateur	2,3	60,0	28,6	9,0
	lampe à pétrole	28,0	71,5	,5	0,0
	lampe à pile	58,5	39,7	1,8	
	autre				,1
	manquant	96,0	4,0	0,0	0,0
	Total	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
Source : ECMVA 2011, INS					
Tableau vc · Incidence des des	classes de niveau de vie : an	proche non	monétaire		
Tableau yc : Incidence des	classes de niveau de vie : ap	Classe des	le niveau de Classe moyenne	e vie (icpb) (e Classe moyenne	en ligne) Classe des
·		Classe des défavorisés	le niveau de Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés
le ménage est connecté au	classes de niveau de vie : ap	Classe des défavorisés 0,0	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure 2,6	Classe des plus aisés 97,4
·		Classe des défavorisés	le niveau de Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de	oui non manquant	Classe des défavorisés 0,0	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure 2,6	Classe des plus aisés 97,4
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de	oui non	Classe des défavorisés 0,0 49,7	Classe moyenne inférieure 0,0	Classe moyenne supérieure 2,6 6,0	Classe des plus aisés 97,4 4,8
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de la sonitel ménage connecté à un	oui non manquant	Classe des défavorisés 0,0 49,7 0,0	Classe moyenne inférieure 0,0 39,5	Classe moyenne supérieure 2,6 6,0 0,0	Classe des plus aisés 97,4 4,8 0,0
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de la sonitel	oui non manquant Total	Classe des défavorisés 0,0 49,7 0,0 49,5	Classe moyenne inférieure 0,0 39,5 0,0	Classe moyenne supérieure 2,6 6,0 0,0 6,0	Classe des plus aisés 97,4 4,8 0,0 5,2
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de la sonitel ménage connecté à un	oui non manquant Total	Classe des défavorisés 0,0 49,7 0,0 49,5 0,0	Classe moyenne inférieure 0,0 39,5 0,0 39,3	Classe moyenne supérieure 2,6 6,0 0,0 6,0 4,8	Classe des plus aisés 97,4 4,8 0,0 5,2 95,2
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de la sonitel ménage connecté à un	oui non manquant Total oui non	Classe des défavorisés 0,0 49,7 0,0 49,5 0,0 49,9	Classe moyenne inférieure 0,0 39,5 0,0 39,3 0,0 39,6	Classe moyenne supérieure 2,6 6,0 0,0 6,0 4,8 6,0	Classe des plus aisés 97,4 4,8 0,0 5,2 95,2 4,5 0,0
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de la sonitel ménage connecté à un réseau internet	oui non manquant Total oui non manquant	Classe des défavorisés 0,0 49,7 0,0 49,5 0,0 49,9 0,0 49,5	Classe moyenne inférieure 0,0 39,5 0,0 39,3 0,0 39,6 0,0	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés 97,4 4,8 0,0 5,2 95,2 4,5 0,0 5,2
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de la sonitel ménage connecté à un réseau internet le ménage est abonné aux chaînes de télévision par	oui non manquant Total oui non manquant Total	Classe des défavorisés 0,0 49,7 0,0 49,5 0,0 49,9	Classe moyenne inférieure 0,0 39,5 0,0 39,3 0,0 39,6 0,0 39,3	Classe moyenne supérieure 2,6 6,0 0,0 6,0 4,8 6,0 0,0	Classe des plus aisés 97,4 4,8 0,0 5,2 95,2 4,5 0,0 5,2 85,5
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de la sonitel ménage connecté à un réseau internet	oui non manquant Total oui non manquant Total oui	Classe des défavorisés 0,0 49,7 0,0 49,5 0,0 49,9 0,0 49,5 0,0 49,7	Classe moyenne inférieure 0,0 39,5 0,0 39,6 0,0 39,3 0,0 39,3 0,0 39,3 0,0 39,5	Classe moyenne supérieure 2,6 6,0 0,0 6,0 4,8 6,0 0,0 6,0 14,5 5,9	Classe des plus aisés 97,4 4,8 0,0 5,2 95,2 4,5 0,0 5,2 85,5 4,8
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de la sonitel ménage connecté à un réseau internet le ménage est abonné aux chaînes de télévision par	oui non manquant Total oui non manquant Total oui non	Classe des défavorisés 0,0 49,7 0,0 49,5 0,0 49,9 0,0 49,5 0,0 49,7 0,0	Classe moyenne inférieure 0,0 39,5 0,0 39,6 0,0 39,3 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 0,0 39,5 0,0	Classe moyenne supérieure 2,6 6,0 0,0 6,0 0,0 6,0 14,5 5,9 0,0	Classe des plus aisés 97,4 4,8 0,0 5,2 95,2 4,5 0,0 5,2 85,5 4,8 0,0
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de la sonitel ménage connecté à un réseau internet le ménage est abonné aux chaînes de télévision par	oui non manquant Total oui non manquant Total oui non manquant Total oui non manquant	Classe des défavorisés 0,0 49,7 0,0 49,5 0,0 49,9 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5	Classe moyenne inférieure 0,0 39,5 0,0 39,3 0,0 39,3 0,0 39,5 0,0 39,3 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5	Classe moyenne supérieure 2,6 6,0 0,0 6,0 4,8 6,0 0,0 6,0 14,5 5,9 0,0 6,0	Classe des plus aisés 97,4 4,8 0,0 5,2 95,2 4,5 0,0 5,2 85,5 4,8 0,0 5,2
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de la sonitel ménage connecté à un réseau internet le ménage est abonné aux chaînes de télévision par câble, satellite ou adsl	oui non manquant Total oui non manquant Total oui non manquant Total oui non manquant Total Total	Classe des défavorisés 0,0 49,7 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5 58,6	Classe moyenne inférieure 0,0 39,5 0,0 39,6 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,3 39,2	Classe moyenne supérieure 2,6 6,0 0,0 6,0 0,0 6,0 14,5 5,9 0,0 6,0 1,2	Classe des plus aisés 97,4 4,8 0,0 5,2 95,2 4,5 0,0 5,2 85,5 4,8 0,0 5,2 1,0
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de la sonitel ménage connecté à un réseau internet le ménage est abonné aux chaînes de télévision par câble, satellite ou adsl premier combustible utilisé	oui non manquant Total oui non manquant Total oui non manquant Total oui non manquant Total bois ramassé bois acheté	Classe des défavorisés 0,0 49,7 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,7 0,0 49,7 0,0 6,0	Classe moyenne inférieure 0,0 39,5 0,0 39,6 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 43,3 39,2 43,3	Classe moyenne supérieure 2,6 6,0 0,0 6,0 4,8 6,0 0,0 6,0 14,5 5,9 0,0 6,0 1,2 26,6	Classe des plus aisés 97,4 4,8 0,0 5,2 95,2 4,5 0,0 5,2 85,5 4,8 0,0 5,2 1,0 19,5
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de la sonitel ménage connecté à un réseau internet le ménage est abonné aux chaînes de télévision par câble, satellite ou adsl premier combustible utilisé	oui non manquant Total oui non manquant Total oui non manquant Total oui non manquant Total bois ramassé bois acheté charbon de bois	Classe des défavorisés 0,0 49,7 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,7 0,0 49,7 0,0 37,8	Classe moyenne inférieure 0,0 39,5 0,0 39,6 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,3 39,2 43,3 9,1	Classe moyenne supérieure 2,6 6,0 0,0 6,0 4,8 6,0 0,0 6,0 14,5 5,9 0,0 6,0 1,2 26,6 15,7	Classe des plus aisés 97,4 4,8 0,0 5,2 95,2 4,5 0,0 5,2 85,5 4,8 0,0 5,2 1,0 19,5 37,5
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de la sonitel ménage connecté à un réseau internet le ménage est abonné aux chaînes de télévision par câble, satellite ou adsl premier combustible utilisé	oui non manquant Total oui non manquant Total oui non manquant Total oui non manquant Total bois ramassé bois acheté charbon de bois gaz	Classe des défavorisés 0,0 49,7 0,0 49,5 0,0 49,9 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 37,8 0,0	Classe moyenne inférieure 0,0 39,5 0,0 39,3 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,3 39,2 43,3 9,1 0,0	Classe moyenne supérieure 2,6 6,0 0,0 6,0 4,8 6,0 0,0 6,0 14,5 5,9 0,0 6,0 1,2 26,6 15,7 ,0	Classe des plus aisés 97,4 4,8 0,0 5,2 95,2 4,5 0,0 5,2 85,5 4,8 0,0 5,2 1,0 19,5 37,5 100,0
le ménage est connecté au réseau de téléphonie fixe de la sonitel ménage connecté à un réseau internet le ménage est abonné aux chaînes de télévision par câble, satellite ou adsl premier combustible utilisé	oui non manquant Total oui non manquant Total oui non manquant Total oui non manquant Total bois ramassé bois acheté charbon de bois	Classe des défavorisés 0,0 49,7 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,5 0,0 49,7 0,0 49,7 0,0 37,8	Classe moyenne inférieure 0,0 39,5 0,0 39,6 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,5 0,0 39,3 39,2 43,3 9,1	Classe moyenne supérieure 2,6 6,0 0,0 6,0 4,8 6,0 0,0 6,0 14,5 5,9 0,0 6,0 1,2 26,6 15,7	Classe des plus aisés 97,4 4,8 0,0 5,2 95,2 4,5 0,0 5,2 85,5 4,8 0,0 5,2 1,0 19,5 37,5

Approche non monétair	·e	Classe	de niveau d	e vie (icpb) (en ligne)
			Classe	Classe	
		Classe des défavorisés	moyenne inférieure	moyenne supérieure	Classe des plus aisés
	biomasse	56,7	43,3	0,0	0,0
	autre	79,6	19,3	,8	,3
	manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
deuxième combustible utilisé par le ménage pour la cuisine	aucune autre source	0,0	0,0	0,0	0,0
par lo monago podr la odiomo	bois ramassé	46,6	41,2	8,3	3,9
	bois acheté	30,8	64,1	2,8	2,3
	charbon de bois	,9	23,1	34,7	41,3
	gaz	0,0	0,0	9,3	90,7
	électricité	0,0	23,3	0,0	76,7
	pétrole	0,0	9,8	39,9	50,3
	biomasse	59,0	37,7	1,3	2,0
	autre	52,8	36,7	6,4	4,0
	manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
mode d'évacuation des	dépotoir public/ container	,2	35,9	29,3	34,6
ordures ménagères	ramassage privé	3,0	21,9	24,7	50,4
	jetées par le ménage	54,1	38,7	4,8	2,4
	brulées par le ménage	41,2	45,4	7,0	6,4
	enterrées par le ménage	41,6	49,0	1,2	8,2
	autre	41,4	51,1	3,8	3,8
	manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
type de sanitaire qu'utilise le	w c avec chasse eau	0,0	,9	10,9	88,2
ménage	latrines améliorées				·
	couvertes	1,9	40,4	30,5	27,2
	latrines améliorées non couvertes	16,5	44,5	23,5	15,4
	fosse rudimentaire/trou court	13,8	59,2	18,1	9,0
	aucune toilette (dans la nature)	61,9	37,7	,4	,0
	autre	0,0	33,7	59,0	7,2
	manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
moyen qu'utilise le ménage	camion vidangeur	0,0	11,5	23,0	65,4
pour se débarrasser des excréments	transfert dans un trou	8,1	52,0	28,9	11,0
	eau de pluie, cours d'eau	39,3	54,8	4,7	1,2
	autre	59,1	38,5	1,4	1,0
	manquant	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2
principal mode d'évacuation	puisard (fosse moderne)	18,3	5,8	23,1	52,9
des eaux usées du ménage	trou à ciel ouvert	15,3	59,7	14,4	10,5
	caniveau	0,0	17,9	49,6	32,5

Approche non monétaire		Classe de niveau de vie (icpb) (en ligne)				
	C d		Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés	
	dans la nature	51,2	39,3	5,2	4,2	
	autre	31,3	54,6	9,7	4,3	
	manquant	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Total	49,5	39,3	6,0	5,2	

Tableau X 3: Incidence des classes de niveau de vie selon l'approche monétaire

Tableau X 3: Incidence des classe						
				: Approche		
	Classe des	onétaire (I Classe	Classe	Classe	Classe	Total
	défavorisés	moyenne	moyenne	moyenne	des	Total
	uciavorises	moyemic	inférieure	supérieure	plus	
				superioure	aisés	
	1	Région				
Agadez	1,20	3,71	2,47	8,06	11,25	2,84
Diffa	2,42	4,55	4,35	5,25	2,78	3,40
Dosso	13,06	11,53	11,43	11,91	5,99	12,02
Maradi	23,88	16,82	17,95	12,84	8,75	19,94
Tahoua	18,90	20,26	20,82	18,29	12,70	19,19
Tillabéry	18,48	14,39	14,91	12,57	8,17	16,12
Zinder	20,79	21,22	22,51	16,67	12,02	20,54
Niamey	1,26	7,52	5,56	14,42	38,35	5,96
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	Milio	eu de résido	ence			
Urbain	6,36	22,66	16,70	43,69	76,83	17,26
Rural	93,64	77,34	83,30	56,31	23,17	82,74
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	Mili	eu de résido	ence			
Niamey	1,26	7,52	5,56	14,42	38,35	5,96
Autre urbain	5,10	15,14	11,13	29,27	38,48	11,31
Agricole	55,54	55,26	58,64	43,31	17,76	53,49
Agropastorale	28,40	15,32	17,11	9,03	2,48	21,21
Pastorale	9,71	6,77	7,56	3,97	2,93	8,04
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	Genre c	lu chef				
Masculin	93,59	92,05	92,34	91,01	87,49	92,59
Féminin	6,41	7,95	7,66	8,99	12,51	7,41
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Education du chef						
Rien ou préscolaire	88,12	79,72	84,29	63,61	40,35	81,92
Primaire	9,98	10,47	8,78	16,45	11,92	10,30
Secondaire premier cycle	1,81	7,92	6,11	14,34	17,38	5,35
Secondaire second cycle	0,08	1,31	0,74	3,32	8,54	1,06

		Classe de niv nonétaire (H		: Approche		
	Classe des défavorisés	Classe moyenne	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus	Total
Supérieur	0,00	0,58	0,10	2,28	aisés 21,81	1,37
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	Branche acti	,		100,00	100,00	100,00
Agriculture	86,30	68,85	74,58	48,62	25,47	75,36
Elevage/Sylv,/pêche	2,21	3,52	3,52	3,50	0,52	2,71
Industrie	3,12	5,93	4,98	9,28	11,49	4,81
Commerce	3,26	9,43	7,41	16,56	21,04	6,94
Transport	0,51	2,16	1,83	3,32	5,73	1,52
Education/santé	0,18	2,89	1,82	6,69	9,71	1,88
Services pers, /domestique	2,95	2,95	3,35	1,55	2,60	2,93
Adm gén/télécom/fin/aut	1,49	4,27	2,51	10,47	23,43	3,85
Total	100	100	100	100	100	100
	Secteur in	stitutionne	l du chef			
Secteur public	0,34	4,48	2,99	9,74	24,22	3,41
Grande entreprise	0,34	2,63	1,17	7,79	11,53	1,94
Entreprise individuelle	95,89	90,69	93,17	81,95	62,64	91,87
Ménage	3,43	2,19	2,67	0,53	1,61	2,78
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	Groupe socio	économiqu	ie			
Salarié public/privé	0,65	6,87	4,13	16,55	35,33	5,21
Salarié privé ind,	6,26	6,43	6,85	4,93	3,85	6,21
Indépendant Agr,	80,78	62,08	67,23	43,87	16,65	69,11
Indépendant non Ag,	9,24	19,13	16,19	29,55	35,52	15,02
Sans emploi	3,07	5,49	5,60	5,10	8,65	4,44
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	Classe d'âg	1			Γ	
Moins de 25 ans	1,32	0,33	2,41	3,27	3,06	1,99
25-34 ans	13,17	2,85	19,49	25,98	26,66	17,34
35-44 ans	30,05	31,77	22,15	22,93	24,38	26,29
45-54 ans	26,09	40,51	22,73	21,27	20,87	24,17
55-64 ans	17,01	18,70	19,33	16,71	19,28	17,91
65 ans et plus	12,36	5,84	13,88	9,84	5,75	12,31
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	taille du	ménage			T	
une personne	0,07	0,33	0,18	0,86	1,15	0,24
2 personnes	0,13	2,85	2,25	4,99	7,74	1,74
3 à 5 pers	13,77	31,77	29,66	39,19	43,87	23,39
6 à 9 pers	45,18	40,51	40,97	38,87	34,62	42,54
10 à 14 pers	29,95	18,7	20,56	12,12	10,95	23,93

		lasse de ni nonétaire (l	veau de vie	: Approche		
	Classe des	Classe	Classe	Classe	Classe	Total
	défavorisés	moyenne	moyenne	moyenne	des	
			inférieure	supérieure	plus aisés	
15pers et plus	10,9	5,84	6,38	3,96	1,68	8,16
Total	100	100	100	100	100	100
	type de loger	ment actue			1	
appartement dans un immeuble, studio	0,00	0,03	0,04	0,00	1,53	0,09
chambre (entrer/coucher)	6,16	7,72	7,15	9,73	3,07	6,71
case traditionnelle	28,24	17,00	18,98	10,02	1,86	21,85
maison individuelle de type traditionnel	60,26	62,21	63,72	56,86	35,70	59,88
maison moderne dans une						
concession	1,11	5,48	4,22	9,91	23,47	4,21
villa de type moderne	0,00	1,46	0,51	4,79	21,97	1,77
célibatérium	3,79	5,97	5,23	8,60	12,34	5,20
autre	0,44	0,13	0,14	0,09	0,07	0,28
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	statut d'occuj	pation actu	el		r	
propriétaire avec titre	8,50	11,18	8,51	20,60	30,30	10,81
propriétaire sans titre	70,44	64,54	69,26	47,87	24,54	65,46
copropriétaire/familiale	0,91	2,77	2,36	4,24	3,69	1,89
copropriétaire/familiale	16,63	9,86	10,40	7,95	3,33	12,91
locataire	0,72	5,21	3,68	10,63	28,08	4,13
location vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,08	0,00
logé gratuitement	2,74	5,70	5,51	6,38	7,09	4,29
logement de fonction	0,05	0,74	0,28	2,33	2,89	0,50
autre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	100	100	100	100	100	100
principal maté	riau de consti	ruction des	murs extér	ieurs	T	
terre	77,78	77,78	80,70	67,51	38,15	75,77
ciment béton	0,56	7,60	4,62	18,13	55,37	6,51
pierres	3,15	3,78	3,84	3,57	0,43	3,30
bois/ paille	15,91	7,68	8,32	5,41	0,37	11,42
tôle en métal	0,00	0,05	0,04	0,09	0,17	0,03
briques cuites	0,48	1,12	0,49	3,32	3,29	0,91
terre stabilisée	1,73	1,57	1,52	1,75	2,17	1,68
autre	0,39	0,42	0,48	0,22	0,05	0,39
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	principal mat	é <mark>riau du t</mark> o	oit			
en métal	2,51	14,63	9,94	31,15	56,24	10,69

			veau de vie	: Approche		
	Classe des	onétaire (I Classe	Classe	Classe	Classe	Total
	défavorisés	moyenne	moyenne	moyenne	des	Total
		v	inférieure	supérieure	plus aisés	
tuile	0,06	0,43	0,51	0,16	3,45	0,40
béton	0,00	0,23	0,23	0,23	3,68	0,29
peau	0,33	0,49	0,45	0,64	0,00	0,39
bois	6,19	5,87	5,42	7,42	6,34	6,05
terre	60,61	61,15	63,81	51,79	27,25	59,16
paille	29,94	16,84	19,22	8,45	3,01	22,68
autre	0,37	0,36	0,41	0,15	0,03	0,34
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
principal mate	ériel de consti	ruction du	sol du logen	nent	•	
terre/sable	95,89	82,39	88,09	62,28	24,01	86,17
ciment/béton	3,13	17,00	11,55	36,24	62,11	12,36
carreaux/marbre	0,00	0,16	0,03	0,62	12,29	0,70
moquette/ parquet cir	0,19	0,34	0,20	0,86	1,48	0,33
autre	0,78	0,10	0,13	0,00	0,11	0,44
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
le ménage e	st connecté au	ı réseau d'o	eau de la sec	en		
oui	0,77	7,84	4,35	20,17	57,01	6,8
non	99,23	92,16	95,65	79,83	42,99	93,2
manquant	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Total	100	100	100	100	100	100
principale source d'approvisi	onnement en	eau de bois	son du mén	age en saiso	n sèche	
eau du robinet dans le						
logement	0,10	1,42	0,97	2,98	19,07	1,65
eau du robinet dans la concession	1,08	6,91	3,71	18,18	39,70	5,66
robinet du voisin	0,62	2,01	1,75	2,94	2,59	1,35
TODINEL UU VOISIN	0,02	2,01	1,/3	۵,74	4,37	1,33
borne fontaine/robine	16,17	22,17	20,70	27,32	15,45	18,83
puits ouvert dans le logement	0,13	0,48	0,51	0,39	0,08	0,28
puits ouvert dans la	2.04	2.25	2.26	2.21	2.25	0.15
concession	2,04	2,25	2,26	2,21	2,35	2,15
puits ouvert ailleurs	50,95	34,60	38,46	21,00	9,87	41,52
puits couvert dans le logement	0,16	0,10	0,13	0,01	0,00	0,12
puits couvert dans la	0,10	U,1U	0,10	0,01	3,00	U,12
concession	0,77	0,78	0,71	1,01	0,32	0,75
puits protégé ailleurs	4,43	5,54	5,70	4,98	0,08	4,71
forage	17,73	14,99	17,30	6,87	2,14	15,71
source aménagée	0,44	0,02	0,02	0,00	0,00	0,23
source non aménagée	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01
fleuve/rivière/lac	2,54	2,27	2,37	1,91	1,34	2,36

		nonétaire (l	En colonne)			
	Classe des	Classe	Classe	Classe	Classe	Total
	défavorisés	moyenne	moyenne	moyenne	des	
			inférieure	supérieure	plus aisés	
vendeurs ambulants	1,20	3,43	2,69	6,05	6,07	2,45
eau en bouteille	0,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,20
mini aep	1,02	2,09	1,84	2,98	0,42	1,47
eau de pluie	0,00	0,38	0,49	0,00	0,51	0,20
autres	0,22	0,57	0,39	1,18	0,00	0,37
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
principale source d'appro	ovisionnement e	n eau de bo	isson du mo	énage en sais	son de	
	plu		T	T	T	
aucune autre source	5,84	7,70	7,12	9,77	15,63	7,17
eau du robinet dans le	0.10	1.02	0.75	2.00	10.70	1.16
logement eau du robinet dans la	0,10	1,02	0,75	2,00	12,78	1,16
eau du robinet dans la concession	0,77	6,50	3,53	16,97	34,87	5,08
robinet du voisin	0,77	1,87	1,68	2,51	2,48	1,20
TODINGE UU YUISIII	0,70	1,07	1,00	2,31	2,70	1,20
borne fontaine/robine	14,44	19,88	18,58	24,46	13,91	16,86
puits ouvert dans le logement	0,18	0,45	0,50	0,24	0,08	0,29
puits ouvert dans la	4.00		0.45			
concession	1,89	2,18	2,17	2,21	2,35	2,04
puits ouvert ailleurs	41,66	26,52	29,20	17,06	8,06	33,15
puits couvert dans le logement	0,00	0,13	0,17	0,01	0,00	0,06
puits couvert dans la						
concession	0,79	0,36	0,46	0,04	0,00	0,56
puits protégé ailleurs	4,25	5,39	5,48	5,07	0,08	4,55
forage	15,15	14,19	16,58	5,74	2,14	14,06
source aménagée	0,67	0,27	0,30	0,14	0,03	0,46
source non aménagée	2,19	0,62	0,78	0,07	0,10	1,38
fleuve/rivière/lac	7,87	6,16	6,67	4,34	1,34	6,77
vendeurs ambulants	1,44	2,97	2,33	5,20	5,21	2,32
eau en bouteille	0,93	2,51	2,23	3,53	0,42	1,62
mini aep	0,93	0,89	1,08	0,23	0,51	0,89
eau de pluie	0,40	0,36	0,37	0,32	0,00	0,36
autres	0,01	0,04	0,03	0,09	0,00	0,03
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	e source d'éclair					<u> </u>
électricité	2,62	17,29	11,84	36,49	73,66	12,82
générateur	0,68	2,52	1,62	5,70	1,73	1,56
lampe à pétrole	2,49	2,75	2,92	2,15	0,13	2,49
lampe à pile	93,47	77,33	83,49	55,58	24,48	82,71
_ · · F · · · · F · · · ·	1 7	1	,	, =	,	,· -

			veau de vie En colonne)	: Approche		
	Classe des défavorisés	Classe moyenne	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés	Total
autre	0,73	0,12	0,12	0,09	0,00	0,42
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
le ménage est c	onnecté au réseau	ı de télépho	onie fixe de l	la Sonitel	r	
oui	0,00	0,21	0,03	0,86	5,23	0,36
non	100,00	99,79	99,97	99,14	94,77	99,64
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
m	énage connecté à	un réseau	internet			
oui	0,00	0,23	0,00	1,06	11,36	0,68
non	100,00	99,77	100,00	98,94	88,64	99,32
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
le ménage est abonn	ié aux chaînes de	télévision p	par câble, sa	itellite ou ad	sl	
oui	0,00	0,22	0,15	0,47	6,83	0,45
non	100,00	99,78	99,85	99,53	93,17	99,55
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
premier con	ıbustible utilisé p	ar le ména	ge pour la c	uisine		
bois ramassé	88,68	74,50	80,92	51,87	19,20	78,78
bois acheté	8,10	24,23	18,30	45,17	66,61	18,32
charbon de bois	0,25	0,73	0,47	1,65	3,88	0,65
gaz	0,00	0,05	0,00	0,23	7,98	0,43
électricité	0,00	0,10	0,00	0,43	1,55	0,12
pétrole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,46	0,02
biomasse	0,99	0,18	0,08	0,55	0,00	0,58
autre	1,98	0,18	0,21	0,07	0,23	1,08
manquant	0,00	0,03	0,03	0,02	0,08	0,02
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	mbustible utilisé	par le ména	age pour la	cuisine	•	·
aucune autre source	45,36	55,59	56,61	51,99	30,60	49,21
bois ramassé	3,49	2,05	1,38	4,43	5,47	2,94
bois acheté	11,40	10,81	11,45	8,58	7,42	10,94
charbon de bois	0,23	2,15	1,62	4,00	16,36	1,91
gaz	0,00	0,43	0,00	1,94	15,09	0,96
électricité	0,00	0,01	0,00	0,07	0,43	0,03
pétrole	0,00	0,13	0,00	0,57	0,84	0,10
biomasse	14,03	13,63	14,48	10,66	5,12	13,40
autre	15,48	8,29	8,68	6,92	2,15	11,57
manquant	10,00	6,91	5,79	10,86	16,54	8,94
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	e d'évacuation de			100,00	1 100,00	100,00
dépotoir public/ con	0,77	2,22	1,53	4,65	11,62	1,97

					veau de v En colonn		Approc	he		
	Classe défavo	des	Classe moyer	e	Classe moyenn inférieu	ie i	Classe moyenn supérie		Classe des plus aisés	Total
ramassage privé	0,65		4,31		2,96	٥	9,06		30,91	3,83
jetées par le ménage	84,94		82,18		84,14	,	75,26		51,91	82,02
brulées par le ménage	2,51		1,40		1,36		1,54		3,86	2,08
enterrées par le ménage	0,35		0,54		0,61	(0,29		0,40	0,43
autre	10,65		9,17		9,16	Ģ	9,19		1,30	9,51
manquant	0,15		0,18		0,24	(0,00		0,00	0,16
Total	100,00		100,00)	100,00		100,00		100,00	100,00
t	ype de sanita	ire qu	ı'utilis	e le 1	nénage					
w c avec chasse eau	0,05		0,46		0,16		1,51		21,94	1,35
latrines améliorées c	2,97		10,66		7,40	2	22,19		32,60	7,93
latrines améliorées n	4,21		10,54		8,22	-	18,73		18,84	7,80
fosse rudimentaire/tr	4,57		7,86		7,13		10,44		14,16	6,53
aucune toilette (dans	88,14		70,08 0,37		77,01		45,62		12,45	76,18
autre	0,06	 			0,09		1,36		0,00	0,19
manquant	0,00		0,03		0,00		0,15		0,00	0,02
Total	100,00		100,00		100,00 100,00 rasser des excréments			100,00	100,00	
)alla				•	50.00	10.70
camion vidangeur	4,90		14,43		10,18		20,78		50,00	18,70
transfert dans un trou	47,84 19,99		62,04 4,24		65,29 5,85		57,21 1,83		40,61 0,70	54,50 7,50
eau de pluie, cours d	27,27		19,29		18,68					
autre manawant	0,00		0,00		0,00		20,18 0,00		8,28 0,41	19,22 0,08
manquant Total	100,00		100,00	<u> </u>	100,00		100,00		100,00	100,00
Total principal	mode d'évac				,				100,00	100,00
puisard (fosse moderne)	0,46		1,38		0,63		4,00		10,77	1,40
trou à ciel ouvert	1,28		2,27		1,64		1,00 4,49		3,32	1,83
caniveau	0,13		0,64		0,31		1,81		4,62	0,59
dans la nature	96,98		93,74		95,72		86,79		79,63	94,65
autre	1,14		1,96		1,69		2,91		1,66	1,54
Total	100,00		100,00)	100,00		100,00		100,00	100,00
Consommation classe mo	, ,				100,00	-	100,00		100,00	100,00
	Salarié	Salar	rié l	[ndé	-		Indépend Sa			Total
	public/ privé	privé indép dant	pen	nt Aş	- '	ant agr	non	em	ploi	

Alimentation et	0,56	0,66	0,69	0,60	0,64	0,66
boissons non alcoolisées						
Boissons alcoolisées et	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
tabac						
Habillement et	0,08	0,08	0,09	0,08	0,07	0,08
chaussure						
Logement et électricité	0,14	0,12	0,07	0,13	0,13	0,09
Meubles articles de	0,05	0,04	0,05	0,05	0,04	0,05
ménages et entretien						
Santé	0,03	0,02	0,03	0,04	0,06	0,03
Transport	0,04	0,02	0,03	0,04	0,02	0,03
Communication	0,04	0,02	0,01	0,03	0,02	0,02
Loisir, culture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Education	0,02	0,01	0,00	0,01	0,01	0,00
Restaurant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services divers,	0,02	0,01	0,01	0,02	0,01	0,01

Consommation classe moyenne inférieure : Approche monétaire

	Salarié public/p	Salarié privé indépend ant	Indépend ant Agr,	Indépend ant non agr	Sans emploi	Total
Alimentation et boissons	0,58	0,68	0,70	0,62	0,66	0,68
non alcoolisées Boissons alcoolisées et tabac	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Habillement et chaussure	0,08	0,08	0,09	0,08	0,06	0,08
Logement et électricité	0,14	0,12	0,07	0,12	0,12	0,09
Meubles articles de ménages et entretien	0,05	0,04	0,05	0,05	0,04	0,05
Santé	0,03	0,02	0,03	0,03	0,06	0,03
Transport	0,04	0,02	0,02	0,04	0,01	0,03
Communication	0,04	0,02	0,01	0,03	0,02	0,02
Loisir, culture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Education	0,02	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00
Restaurant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services divers,	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01

Consommation classe moyenne supérieure : Approche monétaire

Consommation de la classe moyenne Supérieur	Salarié public/privé	Salarié privé in	Indépenda nt Agr,	Indépenda nt non agr	Sans emplo i	T o t a l
Alimentation et boissons non	0,43		0,56	0,48	0,40	0
alcoolisées						,
Boissons alcoolisées et tabac	0,01		0,01	0,01	0,01	0
Habillement et chaussure	0,07		0,11	0,08	0,05	0
Logement et électricité	0,17		0,08	0,15	0,20	0
Meubles articles de ménages	0,06		0,06	0,06	0,04	0
et entretien						,
Santé	0,03		0,07	0,06	0,10	0
Transport	0,07		0,05	0,06	0,04	0
Communication	0,06		0,03	0,05	0,04	0
Loisir, culture	0,00		0,00	0,00	0,00	0
Education	0,03		0,00	0,02	0,06	0
Restaurant	0,01		0,00	0,01	0,01	0

Source: ECVMA, 2011, INS

Tableau X 4: Incidence des classes de niveau de vie selon l'approche non monétaire

		Classe de niv	eau de vie : Ap	proche non m	onétaire			
	Classe des défavorisés	Classe moyenne	Classe moyenne	Classe moyenne	Classe des plus	Total		
			inférieure	supérieure	aisés			
		Région				1		
Agadez	0,85	3,70	3,12	7,55	14,32	2,84		
Diffa	3,28	3,78	3,91	2,97	1,09	3,40		
Dosso	13,99	10,60	10,99	8,08	5,50	12,02		
Maradi	24,56	15,92	15,55	18,37	10,89	19,94		
Tahoua	18,55	21,30	22,71	12,05	6,92	19,19		
Tillabéry	15,55	17,89	19,73	5,79	5,95	16,12		
Zinder	23,08	19,12	19,61	15,91	8,61	20,54		
Niamey	0,15	7,67	4,38	29,29	46,72	5,96		
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		
	N	Milieu de rési	dence					
Urbain	1,02	26,21	17,58	82,99	94,57	17,26		
Rural	98,98	73,79	82,42	17,01	5,43	82,74		
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		
Milieu de résidence								
Niamey	0,15	7,67	4,38	29,29	46,72	5,96		
Autre urbain	0,87	18,54	13,20	53,71	47,86	11,31		

		Classe de niv	eau de vie : Ap	proche non m	onétaire	
	Classe des	Classe	Classe	Classe	Classe	Total
	défavorisés	moyenne	moyenne	moyenne	des plus	
Agricale	63,16	48,55	inférieure 54,17	supérieure 11,62	aisés 4,00	53,49
Agricole	29,09	14,94	16,54	4,36	0,59	21,21
Agropastorale	6,73	10,30	11,71	1,03	0,84	8,04
Pastorale	100,00	10,30	100,00	100,00	100,00	100,00
Total		enre du chef	100,00	100,00	100,00	100,00
Masculin	94,17	91,06	91,68	87,00	90,90	92,59
Féminin	5,83	8,94	8,32	13,00	9,10	7,41
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Total		· ·	· ·	100,00	100,00	100,00
D:		cation du che		54.70	21.64	01.02
Rien ou préscolaire	92,47	77,25	80,67	54,72	21,64	81,92
Primaire	6,71	13,71	12,80	19,71	14,84	10,30
Secondaire premier cycle	0,82	8,00	6,07	20,69	25,53	5,35
Secondaire second cycle	0,00	0,83	0,41	3,60	13,31	1,06
Supérieur	0,00	0,21	0,05	1,27	24,68	1,37
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	Branch	e activité du	chef			
Agriculture	90,15	66,26	72,59	24,64	13,38	75,36
Elevage/Sylv,/pêche	2,70	2,90	3,07	1,78	1,12	2,71
Industrie	2,08	6,71	5,90	12,03	14,31	4,81
Commerce	2,23	10,59	8,85	21,99	20,08	6,94
Transport	0,00	2,81	1,30	12,77	4,66	1,52
Education/santé	0,11	2,50	1,56	8,69	13,52	1,88
Services pers, /domestique	2,07	4,06	3,88	5,21	1,35	2,93
Adm gén/télécom/fin/aut	0,67	4,17	2,85	12,88	31,58	3,85
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
		ır institutionı		100,00	100,00	100,00
Contain mulic	0,09	3,48	1,95	13,56	34,72	3,41
Secteur public	0,04	2,45	1,46	8,94	15,69	1,94
Grande entreprise	97,2	90,86	93,03	76,56	49,49	91,87
Entreprise individuelle	2,67	3,21	3,55	0,94	0,1	2,78
Ménage		100				_
Total	100 Groupe	socioéconom	100	100	100	100
				22.16	50.00	5 21
Salarié public/privé	0,13	5,68	3,17	22,16	50,00	5,21
Salarié privé ind,	5,89	6,68	5,98	11,23	5,31	6,21
Indépendant Agr,	84,02	60,40	66,87	17,96	2,21	69,11
Indépendant non Ag,	6,70	21,97	18,97	41,66	34,03	15,02
Sans emploi	3,26	5,27	5,01	6,99	8,45	4,44
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	1	e d'âge du ch	1	1	T	
Moins de 25 ans	1,69	2,48	2,66	1,31	0,46	1,99
25-34 ans	16,66	18,69	18,58	19,42	12,05	17,34

		Classe de niv	eau de vie : Ap	proche non m	onétaire	
	Classe des	Classe	Classe	Classe	Classe	Total
	défavorisés	moyenne	moyenne	moyenne	des plus	
35-44 ans	25,82	26,62	inférieure 26,92	supérieure 24,65	aisés 27,82	26,29
45-54 ans	25,78	21,16	20,32	27,92	35,12	24,17
55-64 ans	16,25	19,68	19,59	20,25	18,27	17,91
65 ans et plus	13,80	11,36	12,11	6,46	6,28	12,31
Total	100,00	100,00	100,00		100,00	· ·
Total		100,00 le du ménage	, ,	100,00	100,00	100,00
	0,15	0,35	0,36	0,26	0,23	0,24
une personne	1,84	1,58	1,62	1,30	2,23	1,74
2 personnes	23,00	24,07	23,71	26,46	21,05	23,39
3 à 5 pers	44,58	40,35	40,75	37,77	42,25	42,54
6 à 9 pers	24,03	23,90	23,15	28,79	23,22	23,93
10 à 14 pers	6,40	9,75	10,41	5,41	11,02	
15pers et plus		1			- 1	8,16
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	type ac	e logement ac	tuei			
appartement dans un immeuble, studio	0,01	0,03	0,01	0,18	1,40	0,09
chambre (entrer/coucher)	7,85	6,08	5,89	7,32	1,25	6,71
case traditionnelle	29,69	15,66	17,58	2,99	1,02	21,85
maison individuelle de type	-					
traditionnel	58,14	65,97	67,59	55,29	23,11	59,88
maison moderne dans une concession	1,71	3,95	2,19	15,53	30,50	4,21
villa de type moderne	0,00	0,45	0,02	3,31	30,36	1,77
célibatérium	2,45	7,40	6,24	15,02	12,36	5,20
autre	0,14	0,47	0,49	0,36	0,00	0,28
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Total		occupation a	· ·	100,00	100,00	100,00
propriétaire avec titre	2,93	15,60	12,98	32,83	44,35	10,81
propriétaire sans titre	76,66	59,32	64,86	22,85	11,80	65,46
copropriétaire/familiale	0,52	3,10	2,76	5,33	4,48	1,89
copropriétaire/familiale	18,22	8,50	9,36	2,78	0,77	12,91
locataire	0,06	5,84	3,24	22,95	28,18	4,13
location vente	0,00	0,01	0,00	0,07	0,00	0,00
logé gratuitement	1,61	7,14	6,45	11,65	5,00	4,29
logement de fonction	0,00	0,50	0,34	1,54	5,41	0,50
Autre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	100	100	100	100	100	100
principa	l matériau de	construction	des murs extér	ieurs	•	
Terre	78,57	79,00	82,70	54,63	20,41	75,77

		Classe de nivea	nu de vie : App	roche non mo	nétaire	
	Classe des défavorisés	Classe moyenne	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés	Total
ciment béton	0,04	6,02	1,32	36,97	72,86	6,51
pierres	4,19	2,69	2,88	1,45	0,02	3,30
bois/ paille	15,39	8,39	9,65	0,12	0,00	11,42
tôle en métal	0,00	0,07	0,02	0,37	0,00	0,03
briques cuites	0,05	1,39	1,08	3,44	4,85	0,91
terre stabilisée	1,55	1,80	1,62	3,02	1,87	1,68
Autre	0,20	0,64	0,73	0,00	0,00	0,39
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	principa	l matériau du	toit			
en métal	0,00	14,70	7,72	60,66	77,97	10,69
Tuile	0,00	0,51	0,49	0,68	3,25	0,40
béton	0,00	0,23	0,06	1,38	3,62	0,29
Peau	0,35	0,47	0,54	0,00	0,00	0,39
Bois	5,40	7,05	6,75	9,01	3,48	6,05
Terre	61,83	61,66	66,93	26,99	11,50	59,16
Paille	32,19	14,86	16,92	1,29	0,18	22,68
Autre	0,23	0,51	0,59	0,00	0,00	0,34
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	l matériel de c	onstruction di	sol du logeme	ent	l	
terre/sable	99,61	80,81	90,04	20,07	4,19	86,17
ciment/béton	0,10	17,99	8,93	77,64	80,69	12,36
carreaux/marbre	0,00	0,07	0,00	0,51	12,95	0,70
moquette/ parquet cir	0,00	0,47	0,28	1,78	2,17	0,33
Autre	0,29	0,66	0,76	0,00	0,00	0,44
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	age est connec	cté au réseau d	'eau de la seer	ì	•	
Oui	0,01	6,39	2,67	30,84	75,76	6,80
Non	99,99	93,61	97,33	69,16	24,24	93,20
manquant	0,0	,	0,0	0,0	0,0	,
Total	100	100	100	100	100	100
principale source d'app	rovisionnemer	nt en eau de bo	isson du ména	ge en saison s	èche	
eau du robinet dans le logement	0,00	0,82	0,27	4,40	24,87	1,65
eau du robinet dans la concession	0,03	6,45	3,07	28,72	52,79	5,66
robinet du voisin	0,04	2,63	1,81	8,02	2,57	1,35
borne fontaine/robine	14,71	24,18	22,38	36,02	11,31	18,83
puits ouvert dans le logement	0,06	0,56	0,65	0,00	0,00	0,28
puits ouvert dans la concession	1,15	3,48	4,00	0,00	0,13	2,15
puits ouvert ailleurs	54,73	31,72	36,37	1,12	0,76	41,52

	Classe de niveau de vie : Approche non monétaire							
	Classe des	Classe	Classe	Classe	Classe	Total		
	défavorisés	moyenne	moyenne	moyenne	des plus			
			inférieure	supérieure	aisés			
puits couvert dans le	0,16	0,10	0,11	0,00	0,00	0,12		
logement puits couvert dans la	0,10	0,10	0,11	0,00	0,00	0,12		
concession	0,85	0,73	0,63	1,35	0,00	0,75		
puits protégé ailleurs	4,83	5,11	5,83	0,36	0,00	4,71		
forage	19,83	12,99	14,31	4,33	0,00	15,71		
source aménagée	0,45	0,02	0,02	0,00	0,00	0,23		
source non aménagée	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01		
fleuve/rivière/lac	1,13	3,97	4,40	1,14	0,00	2,36		
vendeurs ambulants	0,39	4,44	3,16	12,86	4,76	2,45		
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	,			,	•			
eau en bouteille	0,00	0,43	0,50	0,00	0,00	0,20		
mini aep	1,13	1,69	1,69	1,68	2,81	1,47		
eau de pluie	0,09	0,34	0,39	0,00	0,00	0,20		
autres	0,41	0,36	0,41	0,00	0,00	0,37		
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		
principale source d'approvisionnement en eau de boisson du ménage en saison de pluies								
aucune autre source	5,92	7,84	7,33	11,21	13,34	7,17		
eau du robinet dans le			0.10					
logement	0,00	0,53	0,18	2,86	17,77	1,16		
eau du robinet dans la concession	0,01	5,69	2,60	26,03	48,39	5,08		
robinet du voisin	0,04	2,31	1,59	7,04	2,51	1,20		
Tobilict du voisin	7,01			.,		-,		
borne fontaine/robine	13,04	21,78	20,08	32,96	10,25	16,86		
puits ouvert dans le logement	0,11	0,53	0,61	0,00	0,00	0,29		
puits ouvert dans la					0.15			
concession	1,15	3,24	3,73	0,00	0,13	2,04		
puits ouvert ailleurs	44,47	24,46	28,01	1,12	0,76	33,15		
puits couvert dans le	0,03	0,10	0,11	0,00	0,00	0,06		
logement puits couvert dans la	0,03	0,10	0,11	0,00	0,00	0,00		
concession	0,85	0,31	0,35	0,00	0,00	0,56		
puits protégé ailleurs	4,52	5,10	5,82	0,36	0,00	4,55		
forage	17,73	11,65	12,76	4,33	0,00	14,06		
source aménagée	0,72	0,22	0,25	0,00	0,00	0,46		
source non aménagée	1,37	1,56	1,79	0,00	0,00	1,38		
fleuve/rivière/lac	6,97	7,32	8,26	1,14	0,00	6,77		
vendeurs ambulants	0,39	4,23	3,15	11,28	4,03	2,32		
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	-			-	•			
eau en bouteille	1,11	2,04	2,09	1,68	2,81	1,62		
mini aep	0,97	0,90	1,04	0,00	0,00	0,89		
eau de pluie	0,60	0,15	0,17	0,00	0,00	0,36		

		Classe de niv	eau de vie : Ap	proche non m	onétaire	
	Classe des	Classe	Classe	Classe	Classe	Total
	défavorisés	moyenne	moyenne	moyenne	des plus	
	0.00	0.06	inférieure	supérieure	aisés	0.02
autres	0,00	0,06	0,07	0,00	0,00	0,03
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Princ	ipale source d'				1	
électricité	0,00	17,36	9,69	67,83	96,07	12,82
générateur	0,07	3,05	2,38	7,47	2,74	1,56
lampe à pétrole	1,41	3,96	4,53	0,21	0,00	2,49
lampe à pile	97,71	75,60	83,36	24,49	1,19	82,71
autre	0,81	0,04	0,04	0,00	0,00	0,42
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
le ménage es	t connecté au r	éseau de télé _l	phonie fixe de l	la Sonitel		
oui	0,00	0,02	0,00	0,16	6,81	0,36
non	100,00	99,98	100,00	99,84	93,19	99,64
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	ménage conne	cté à un résea	u internet	•	•	
oui	0,00	0,07	0,00	0,55	12,60	0,68
non	100,00	99,93	100,00	99,45	87,40	99,32
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
le ménage est abo	nné aux chaîn	es de télévisio	n par câble, sa	tellite ou adsl	<u> </u>	
oui	0,00	0,14	0,00	1,08	7,42	0,45
non	100,00	99,86	100,00	98,92	92,58	99,55
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	combustible uti	llisé par le mé	nage pour la c	uisine		
bois ramassé	93,16	70,27	78,50	16,16	15,38	78,78
bois acheté	3,91	28,28	20,18	81,63	69,17	18,32
charbon de bois	0,50	0,36	0,15	1,70	4,72	0,65
gaz	0,00	0,00	0,00	0,00	8,31	0,43
électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	2,36	0,12
pétrole	0,00	0,05	0,01	0,36	0,00	0,02
biomasse	0,66	0,55	0,63	0,00	0,00	0,58
autre	1,77	0,45	0,50	0,09	0,05	1,08
manquant	0,00	0,04	0,04	0,05	0,02	0,02
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100.00	100,00
	combustible ut	, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,		,	1	
aucune autre source	53,02	46,94	45,65	55,42	32,49	49,21
bois ramassé	2,77	3,22	3,09	4,09	2,22	2,94
bois acheté	6,81	16,15	17,83	5,08	4,80	10,94
charbon de bois	0,03	2,44	1,12	11,09	15,28	1,91
	0,00	0,20	0,00	1,50	16,87	0,96
gaz électricité	0,00	0,01	0,00	0,00	0,42	0,03
	0,00	0,01	0,02	0,66	0,42	0,03
pétrole	15,98	11,52	12,83	2,91	5,13	13,40
biomasse	13,70	11,34	14,03	4,71	3,13	13,40

		Classe de niv	eau de vie : Ap	proche non m	onétaire	
	Classe des défavorisés	Classe moyenne	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des plus aisés	Total
autre	16,38	7,40	8,03	3,27	2,08	11,57
manquant	5,01	12,02	11,42	15,97	19,74	8,94
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
r	node d'évacuati	on des ordur	es ménagères			
dépotoir public/ con	0,01	2,84	1,80	9,68	13,25	1,97
ramassage privé	0,23	3,94	2,13	15,81	37,42	3,83
jetées par le ménage	89,59	78,65	80,59	65,89	38,96	82,02
brulées par le ménage	1,73	2,40	2,39	2,45	2,59	2,08
enterrées par le ménage	0,36	0,48	0,54	0,09	0,69	0,43
autre	7,92	11,51	12,34	6,08	7,09	9,51
manquant	0,15	0,18	0,21	0,00	0,00	0,16
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
	type de sanita	ire qu'utilise	le ménage		•	
w c avec chasse eau	0,00	0,35	0,03	2,46	23,05	1,35
latrines améliorées c	0,31	12,40	8,14	40,50	41,88	7,93
latrines améliorées n	2,60	11,71	8,83	30,66	23,36	7,80
fosse rudimentaire/tr	1,82	11,14	9,83	19,75	11,38	6,53
aucune toilette (dans	95,27	63,97	73,00	4,58	0,04	76,18
autre	0,00	0,43	0,18	2,06	0,00	0,19
manquant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,29	0,02
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
moyen qu'ı	ıtilise le ménage	pour se déba	arrasser des ex	créments		
camion vidangeur	0,00	9,43	4,83	18,00	56,58	18,70
transfert dans un trou	44,84	64,32	63,53	65,79	27,80	54,50
eau de pluie, cours d	30,05	6,50	9,21	1,46	0,42	7,50
autre	25,12	19,75	22,44	14,75	14,85	19,22
manquant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,35	0,08
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
princip	al mode d'évac	uation des ea	ux usées du mé	nage		
puisard (fosse moderne)	0,51	0,89	0,20	5,39	14,33	1,40
trou à ciel ouvert	0,57	3,00	2,78	4,43	3,75	1,83
caniveau	0,00	0,88	0,27	4,90	3,72	0,59
dans la nature	97,95	93,06	94,62	82,79	76,93	94,65
autre	0,97	2,18	2,13	2,50	1,28	1,54
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source: ECVMA, 2011, INS

 ${\bf Tableau~X~5:~Consommation~des~groupes~socio\'economique~de~la~classe~moyenne~selon~l'approche~non~mon\'etaire}$

Conson	mation clas	se moyenne	Approche i	non monéta	aire	
	Salarié public/priv é	Salarié privé indépenda nt	Indépenda nt Agr,	Indépend ant non agr	Sans emploi	Total
Alimentation et boissons non alcoolisées	0,57	0,63	0,67	0,59	0,63	0,64
Boissons alcoolisées et tabac	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Habillement et chaussure	0,08	0,07	0,09	0,08	0,06	0,08
Logement et électricité	0,13	0,14	0,08	0,13	0,15	0,11
Meubles articles de ménages et entretien	0,05	0,05	0,05	0,05	0,04	0,05
Santé	0,02	0,03	0,03	0,03	0,05	0,03
Transport	0,05	0,03	0,02	0,04	0,02	0,03
Communication	0,04	0,03	0,02	0,03	0,01	0,02
Loisir, culture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Education	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01
Restaurant	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00
Biens et services divers,	0,02	0,01	0,01	0,02	0,01	0,01
Consommati	on classe mo	yenne inféri	eure : Appro	oche non n	onétaire	
Alimentation et boissons non alcoolisées	0,60	0,67	0,68	0,62	0,65	0,66
Boissons alcoolisées et tabac	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Habillement et chaussure	0,08	0,07	0,09	0,08	0,06	0,08
Logement et électricité	0,12	0,12	0,08	0,12	0,14	0,10
Meubles articles de ménages et entretien	0,05	0,05	0,05	0,05	0,04	0,05
Santé	0,02	0,02	0,03	0,03	0,05	0,03
Transport	0,05	0,02	0,02	0,04	0,01	0,03
Communication	0,04	0,02	0,02	0,03	0,01	0,02
Loisir, culture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Education	0,01	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00
Restaurant	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00
Biens et services divers,	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Consommation	de la classe r	noyenne Sup	érieure : Ap	proche no	n monétaire	
Alimentation et boissons non alcoolisées	0,53	0,52	0,54	0,52	0,51	0,52
Boissons alcoolisées et tabac	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Habillement et chaussure	0,08	0,08	0,07	0,07	0,05	0,07
Logement et électricité	0,15	0,17	0,14	0,17	0,20	0,16

Consom	Consommation classe moyenne : Approche non monétaire									
	Salarié public/priv é	Salarié privé indépenda nt	Indépenda nt Agr,	Indépend ant non agr	Sans emploi	Total				
Meubles articles de ménages et entretien	0,05	0,06	0,05	0,05	0,04	0,05				
Santé	0,03	0,05	0,05	0,03	0,05	0,04				
Transport	0,05	0,04	0,06	0,05	0,04	0,05				
Communication	0,05	0,04	0,04	0,04	0,03	0,04				
Loisir, culture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00				
Education	0,02	0,02	0,01	0,02	0,04	0,02				
Restaurant	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01				
Biens et services divers,	0,03	0,02	0,03	0,03	0,02	0,03				

Tableau X 6: Incidence de niveau de vie selon l'approche du noyau dur

	Autres classes	de niveau de	vie		
	Noyau dur de la classe moyenne	Classe moyenne par approche monétaire uniquement	Classe moyenne par approche non monétaire uniquement	Ne sont pas dans la classe moyenne quelle soit l'approche	Niger
Niger	24,56	20,37	20,77	34,3	100
Région					
Agadez	4,8	2,4	2,41	1,95	2,84
Diffa	4,82	4,22	2,56	2,39	3,4
Dosso	10,78	12,43	10,39	13,64	12,02
Maradi	13,27	21,1	19,06	24,56	19,94
Tahoua	19,94	20,65	22,91	15,55	19,19
Tillabéri	16,61	11,71	19,41	16,39	16,12
Zinder	19,47	23,34	18,72	20,75	20,54
Niamey	10,3	4,16	4,55	4,77	5,96
Total	100	100	100	100	100
Milieu de résidence	•	•		•	
Urbain	32,2	11,16	19,14	9,06	17,26
Rural	67,8	88,84	80,86	90,94	82,74
Total	100	100	100	100	100
Milieu de résidence	•	•		•	
Niamey	10,3	4,16	4,55	4,77	5,96

Agricole 47,67 64,4 49,6 53,53 53,49 Agropastorale 10,83 20,73 19,78 29,77 21,21 Pastorale 9,3 3,71 11,48 7,63 8,04 Total 100 100 100 100 100 100 Genre du chef masculin 90,98 93,33 91,15 94,17 92,59 féminin 9,02 6,67 8,85 5,83 7,41 Total 100 100 100 100 100 100 Education du chef Rien ou préscolaire 75,01 85,39 79,88 86,03 81,92 Primaire 13,19 7,19 14,32 7,65 10,3 Secondaire premier cycle 10,62 4,67 4,91 2,24 5,35 Secondaire premier cycle 0,98 1,7 0,66 0,99 1,06 Supérieur 0,19 1,05 0,24 3,09 1,37 Total 100 100 100 100 100 100 Branche activité du chef Agriculture 58,5 81,32 75,45 83,85 75,36 Elevage/Sylv/pA*che 3,73 3,25 1,92 2,14 2,71 Industrie 7,92 3,54 5,28 3,05 4,81 Commerce 13,4 4,65 7,26 3,47 6,94 Transport 3,6 0,43 1,89 0,44 1,52 Education/santé 3,84 1,75 0,91 1,14 1,88 Services pers,/domestique 3,95 1,75 4,19 2,15 2,93 Adm gén/télécom/fin/aut, 5,06 3,31 3,12 3,75 3,85 Total 100 100 100 100 100 Secteur instit, du chef Secteur public 5,12 3,7 1,54 1,55 1,45 1,94 Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78 Total 100 100 100 100 100 groupe socioéconomique		Autres classes	de niveau de	vie		
Agricole 47,67 64,4 49,6 53,53 53,49 Agropastorale 10,83 20,73 19,78 29,77 21,21 Pastorale 9,3 3,71 11,48 7,63 8,04 Total 100 100 100 100 100 100 Genre du chef masculin 90,98 93,33 91,15 94,17 92,59 féminin 9,02 6,67 8,85 5,83 7,41 Total 100 100 100 100 100 100 Education du chef Rien ou préscolaire 75,01 85,39 79,88 86,03 81,92 Primaire 13,19 7,19 14,32 7,65 10,3 Secondaire premier cycle 10,62 4,67 4,91 2,24 5,35 Secondaire premier cycle 0,98 1,7 0,66 0,99 1,06 Supérieur 0,19 1,05 0,24 3,09 1,37 Total 100 100 100 100 100 100 Branche activité du chef Agriculture 58,5 81,32 75,45 83,85 75,36 Elevage/Sylv/pA*che 3,73 3,25 1,92 2,14 2,71 Industrie 7,92 3,54 5,28 3,05 4,81 Commerce 13,4 4,65 7,26 3,47 6,94 Transport 3,6 0,43 1,89 0,44 1,52 Education/santé 3,84 1,75 0,91 1,14 1,88 Services pers,/domestique 3,95 1,75 4,19 2,15 2,93 Adm gén/télécom/fin/aut, 5,06 3,31 3,12 3,75 3,85 Total 100 100 100 100 100 Secteur instit, du chef Secteur public 5,12 3,7 1,54 1,55 1,45 1,94 Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78 Total 100 100 100 100 100 groupe socioéconomique		de la classe	moyenne par approche monétaire	moyenne par approche non monétaire	dans la classe moyenne quelle soit	Niger
Agropastorale 10,83 20,73 19,78 29,77 21,21 Pastorale 9,3 3,71 11,48 7,63 8,04 Total 100 100 100 100 100 Gene du chef masculin 90,98 93,33 91,15 94,17 92,59 féminin 9,02 6,67 8,85 5,83 7,41 Total 100 100 100 100 100 Education du chef Rien ou préscolaire 75,01 85,39 79,88 86,03 81,92 Primaire 13,19 7,19 14,32 7,65 10,3 Secondaire premier cycle 10,62 4,67 4,91 2,24 5,35 Secondaire 2nd cycle 0,98 1,7 0,66 0,99 1,06 Supérieur 0,19 1,05 0,24 3,09 1,37 Total 100 100 </th <th>Autre urbain</th> <th>21,89</th> <th>7</th> <th>14,59</th> <th>4,3</th> <th>11,31</th>	Autre urbain	21,89	7	14,59	4,3	11,31
Pastorale 9,3 3,71 11,48 7,63 8,04 Total 100 100 100 100 100 100 Genre du chef Basculin 90,98 93,33 91,15 94,17 92,59 féminin 9,02 6,67 8,85 5,83 7,41 Total 100 100 100 100 100 Education du chef Bis on préscolaire 75,01 85,39 79,88 86,03 81,92 Primaire 13,19 7,19 14,32 7,65 10,3 Secondaire premier cycle 10,62 4,67 4,91 2,24 5,35 Secondaire 2nd cycle 0,98 1,7 0,66 0,99 1,06 Supérieur 0,19 1,05 0,24 3,09 1,37 Total 100 100 100 100 100 100 Branche activité du chef 4 4 75,45 83,85 75,36 75,36 <th>Agricole</th> <th>47,67</th> <th>64,4</th> <th>49,6</th> <th>53,53</th> <th>53,49</th>	Agricole	47,67	64,4	49,6	53,53	53,49
Total	Agropastorale	10,83	20,73	19,78	29,77	21,21
Genre du chef masculin 90,98 93,33 91,15 94,17 92,59 féminin 9,02 6,67 8,85 5,83 7,41 Total 100 100 100 100 100 Education du chef Rien ou préscolaire 75,01 85,39 79,88 86,03 81,92 Primaire 13,19 7,19 14,32 7,65 10,3 Secondaire premier cycle 10,62 4,67 4,91 2,24 5,35 Secondaire 2nd cycle 0,98 1,7 0,66 0,99 1,06 Supérieur 0,19 1,05 0,24 3,09 1,37 Total 100 100 100 100 100 Branche activité du chef Agriculture 58,5 81,32 75,45 83,85 75,36 Elevage/Sylv/pÃ*che 3,73 3,25 1,92 2,14 2,71 Industrie 7,92 3,54 5,28 3,05 <th>Pastorale</th> <th>9,3</th> <th>3,71</th> <th>11,48</th> <th>7,63</th> <th>8,04</th>	Pastorale	9,3	3,71	11,48	7,63	8,04
masculin 90,98 93,33 91,15 94,17 92,59 féminin 9,02 6,67 8,85 5,83 7,41 Total 100 100 100 100 100 Education du chef Ethica of the femous préscolaire 75,01 85,39 79,88 86,03 81,92 Primaire 13,19 7,19 14,32 7,65 10,3 Secondaire premier cycle 10,62 4,67 4,91 2,24 5,35 Secondaire 2nd cycle 0,98 1,7 0,66 0,99 1,06 Supérieur 0,19 1,05 0,24 3,09 1,37 Total 100 100 100 100 100 Branche activité du chef *** Agriculture 58,5 81,32 75,45 83,85 75,36 Elevage/Sylv/pÃ*°che 3,73 3,25 1,92 2,14 2,71 Industrie 7,92 3,54 5,28 3,05 4,81	Total	100	100	100	100	100
féminin 9,02 6,67 8,85 5,83 7,41 Total 100 100 100 100 100 Education du chef Rien ou préscolaire 75,01 85,39 79,88 86,03 81,92 Primaire 13,19 7,19 14,32 7,65 10,3 Secondaire premier cycle 10,62 4,67 4,91 2,24 5,35 Secondaire 2nd cycle 0,98 1,7 0,66 0,99 1,06 Supérieur 0,19 1,05 0,24 3,09 1,37 Total 100 100 100 100 100 Branche activité du chef *** Agriculture** 58,5 81,32 75,45 83,85 75,36 Elevage/Sylv/pÃ*che 3,73 3,25 1,92 2,14 2,71 Industrie 7,92 3,54 5,28 3,05 4,81 Commerce 13,4 4,65 7,26 3,47 6,94 Transpo	Genre du chef					
Total 100 100 100 100 100 Education du chef Rien ou préscolaire 75,01 85,39 79,88 86,03 81,92 Primaire 13,19 7,19 14,32 7,65 10,3 Secondaire premier cycle 10,62 4,67 4,91 2,24 5,35 Secondaire 2nd cycle 0,98 1,7 0,66 0,99 1,06 Supérieur 0,19 1,05 0,24 3,09 1,37 Total 100 100 100 100 100 Branche activité du chef 4	masculin	90,98	93,33	91,15	94,17	92,59
Education du chef Rien ou préscolaire 75,01 85,39 79,88 86,03 81,92 Primaire 13,19 7,19 14,32 7,65 10,3 Secondaire premier cycle 10,62 4,67 4,91 2,24 5,35 Secondaire 2nd cycle 0,98 1,7 0,666 0,99 1,06 Supérieur 0,19 1,05 0,24 3,09 1,37 Total 100 100 100 100 100 Branche activité du chef 8 81,32 75,45 83,85 75,36 Elevage/Sylv/pĂ*che 3,73 3,25 1,92 2,14 2,71 Industrie 7,92 3,54 5,28 3,05 4,81 Commerce 13,4 4,65 7,26 3,47 6,94 Transport 3,6 0,43 1,89 0,44 1,52 Education/santé 3,84 1,75 0,91 1,14 1,88 Services pers,/domest	féminin	9,02	6,67	8,85	5,83	7,41
Rien ou préscolaire 75,01 85,39 79,88 86,03 81,92 Primaire 13,19 7,19 14,32 7,65 10,3 Secondaire premier cycle 10,62 4,67 4,91 2,24 5,35 Secondaire 2nd cycle 0,98 1,7 0,666 0,99 1,06 Supérieur 0,19 1,05 0,24 3,09 1,37 Total 100 100 100 100 100 Branche activité du chef *** Agriculture 58,5 81,32 75,45 83,85 75,36 Elevage/Sylv/pðche 3,73 3,25 1,92 2,14 2,71 Industrie 7,92 3,54 5,28 3,05 4,81 Commerce 13,4 4,65 7,26 3,47 6,94 Transport 3,6 0,43 1,89 0,44 1,52 Education/santé 3,84 1,75 0,91 1,14 1,88 Services pers,/domestique	Total	100	100	100	100	100
Primaire 13,19 7,19 14,32 7,65 10,3 Secondaire premier cycle 10,62 4,67 4,91 2,24 5,35 Secondaire 2nd cycle 0,98 1,7 0,66 0,99 1,06 Supérieur 0,19 1,05 0,24 3,09 1,37 Total 100 100 100 100 100 Branche activité du chef *** Agriculture** 58,5 81,32 75,45 83,85 75,36 Elevage/Sylv,/pÃ*che 3,73 3,25 1,92 2,14 2,71 Industrie 7,92 3,54 5,28 3,05 4,81 Commerce 13,4 4,65 7,26 3,47 6,94 Transport 3,6 0,43 1,89 0,44 1,52 Education/santé 3,84 1,75 0,91 1,14 1,88 Services pers,/domestique 3,95 1,75 4,19 2,15 2,93 Adm gén/télécom/fin/aut,	Education du chef					
Secondaire premier cycle 10,62	Rien ou préscolaire	75,01	85,39	79,88	86,03	81,92
Secondaire 2nd cycle	Primaire	13,19	7,19	14,32	7,65	10,3
Supérieur 0,19 1,05 0,24 3,09 1,37 Total 100 100 100 100 100 Branche activité du chef Agriculture 58,5 81,32 75,45 83,85 75,36 Elevage/Sylv/pÃ*che 3,73 3,25 1,92 2,14 2,71 Industrie 7,92 3,54 5,28 3,05 4,81 Commerce 13,4 4,65 7,26 3,47 6,94 Transport 3,6 0,43 1,89 0,44 1,52 Education/santé 3,84 1,75 0,91 1,14 1,88 Services pers,/domestique 3,95 1,75 4,19 2,15 2,93 Adm gén/télécom/fin/aut, 5,06 3,31 3,12 3,75 3,85 Total 100 100 100 100 100 100 Secteur instit, du chef Secteur public 5,12 3,7 1,54 3,15 3,41	Secondaire premier cycle	10,62	4,67	4,91	2,24	5,35
Total 100 100 100 100 100 Branche activité du chef Agriculture 58,5 81,32 75,45 83,85 75,36 Elevage/Sylv,/póche 3,73 3,25 1,92 2,14 2,71 Industrie 7,92 3,54 5,28 3,05 4,81 Commerce 13,4 4,65 7,26 3,47 6,94 Transport 3,6 0,43 1,89 0,44 1,52 Education/santé 3,84 1,75 0,91 1,14 1,88 Services pers,/domestique 3,95 1,75 4,19 2,15 2,93 Adm gén/télécom/fin/aut, 5,06 3,31 3,12 3,75 3,85 Total 100 100 100 100 100 100 Secteur instit, du chef Secteur public 5,12 3,7 1,54 3,15 3,41 Gde entse 3,47 1,63 1,25 1,45 1,94 <th>Secondaire 2nd cycle</th> <th>0,98</th> <th>1,7</th> <th>0,66</th> <th>0,99</th> <th>1,06</th>	Secondaire 2nd cycle	0,98	1,7	0,66	0,99	1,06
Branche activité du chef Agriculture 58,5 81,32 75,45 83,85 75,36 Elevage/Sylv,/pðche 3,73 3,25 1,92 2,14 2,71 Industrie 7,92 3,54 5,28 3,05 4,81 Commerce 13,4 4,65 7,26 3,47 6,94 Transport 3,6 0,43 1,89 0,44 1,52 Education/santé 3,84 1,75 0,91 1,14 1,88 Services pers,/domestique 3,95 1,75 4,19 2,15 2,93 Adm gén/télécom/fin/aut, 5,06 3,31 3,12 3,75 3,85 Total 100 100 100 100 100 100 Secteur instit, du chef 5,12 3,7 1,54 3,15 3,41 Gde entse 3,47 1,63 1,25 1,45 1,94 Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78	Supérieur	0,19	1,05	0,24	3,09	1,37
Agriculture 58,5 81,32 75,45 83,85 75,36 Elevage/Sylv,/pÃache 3,73 3,25 1,92 2,14 2,71 Industrie 7,92 3,54 5,28 3,05 4,81 Commerce 13,4 4,65 7,26 3,47 6,94 Transport 3,6 0,43 1,89 0,44 1,52 Education/santé 3,84 1,75 0,91 1,14 1,88 Services pers,/domestique 3,95 1,75 4,19 2,15 2,93 Adm gén/télécom/fin/aut, 5,06 3,31 3,12 3,75 3,85 Total 100 100 100 100 100 100 Secteur public 5,12 3,7 1,54 3,15 3,41 Gde entse 3,47 1,63 1,25 1,45 1,94 Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3	Total	100	100	100	100	100
Elevage/Sylv,/pÃache 3,73 3,25 1,92 2,14 2,71 Industrie 7,92 3,54 5,28 3,05 4,81 Commerce 13,4 4,65 7,26 3,47 6,94 Transport 3,6 0,43 1,89 0,44 1,52 Education/santé 3,84 1,75 0,91 1,14 1,88 Services pers,/domestique 3,95 1,75 4,19 2,15 2,93 Adm gén/télécom/fin/aut, 5,06 3,31 3,12 3,75 3,85 Total 100 100 100 100 100 100 Secteur instit, du chef Secteur public 5,12 3,7 1,54 3,15 3,41 Gde entse 3,47 1,63 1,25 1,45 1,94 Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78 Total 100	Branche activité du chef					
Industrie	Agriculture	58,5	81,32	75,45	83,85	75,36
Commerce 13,4 4,65 7,26 3,47 6,94 Transport 3,6 0,43 1,89 0,44 1,52 Education/santé 3,84 1,75 0,91 1,14 1,88 Services pers,/domestique 3,95 1,75 4,19 2,15 2,93 Adm gén/télécom/fin/aut, 5,06 3,31 3,12 3,75 3,85 Total 100 100 100 100 100 100 Secteur instit, du chef Secteur public 5,12 3,7 1,54 3,15 3,41 Gde entse 3,47 1,63 1,25 1,45 1,94 Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78 Total 100 100 100 100 100 groupe socioéconomique	Elevage/Sylv,/pÃache	3,73	3,25	1,92	2,14	2,71
Transport 3,6 0,43 1,89 0,44 1,52 Education/santé 3,84 1,75 0,91 1,14 1,88 Services pers,/domestique 3,95 1,75 4,19 2,15 2,93 Adm gén/télécom/fin/aut, 5,06 3,31 3,12 3,75 3,85 Total 100 100 100 100 100 100 Secteur instit, du chef Secteur public 5,12 3,7 1,54 3,15 3,41 Gde entse 3,47 1,63 1,25 1,45 1,94 Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78 Total 100 100 100 100 100 groupe socioéconomique	Industrie	7,92	3,54	5,28	3,05	4,81
Education/santé 3,84 1,75 0,91 1,14 1,88 Services pers,/domestique 3,95 1,75 4,19 2,15 2,93 Adm gén/télécom/fin/aut, 5,06 3,31 3,12 3,75 3,85 Total 100 100 100 100 100 100 Secteur instit, du chef Secteur public 5,12 3,7 1,54 3,15 3,41 Gde entse 3,47 1,63 1,25 1,45 1,94 Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78 Total 100 100 100 100 100 groupe socioéconomique 100 100 100 100	Commerce	13,4	4,65	7,26	3,47	6,94
Services pers,/domestique 3,95 1,75 4,19 2,15 2,93 Adm gén/télécom/fin/aut, 5,06 3,31 3,12 3,75 3,85 Total 100 100 100 100 100 Secteur instit, du chef Secteur public 5,12 3,7 1,54 3,15 3,41 Gde entse 3,47 1,63 1,25 1,45 1,94 Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78 Total 100 100 100 100 100 groupe socioéconomique	Transport	3,6	0,43	1,89	0,44	1,52
Adm gén/télécom/fin/aut, 5,06 3,31 3,12 3,75 3,85 Total 100 100 100 100 100 Secteur instit, du chef Secteur public 5,12 3,7 1,54 3,15 3,41 Gde entse 3,47 1,63 1,25 1,45 1,94 Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78 Total 100 100 100 100 100 groupe socioéconomique Secteur public	Education/santé	3,84	1,75	0,91	1,14	1,88
Total 100 100 100 100 100 Secteur instit, du chef Secteur public 5,12 3,7 1,54 3,15 3,41 Gde entse 3,47 1,63 1,25 1,45 1,94 Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78 Total 100 100 100 100 100 groupe socioéconomique Groupe socioéconomique	Services pers,/domestique	3,95	1,75	4,19	2,15	2,93
Secteur instit, du chef Secteur public 5,12 3,7 1,54 3,15 3,41 Gde entse 3,47 1,63 1,25 1,45 1,94 Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78 Total 100 100 100 100 100 groupe socioéconomique 90,000 100 100 100 100	Adm gén/télécom/fin/aut,	5,06	3,31	3,12	3,75	3,85
Secteur public 5,12 3,7 1,54 3,15 3,41 Gde entse 3,47 1,63 1,25 1,45 1,94 Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78 Total 100 100 100 100 100 groupe socioéconomique 93,47 93,79 92,24 91,87	Total	100	100	100	100	100
Gde entse 3,47 1,63 1,25 1,45 1,94 Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78 Total 100 100 100 100 100 groupe socioéconomique 93,43 100 100 100	Secteur instit, du chef					
Entse individuelle 88,38 93,47 93,79 92,24 91,87 Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78 Total 100 100 100 100 100 groupe socioéconomique	Secteur public	5,12	3,7	1,54	3,15	3,41
Ménage 3,02 1,19 3,43 3,16 2,78 Total 100 100 100 100 100 groupe socioéconomique 3,43 3,16 2,78	Gde entse	3,47	1,63	1,25	1,45	1,94
Total 100 100 100 100 100 100 groupe socioéconomique	Entse individuelle	88,38	93,47	93,79	92,24	91,87
groupe socioéconomique	Ménage	3,02	1,19	3,43	3,16	2,78
	Total	100	100	100	100	100
Salariá nublic/privá 9.10 5.27 2.60 4.55 5.21	groupe socioéconomique	•	•	•	•	
Salaric public/prive [5,19 [5,21 [2,09 [4,55 [5,21	Salarié public/privé	8,19	5,27	2,69	4,55	5,21

	Autres classes	de niveau de	vie		
	Noyau dur de la classe moyenne	Classe moyenne par approche monétaire uniquement	Classe moyenne par approche non monétaire uniquement	Ne sont pas dans la classe moyenne quelle soit l'approche	Niger
Salarié privé ind,	7,06	5,67	6,22	5,93	6,21
Indépendant Agr,	51,94	74,31	70,46	77,52	69,11
Indépendant non Ag,	26,75	9,95	16,3	8,87	15,02
Sans emploi	6,06	4,79	4,33	3,13	4,44
Total	100	100	100	100	100
Classe d'âge du chef					
Moins de 25 ans	2,47	2,76	2,49	0,87	1,99
25-34 ans	22,04	19,59	14,73	14,23	17,34
35-44 ans	23,62	20,76	30,18	29,12	26,29
45-54 ans	19,45	25,97	23,19	27,07	24,17
55-64 ans	20,84	16,24	18,3	16,56	17,91
65 ans et plus	11,58	14,68	11,11	12,14	12,31
Total	100	100	100	100	100
taille du ménage		•			
une personne	0,37	0,28	0,33	0,08	0,24
2 personnes	1,96	3,93	1,12	0,66	1,74
3 à 5 pers	30,81	32,92	16,1	16,82	23,39
6 à 9 pers	41,22	39,66	39,33	47,15	42,54
10 à 14 pers	18,34	19,12	30,46	26,82	23,93
15 pers et plus	7,3	4,09	12,65	8,47	8,16
Total	100	100	100	100	100
type de logement actuel					
appartement dans un immeuble, studio	0,03	0,02	0,03	0,21	0,09
chambre (entrer/coucher)	6,57	9,11	5,49	6,11	6,71
case traditionnelle	14,53	19,99	16,99	31,15	21,85
maison individuelle de type traditionnel	64,31	59,68	67,94	51,97	59,88
maison moderne dans une concession	5,48	5,48	2,14	3,8	4,21
villa de type moderne	0,78	2,27	0,06	3,22	1,77
célibatérium	8,11	3,4	6,55	3,38	5,2
autre	0,19	0,05	0,79	0,17	0,28
Total	100	100	100	100	100

	Autres classes	de niveau de	vie		
	Noyau dur de la classe moyenne	Classe moyenne par approche monétaire uniquement	Classe moyenne par approche non monétaire uniquement	Ne sont pas dans la classe moyenne quelle soit l'approche	Niger
statut d'occupation actuel					
propriétaire avec titre foncier/acte de propriété	14,65	6,99	16,73	6,75	10,81
propriétaire sans titre foncier ni acte de propriété	57,66	72,83	61,28	69,19	65,46
copropriétaire/familiale avec titre foncier	3,78	1,56	2,29	0,49	1,89
copropriétaire/familiale sans titre foncier locataire	6,9 7,74	13,42 2,16	10,38 3,59	18,44 3,04	12,91 4,13
location vente logé gratuitement	0	0	0,02	0	0
(parents, amis) logement de fonction	8,52 0,74	2,3	5,51 0,2	1,7 0,38	4,29 0,5
Total	100	100	100	100	100
principal matériau de cons	truction des mu	ırs extérieurs	<u> </u>		
terre	77,71	77,88	80,53	70,24	75,77
ciment béton	8,38	6,67	3,24	7,06	6,51
pierres	2,8	4,96	2,56	3,11	3,3
bois/ paille	7,23	8,22	9,76	17,33	11,42
tôle en métal	0,09	0	0,04	0	0,03
briques cuites	1,38	0,81	1,41	0,33	0,91
terre stabilisée	1,81	1,28	1,79	1,76	1,68
manquant	0	0	0	0	0
autre	0,61	0,19	0,66	0,18	0,39
Total	100	100	100	100	100
principal matériau du toit	T	1		T	
tôle en métal	19,68	8,54	8,82	6,65	10,69
tuile	0,77	0,03	0,2	0,47	0,4
béton	0,4	0,03	0,03	0,53	0,29
peau	0,86	0,05	0,02	0,48	0,39
bois	7,17	4,3	6,92	5,77	6,05
terre	57,33	65,77	66,79	51,92	59,16
paille	13,3	21,11	16,7	33,96	22,68

	Autres classes	de niveau de	vie		
	Noyau dur de la classe moyenne	Classe moyenne par approche monétaire uniquement	Classe moyenne par approche non monétaire uniquement	Ne sont pas dans la classe moyenne quelle soit l'approche	Niger
manquant	0	0	0	0	0
autre	0,5	0,19	0,53	0,22	0,34
Total	100	100	100	100	100
principal matériel de const	ruction du sol d	lu logement	I	1	
terre/sable	76,32	89,7	86,11	91,15	86,17
ciment/béton	23,12	9,62	11,92	6,55	12,36
carreaux/marbre	0,07	0,28	0,06	1,78	0,7
moquette/ parquet ciré	0,39	0,29	0,58	0,15	0,33
manquant	0	0	0	0	0
autre	0,1	0,1	1,32	0,36	0,44
Total	100	100	100	100	100
le ménage est connecté au	réseau d'eau de	la seen			
oui	8,33	7,25	4,09	7,09	6,80
non	91,67	92,75	95,91	92,91	93,20
manquant	0	0	0	0	0
Total	100	100	100	100	100
principale source d'approv sèche	isionnement en	eau de boisso	n du ménage	en saison	
eau du robinet dans le logement	1,07	1,83	0,53	2,65	1,65
eau du robinet dans la	-,-,-	-,	3,55	_,-,	-,
cour/concession	7,99	5,61	4,63	4,64	5,66
robinet du voisin	3,44	0,29	1,67	0,27	1,35
borne fontaine/robinet public	27,46	15,78	20,3	13,57	18,83
puits ouvert dans le logement	0,88	0	0,19	0,08	0,28
puits ouvert dans la cour/concession	3,86	0,3	3,02	1,5	2,15
puits ouvert ailleurs	25,72	45,31	38,81	52,21	41,52
puits couvert dans le logement	0,18	0	0	0,23	0,12
puits couvert dans la cour/concession	0,78	0,78	0,67	0,76	0,75
puits protégé ailleurs	5,26	5,87	4,93	3,49	4,71

	Autres classes	de niveau de	vie		
	Noyau dur de la classe moyenne	Classe moyenne par approche monétaire uniquement	Classe moyenne par approche non monétaire uniquement	Ne sont pas dans la classe moyenne quelle soit l'approche	Niger
forage	11,34	19,4	14,94	17,11	15,71
source aménagée	0,03	0	0	0,64	0,23
source non aménagée	0	0	0	0,04	0,01
fleuve/rivière/lac/barrage/ eau de pluie	3,45	0,84	4,58	1,13	2,36
vendeurs ambulants					
(garoua)	5,32	1,16	3,4	0,59	2,45
eau en bouteille	0	0	0,94	0	0,2
mini aep	2,18	1,99	1,11	0,87	1,47
eau de pluie	0,53	0,21	0,12	0	0,2
Manquant	0	0	0	0	0
autres	0,52	0,63	0,17	0,22	0,37
Total	100	100	100	100	100
principale source d'approv	isionnement en	eau de boisso	n du ménage (en saison de p	
eau du robinet dans le logement	8,68	6,52	6,84	6,68	7,17
eau du robinet dans la cour/concession	0,65	1,47	0,39	1,8	1,16
robinet du voisin	7,35	5,48	3,74	4,03	5,08
borne fontaine/robinet public	3,18	0,28	1,28	0,27	1,2
puits ouvert dans le logement	23,9	15,04	19,27	11,44	16,86
puits ouvert dans la cour/concession	0,82	0	0,19	0,16	0,29
puits ouvert ailleurs	3,73	0,3	2,65	1,5	2,04
puits couvert dans le logement	18,8	35,83	31,16	43,04	33,15
puits couvert dans la cour/concession	0,18	0,07	0	0	0,06
puits protégé ailleurs	0,02	0,78	0,65	0,76	0,56
forage	4,99	5,87	5,24	3,04	4,55
source aménagée	10,33	18,84	13,21	14,4	14,06
source non aménagée	0,19	0,36	0,25	0,83	0,46

	Autres classes	de niveau de	vie		
	Noyau dur de la classe moyenne	Classe moyenne par approche monétaire uniquement	Classe moyenne par approche non monétaire uniquement	Ne sont pas dans la classe moyenne quelle soit l'approche	Niger
fleuve/rivière/lac/barrage/					
eau de pluie	0,37	0,92	2,96	1,42	1,38
vendeurs ambulants (garoua)	7,83	4,14	6,72	7,61	6,77
eau en bouteille	4,57	1,04	3,82	0,55	2,32
mini aep	2,99	1,94	0,91	0,87	1,62
eau de pluie	1,22	0,5	0,54	1,11	0,89
autres	0,13	0,63	0,17	0,49	0,36
manquant	0,08	0	0,03	0	0,03
Total	100	100	100	100	100
principale source d'éclaira	ge pour votre lo	ogement	L		
électricité	23,24	10,11	10,41	8,44	12,82
générateur	3,94	0,81	2	0,03	1,56
lampe à pétrole	3,75	1,55	4,2	1,11	2,49
lampe à pile	69,03	87,33	83,37	89,37	82,71
autre	0,05	0,2	0,02	1,05	0,42
manquant	0	0	0	0	0
Total	100	100	100	100	100
le ménage est connecté au 1	éseau de télépl	onie fixe de la	Sonitel		
oui	0,04	0,42	0	0,77	0,36
non	99,96	99,58	100	99,23	99,64
manquant	0	0	0	0	
Total	100	100	100	100	100
ménage connecté à un rése	au internet				
oui	0	0,51	0,16	1,59	0,68
non	100	99,49	99,84	98,41	99,32
manquant	0	0	0	0	
Total	100	100	100	100	100
le ménage est abonné aux c	haînes de télév	ision par câble	e, satellite ou a	adsl	
oui	0,24	0,2	0,02	1	0,45
non	99,76	99,8	99,98	99	99,55
manquant	0	0	0	0	
Total	100	100	100	100	100
premier combustible utilisé	par le ménage	pour la cuisir	ne		

	Autres classes	de niveau de	vie		
	Noyau dur de la classe moyenne	Classe moyenne par approche monétaire uniquement	Classe moyenne par approche non monétaire uniquement	Ne sont pas dans la classe moyenne quelle soit l'approche	Niger
bois ramassé	63,63	87,6	78,13	84,77	78,78
bois achété	35,64	10,48	19,58	9,83	18,32
charbon de bois	0,54	0,97	0,14	0,85	0,65
gaz	0	0,11	0	1,18	0,43
electricité	0	0,21	0	0,23	0,12
pétrole	0	0	0,11	0	0,02
biomasse	0	0,4	1,2	0,71	0,58
autre	0,13	0,23	0,82	2,43	1,08
manquant	0,05	0	0,03	0	0,02
Total	100	100	100	100	100
deuxième combustible utili	sé par le ména	ge pour la cuis	ine		
aucune autre source	50,16	62,13	43,13	44,53	49,21
bois ramassé	2,88	1,05	3,61	3,71	2,94
bois achété	15,1	5,65	17,39	7,19	10,94
charbon de bois	2,9	1,23	1,89	1,61	1,91
gaz	0,25	0,65	0,14	2,15	0,96
electricité	0,03	0	0	0,06	0,03
pétrole	0,1	0,16	0,12	0,05	0,1
biomasse	12,31	15,23	10,59	14,79	13,4
autre	6,28	10,71	8,72	17,6	11,57
manquant	9,99	3,19	14,42	8,3	8,94
Total	100	100	100	100	100
Mode d'évacuation des ord	ures ménagère	s			
dépotoire public/	2 10	1.07	2.44	1 27	1.07
container ramassage privé	3,18	1,07	2,44	1,37	1,97
jetées par le ménage	5,26	3,16	2,37	4,08	3,83
brulées par le ménage	78,59	86,51	78,72	83,81	82,02
enterrées par le ménage	1,75	0,97	3,17	2,31	2,08
autre	0,74	0,29	0,17	0,46	0,43
	10,14	8	13,13	7,75	9,51
manquant Total	0,34	0	0	0,22	0,16
	100	100	100	100	100
type de sanitaire qu'utilise	 	0.56	0.22	2.12	1.25
w c avec chasse eau	0,37	0,56	0,33	3,13	1,35

	Autres classes	de niveau de	vie		
	Noyau dur de la classe moyenne	Classe moyenne par approche monétaire uniquement	Classe moyenne par approche non monétaire uniquement	Ne sont pas dans la classe moyenne quelle soit l'approche	Niger
latrines améliorées			-		
couvertes	15,41	4,95	8,86	3,8	7,93
latrines améliorées non					
couvertes	13,46	7,02	9,63	3,1	7,8
fosse rudimentaire/trou					
court	11,94	2,94	10,19	2,59	6,53
aucune toilette (dans la	50.15	04.46	70.06	07.20	5 < 10
nature)	58,15	84,46	70,86	87,38	76,18
autre	0,67	0	0,14	0	0,19
manquant	0	0,07	0	0	0,02
Total	100	100	100	100	100
moyen qu'utilise le ménage	pour se débari	asser des exci	réments		
camion vidangeur	9,46	30,59	9,38	44,99	18,7
transfert dans un trou	70,78	33,66	53,33	32,72	54,5
eau de pluie, cours d'eau	2,9	8,6	12,63	10,45	7,5
autre	16,87	27,14	24,65	11,41	19,22
manquant	0	0	0	0,42	0,08
Total	100	100	100	100	100
principal mode d'évacuation	n des eaux usée	es du ménage			
puisard (fosse moderne)	1,51	1,22	0,15	2,17	1,4
trou à ciel ouvert	3,62	0,65	2,26	1	1,83
caniveau	0,86	0,39	0,91	0,33	0,59
dans la nature	91,75	96,15	94,6	95,86	94,65
autre	2,27	1,6	2,08	0,65	1,54
manquant	0	0	0	0	
Total	100	100	100	100	100
<u></u>	l .	l .	l	L	1

Tableau X 7: consommation d'autres classes de niveau de vie

Noyau dur de la classe moyenne	Classe moyenne par approche monétaire uniquement	Classe moyenne par approche non monétaire uniquement	Ne sont pas dans la classe moyenne quelle soit l'approche	Ensemble population	
---	---	--	--	---------------------	--

Alimentation et boissons non alcoolisées	0,63	0,70	0,65	0,69	0,67
Boissons alcoolisées et tabac	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Habillement et chaussure	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08
Logement et électricité	0,10	0,08	0,11	0,10	0,10
Meubles, articles de ménages et entretien	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
Santé	0,03	0,03	0,03	0,02	0,03
Transport	0,03	0,02	0,02	0,02	0,02
Communication	0,02	0,01	0,02	0,01	0,02
Loisir, culture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Education	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01
Restaurant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services divers	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Tableau X 8: Caractéristiques des groupes socioéconomiques de la classe moyenne

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total				
Groupes socioéconomiques de la classe moyenne selon l'approche monétaire										
		Région	1							
Agadez	11,8	0,0	1,5	8,6	5,0	3,7				
Diffa	1,1	0,0	5,9	3,6	1,8	4,5				
Dosso	13,3	6,1	12,6	8,4	12,4	11,4				
Maradi	15,6	10,1	18,4	17,6	6,7	16,9				
Tahoua	10,3	3,0	24,0	20,5	11,2	20,3				
Tillabéri	8,1	58,6	11,6	7,4	27,8	14,4				
Zinder	14,9	10,4	25,2	16,4	12,9	21,2				
Niamey	25,0	11,9	0,8	17,5	22,1	7,5				
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0				
	N	Iilieu de rés	sidence							
Urbain	68,0	30,6	5,3	54,5	41,8	22,7				
Rural	32,0	69,4	94,7	45,5	58,2	77,4				
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0				
		Genre du	chef							

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total					
Masculin	97,6	92,3	95,0	87,2	68,0	92,0					
Féminin	2,4	7,7	5,0	12,8	32,0	8,0					
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0					
	Education du chef										
Rien ou préscolaire	25,6	79,1	86,7	74,1	89,7	79,7					
Primaire	14,8	9,6	10,2	11,7	4,6	10,5					
Secondaire premier cycle	37,7	11,0	2,9	13,8	3,2	7,9					
Secondaire second cycle	14,9	0,4	0,2	0,5	0,8	1,3					
Supérieur	7,0	0,0	0,0	0,0	1,8	0,6					
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0					
	C	lasse d'âge	du chef								
Moins de 25 ans	0,2	0,5	3,6	0,7	2,2	2,5					
25-34 ans	12,7	16,0	24,5	19,9	1,5	21,0					
35-44 ans	28,7	13,2	22,6	27,6	2,0	22,2					
45-54 ans	38,9	27,6	20,8	23,9	9,4	22,5					
55-64 ans	14,6	24,9	19,3	18,1	14,5	18,8					
65 ans et plus	4,9	17,8	9,4	9,8	70,4	13,0					
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0					
		taille du mé	énage								
une personne	0,1	0,1	0,2	0,8	1,1	0,3					
2 personnes	1,5	1,4	3,2	2,0	4,3	2,8					
3 à 5 pers	20,5	30,3	34,1	30,0	26,8	31,8					
6 à 9 pers	43,4	30,9	42,4	40,5	26,1	40,5					
10 à 14 pers	26,0	36,5	15,7	17,1	29,8	18,8					
15pers et plus	8,4	0,9	4,4	9,7	11,9	5,9					
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0					
	typ	e de logeme	nt actuel								
appartement dans un immeuble, studio	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0					
chambre (entrer/coucher)	3,2	9,8	7,4	10,0	5,4	7,7					

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total
case traditionnelle	4,9	11,4	20,5	10,8	21,5	17,0
maison individuelle de type traditionnel	56,9	72,3	65,1	54,0	53,0	62,2
maison moderne dans une concession	15,9	0,8	2,8	10,6	10,5	5,5
villa de type moderne	9,5	0,2	0,5	2,3	1,4	1,5
célibatérium	9,7	5,2	3,6	12,1	8,3	6,0
autre	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	statu	ıt d'occupat	ion actuel			
propriétaire avec titre	22,8	7,8	6,6	22,5	13,4	11,2
propriétaire sans titre	31,4	71,2	75,8	40,1	56,4	64,5
copropriétaire/familiale	3,6	3,0	1,8	4,0	7,8	2,8
copropriétaire/familiale	3,2	3,8	12,2	8,2	4,2	9,9
locataire	19,6	7,1	0,3	14,9	7,0	5,2
Location Vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
logé gratuitement	9,5	6,8	3,3	10,1	11,2	5,7
logement de fonction	9,9	0,3	0,0	0,2	0,0	0,7
autre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
le	ménage est co	nnecté au r	éseau d'eau de	la seen		
oui	28,3	4,6	1,6	19,6	15,6	7,8
non	71,7	95,4	98,4	80,4	84,4	92,2
manquant	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
principale source d'	approvisionne	ement en ea	u de boisson dı	ı ménage en sa	ison sèch	ie
eau du robinet dans le logement	4,3	1,1	0,4	3,6	2,8	1,4
eau du robinet dans la concession	26,4	4,1	1,3	17,1	13,9	6,9
robinet du voisin	3,2	4,1	1,2	3,6	2,3	2,0
borne fontaine/robine	33,3	16,2	17,8	32,6	29,4	22,2
puits ouvert dans le	0,0	0,0	0,6	0,6	0,0	0,5

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total
logement						
puits ouvert dans la concession	0,2	0,0	2,5	3,1	0,0	2,2
puits ouvert ailleurs	8,1	37,3	44,8	14,2	22,4	34,7
puits couvert dans le logement	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,1
puits couvert dans la concession	0,0	0,0	1,1	0,6	0,0	0,8
puits protégé ailleurs	3,7	1,9	7,6	2,3	0,1	5,6
forage	8,8	11,1	17,7	10,0	14,8	15,1
source aménagée	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
source non aménagée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
fleuve/rivière/lac	0,0	11,6	2,4	0,1	0,0	2,3
vendeurs ambulants	9,9	5,3	0,6	8,3	7,7	3,4
eau en bouteille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
mini aep	1,8	7,4	1,2	1,4	6,6	2,0
eau de pluie	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,4
autres	0,3	0,0	0,3	1,9	0,0	0,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
principale source d'aj	provisionnen	ent en eau	de boisson du	ménage en sais	on de plu	iies
aucune autre source	15,7	3,3	7,0	8,0	9,7	7,7
eau du robinet dans le logement	1,7	0,9	0,4	2,7	2,0	1,0
eau du robinet dans la concession	24,3	3,9	1,1	16,5	13,6	6,5
robinet du voisin	2,8	4,1	1,0	3,6	1,6	1,9
borne fontaine/robine	26,2	15,1	16,2	29,6	26,4	20,0
puits ouvert dans le logement	0,0	0,0	0,6	0,6	0,0	0,5
puits ouvert dans la concession	0,2	0,0	2,4	3,1	0,0	2,1
puits ouvert ailleurs	5,2	22,9	34,7	12,1	16,7	26,6
puits couvert dans le logement	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,1
puits couvert dans la concession	0,0	0,0	0,6	0,1	0,0	0,4
puits protégé ailleurs	3,7	1,6	7,3	2,3	1,8	5,4

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total
forage	9,6	9,5	16,8	10,0	12,1	14,2
source aménagée	0,0	0,0	0,4	0,0	0,1	0,3
source non aménagée	0,0	1,1	0,9	0,1	0,0	0,6
fleuve/rivière/lac	0,2	18,2	7,6	0,4	4,3	6,2
vendeurs ambulants	8,6	5,1	0,6	6,7	6,7	3,0
eau en bouteille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
mini aep	1,8	13,5	1,1	2,4	4,8	2,4
eau de pluie	0,0	0,9	1,2	0,5	0,0	0,9
autres	0,0	0,0	0,3	0,9	0,0	0,4
manquant	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Pri	incipale sourc	e d'éclairag	e pour votre lo	gement		
électricité	57,5	33,7	5,3	32,8	28,9	17,3
générateur	6,3	0,0	2,6	2,2	0,7	2,5
lampe à pétrole	3,8	2,0	2,3	2,9	7,0	2,8
lampe à pile	32,4	64,2	89,6	62,1	62,9	77,3
autre	0,0	0,0	0,1	0,0	0,5	0,1
Total	100,0	100,00	100,0	100,0	100,0	100,0
le ménage	est connecté	au réseau d	e téléphonie fix	ke de la Sonitel		
oui	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0
non	100,0	100,0	100,0	100,0	99,6	100,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	ménage co	nnecté à un	réseau intern	et		
oui	0,0	0,0	0,0	0,1	1,0	0,1
non	100,0	100,0	100,0	99,9	99,1	99,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
le ménage est a	abonné aux ch	aînes de tél	évision par câl	ole, satellite ou	adsl	
oui	1,2	0,0	0,0	0,3	0,0	0,1
non	98,8	100,0	100,0	99,7	100,0	99,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total		
premier combustible utilisé par le ménage pour la cuisine								
bois ramassé	31,2	56,7	87,7	41,9	46,8	70,2		
bois acheté	67,1	42,5	11,3	55,5	51,3	28,4		
charbon de bois	0,7	0,6	0,1	0,8	1,1	0,4		
gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
électricité	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1		
pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
biomasse	0,0	0,0	0,6	0,9	0,0	0,6		
autre	0,2	0,2	0,3	0,8	0,8	0,5		
manquant	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0		
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0		
deuxièr	ne combustibl	le utilisé par	le ménage po	ur la cuisine				
aucune autre source	52,0	26,3	45,6	54,0	50,4	46,8		
bois ramassé	3,7	3,2	2,2	5,5	5,6	3,2		
bois acheté	9,0	4,3	20,8	11,7	4,5	16,2		
charbon de bois	7,7	3,0	0,6	5,6	4,3	2,4		
gaz	0,0	0,0	0,0	0,7	1,0	0,2		
électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0		
pétrole	0,8	0,1	0,0	0,2	0,0	0,1		
biomasse	5,9	29,0	13,0	4,1	10,7	11,6		
autre	6,2	27,2	6,5	5,1	3,6	7,4		
manquant	14,7	6,9	11,3	13,2	19,6	12,1		
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0		
	type de sa	nitaire qu'u	tilise le ménag	e				
w c avec chasse eau	2,4	0,0	0,1	0,9	1,1	0,5		
latrines améliorées c	34,2	6,9	4,9	22,0	11,7	10,7		
latrines améliorées n	26,5	13,1	5,4	18,8	16,9	10,6		
fosse rudimentaire/tr	17,4	16,0	3,9	12,4	14,6	7,8		
aucune toilette (dans	18,8	63,8	85,2	45,7	55,6	70,1		

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total				
autre	0,4	0,2	0,5	0,2	0,0	0,4				
manquant	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0				
Groupes socioéconomique de la classe moyenne selon l'approche non monétaire										
	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total				
		Région	1							
Agadez	9,85	0,33	1,85	7,65	6,42	3,72				
Diffa	1,41	0	4,58	3,72	2,53	3,8				
Dosso	14,77	5,1	12,17	7,63	8,24	10,64				
Maradi	19,68	16,39	17,13	14,92	3,52	16,02				
Tahoua	11,71	2,72	26,29	17,73	12,62	21,29				
Tillabéri	10,44	44,78	18,39	9,94	21,36	18				
Zinder	13,35	14,35	18,5	21,87	22,37	18,88				
Niamey	18,79	16,32	1,09	16,54	22,94	7,66				
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0				
	N	Ailieu de rés	idence							
Urbain	58,4	46,03	8,39	55,19	50,46	26,25				
Rural	41,6	53,97	91,61	44,81	49,54	73,75				
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0				
		Genre du	chef							
Masculin	95,36	88,45	96,01	85,41	55,55	91,01				
Féminin	4,64	11,55	3,99	14,59	44,45	8,99				
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0				
]	Education d	u chef							
Rien ou préscolaire	34	77,16	81,01	75,45	92,72	77,48				
Primaire	12,17	17,11	14,23	13,87	4,61	13,72				
Secondaire premier cycle	39,32	5,57	4,51	10,38	2,68	7,75				
Secondaire second cycle	10,77	0,15	0,25	0,3	0	0,84				
Supérieur	3,74	0,13	0,25	0,3	0	0,21				

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total			
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0			
Classe d'âge du chef									
Moins de 25 ans	1,1	4,98	2,59	1,5	2,24	2,4			
25-34 ans	16,48	15,16	20,1	20,53	2,89	18,75			
35-44 ans	30,85	17,88	29,48	25,1	3,43	26,45			
45-54 ans	30,72	18,53	19,8	24,79	15,45	21,2			
55-64 ans	15,44	27,04	19,98	18,14	20,06	19,79			
65 ans et plus	5,4	16,41	8,05	9,94	55,94	11,4			
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0			
	1	taille du mé	enage						
une personne	0,62	0,3	0,07	0,78	1,56	0,35			
2 personnes	1,92	1,81	1,21	2,14	1,45	1,51			
3 à 5 pers	27,77	19,28	22,29	27,53	33,15	24,13			
6 à 9 pers	40,21	37,47	40,38	42,73	30,86	40,19			
10 à 14 pers	28,26	37,66	25,35	14,93	24,83	24,02			
15pers et plus	1,22	3,48	10,69	11,9	8,16	9,81			
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0			
	typ	e de logeme	nt actuel						
appartement dans un immeuble, studio	0	0,17	0	0,08	0	0,03			
chambre (entrer/coucher)	5,06	7,53	4,88	8,77	6,83	6,02			
case traditionnelle	6,71	9,06	19,35	10,02	15,97	15,71			
maison individuelle de type traditionnel	69,01	71,78	67,66	61,1	56,28	65,97			
maison moderne dans une concession	11,3	1,32	1,67	8,07	7,64	3,92			
villa de type moderne	0,03	0,19	0,25	1,04	1,19	0,46			
célibatérium	7,89	9,74	5,55	10,61	12,1	7,42			
autre	0	0,21	0,65	0,3	0	0,47			
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0			
	statı	ıt d'occupat	ion actuel						

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total			
propriétaire avec titre	18,13	9,55	12,72	24,06	19,1	15,65			
propriétaire sans titre	36,89	54,56	71,22	37,56	47,25	59,5			
copropriétaire/familiale	3,13	2,76	2,37	3,55	9,75	3,09			
copropriétaire/familiale	3,81	7,1	9,18	8,75	1,7	8,25			
locataire	20,25	10,47	0,56	14,55	8,53	5,83			
Location Vente	0,16	0	0	0	0	0,01			
logé gratuitement	9,82	15,27	3,95	11,36	13,67	7,18			
logement de fonction	7,8	0,28	0	0,17	0	0,5			
autre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0			
le ménage est connecté au réseau d'eau de la seen									
oui	14,03	6,52	1,82	15,18	13,75	6,39			
non	85,97	93,48	98,18	84,82	86,25	93,61			
manquant	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0			
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0			
principale source d'	approvisionne	ement en ea	u de boisson d	u ménage en sa	ison sèch	ie			
eau du robinet dans le logement	4,29	1,12	0,35	3,56	2,8	1,42			
eau du robinet dans la concession	26,42	4,08	1,27	17,06	13,94	6,89			
robinet du voisin	3,2	4,06	1,16	3,62	2,28	2,02			
borne fontaine/robine	33,27	16,17	17,77	32,64	29,44	22,22			
puits ouvert dans le logement	0	0	0,61	0,56	0	0,48			
puits ouvert dans la concession	0,22	0	2,47	3,14	0	2,15			
puits ouvert ailleurs	8,07	37,29	44,75	14,24	22,43	34,69			
puits couvert dans le logement	0	0,03	0	0,51	0	0,1			
puits couvert dans la concession	0	0	1,07	0,61	0	0,78			
puits protégé ailleurs	3,66	1,94	7,63	2,3	0,06	5,56			
forage	8,84	11,08	17,71	10,04	14,82	15,05			
source aménagée	0	0	0	0,08	0	0,02			
source non aménagée	0	0	0	0	0	0			

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total
fleuve/rivière/lac	0	11,6	2,42	0,13	0	2,28
vendeurs ambulants	9,89	5,27	0,64	8,25	7,66	3,42
eau en bouteille	1,79	7,35	1,22	1,38	6,57	1,98
mini aep	0	0	0,62	0	0	0,38
eau de pluie	0,33	0	0,31	1,87	0	0,57
autres	0	0	0,31	0,87	0	0,36
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
principale source d'aj	pprovisionnen	ent en eau	de boisson du	ménage en sais	on de plu	iies
aucune autre source	15,69	3,32	7,01	7,98	9,74	7,7
eau du robinet dans le logement	1,71	0,93	0,35	2,74	1,95	1,03
eau du robinet dans la concession	24,34	3,86	1,08	16,47	13,6	
robinet du voisin	24,34	4,06	1,03			6,49
borne fontaine/robine		-		3,62	1,61	1,87
puits ouvert dans le	26,24	15,06	16,23	29,56	26,44	19,95
logement puits ouvert dans la	0	0	0,55	0,56	0	0,45
concession	0,22	0	2,35	3,14	0	2,08
puits ouvert ailleurs	5,24	22,85	34,66	12,07	16,73	26,57
puits couvert dans le logement	0	0,03	0	0,68	0	0,13
puits couvert dans la concession	0	0	0,57	0,05	0	0,36
puits protégé ailleurs	3,66	1,55	7,28	2,3	1,8	5,41
forage	9,57	9,48	16,75	9,97	12,12	14,24
source aménagée	0	0	0,42	0,01	0,14	0,27
source non aménagée	0	1,1	0,87	0,06	0	0,62
fleuve/rivière/lac	0,23	18,18	7,56	0,35	4,32	6,18
vendeurs ambulants	8,57	5,11	0,61	6,72	6,73	2,95
eau en bouteille	1,79	13,54	1,11	2,38	4,82	2,4
mini aep	0	0,94	1,19	0,49	0	0,89
eau de pluie	0	0	0,31	0,87	0	0,36
autres	0	0	0,07	0	0	0,04
manquant	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total			
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0			
Principale source d'éclairage pour votre logement									
électricité	40,0	31,6	8,7	28,3	28,9	17,39			
générateur	4,3	0,2	3,5	2,5	1,7	2,99			
lampe à pétrole	4,9	5,6	2,7	5,5	9,2	3,98			
lampe à pile	50,8	62,6	85,1	63,7	59,6	75,61			
autre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,04			
Total	100,0	100,00	100,0	100,0	100,0	100,0			
le ménag	e est connecté	au réseau d	e téléphonie fix	ke de la Sonitel					
oui	0	0	0	0	0,4	0,02			
non	100	100	100	100	99,6	99,98			
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0			
	ménage co	nnecté à un	réseau intern	et					
oui	13,31	4,31	0	14,96	6,45	12,52			
non	86,69	95,69	100	85,04	93,55	87,48			
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0			
le ménage est	abonné aux ch	aînes de tél	évision par câl	ole, satellite ou	adsl				
oui	1,22	0	0	0,34	0	0,14			
non	98,78	100	100	99,66	100	99,86			
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0			
prem	ier combustible	e utilisé par	le ménage pou	ır la cuisine					
bois ramassé	31,22	56,73	87,69	41,87	46,76	70,19			
bois acheté	67,12	42,48	11,29	55,46	51,34	28,36			
charbon de bois	0,73	0,55	0,06	0,84	1,14	0,36			
gaz	0,01	0	0	0	0	0			
électricité	0,65	0	0,02	0,01	0	0,05			
pétrole	0	0	0,6	0,86	0	0,55			
biomasse	0,24	0,18	0,33	0,83	0,76	0,45			
autre	0,03	0,07	0,01	0,14	0	0,04			
manquant	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0			

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total			
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0			
deuxième combustible utilisé par le ménage pour la cuisine									
aucune autre source	51,97	26,31	45,61	53,99	50,44	46,78			
bois ramassé	3,69	3,23	2,16	5,52	5,64	3,24			
bois acheté	8,97	4,34	20,79	11,7	4,45	16,16			
charbon de bois	7,72	2,95	0,59	5,59	4,28	2,44			
gaz	0	0	0	0,68	0,95	0,2			
électricité	0	0	0	0	0,28	0,01			
pétrole	0,84	0,06	0,04	0,16	0	0,11			
biomasse	5,87	29	13,01	4,08	10,73	11,59			
autre	6,23	27,19	6,52	5,11	3,59	7,42			
manquant	14,7	6,92	11,29	13,18	19,62	12,05			
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0			
	type de sa	nitaire qu'u	tilise le ménag	e					
w c avec chasse eau	1,3	0,13	0,11	0,78	0,61	0,35			
latrines améliorées c	37,09	10,67	7,67	18,8	16,45	12,45			
latrines améliorées n	20,48	10,26	6,34	22,49	20,94	11,72			
fosse rudimentaire/tr	13,69	25,19	7,89	13,65	16,31	11,08			
aucune toilette (dans	27,01	53,6	77,39	44,14	45,69	63,96			
autre	0,42	0,14	0,6	0,15	0	0,43			
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0			
Groupes socioéco	nomique de la	a classe moy	enne selon l'a	pproche du no	yau dur				
	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total			
		Région	1						
Agadez	9,6	0,1	2,4	8,5	8,1	4,8			
Diffa	0,6	0,0	6,7	4,5	1,6	4,8			
Dosso	14,3	2,1	12,9	7,5	12,4	10,8			
Maradi	18,3	11,4	14,0	13,2	3,3	13,3			

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total
Tahoua	13,1	3,9	24,3	19,8	11,4	20,0
Tillabéri	12,5	54,1	16,3	8,5	18,0	16,7
Zinder	12,2	11,3	21,7	19,4	18,2	19,4
Niamey	19,5	17,3	1,6	18,7	26,9	10,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	N	Iilieu de rés	sidence			
Urbain	54,6	46,5	10,5	57,7	58,6	32,2
Rural	45,4	53,5	89,5	42,3	41,4	67,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
		Genre du	chef			
Masculin	98,2	92,7	95,1	88,1	56,3	91,0
Féminin	1,9	7,3	4,9	11,9	43,7	9,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	I	Education d	u chef			
Rien ou préscolaire	28,2	75,9	80,4	74,5	93,2	75,0
Primaire	13,6	15,9	14,3	12,2	4,7	13,2
Secondaire premier cycle	45,3	8,3	5,3	12,9	2,1	10,6
Secondaire second cycle	10,6	0,0	0,0	0,5	0,0	1,0
Supérieur	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	C	lasse d'âge	du chef			
Moins de 25 ans	0,0	0,0	0,3	0,6	0,4	0,3
25-34 ans	2,0	2,4	4,0	3,3	8,0	4,0
35-44 ans	9,6	41,4	34,8	32,2	22,5	33,0
45-54 ans	47,9	37,5	41,3	32,6	18,9	39,5
55-64 ans	19,3	18,7	18,9	19,5	24,1	19,2
65 ans et plus	21,3	0,0	0,8	11,8	26,0	4,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
		taille du mé	enage			
une personne	0,3	0,0	0,0	0,2	0,6	0,1

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total
2 personnes	2,8	1,8	0,2	2,7	2,1	0,7
3 à 5 pers	34,8	15,5	15,0	25,6	15,1	16,9
6 à 9 pers	46,0	42,4	48,5	39,7	38,2	46,9
10 à 14 pers	14,0	32,3	28,0	18,5	34,2	27,0
15pers et plus	2,2	8,0	8,3	13,3	9,8	8,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	typ	e de logeme	nt actuel			
appartement dans un immeuble, studio	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
chambre (entrer/coucher)	5,0	10,4	5,0	9,0	4,6	6,4
case traditionnelle	6,4	6,7	18,7	10,3	17,6	14,5
maison individuelle de type traditionnel	69,2	74,6	67,8	56,2	53,8	64,5
maison moderne dans une concession	11,2	1,2	2,4	9,4	11,7	5,5
villa de type moderne	0,0	0,3	0,5	1,6	1,1	0,8
célibatérium	8,2	6,3	5,4	13,1	11,3	8,1
autre	0,0	0,2	0,2	0,3	0,0	0,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	statu	ıt d'occupat	ion actuel			
propriétaire avec titre	15,2	12,7	11,2	21,2	17,0	14,7
propriétaire sans titre	40,8	57,9	71,8	39,1	41,4	57,7
copropriétaire/familiale	2,6	4,2	2,6	4,4	12,3	3,7
copropriétaire/familiale	3,9	4,0	8,7	6,2	1,6	6,9
locataire	18,5	10,7	0,7	16,8	10,7	7,8
Location Vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
logé gratuitement	11,2	10,1	5,1	12,2	17,0	8,5
logement de fonction	7,9	0,5	0,0	0,3	0,0	0,8
autre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
le	ménage est co	nnecté au r	éseau d'eau de	la seen		
oui	12,0	6,7	3,0	16,4	16,0	8,4

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total				
non	88,0	93,3	97,0	83,6	84,0	91,6				
manquant	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0				
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0				
principale source d'approvisionnement en eau de boisson du ménage en saison sèche										
eau du robinet dans le logement	0,7	1,9	0,3	2,4	1,4	1,1				
eau du robinet dans la concession	14,0	5,7	2,7	15,3	15,9	8,0				
robinet du voisin	3,0	6,7	2,4	4,7	3,8	3,5				
borne fontaine/robine	39,6	25,7	20,3	35,0	41,6	27,5				
puits ouvert dans le logement	0,0	0,0	1,3	0,7	0,0	0,9				
puits ouvert dans la	·	·	-							
concession puits ouvert ailleurs	0,0	0,0	5,4	3,3	0,0	3,7				
puits couvert dans le logement	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,2				
puits couvert dans la concession	0,0	0,0	1,1	0,8	0,0	0,8				
puits protégé ailleurs	5,6	0,7	7,8	2,7	0,1	5,3				
forage	13,6	3,4	13,4	11,1	1,8	11,4				
source aménagée	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0				
source non aménagée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
fleuve/rivière/lac	0,0	17,4	4,3	0,0	0,0	3,5				
vendeurs ambulants	10,4	7,5	1,4	9,4	10,8	5,3				
eau en bouteille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
mini aep	1,7	3,9	1,6	1,8	8,0	2,2				
eau de pluie	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,5				
autres	0,5	0,0	0,0	1,8	0,0	0,5				
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0				
principale source d'aj	provisionnen	nent en eau	de boisson du	ménage en sais	on de plu	iies				
aucune autre source	15,5	1,6	8,1	9,1	11,0	8,7				
eau du robinet dans le logement	0,0	1,5	0,3	1,3	0,6	0,7				
eau du robinet dans la concession	11,6	5,4	2,4	14,5	15,3	7,4				
robinet du voisin	2,5	6,7	2,1	4,7	2,7	3,2				

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total
borne fontaine/robine	32,4	25,1	17,1	31,6	36,7	24,0
puits ouvert dans le logement	0,0	0,0	1,2	0,7	0,0	0,8
puits ouvert dans la concession	0,0	0,0	5,1	3,3	0,0	3,6
puits ouvert ailleurs	6,8	25,9	26,5	8,2	8,6	18,8
puits couvert dans le logement	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,2
puits couvert dans la concession	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
puits protégé ailleurs	5,6	0,0	7,4	2,7	0,1	5,0
forage	14,7	1,2	11,6	11,1	1,8	10,4
source aménagée	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,2
source non aménagée	0,0	0,0	0,7	0,1	0,0	0,4
fleuve/rivière/lac	0,1	12,5	12,7	0,2	5,7	7,9
vendeurs ambulants	9,1	7,2	1,3	7,6	9,3	4,5
eau en bouteille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
mini aep	1,7	12,2	1,3	3,1	8,0	3,0
eau de pluie	0,0	0,7	2,0	0,6	0,0	1,2
autres	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,1
manquant	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Pr	incipale sourc	e d'éclairag	e pour votre lo	gement		
électricité	44,3	45,3	11,2	31,3	37,4	23,3
générateur	3,3	0,1	5,5	2,8	1,2	4,0
lampe à pétrole	5,5	2,2	3,2	3,3	10,3	3,8
lampe à pile	47,0	52,5	80,1	62,6	50,3	69,0
autre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,1
Total	100,0	100,00	100,0	100,0	100,0	100,0
le ménage	e est connecté :	au réseau d	e téléphonie fix	ke de la Sonitel		
oui	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0
non	100,0	100,0	100,0	100,0	99,4	100,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total					
ménage connecté à un réseau internet											
oui	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0					
non	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0					
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0					
le ménage est abonné aux chaînes de télévision par câble, satellite ou adsl											
oui	1,6	0,0	0,0	0,4	0,0	0,2					
non	98,4	100,0	100,0	99,6	100,0	99,8					
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0					
premi	er combustible	e utilisé par	le ménage pou	ır la cuisine							
bois ramassé	34,5	50,8	84,9	41,0	35,3	63,6					
bois acheté	64,4	48,9	15,0	57,3	62,8	35,7					
charbon de bois	0,9	0,2	0,1	1,0	1,7	0,5					
gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0					
électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0					
pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0					
biomasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0					
autre	0,1	0,1	0,0	0,4	0,2	0,1					
manquant	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1					
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0					
deuxièi	ne combustibl	e utilisé par	· le ménage po	ur la cuisine							
aucune autre source	50,9	28,7	52,0	53,0	44,6	50,1					
bois ramassé	3,3	4,9	0,8	4,9	9,0	2,9					
bois acheté	11,4	3,2	19,5	12,8	7,0	15,2					
charbon de bois	3,7	2,3	0,6	6,8	5,4	2,9					
gaz	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,3					
électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0					
pétrole	0,4	0,0	0,0	0,3	0,0	0,1					
biomasse	7,5	32,0	15,4	2,7	12,5	12,4					
autre	6,7	20,0	5,4	5,2	1,3	6,3					
manquant	16,1	8,9	6,3	13,5	19,8	10,0					

En colonne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	Total
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	type de sa	nitaire qu'u	tilise le ménag	e		
w c avec chasse eau	0,2	0,0	0,2	0,9	0,0	0,4
latrines améliorées c	34,7	9,9	10,3	20,7	17,5	15,5
latrines améliorées n	23,7	12,7	6,9	21,0	23,4	13,5
fosse rudimentaire/tr	15,0	25,4	6,7	15,4	21,2	11,9
aucune toilette (dans	25,8	51,8	74,8	41,8	38,0	58,1
autre	0,5	0,3	1,1	0,2	0,0	0,7
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

	Groupes socioéconon	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
	·	Région			
Agadez	21,9	0,1	26,0	44,5	7,5
Diffa	1,7	0,0	80,9	15,3	2,1
Dosso	8,0	3,4	68,5	14,1	6,0
Maradi	6,4	3,9	67,7	19,9	2,2
Tahoua	3,5	0,9	73,3	19,3	3,0
Tillabéri	3,9	26,1	49,7	9,8	10,6
Zinder	4,8	3,2	73,9	14,8	3,4
Niamey	22,8	10,1	6,4	44,5	16,1
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
	Milieu	de résidence			
Urbain	20,6	8,7	14,5	46,1	10,1
Rural	2,8	5,8	76,0	11,3	4,1
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
	Gen	re du chef			
masculin	7,3	6,5	64,1	18,1	4,1
féminin	2,0	6,2	39,0	30,8	22,0

Gro	oupes socioéconon	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
	Educa	ation du chef			
Rien ou préscolaire	2,2	6,4	67,5	17,8	6,2
Primaire	9,7	5,9	60,6	21,4	2,4
Secondaire premier cycle	32,7	8,9	22,9	33,4	2,2
Secondaire second cycle	77,9	2,0	10,2	6,6	3,3
Supérieur	83,2	0,0	0,0	0,0	16,8
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
	Classe	d'âge du chef			
Moins de 25 ans	0,7	1,2	88,2	5,3	4,7
25-34 ans	4,2	4,9	72,4	18,1	0,4
35-44 ans	8,9	3,8	63,1	23,8	0,5
45-54 ans	11,9	7,9	57,5	20,4	2,3
55-64 ans	5,3	8,5	63,5	18,4	4,2
65 ans et plus	2,6	8,8	44,6	14,4	29,6
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
	taille	du ménage	l		l
une personne	2,8	1,2	34,0	44,2	17,9
2 personnes	3,6	3,1	70,8	13,9	8,6
3 à 5 pers	4,4	6,1	66,7	18,1	4,6
6 à 9 pers	7,4	4,9	65,1	19,1	3,5
10 à 14 pers	9,5	12,5	51,8	17,4	8,7
15pers et plus	9,9	1,0	46,5	31,5	11,1
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
	type de l	ogement actuel			
appartement dans un immeuble, studio	0,0	41,6	36,5	21,9	0,0
chambre (entrer/coucher)	2,9	8,3	60,0	25,0	3,9
case traditionnelle	2,0	4,3	74,7	12,1	6,9
maison individuelle de type	6,3	7,5	65,0	16,6	4,7

Grou	oes socioéconon	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
traditionnel					
maison moderne dans une					
concession	19,8	0,9	31,9	36,9	10,4
villa de type moderne	44,7	0,9	19,4	29,9	5,1
célibatérium	11,1	5,6	37,1	38,6	7,6
autre	0,0	4,8	60,5	34,7	0,0
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
	statut d'o	ccupation actue	l		
propriétaire avec titre	14,0	4,5	36,5	38,5	6,6
propriétaire sans titre	3,3	7,1	72,9	11,9	4,8
copropriétaire/familiale	8,9	7,1	40,6	27,9	15,6
copropriétaire/familiale	2,2	2,5	77,0	15,9	2,4
locataire	25,8	8,7	3,7	54,4	7,3
Location Vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
logé gratuitement	11,5	7,7	35,8	34,2	10,8
logement de fonction	92,4	2,6	0,0	5,1	0,0
autre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
le mé	nage est connec	té au réseau d'e	au de la seen		
oui	24,9	3,8	12,6	47,9	10,9
non	5,3	6,7	66,3	16,7	5,0
manquant	0,0		0,0	0,0	0,0
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
principale source d'app	rovisionnement	en eau de boiss	on du ménage e	en saison sèche	
eau du robinet dans le logement	20,7	5,1	15,4	48,0	10,8
eau du robinet dans la concession	26,3	3,8	11,4	47,4	11,1
robinet du voisin	10,9	12,9	35,7	34,3	6,2
borne fontaine/robine	10,3	4,7	49,7	28,1	7,3
puits ouvert dans le logement	0,0	0,0	77,9	22,1	0,0
	•	•			

Group	es socioéconon	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
puits ouvert dans la concession	0,7	0,0	71,3	28,0	0,0
puits ouvert ailleurs	1,6	6,9	80,1	7,9	3,6
puits couvert dans le logement	0,0	1,7	0,0	98,3	0,0
puits couvert dans la concession	0,0	0,0	85,1	14,9	0,0
puits protégé ailleurs	4,5	2,3	85,3	7,9	0,1
forage	4,0	4,7	73,1	12,8	5,4
source aménagée	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
source non aménagée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
fleuve/rivière/lac	0,0	32,8	66,1	1,1	0,0
vendeurs ambulants	19,9	9,9	11,7	46,2	12,3
eau en bouteille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
mini aep	6,2	23,9	38,3	13,4	18,2
eau de pluie	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
autres	4,0	0,0	33,4	62,6	0,0
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
principale source d'appro	visionnement er	eau de boisso	n du ménage en	saison de pluie	es
aucune autre source	14,0	2,8	56,5	19,8	6,9
eau du robinet dans le logement	11,4	5,8	21,3	51,1	10,4
eau du robinet dans la concession	25,8	3,8	10,3	48,6	11,5
robinet du voisin	10,1	14,0	34,3	36,9	4,7
borne fontaine/robine	9,0	4,9	50,5	28,3	7,3
puits ouvert dans le logement	0,0	0,0	76,2	23,9	0,0
puits ouvert dans la concession	0,7	0,0	70,4	28,9	0,0
puits ouvert ailleurs	1,4	5,5	81,0	8,7	3,5
puits couvert dans le logement	0,0	1,3	0,0	98,7	0,0
puits couvert dans la concession	0,0	0,0	97,6	2,4	0,0
puits protégé ailleurs	4,7	1,8	83,5	8,1	1,8
forage	4,6	4,3	73,0	13,4	4,7

Group	es socioéconon	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
source aménagée	0,0	0,0	96,1	1,1	2,8
source non aménagée	0,0	11,3	86,8	2,0	0,0
fleuve/rivière/lac	0,3	18,9	75,9	1,1	3,8
vendeurs ambulants	20,0	11,1	12,8	43,6	12,5
eau en bouteille	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
mini aep	5,1	36,2	28,7	18,9	11,0
eau de pluie	0,0	6,8	82,7	10,5	0,0
autres	0,0	0,0	53,3	46,7	0,0
manquant	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
Princi	pale source d'éc	clairage pour vo	tre logement		1
electricité	22,8	12,5	19,2	36,3	9,2
générateur	17,2	0,1	64,8	16,4	1,6
lampe à pétrole	9,4	4,7	51,7	20,3	13,9
lampe à pile	2,9	5,3	71,9	15,4	4,5
autre	0,0	0,0	76,5	0,0	23,5
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
le ménage est	connecté au ré	seau de télépho	nie fixe de la Sc	onitel	
oui	63,9	0,0	0,0	16,1	20,1
non	6,8	6,4	62,2	19,1	5,5
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
,	ménage connec	té à un réseau i	nternet		
oui	50,8	0,0	0,0	49,2	0,0
non	6,8	6,5	62,2	19,1	5,5
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
le ménage est abo	nné aux chaînes	de télévision p	ar câble, satelli	te ou adsl	•
oui	71,6	0,0	0,0	28,4	0,0
non	6,7	6,4	62,2	19,1	5,5
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5

Grou	pes socioéconon	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
premier o	combustible utilis	sé par le ménag	e pour la cuisin	9	
bois ramassé	2,9	5,8	75,6	11,8	4,0
bois acheté	18,3	8,7	22,6	40,5	9,9
charbon de bois	14,3	3,4	41,9	32,8	7,7
gaz	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
électricité	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
biomasse	0,0	0,0	0,0	66,7	33,3
autre	29,1	1,2	1,7	64,4	3,7
manquant	5,4	6,0	0,0	88,7	0,0
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
deuxième	combustible util	isé par le ména	ge pour la cuisii	ne	
aucune autre source	5,8	3,1	67,7	19,1	4,3
bois ramassé	11,4	11,5	21,4	41,2	14,6
bois acheté	6,1	3,2	68,7	18,4	3,6
charbon de bois	25,7	5,8	9,2	48,0	11,3
gaz	30,3	0,0	0,0	57,0	12,7
électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
pétrole	66,4	0,0	0,0	33,6	0,0
biomasse	3,0	16,4	67,0	4,5	9,1
autre	6,0	17,0	60,4	14,8	1,9
manquant	15,4	4,9	32,6	36,8	10,2
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
	type de sanitair	e qu'utilise le m	énage		
w c avec chasse eau	35,5	0,0	14,9	36,2	13,4
latrines améliorées c	21,9	4,2	28,5	39,4	6,0
latrines améliorées n	17,2	8,0	31,9	34,1	8,8
fosse rudimentaire/tr	15,3	13,2	30,9	30,4	10,3
aucune toilette (dans	1,8	5,9	75,5	12,5	4,4

Groupe	es socioéconon	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
autre	6,5	2,6	81,8	9,0	0,0
manquant	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	6,9	6,4	62,1	19,1	5,5
Classe	de niveau de v	ie : Approche no	on monétaire		
	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
	1	Région			
Agadez	15,0	0,6	30,0	45,2	9,1
Diffa	2,1	0,0	72,9	21,5	3,5
Dosso	7,9	3,2	69,1	15,8	4,1
Maradi	7,0	6,8	64,6	20,5	1,2
Tahoua	3,1	0,8	74,6	18,3	3,1
Tillabéry		,			
Zinder	3,3	16,6	61,7	12,1	6,3
Niamey	4,0	5,1	59,2	25,5	6,3
Total	13,9 5,7	14,2 6,7	8,6 60,4	47,5 22,0	15,8 5,3
	Milieu	de résidence			
Urbain					
	12,6	11,7	19,3	46,2	10,1
Rural	3,2	4,9	75,0	13,4	3,5
Total	5,7	6,7	60,4	22,0	5,3
	Gen	re du chef			
masculin	6,0	6,5	63,7	20,6	3,2
féminin	2,9	8,6	26,8	35,7	26,1
Total	5,7	6,7	60,4	22,0	5,3
	Educa	ition du chef			I
Rien ou préscolaire	2,5	6,7	63,2	21,4	6,3
Primaire	5,0	8,3	62,7	22,2	1,8
Secondaire premier cy					
Secondaire second cyc	28,8	4,8	35,1	29,4	1,8
Supérieur	73,0	1,2	17,9	7,9	0,0
Total	100,0 5,7	0,0 6,7	0,0 60,4	0,0 22,0	0,0 5,3

Gro	upes socioéconon	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
	Classe	d'âge du chef			
Moins de 25 ans	2,6	13,8	64,9	13,7	4,9
25-34 ans					
35-44 ans	5,0	5,4	64,8	24,1	0,8
	6,6	4,5	67,3	20,9	0,7
45-54 ans	8,2	5,8	56,4	25,7	3,8
55-64 ans	4,4	9,1	61,0	20,1	5,3
65 ans et plus				19,2	25,9
Total	2,7 5,7	9,6 6,7	42,7 60,4	22,0	5,3
	taille	du ménage			
une personne	10,0	5,8	11,9	48,8	23,5
2 personnes	7,2	8,0	48,6	31,1	5,1
3 à 5 pers	6,5	5,3	55,8	25,1	7,2
6 à 9 pers	5,7	6,2	60,7	23,4	4,1
10 à 14 pers	6,7	10,5	63,7	13,7	5,5
15pers et plus	0,7	2,4	65,9	26,7	4,4
Total	5,7	6,7	60,4	22,0	5,3
	type de l	l ogement actuel			
appartement dans un immeuble,					
studio	0,0	38,7	0,0	61,3	0,0
chambre (entrer/coucher)	4,8	8,4	48,9	32,0	6,0
case traditionnelle	2,4	3,9	74,4	14,0	5,4
maison individuelle de type	,	·			
traditionnel	5,9	7,3	62,0	20,4	4,5
maison moderne dans une					
concession	16,4	2,3	25,8	45,3	10,3
villa de type moderne	0,4	2,8	32,7	50,4	13,8
célibatérium	6,0	8,8	45,2	31,4	8,6
autre	0,0	3,0	83,1	13,9	0,0
Total	5,7	6,7	60,4	22,0	5,3
	statut d'o	ccupation actue	I		
propriétaire avec tit	6,6	4,1	49,1	33,8	6,4
		, .			, -

Grou	oes socioéconon	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
propriétaire sans tit	3,5	6,1	72,3	13,9	4,2
copropriétaire/familial	5,8	6,0	46,4	25,3	16,7
copropriétaire/familial	2,6	5,8	67,2	23,3	1,1
locataire	19,7	12,0	5,8	54,8	7,7
location vente	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
logé gratuitement (pa	7,8	14,2	33,2	34,8	10,0
logement de fonction	88,8	3,8	0,0	7,5	0,0
autre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	5,7	6,7	60,4	22,0	5,3
le mé	nage est connec	l té au réseau d'e	au de la seen	<u>l</u>	<u>l</u>
oui	12,5	6,8	17,2	52,2	11,3
non					
manquant	5,2 0,0	6,7	63,4 0,0	19,9 0,0	4,9 0,0
Total	5,7	6,7	60,4	22,0	5,3
principale source d'app	rovisionnement (en eau de boiss	 on du ménage e	en saison sèche	
eau du robinet dans le logement	4,8	11,0	14,7	52,4	17,1
eau du robinet dans la concession	13,8	6,6	16,3	53,5	9,9
robinet du voisin	6,9	17,1	34,8	34,3	7,0
borne fontaine/robine	9,7	7,3	45,3	29,9	7,0
puits ouvert dans le logement			·	,	
puits ouvert dans la concession	0,0	1,6	65,9	32,6	0,0
puits ouvert ailleurs	0,0	0,0	83,3	16,7	0,0
puits couvert dans le logement	2,1	4,2	80,7	9,5	3,6
puits couvert dans la concession	0,0	1,7	0,0	98,3	0,0
	0,0	0,0	84,1	15,9	0,0
puits protégé ailleurs	4,9	2,5	78,3	13,6	0,7
forage	4,7	5,3	65,1	21,0	3,9
source aménagée	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
source non aménagée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
fleuve/rivière/lac	0,0	30,0	67,8	2,3	0,0
vendeurs ambulants	12,4	10,3	22,5	44,1	10,8

Grou	oes socioéconon	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
eau en bouteille	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
mini aep	9,6	8,7	50,7	15,5	15,5
eau de pluie	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
autres	6,2	0,0	11,5	82,3	0,0
Total	5,7	6,7	60,4	22,0	5,3
principale source d'appro	ovisionnement er	n eau de boisso	n du ménage en	saison de pluie	es
aucune autre source	12,4	1,8	58,6	21,5	5,7
eau du robinet dans le logement	0,0	11,1	22,7	51,5	14,8
eau du robinet dans la concession	12,9	7,0	15,9	53,6	10,5
robinet du voisin	5,8	19,5	32,3	36,8	5,7
borne fontaine/robine	8,4	7,8	44,6	31,3	8,0
puits ouvert dans le logement	0,0	1,7	63,6	34,7	0,0
puits ouvert dans la concession	0,0	0,0	84,0	16,0	0,0
puits ouvert ailleurs	1,9	4,9	79,8	10,2	3,2
puits couvert dans le logement	0,0	1,7	0,0	98,3	0,0
puits couvert dans la concession	0,0	0,0	97,2	2,8	0,0
puits protégé ailleurs	4,9	2,0	78,8	13,6	0,7
forage	5,6	6,9	59,9	22,5	5,1
source aménagée	0,0	0,0	89,7	5,1	5,1
source non aménagée	0,9	0,0	97,8	1,4	0,0
fleuve/rivière/lac	0,1	11,9	83,8	1,6	2,6
vendeurs ambulants	10,9	10,3	23,1	45,7	10,1
eau en bouteille	7,9	22,9	34,2	22,1	12,8
mini aep	0,0	2,8	87,1	10,1	0,0
eau de pluie	0,0	0,0	27,7	72,3	0,0
autres	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
manquant	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Total	5,7	6,7	60,4	22,0	5,3
Princ	ipale source d'éd	lairage pour vo	tre logement	1	1
électricité	13,1	12,2	30,2	35,8	8,8
	_1	1	1	l	l .

Gro	upes socioéconon	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
générateur	8,1	0,5	70,2	18,1	3,1
lampe à pétrole	7,0	9,3	41,3	30,2	12,1
lampe à pile	3,8	5,5	68,0	18,5	4,2
autre	0,0	0,0	13,6	0,0	86,4
Total	5,7	6,7	60,4	22,0	5,3
le ménage	est connecté au ré	seau de télépho	nie fixe de la Sc	onitel	
oui	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
non	5,7	6,7	60,4	22,0	5,3
Total	5,7	6,7	60,4	22,0	5,3
	ménage connec	 té à un réseau i	 nternet		
oui	0,0	0,0	0,0	30,8	69,2
non	5,7	6,7	60,4	22,0	5,2
Total	5,7	6,7	60,4	22,0	
le ménage est a	bonné aux chaînes	l s de télévision p	ar câble, satellit	te ou adsl	
oui	48,4	0,0	0,0	51,6	0,0
non	5,6	6,7	60,5	21,9	5,3
Total	5,7	6,7	60,4	22,0	5,3
premie	r combustible utilis	l sé par le ménag	e pour la cuisin	e	
bois ramassé	2,5	5,4	75,5	13,1	3,5
bois acheté	13,4	10,0	24,0	43,0	9,5
charbon de bois					
gaz	11,6	10,3	10,0	51,4	16,8
électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
pétrole				·	
biomasse	71,1	0,0	25,0	3,9	0,0
autre	0,0	0,0	65,8	34,2	0,0
manquant	3,1	2,7	44,7	40,6	8,9
Total	3,8 5,7	10,7 6,7	12,3 60,4	73,2 22,0	0,0 5,3
	ne combustible util				0,0
	ie compustible util	ise pai le illella;	ge pour la cuisir	16	
aucune autre source	6,3	3,8	58,9	25,4	5,7

Group	es socioéconon	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
bois ramassé	6,5	6,7	40,3	37,4	9,2
bois acheté	3,2	1,8	77,7	15,9	1,5
charbon de bois	18,0	8,1	14,5	50,3	9,2
gaz	0,0	0,0	0,0	74,8	25,2
électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
pétrole	43,6	3,7	19,7	33,1	0,0
biomasse	2,9	16,7	67,8	7,7	4,9
autre	4,8	24,5	53,1	15,1	2,6
manquant	6,9	3,8	56,6	24,0	8,6
Total	5,7	6,7	60,4	22,0	5,3
	type de sanitair	e qu'utilise le m	énage	<u> </u>	
w c avec chasse eau	20,9	2,5	19,2	48,3	9,1
latrines améliorées c	16,9	5,7	37,2	33,2	7,0
latrines améliorées n	9,9	5,9	32,7	42,2	9,4
fosse rudimentaire/tr	7,0	15,2	43,0	27,1	7,8
aucune toilette (dans	2,4	5,6	73,1	15,2	3,8
autre	5,6	2,2	84,5	7,7	0,0
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	5,7	6,7	60,4	22,0	5,3
	Classe de nive	au de vie : Noya	u dur		
	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
	1	Région			
Agadez	16,4	0,1	26,1	47,2	10,3
Diffa	1,1	0,0	71,9	25,0	2,0
Dosso	10,9	1,3	62,3	18,5	7,0
Maradi	11,3	6,0	54,6	26,5	1,5
Tahoua	5,4	1,4	63,3	26,5	3,5
Tillabéry	6,1	22,9	50,9	13,6	6,6
Zinder	5,1	4,1	58,2	26,8	5,7
Niamey	15,5	11,8	8,2	48,6	15,9

Grou	pes socioéconom	iques : Approcl	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
Total	8,2	7,1	51,9	26,8	6,1
	Milieu	de résidence			
Urbain	13,9	10,2	16,9	47,9	11,0
Rural	5,5	5,6	68,6	16,7	3,7
Total	8,2	7,1	51,9	26,8	6,1
	Gen	re du chef			
masculin	8,8	7,2	54,3	25,9	3,8
féminin					
Total	1,7 8,2	5,7 7,1	28,1 51,9	35,3 26,8	29,3 6,1
	Educa	tion du chef			
Rien ou préscolaire	0.4	7.4		22.2	7.5
Primaire	3,1	7,1	55,7	26,6	7,5
Secondaire premier cycle	8,5	8,5	56,2	24,7	2,1
Secondaire second cycle	35,0	5,5	25,8	32,5	1,2
Supérieur	87,7	0,0	0,0	12,3	0,0
Total	100,0 8,2	7,1	0,0 51,9	0,0 26,8	0,0 6,1
Total		d'âge du chef	01,0	20,0	0,1
	Classe	a age du chei			
Moins de 25 ans	1,3	1,9	77,3	10,2	9,4
25-34 ans	6,5	5,2	61,6	26,0	0,7
35-44 ans	10,2	3,8	56,2	29,3	0,5
45-54 ans	15,1	6,1	43,9	31,6	3,3
55-64 ans	5,2	10,8	53,0	26,6	4,4
65 ans et plus	2,6	13,2		18,3	34,5
Total	8,2	7,1	31,4 51,9	26,8	6,1
	taille	du ménage			
une personne	4,6	1,9	8,5	60,3	24,7
2 personnes	5,2	2,5	61,8	23,9	6,5
3 à 5 pers	7,0	5,3	56,4	25,5	5,9
6 à 9 pers	8,1	4,5	55,1	27,8	4,5
10 à 14 pers	13,2	18,6	33,5	23,7	11,1

Gro	upes socioéconon	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
15pers et plus	1,8	1,4	61,8	32,9	2,1
Total	8,2	7,1	51,9	26,8	6,1
	type de l	ogement actuel			
appartement dans un immeuble,					
studio	0,0	65,6	0,0	34,4	0,0
chambre (entrer/coucher)	6,3	11,4	40,6	37,4	4,3
case traditionnelle	3,6	3,2	66,8	19,0	7,3
maison individuelle de type					
traditionnel	8,8	8,2	54,6	23,3	5,1
maison moderne dans une					
concession	16,7	1,6	22,9	45,9	12,9
villa de type moderne	0,0	3,0	35,0	53,9	8,2
célibatérium	8,3	5,5	34,5	43,3	8,4
autre	0,0	5,9	51,9	42,2	0,0
Total	8,2	7,1	51,9	26,8	6,1
	statut d'o	ccupation actue	l I		
propriétaire avec titre	8,5	6,1	39,7	38,6	7,0
propriétaire sans titre	5,8	7,1	64,7	18,1	4,4
copropriétaire/familiale	5,7	7,8	35,4	31,1	19,9
copropriétaire/familiale	4,6	4,1	65,7	24,1	1,4
locataire	19,5	9,7	4,6	57,8	8,4
Location Vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
logé gratuitement	10,7	8,4	30,7	38,1	12,0
logement de fonction	86,2	4,7	0,0	9,2	0,0
autre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	8,2	7,1	51,9	26,8	6,1
le m	énage est connec	é au réseau d'e	au de la seen	1	
oui	11,8	5,6	18,6	52,4	11,6
non	7,9	7,2	55,0	24,4	5,6
manquant	0,0		0,0	0,0	0,0

Group	es socioéconom	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
Total	8,2	7,1	51,9	26,8	6,1
principale source d'appr	ovisionnement (en eau de boiss	on du ménage e	n saison sèche	
eau du robinet dans le logement	5,6	12,3	14,4	60,1	7,6
eau du robinet dans la concession	14,3	5,0	17,5	51,2	12,0
robinet du voisin	7,2	13,7	35,7	36,7	6,6
borne fontaine/robine	11,8	6,6	38,4	34,1	9,2
puits ouvert dans le logement	0,0	0,0	77,9	22,1	0,0
puits ouvert dans la concession	0,0	0,0	76,2	23,9	0,0
puits ouvert ailleurs	3,5	7,5	74,7	10,5	3,9
puits couvert dans le logement	0,0	1,7	0,0	98,3	0,0
puits couvert dans la concession	0,0	0,0	72,7	27,4	0,0
puits protégé ailleurs	8,7	0,9	76,6	13,7	0,1
forage	9,8	2,1	61,2	26,0	1,0
source aménagée	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
source non aménagée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
fleuve/rivière/lac	0,0	35,5	64,5	0,0	0,0
vendeurs ambulants	16,1	10,0	13,8	47,7	12,4
eau en bouteille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
mini aep	6,3	12,5	36,9	22,2	22,2
eau de pluie	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
autres	8,0	0,0	0,0	92,0	0,0
Total	8,2	7,1	51,9	26,8	6,1
principale source d'appro	visionnement er	eau de boisso	n du ménage en	saison de pluie	es .
aucune autre source	14,7	1,3	48,3	28,0	7,7
eau du robinet dans le logement	0,0	16,7	23,6	54,6	5,2
eau du robinet dans la concession	12,9	5,1	16,6	52,8	12,6
robinet du voisin	6,4	14,8	34,1	39,6	5,1
borne fontaine/robine	11,1	7,4	37,0	35,3	9,3
puits ouvert dans le logement	0,0	0,0	76,2	23,9	0,0
puits ouvert dans la concession	0,0	0,0	75,3	24,7	0,0

En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
puits ouvert ailleurs	3,0	9,7	73,0	11,6	2,8
puits couvert dans le logement	0,0	1,7	0,0	98,3	0,0
puits couvert dans la concession	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
puits protégé ailleurs	9,2	0,0	76,2	14,5	0,1
forage	11,6	0,8	58,0	28,6	1,1
source aménagée	0,0	0,0	90,1	2,7	7,2
source non aménagée	0,0	0,0	95,4	4,6	0,0
fleuve/rivière/lac	0,1	11,2	83,6	0,7	4,4
vendeurs ambulants	16,5	11,2	15,2	44,7	12,4
eau en bouteille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
mini aep	4,6	28,8	22,7	27,8	16,1
eau de pluie	0,0	3,8	82,8	13,4	0,0
autres	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
manquant	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
Total	8,2	7,1	51,9	26,8	6,1
Princ	ipale source d'éc	lairage pour vo	tre logement		
électricité	15,6	13,7	25,0	36,0	9,7
générateur	6,8	0,1	72,2	19,1	1,8
lampe à pétrole	12,1	4,1	44,1	23,2	16,6
lampe à pile	5,6	5,4	60,3	24,3	4,4
autre	0,0		0,0	0,0	100,0
Total	8,2	0,0 7,1	51,9	26,8	6,1
le ménage es	st connecté au ré	l seau de télépho	nie fixe de la So	onitel	
oui	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
non	0.0	7 1	52 O	26.9	6.0
Total	8,2 5,7	7,1 6,7	52,0 60,4	26,8 22,0	6,0 5,3
	 ménage connec	l té à un réseau i	l nternet		
non	0.0	7.4	54.0	00.0	0.4
Total	8,2 5,7	7,1 6,7	51,9 60,4	26,8 22,0	6,1 5,3

	Groupes socioéconon	niques : Approc	he monétaire		
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi
oui	52,4	0,0	0,0	47,6	0,0
non				26,7	6,1
Total	8,1 8,2	7,1 7,1	52,1 51,9	26,8	6,1
pre	mier combustible utilis	l sé par le ménag	l e pour la cuisin	<u> </u>	
bois ramassé	4,4	5,6	69,3	17,3	3,4
bois acheté	14,8	9,7	21,8	43,0	10,7
charbon de bois	14,1	2,7	12,2	51,8	19,2
gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
biomasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autre	5,6	2,8	0,0	82,6	9,0
manquant	0,0				0,0
Total	8,2	0,0 7,1	0,0 51,9	0,2 26,8	6,1
deux	xième combustible util	isé par le ména	ge pour la cuisii	ne	
aucune autre source	8,3	4,1	53,9	28,3	5,4
bois ramassé	9,4	11,8	15,0	44,9	18,9
bois acheté	6,2	1,5	66,9	22,6	2,8
charbon de bois	10,6	5,7	10,0	62,4	11,3
gaz	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
pétrole	33,9	0,0	0,0	66,1	0,0
biomasse	5,0	18,3	64,7	5,9	6,1
autre	8,7	22,6	45,2	22,3	1,2
manquant	13,2	6,3	32,6	36,0	12,0
Total	8,2	7,1	51,9	26,8	6,1
	type de sanitair	e qu'utilise le m	énage	ı	
w c avec chasse eau	5,2	0,0	33,6	61,2	0,0
latrines améliorées c	18,4	4,5	34,5	35,7	6,9
latrines améliorées n	14,4	6,6	26,7	41,7	10,5

Groupes socioéconomiques : Approche monétaire						
En ligne	Salarié public/privé	Salarié privé individuel	Indépendant Agricole	Indépendant non agricole	Sans emploi	
fosse rudimentaire/tr	10,4	15,1	29,2	34,7	10,8	
aucune toilette (dans	3,6	6,3	66,9	19,3	4,0	
autre	6,5	2,6	81,8	9,0	0,0	
manquant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Total	8,2	7,1	51,9	26,8	6,1	

Tableau X 9: Indice de Gini pour l'indicateur de niveau de vie

	Approche	monétaire	Approche non monétaire				
Groupe Gini Ec		Ecart-type	Gini	Ecart-type			
1: Classe des défavorisés	0,132004	0,004843	0,317509	0,011793			
2: Classe moyenne	0,142248	0,002928	0,452919	0,009731			
3: Classe des plus aisés	0,173744	0,006973	0,290936	0,027507			
Population	0,299578	0,007586	0,483215	0,010121			

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Tableau X 10:Indice de Gini pour l'indicateur de niveau de vie

Groupe	Approche	monétaire	Approche non monétaire		
Groupe	Gini	Ecart-type	Gini	Ecart-type	
1: Classe des défavorisés	0,132004	0,004843	0,317509	0,011793	
2: Classe moyenne inférieure	0,087071	0,002069	0,410596	0,012766	
3: Classe moyenne supérieure	0,069085	0,001885	0,418091	0,013652	
4: Classe des aisés	0,173744	0,006973	0,290936	0,027507	
Population	0,299578	0,007586	0,483215	0,010121	

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Tableau X 11: Inégalité selon quelques caractéristiques du ménage

	Approche monétaire		Approche non n	nonétaire
	Gini	Ecart-type	Gini	Ecart-type
Milieu de résidence				
1: Urbain	0,327621	0,008019	0,327320	0,009628
2: Rural	0,243328	0,006955	0,328086	0,013783
Zone agro écologique				
1: Niamey	0,338075	0,008662	0,302495	0,012906
2: Autre urbain	0,308683	0,010172	0,327691	0,012170
3: Agricole	0,242527	0,009547	0,331986	0,018133
4: Agropastorale	0,233841	0,008407	0,328527	0,019392
5: Pastorale	0,240512	0,015080	0,268659	0,031313
Age du Chef du ménage				

	Approche monétaire		Approche non monétaire	
	Gini	Ecart-type	Gini	Ecart-type
1: Moins de 25 ans	0,280446	0,022764	0,371293	0,032510
2: 25-34 ans	0,300543	0,011226	0,451097	0,014654
3: 35-44 ans	0,298512	0,010029	0,477202	0,015064
4: 45-54 ans	0,308704	0,012688	0,524209	0,012361
5: 55-64 ans	0,296556	0,014978	0,486152	0,016518
6: 65 ans et plus	0,255633	0,010017	0,437785	0,025203
Taille du ménage				
1: une personne	0,384463	0,032310	0,442194	0,037370
2: 2 personnes	0,295663	0,017410	0,486810	0,019365
3: 3 à 5 pers	0,288835	0,008530	0,480912	0,010777
4: 6 à 9 pers	0,291529	0,010242	0,487835	0,012562
5: 10 à 14 pers	0,259508	0,013974	0,483084	0,017856
6: 15 pers et plus	0,256856	0,019282	0,453904	0,029326
Genre du chef du ménage				
1: masculin	0,295115	0,007327	0,482580	0,010342
2: féminin	0,339620	0,019770	0,476333	0,015862
Education du chef du				
ménage				
1: Rien ou préscolaire	0,258630	0,006413	0,411650	0,011524
2: Primaire	0,317773	0,013305	0,433126	0,012296
3: Secondaire premier cycle	0,307325	0,014872	0,373706	0,022158
4: Secondaire second cycle	0,253112	0,022453	0,206090	0,029141
5: Supérieur	0,247014	0,016112	0,135601	0,015402
Région de résidence				
1: Agadez	0,324338	0,021737	0,417560	0,030389
2: Diffa	0,242000	0,018917	0,376153	0,040050
3: Dosso	0,272567	0,018583	0,462191	0,042270
4: Maradi	0,265768	0,014716	0,461720	0,033925
5: Tahoua	0,264073	0,015340	0,372446	0,035495
6: Tillabéry	0,262940	0,021879	0,361168	0,026608
7: Zinder	0,258571	0,017035	0,458403	0,026315
8: Niamey	0,338075	0,008662	0,302495	0,012906
Groupe socioéconomique				
1: Salarié public/privé	0,296261	0,013002	0,285087	0,014569
2: Salarié privé ind,	0,252671	0,019795	0,469756	0,016959
3: Indépendant Agr,	0,240925	0,006698	0,332075	0,011522
4: Indépendant non Ag,	0,312134	0,012773	0,427774	0,011406
5: Sans emploi	0,342734	0,022713	0,493683	0,017588
Branche d'activité				
1: Agriculture	0,240834	0,006863	0,339507	0,012890
2: Elevage/Sylv,/pêche	0,220343	0,016071	0,378255	0,049931
3: Industrie	0,349289	0,022553	0,449259	0,015896
4: Commerce	0,287359	0,012212	0,403095	0,018662

	Approche monétaire		Approche non monétaire	
	Gini	Ecart-type	Gini	Ecart-type
5: Transport	0,317903	0,022338	0,257659	0,025223
6: Education/santé	0,280298	0,019410	0,332537	0,025501
7: Services pers,/domestique	0,243696	0,019229	0,380188	0,019552
8: Adm gén/télécom/fin/aut,	0,333612	0,014357	0,360659	0,027724
Population	0,299578	0,007586	0,483215	0,010121

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS

Tableau X 12: Décomposition de l'inégalité selon les sources de dépenses

Sources budgétaire Concentration Absolue 1: Aliment 0,643186 0,292961 0,188429 2: Boisalc 0,011370 0,261836 0,002977 0,000797 0,038275 0,000346 3: habit 0,077859 0,308486 0,024018 0,001467 0,011328 0,000927 4: logement 0,098435 0,457215 0,045006 0,003056 0,013471 0,001898 5: meubles 0,043278 0,316521 0,013698 6: santé 0,037686 0,564097 0,021259 7: transport 0,031581 0,622471 0,019658 8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 9: loisir 0,0001193 0,021912 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000214 0: Education 0,013068 0,845905 0,011054 10: Education 0,01328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,000345 0,076295 0,000156 <th></th>	
2: Boisalc 0,006696 0,007340 0,004353 2: Boisalc 0,011370 0,261836 0,002977 0,000797 0,038275 0,000346 3: habit 0,077859 0,308486 0,024018 0,001467 0,011328 0,000927 4: logement 0,098435 0,457215 0,045006 0,003056 0,013471 0,001898 5: meubles 0,043278 0,316521 0,013698 6: santé 0,037686 0,564097 0,021259 0,004050 0,029313 0,003124 7: transport 0,031581 0,622471 0,019658 8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 12: biens 0	Relative
2: Boisalc 0,011370 0,261836 0,002977 0,000797 0,038275 0,000346 3: habit 0,077859 0,308486 0,024018 0,001467 0,011328 0,000927 4: logement 0,098435 0,457215 0,045006 0,003056 0,013471 0,001898 5: meubles 0,043278 0,316521 0,013698 6: santé 0,037686 0,564097 0,021259 0,004050 0,029313 0,003124 7: transport 0,031581 0,622471 0,019658 0,001717 0,021256 0,001126 8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,530748
3: habit 0,000797 0,038275 0,000346 3: habit 0,077859 0,308486 0,024018 0,001467 0,011328 0,000927 4: logement 0,098435 0,457215 0,045006 0,003056 0,013471 0,001898 5: meubles 0,043278 0,316521 0,013698 6: santé 0,037686 0,564097 0,021259 0,004050 0,029313 0,003124 7: transport 0,031581 0,622471 0,019658 8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000214 0: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,009766
3: habit 0,077859 0,308486 0,024018 0,001467 0,011328 0,000927 4: logement 0,098435 0,457215 0,045006 0,003056 0,013471 0,001898 5: meubles 0,043278 0,316521 0,013698 0,001030 0,012339 0,000485 6: santé 0,037686 0,564097 0,021259 0,004050 0,029313 0,003124 7: transport 0,031581 0,622471 0,019658 8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 9: loisir 0,001193 0,021912 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000214 0,000053 0,091291 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,008385
4: logement 0,001467 0,011328 0,000927 4: logement 0,098435 0,457215 0,045006 0,003056 0,013471 0,001898 5: meubles 0,043278 0,316521 0,013698 0,001030 0,012339 0,000485 6: santé 0,037686 0,564097 0,021259 0,004050 0,029313 0,003124 7: transport 0,031581 0,622471 0,019658 8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,000941
4: logement 0,098435 0,457215 0,045006 0,003056 0,013471 0,001898 5: meubles 0,043278 0,316521 0,013698 0,001030 0,012339 0,000485 6: santé 0,037686 0,564097 0,021259 0,004050 0,029313 0,003124 7: transport 0,031581 0,622471 0,019658 0,001717 0,021256 0,001126 8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,00030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,067653
5: meubles 0,003056 0,013471 0,001898 5: meubles 0,043278 0,316521 0,013698 0,001030 0,012339 0,000485 6: santé 0,037686 0,564097 0,021259 0,004050 0,029313 0,003124 7: transport 0,031581 0,622471 0,019658 8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 9: loisir 0,001193 0,021912 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000214 0,000053 0,091291 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,002332
5: meubles 0,043278 0,316521 0,013698 0,001030 0,012339 0,000485 6: santé 0,037686 0,564097 0,021259 0,004050 0,029313 0,003124 7: transport 0,031581 0,622471 0,019658 0,001717 0,021256 0,001126 8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 9: loisir 0,001193 0,021912 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000214 0,000053 0,091291 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,126768
0,001030 0,012339 0,000485 6: santé 0,037686 0,564097 0,021259 0,004050 0,029313 0,003124 7: transport 0,031581 0,622471 0,019658 0,001717 0,021256 0,001126 8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 9: loisir 0,001193 0,021912 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000214 0,000053 0,091291 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,003983
6: santé 0,037686 0,564097 0,021259 0,004050 0,029313 0,003124 7: transport 0,031581 0,622471 0,019658 0,001717 0,021256 0,001126 8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 0,001193 0,021912 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000214 0,000053 0,091291 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,038584
0,004050 0,029313 0,003124 7: transport 0,031581 0,622471 0,019658 0,001717 0,021256 0,001126 8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 0,001193 0,021912 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000214 0,000053 0,091291 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,001040
7: transport 0,031581 0,622471 0,019658 0,001717 0,021256 0,001126 8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 0,001193 0,021912 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000214 0,000053 0,091291 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,059879
0,001717 0,021256 0,001126 8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 0,001193 0,021912 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000214 0,000053 0,091291 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,008505
8: communication 0,023592 0,645974 0,015240 0,001193 0,021912 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000214 0,000053 0,091291 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,055371
0,001193 0,021912 0,000664 9: loisir 0,000381 0,560317 0,000214 0,000053 0,091291 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,002634
9: loisir 0,000381 0,560317 0,000214 0,000053 0,091291 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,042927
0,000053 0,091291 0,000030 10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,001762
10: Education 0,013068 0,845905 0,011054 0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,000602
0,001328 0,034150 0,001029 11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,000083
11: Restaurant 0,002745 0,506811 0,001391 0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,031137
0,000345 0,076295 0,000156 12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,002524
12: biens 0,016818 0,718280 0,012080	0,003919
	0,000438
0,001187 0,018020 0,001009	0,034027
	0,002389
hdalim 0,654556 0,287623 0,188266	0,554544
0,006568 0,007237 0,004559	0,012375
hdnalim 0,345444 0,437787 0,151231	0,445457
0,006568 0,013527 0,006979	0,012375

Source: ECVMA, 2011, INS

Tableau X 13: Modèle logit ordonné pour les déterminants de la transition

(1)	(2)	(3)

VARIABLES	Ensemble	Urbain	Rural
Age du chef	-0.0591**	-0.0995**	-0.0589**
	(0.0234)	(0.0415)	(0.0273)
age2	0.000715***	0.00106**	0.000737***
	(0.000233)	(0.000413)	(0.000272)
Taille du ménage	-0.265***	-0.293***	-0.267***
	(0.0250)	(0.0390)	(0.0314)
Part budgétaire des dépenses suivantes :			
Habillement et chaussure	0.481	1.814	0.605
	(1.151)	(3.245)	(1.284)
Logement et électricité	-11.40***	-6.522***	-16.69***
	(1.326)	(1.481)	(2.063)
Meubles, articles de ménages et entretien	-5.902**	-13.43***	-3.391
	(2.796)	(4.548)	(3.274)
Santé	4.491***	5.514***	4.492***
	(0.742)	(1.291)	(0.907)
Transport	11.85***	4.609**	14.60***
	(1.513)	(2.111)	(1.982)
Communication	13.78***	12.28***	14.81***
	(2.366)	(2.955)	(3.114)
Loisir, culture	-3.923	21.75	-9.203
	(28.84)	(27.53)	(34.88)
Education	3.015	7.143***	-7.753
	(2.112)	(2.002)	(6.515)
Restaurant	-1.618	6.982	-11.90
	(5.984)	(5.247)	(9.990)
Autres biens et services	11.59***	13.66***	11.92*
	(3.927)	(3.875)	(6.722)
Clase de bien-être non monétaire			
Classe des défavorisés = référence			
Classe moyenne inférieure	0.603***	1.098**	0.605***
	(0.141)	(0.448)	(0.152)
Classe moyenne supérieure	2.722***	3.072***	2.864***
	(0.242)	(0.483)	(0.494)
Classe des aisés	4.579***	5.141***	6.049***
	(0.340)	(0.517)	(0.564)
Education du chef	(0.2.0)	(0.027)	(3.23.)
Rien ou préscolaire = référence			
Primaire	-0.130	0.0810	-0.187
	(0.167)	(0.196)	(0.231)
Secondaire premier cycle	0.392**	0.325	0.437

	(1)	(2)	(3)
VARIABLES	Ensemble	Urbain	Rural
	(0.182)	(0.238)	(0.278)
Secondaire second cycle	-0.169	-0.178	1.144
	(0.555)	(0.369)	(1.792)
Supérieur	1.359***	1.320***	3.091***
	(0.466)	(0.426)	(0.906)
Milieu de résidence			
Urbain = référence			
Rural	-0.649***		
	(0.182)		
Région			
Agadez = référence			
Diffa	-0.0927	1.034**	0.305
	(0.213)	(0.443)	(0.234)
Dosso	-0.776***	-0.898**	-0.0715
	(0.220)	(0.426)	(0.271)
Maradi	-0.846***	-1.987***	0.134
	(0.214)	(0.316)	(0.268)
Tahoua	-0.530**	-0.689**	0.215
	(0.217)	(0.349)	(0.274)
Tillabéri	-0.414*	-1.072**	0.424
	(0.237)	(0.480)	(0.280)
Zinder	-0.731***	-1.180***	-0.0243
	(0.226)	(0.388)	(0.288)
Niamey	-0.382*	-0.928***	
	(0.203)	(0.293)	
Genre du chef			
Masculin = référence			
féminin	-0.266*	0.168	-0.422*
	(0.156)	(0.204)	(0.221)
Groupe socioéconomique			
Salarié privé indépendant	-0.783***	-0.129	-1.675***
	(0.293)	(0.312)	(0.646)
Indépendant Agricole	-1.232***	-0.234	-2.181***
	(0.395)	(0.674)	(0.676)
Indépendant non Agricole	-0.144	0.141	-0.534
	(0.226)	(0.222)	(0.561)
Sans emploi	-0.785	0.130	-1.722**
	(0.522)	(0.679)	(0.839)

	(1)	(2)	(3)
VARIABLES	Ensemble	Urbain	Rural
Branche activité du chef			
Agriculture = référence			
Elevage/Sylv./pêche	-0.0663	-0.852	0.272
	(0.287)	(0.803)	(0.322)
Industrie	-0.805**	0.134	-1.440**
	(0.404)	(0.659)	(0.719)
Commerce	-0.476	0.507	-1.140
	(0.431)	(0.693)	(0.755)
Transport	-1.326***	-0.467	-0.906
	(0.465)	(0.704)	(1.161)
Education/santé	-0.726	-0.182	-1.606*
	(0.489)	(0.716)	(0.873)
Services pers./domestique	-0.979**	-0.717	-1.189
	(0.433)	(0.689)	(0.743)
Adm gén/télécom/fin/aut.	-1.020**	0.256	-2.195***
	(0.417)	(0.687)	(0.728)
Constant cut1	-5.673***	-5.669***	-5.415***
	(0.776)	(1.341)	(1.020)
Constant cut2	-2.780***	-2.522*	-2.455**
	(0.756)	(1.326)	(1.002)
Constant cut3	-0.400	-0.0168	-0.00630
	(0.757)	(1.297)	(1.004)
Observations	3,834	1,505	2,329

Robust standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011, INS